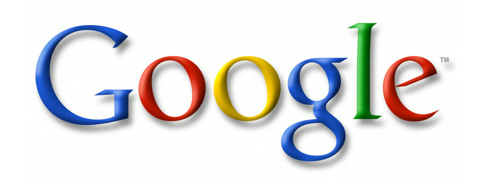
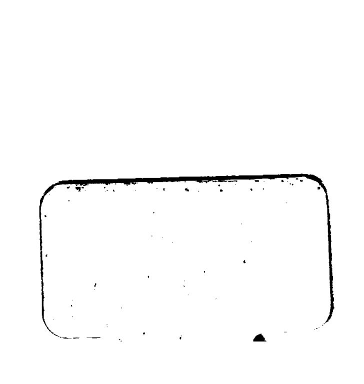




HISTOIRE

DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS Ier

EMPEREUR DE RUSSIE

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS

RUE CUJAS, 13. — 1871.

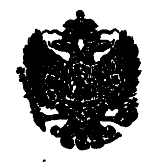
HISTOIRE
DE LA VIE ET DU RÈGNE
DE
NICOLAS Ier
EMPEREUR DE RUSSIE

PAR

PAUL LACROIX
(BIBLIOPHILE JACOB)
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-STANISLAS DE LA DEUXIÈME CLASSE, ETC.
CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL

SECONDE ÉDITION REVUE ET CORRIGÉE

TOME CINQUIÈME



ÉMILE MELLIER

LIBRAIRE
17, RUE SÉGUIER
PARIS

LIBRAIRE
DE LA COUR IMPÉRIALE
SAINT-PÉTERSBOURG

1871

LXXVII

Les opérations de la guerre contre les Persans avaient continué régulièrement et méthodiquement avec une suite non interrompue de succès et de victoires. Le seul échec que les armes russes avaient subi depuis le commencement de la campagne ne fut que la conséquence de l'imprudente bravoure d'un officier.

Dans une des excursions que le général Benkendorff faisait aux environs de son quartier-général d'Etchmiadzine (7 juin), pour essayer de rencontrer l'ennemi qui se montrait de loin sur la rive droite de l'Araxe, le major Verbitsky, commandant le quatrième régiment des Cosaques de la mer Noire, supplia le général de lui permettre de se porter en avant contre un groupe de deux cents cavaliers environ, qui observait les mouvements du corps d'armée russe. Benkendorff lui recommanda la

prudence et ordonna au colonel Karpoff de se tenir prêt à lui venir en aide au besoin.

Verbitsky n'attendit pas que le colonel Karpoff se fût mis en mesure d'appuyer le coup de main qu'il voulait tenter : à la tête de trois cents Cosaques, il fondit au galop sur cette troupe de cavaliers qui s'enfuirent et l'entraînèrent dans une embuscade où il se vit entouré par des forces supérieures; il succomba sous le nombre et périt en combattant, avec le capitaine Ouschakoff et une centaine de ses soldats. Les autres tournèrent bride et se replièrent en désordre sur Etchmiadzine, jusqu'à ce que le colonel Karpoff vînt arrêter la poursuite de la cavalerie persane et la rejetât dans les montagnes en lui faisant payer cher un avantage momentané.

Le général Paskewitch, qui avait reçu la soumission de plusieurs chefs du Karabagh, et qui avait rapatrié sur leur territoire une multitude de familles indigènes, errantes au delà de l'Araxe et longtemps retenues captives par les Persans, se proposait de former, parmi ces tribus belliqueuses qu'il replaçait sous la protection de la Russie, plusieurs corps de cavalerie légère qui pourraient lui rendre les plus grands services. Il arriva, le 20 juin, à Etchmiadzine, où le frère du sultan

des Schaldines vint se mettre à sa disposition avec les hommes qu'il commandait et qu'il avait fait sortir de Sardar-Abad, où les vivres commençaient à manquer.

Deux jours après, le mouvement général des troupes et des transports s'effectua dans la direction de Nakhitchévan, sans éprouver le moindre obstacle : les habitants, réfugiés dans les montagnes, en descendaient au passage de l'armée russe et lui apportaient des provisions de bouche. On voyait, de l'autre côté de l'Araxe, apparaître de temps à autre différents corps de cavalerie ennemie, qui semblaient suivre à distance la marche de l'armée russe, mais qui n'essayaient pas même de l'inquiéter.

La chaleur s'était élevée à plus de trente-deux degrés, et le soldat eut beaucoup à souffrir dans des plaines absolument sablonneuses, dépourvues d'ombrage et complétement désertes. La route se fit pourtant, avec une prodigieuse rapidité, en six jours, sans qu'un coup de fusil eût été tiré sur la rive gauche de l'Araxe; mais il avait fallu, à plusieurs reprises, quelques décharges d'artillerie, pour disperser, sur l'autre rive, la cavalerie persane qui se rassemblait sur certains points, comme si elle eût voulu tenter une attaque.

Paskewitch se trouvait, le 9 juillet, devant Nakhitchévan avec son avant-garde et la première division; il occupa immédiatement la ville. Le lendemain, la deuxième division étant arrivée, il fit investir la forteresse d'Abbas-Abad et ouvrit la tranchée dans la nuit du 14 juillet.

On fut averti, par les espions, que le prince Abbas-Mirza se préparait à venir au secours de la place. L'armée persane était enfin réunie au delà de l'Araxe : elle ne comptait pas moins de quarante mille hommes de bonnes troupes et surtout de cavalerie. Le sardar d'Erivan, Hassan-Khan, et d'autres chefs tartares devaient se joindre aux forces d'Abbas-Mirza, pour surprendre le général russe et le forcer à lever le siége d'Abbas-Abad.

Paskewitch ne balança pas à marcher immédiatement à la rencontre de l'ennemi : il prit avec lui toute sa cavalerie, huit bataillons d'infanterie et une partie de son artillerie, en laissant le reste de ses troupes devant Abbas-Abad et près de Nakhitchévan, pour défendre le camp et les bagages. L'artillerie et la cavalerie passèrent à gué l'Araxe; l'infanterie le traversa sur un pont que soutenaient des *bourdiouks* ou peaux de bœufs cousues et gonflées d'air, ingénieux système dont l'invention appartient à Paskewitch.

L'ennemi s'était éloigné, au lieu de disputer le passage du fleuve au général russe, qui rangeait ses troupes en ordre de bataille, aussitôt qu'elles se déployaient sur la rive droite de l'Araxe. Les régiments de Cosaques sous les ordres du lieutenant-général Ilowaïsky formaient l'avant-garde et devaient être appuyés par la cavalerie, que commandait le général Benkendorff, jusqu'à l'arrivée de l'infanterie, qui marchait plus lentement, par une chaleur excessive, sur un terrain rocailleux et offrant des pentes rapides où l'artillerie ne s'engageait pas sans danger.

Par bonheur, l'ennemi ne profita pas des avantages du terrain : il s'était massé dans une position très-favorable à quinze werstes de l'Araxe, et il avait eu le temps de prendre toutes ses mesures sur le champ de bataille qu'il avait choisi ; il occupait les défilés des montagnes qui pouvaient lui servir de forteresse ; il débordait le flanc droit de l'armée russe et opposait à son aile gauche une masse de cavalerie irrégulière forte de cinq mille hommes.

Pendant que cette masse était contenue par les dragons de Nijny-Novogorod appuyés de quatre pièces de canon, Paskewitch résolut d'attaquer l'aile droite des Persans en menaçant leur flanc

gauche avec le régiment des hulans de Borissoglebe et en couvrant son aile droite avec les régiments de Cosaques. En même temps, il ordonna au lieutenant-général, prince Eristoff, qui venait d'amener trois bataillons d'infanterie, de se mettre à la tête de deux divisions des dragons et de déloger l'ennemi qui était maître des hauteurs et qui y avait assis son artillerie.

Le prince Eristoff attaqua un corps de cavalerie persane, dans un défilé situé à la gauche des Russes, et la mit en désordre, pendant que l'infanterie culbutait l'aile gauche des Persans et s'emparait, malgré un feu d'artillerie terrible, d'un plateau élevé qui dominait le centre de leur position.

Aussitôt, l'armée persane lâcha pied, tout entière à la fois, poursuivie par les hulans et les dragons qui lui enlevèrent son principal étendard, qu'on appelle le *Drapeau victorieux;* elle essaya vainement de se reformer en arrière sur une seconde chaîne de hauteurs, où elle aurait pu se maintenir, si elle avait eu de l'infanterie, mais toute son infanterie était restée à vingt-huit werstes du champ de bataille et ne prit aucune part à l'action.

La déroute fut complète, et la cavalerie persane, poursuivie, l'épée dans les reins, jusqu'au

ruisseau de Djéwan-Boulak, qui donna son nom à la bataille, perdit deux drapeaux et quatre cents hommes, en laissant un grand nombre de prisonniers de distinction au pouvoir du vainqueur.

Abbas-Mirza lui-même, qui s'amusait à tirailler à l'arrière-garde, sans s'apercevoir que tout son monde lâchait pied autour de lui, faillit être pris par les dragons : son fusil et l'officier qui le portait tombèrent dans leurs mains. Il n'échappa que par miracle et se trouva confondu dans la mêlée des fuyards. Il allait être reconnu et forcé de se rendre, quand il rencontra sur son passage une espèce de caverne, où il réussit à se cacher, avec un de ses affidés, jusqu'à la nuit.

L'armée russe n'avait eu, dans cette brillante affaire, qu'un officier et huit soldats tués, vingt-huit blessés et trois hommes disparus.

Le général Paskewitch eut la sagesse de ne pas s'acharner à poursuivre davantage un ennemi vaincu et dispersé ; il revint la nuit même aux bords de l'Araxe, qu'il repassait tranquillement avant le jour. Il apprit, à son retour devant Abbas-Abad, que, pendant sa courte absence, la garnison avait fait une sortie, mais qu'elle avait été vigoureusement repoussée. Il annonça aux assiégés sa victoire de Djéwan-Boulak, en arborant sur sa

principale batterie les deux drapeaux qu'il avait enlevés à l'ennemi; puis, il envoya sommer la place de se rendre.

C'était un gendre du schah de Perse qui commandait dans la forteresse; il demanda un délai de trois jours : Paskewitch lui fit répondre qu'il lui accordait trois heures. Le soir même, la capitulation était signée.

Le lendemain, 19 juillet, toute l'armée russe se mit sous les armes, et le général en chef, accompagné de son état-major, alla prendre position à la principale batterie où flottaient encore le *Drapeau victorieux* et deux autres étendards pris à Djéwan-Boulak. La garnison, rangée en bataille sur le glacis, déposa ses armes et vint remettre ses drapeaux à Paskewitch, en défilant devant lui. Le commandant de la place, Mahmet-Emine-Kan, lui remit les clefs de la forteresse et se rendit prisonnier de guerre. Ensuite, Paskewitch entra dans Abbas-Abad, à la tête du régiment de la garde impériale, qui marchait tambour battant et enseignes déployées : il fit chanter un *Te Deum* solennel sur la place publique et prit possession de la forteresse, qui lui livra vingt-huit canons et des approvisionnements considérables.

La reddition de cette place forte produisit le

meilleur effet sur les populations tartares, d'autant plus que le prince Abbas-Mirza n'avait pas encore fait passer sur la rive droite de l'Araxe l'armée persane, qui n'était cependant ni diminuée ni démoralisée par la déroute de Djéwan-Boulak. Abbas-Mirza se tenait immobile dans le camp près de Tchors et voyait chaque jour grossir cette armée, avec laquelle il espérait pouvoir envelopper la petite armée russe et l'accabler sous le nombre.

La plupart des familles indigènes, qui avaient été transportées par les Persans au delà de l'Araxe, ou qui, pour se soustraire à leurs violences, s'étaient réfugiées dans les montagnes, ne demandaient qu'à rentrer dans leurs villages sous la protection du drapeau russe. Le général-major baron Sacken II, chargé de les ramener sur leur territoire natal, alla les chercher, avec un fort détachement de cavalerie et d'infanterie, et leur donna les moyens de repasser l'Araxe, sans être attaquées et pillées. Les tribus des Lesghis, des Kourousches et des Makrakhs, qui habitent les sommets les plus élevés des montagnes situées vis-à-vis de Schéky, vinrent spontanément prêter serment de fidélité au tzar de Russie.

Mais, pendant que le général Paskewitch at-

tendait la grosse artillerie de siége, dont il avait besoin pour s'emparer de Sardar-Abad et d'Érivan, l'armée persane s'était mise en mouvement en plusieurs corps, qui devaient simultanément s'opposer au passage de cette artillerie, reprendre la forteresse d'Etchmiadzine, où le général Krassowsky n'avait laissé qu'une faible garnison, et fermer la seule route par laquelle les approvisionnements et les munitions pouvaient parvenir au principal corps de l'armée russe, au camp de Karababa.

Il fallait, cependant, que le général en chef sauvegardât les familles tartares et arméniennes auxquelles il avait promis aide et protection : le général-major, prince Bagration, était chargé d'escorter ces familles et de les rétablir en sûreté dans les villages qu'elles avaient été forcées d'abandonner depuis le commencement de la guerre.

Le prince Bagration n'avait sous ses ordres qu'un détachement assez faible ; il se hâtait de rejoindre son corps, après avoir rempli sa mission, lorsqu'il fut assailli, le 19 août, par la cavalerie persane, qui essayait de lui fermer le passage ; il céda la route à un ennemi bien supérieur en nombre et alla occuper, sur le côté, une forte position qui lui permit de soutenir avec avantage le

choc de trois mille cavaliers. Il leur fit subir des pertes sensibles, mais il perdit aussi, dans ce combat acharné, plusieurs de ses officiers qui s'étaient distingués par leur intrépide dévouement.

Ici, l'enseigne prince Tschevtschevadzeff, blessé à mort, résiste encore à dix assaillants qui l'entourent et le frappent à la fois. Le capitaine Podloutsky s'élance pour le secourir et tombe frappé d'une balle : les Persans veulent s'emparer du mourant et lui trancher la tête, mais le sous-officier Kabakoff, aidé de quelques grenadiers, se fait jour jusqu'à son capitaine, qu'il emporte dans ses bras et dont il reçoit le dernier soupir.

Là, le capitaine en second, Vrétoff, avait été blessé également, au moment où il se précipitait dans la mêlée avec ses tirailleurs : accablé par le nombre, il allait périr, malgré les efforts désespérés de l'enseigne Lawroff, qui, blessé comme lui, le couvrait de son corps et continuait à le défendre. Le sergent-major Jakovleff s'élance la baïonnette en avant, écarte et repoüsse les assaillants, charge sur ses épaules le capitaine Vrétoff, qui perdait tout son sang, et le remet vivant aux mains de ses soldats; puis, il retourne au secours de Lawroff, qui combattait encore avec l'énergie du désespoir : ils furent tous deux enveloppés d'en-

nemis, et leur résistance héroïque ne les eût pas sauvés, si le lieutenant-colonel, baron Friedricks, aide de camp de l'empereur, n'était pas venu, avec une poignée d'hommes, les secourir et les délivrer l'un et l'autre, au moment où le cimeterre était levé sur leurs têtes.

Les Persans conservaient l'espoir de séparer le corps principal de l'armée russe, des détachements que Paskewitch avait dû laisser en arrière pour assurer ses approvisionnements et pour tenir la route ouverte entre son quartier-général et la forteresse d'Etchmiadzine.

Le lieutenant-général Krassowsky, qui occupait cette place avec des forces bien capables de la défendre contre un coup de main et même contre un siége régulier, en était sorti cependant avec la majeure partie de ses troupes, pour aller camper, à peu de distance, dans un endroit moins aride et plus salubre, nommé Dianghili, au pied du mont Alaghez. Il croyait n'avoir rien à craindre pour Etchmiadzine, qui n'était gardé que par quatre compagnies d'infanterie avec cinq pièces de canon, et une compagnie de volontaires arméniens, sous le commandement du lieutenant-colonel Landenfeld.

Pendant que les troupes campées à Dianghili y

trouvaient le repos dont elles avaient besoin pour se refaire, après les fatigues et les maladies qu'elles supportaient depuis leur entrée en campagne, le lieutenant-général Krassowsky ne fut pas peu surpris de voir arriver, dans son camp, la division de l'aide de camp général Sipiaguine, qui amenait au général en chef l'artillerie de siége, mais qui avait été souvent obligé de disputer le terrain à des partis considérables de cavalerie persane, qu'il dispersait sans cesse et qui sans cesse revenaient à la charge avec impétuosité. Plus d'une fois, il avait fallu employer le canon, pour s'ouvrir un passage parmi cette multitude d'assaillants, et Sipiaguine dut s'estimer heureux de pouvoir mettre en sûreté dans le camp de Dianghili le parc d'artillerie que l'ennemi avait tenté d'enlever.

L'ennemi ne renonçait pas à son projet ; il s'était éloigné, à peu de distance, pour prendre position entre les Russes et le mont Alaghez, qui lui offrait en même temps un point d'appui et un lieu de retraite. Krassowsky ne donna pas le temps aux Persans de s'établir solidement vis-à-vis de lui et de recevoir les renforts que le prince Abbas-Mirza leur envoyait : il passa la rivière d'Abarane, avec trois cents Cosaques, deux bataillons d'infanterie

et deux pièces de canon, et il vint attaquer vigoureusement l'ennemi dans la belle position que celui-ci occupait près des montagnes. Les cavaliers persans soutinrent assez bien le choc des Cosaques; mais, en voyant l'infanterie russe approcher au pas de course, ils prirent la fuite et disparurent, sans qu'il fût possible de les joindre.

A son retour au camp, le lieutenant-général Krassowsky apprit avec inquiétude, par un courrier, que le prince Abbas-Mirza assiégeait Etchmiadzine, et que la place avait beaucoup à souffrir du feu des batteries dirigées contre elle. On entendait, en effet, le bruit de la canonnade dans la matinée du 28 août.

Krassowsky ne put se mettre en route que dans la soirée, à cause de l'insupportable chaleur qui l'eût empêché de faire une marche forcée de douze werstes. Il n'avait avec lui que quatre bataillons d'infanterie, cinq cents Cosaques et douze pièces d'artillerie. Le reste de sa division suffisait à peine, pour garder, en son absence, le camp de Dianghili, qu'il n'aurait pu abandonner, sous peine de perdre ses bagages et une partie de son artillerie.

On marcha toute la nuit par des chemins es-

carpés et difficiles : on avait encore entendu distinctement, à plusieurs reprises, le canon et la fusillade, mais tous ces bruits avaient cessé depuis longtemps, lorsque Krassowsky, que tourmentait l'impatience d'arriver à Etchmiadzine, atteignit les hauteurs qui s'étendent entre Aschtarak et Outazane. Il était cinq heures du matin, et, quoique la chaleur fût déjà étouffante, on pouvait, en moins d'une heure, se trouver devant la place assiégée. Mais la route avait été fermée par le prince Abbas-Mirza, qui occupait les deux rives de l'Abarane avec dix mille hommes d'infanterie, quinze mille de cavalerie et vingt-deux pièces de canon.

L'armée persane était rangée en bataille et prête à combattre, quand le général russe l'aperçut tout à coup, au moment où ses propres troupes couronnaient les hauteurs qu'elles avaient eu beaucoup de peine à gravir : la principale batterie des Persans commandait la route d'Etchmiadzine, bordée en cet endroit d'énormes blocs de pierres et de rochers inaccessibles ; leur infanterie, formée sur trois lignes, appuyait son aile gauche sur l'Abarane et coupait la route même avec son aile droite ; leur cavalerie, disposée en arrière, par masses profondes, garnissait les hauteurs voisines

et n'attendait qu'un signal pour se déployer dans toutes les directions.

Krassowsky n'hésita pas sur le seul parti qu'il eût à prendre en face d'un ennemi dix fois plus nombreux que le détachement qu'il pouvait lui opposer; il ne voulut pas se résoudre à battre en retraite et à sacrifier inévitablement Etchmiadzine, qui était le dépôt central des approvisionnements de toute l'armée. Il donna donc l'ordre d'attaquer, et, soutenu par son artillerie, qui ouvrit le feu avant que celle des Persans fût en mesure d'y répondre, il se porta rapidement, sans tirer un coup de fusil, sur les lignes qui lui barraient le passage, et il les culbuta, en les forçant d'abandonner, à la hâte, la position avantageuse qu'elles occupaient : elles se reformèrent plus loin et se développèrent en demi-cercle pour enfermer les deux mille hommes qui composaient le détachement de Krassowsky, pendant que la marche du train de ses équipages était arrêtée par les accidents arrivés aux chariots, qui avaient été renversés à la descente d'une côte abrupte hérissée de rochers. C'était sur ce pêle-mêle inextricable de voitures et de chevaux, que le prince Abbas-Mirza faisait converger le tir de ses vingt-deux pièces de canon, qui causèrent des pertes et des

dégâts notables aux équipages et à leur escorte.

En même temps, les Persans, cavalerie et infanterie, cherchaient à entamer, par des charges réitérées, la colonne expéditionnaire, qui s'était formée en carré, et qui les repoussait toujours à la baïonnette. Les Russes, officiers et soldats, s'excitaient l'un l'autre à tenir bon et à redoubler d'énergie et de courage, malgré la chaleur accablante du jour, malgré le manque absolu d'eau, malgré la fatigue de dix heures de marche dans un pays presque impraticable. Par bonheur, l'artillerie était si habilement dirigée par le colonel Güllensmidt, qu'elle prenait en écharpe les masses persanes, chaque fois que l'ennemi revenait à la charge, pour se retirer bientôt en désordre, laissant sur le terrain une jonchée de morts qui allaient s'entassant jusqu'à la bouche des canons.

Cette bataille sanglante dura, sans interruption, de sept heures du matin à quatre heures du soir, et, quand elle se termina par la retraite définitive des Persans, le général Krassowsky n'avait plus une seule charge de mitraille à leur envoyer. Il avait fait des pertes bien regrettables : plusieurs de ses meilleurs officiers avaient péri, entre autres le lieutenant-colonel Golovine et le major Beloser;

d'autres étaient grièvement blessés; sept cents hommes, sous-officiers et soldats, avaient été tués; trois cent dix-huit mis hors de combat et cent trente-quatre disparus ou faits prisonniers. Le lieutenant-général Krassowsky avait reçu lui-même une blessure légère, aux premiers rangs, en animant, par son exemple, l'ardeur de ses troupes. Mais les pertes de l'ennemi étaient trois fois plus considérables; on pouvait estimer à trois ou quatre mille le nombre de ses morts et de ses blessés, quoiqu'il n'en eût pas laissé la moitié sur le champ de bataille.

Le général Krassowsky put alors, sans être inquiété davantage, se rendre à Etchmiadzine, qui, la nuit même, avait eu à repousser une dernière attaque, une espèce d'assaut, pendant que les assiégeants enlevaient à la hâte leurs batteries pour aller se réunir au principal corps de l'armée persane. Cette attaque n'avait pas eu plus de succès que les précédentes, et la garnison, dans sa résistance, avait fait preuve d'un courage inébranlable.

Le bruit de la prise d'Etchmiadzine s'était pourtant répandu dans le pays, tandis que le prince Abbas-Mirza, renonçant à s'emparer de cette forteresse, où Krassowsky avait laissé la moitié de

sa colonne expéditionnaire avant de retourner dans son camp de Dianghili, concentrait toutes ses forces aux environs d'Érivan, dont le siége paraissait devoir commencer d'un jour à l'autre.

L'aide de camp général Paskewitch, inquiet du sort d'Etchmiadzine, malgré la victoire signalée de l'Abarane, avait quitté son camp de Karababa, avec trente pièces de canon et la majeure partie de ses troupes; le reste, composé surtout d'infanterie, sous le commandement du lieutenant-général prince Eristoff, devait se porter sur Érivan, en attendant l'arrivée de l'artillerie de siége, qui était encore au camp de Dianghili. Le général en chef n'avait rencontré aucun ennemi dans sa marche rapide sur Etchmiadzine, où il arriva le 17 septembre; il n'en sortit, qu'après avoir vu partir successivement, sous ses yeux, les trois divisions de l'artillerie de siége. Cette artillerie, qui semblait dirigée vers Érivan, alla d'abord, sous les ordres de Krassowsky, s'arrêter devant Sardar-Abad, car Paskewitch voulait être maître de cette place avant de rien entreprendre contre Érivan.

Le prince Abbas-Mirza, qui avait pris position sur la Zanga, dans l'espoir que les Russes viendraient l'y attaquer, avant d'assiéger Érivan, ne

fut pas peu étonné en apprenant que Sardar-Abad était menacé; il se rapprocha aussitôt de cette place, pour y jeter des renforts; mais quand il sut que les habitants de la province d'Érivan s'étaient mis sous la protection du général en chef de l'armée russe, en offrant de lui fournir autant de blé et de provisions que ses troupes pourraient en avoir besoin, il craignit de se trouver enfermé au milieu des populations qui lui devenaient hostiles, et il ordonna un mouvement général de retraite, qui fit reculer l'armée persane à soixante-dix werstes d'Etchmiadzine. Paskewitch jugea prudent néanmoins de renforcer la garnison de cette forteresse, qui pouvait être attaquée de nouveau, pendant qu'il ferait le siége de Sardar-Abad.

Ce siége commença dans la nuit du 14 au 15 septembre. Cette nuit-là même, un des meilleurs capitaines du schah de Perse, Hassan-Khan, frère du sardar de la province, parvenait à s'introduire dans la place avec quelques-uns de ses plus braves officiers, prenait le commandement de la garnison, et relevait, par ses excitations et par son exemple, le courage des défenseurs de Sardar-Abad. Mais la nuit suivante, la tranchée fut ouverte, et les batteries foudroyèrent le lendemain les vieux remparts, qui s'écroulaient pièce à pièce,

en présentant déjà une brèche énorme, pendant que les gros mortiers lançaient des bombes dans l'intérieur de la ville.

Le soir du 1er octobre, un parlementaire vint demander un armistice de trois jours, en promettant la reddition de la place si elle n'était pas secourue dans cet intervalle. Paskewitch refusa toute espèce de trêve et fit redoubler le feu des batteries : l'assaut devait être donné au point du jour. Pendant la nuit, Hassan-Khan parvint à s'échapper avec ses officiers, et, après le départ de ce chef, la garnison, qui se composait de quinze cents hommes, chercha aussi son salut dans la fuite : elle fut poursuivie et dispersée à travers la steppe, par les Cosaques, les uhlans de Tchougouyeff et les dragons de Nijny-Novogorod, tandis que l'infanterie russe entrait par la brèche dans la forteresse, que les Persans avaient regardée comme imprenable. Les vainqueurs y trouvèrent, outre treize pièces de canon de bronze, d'immenses approvisionnements de blé et une quantité considérable de munitions de guerre.

La prise de Sardar-Abad devait faire tomber tous les bruits fâcheux que des nouvelles mensongères, venues de Téhéran et de Constantinople, répétées, avec malveillance, dans les journaux de

Londres, avaient propagés en Europe et même en Russie, au sujet des échecs que l'armée russe aurait éprouvés en Géorgie, notamment à la bataille de l'Abarane. On disait que, dans cette bataille, où la victoire serait restée aux Persans, les Russes, après avoir perdu dix-huit cents hommes, avaient lâché pied devant l'ennemi !

L'empereur Nicolas, qui avait reçu les drapeaux pris à Djéwan-Boulak et les clefs de la forteresse d'Abbas-Abad, les avait fait promener en triomphe dans les rues de Moscou et de Saint-Pétersbourg ; mais il n'était pas sans inquiétude sur le résultat définitif de la campagne, qui semblait traîner en longueur, et qui, depuis plus de quatre mois qu'elle était commencée, n'avait point abouti à une action décisive, malgré des avantages partiels et des faits d'armes éclatants.

Il savait que le prince Abbas-Mirza et son beau-frère Alaïar-Khan, qui avait été le boute-feu de la guerre, et qui en était toujours le principal agent, subissaient l'influence occulte de la Turquie et ne voulaient se prêter à aucune négociation pacifique.

Ces deux chefs, en effet, disposaient d'une armée qui suppléait, par le nombre, à l'insuffisance de son organisation militaire, et cette armée, qu'on

portait au chiffre exagéré de quatre-vingt-dix mille hommes, aurait été en état de tenir tête au corps d'armée détaché du Caucase, puisque son infanterie régulière avait chargé à la baïonnette, disait-on, et mis en déroute deux bataillons du régiment de Moscou de la garde impériale.

Les rapports de Paskewitch cependant ne faisaient pas mention de cette circonstance, qui avait vivement impressionné l'empereur.

Paskewitch, instruit pas l'expérience de la campagne précédente, n'avait pas voulu s'exposer à manquer de vivres dans un pays ruiné et abandonné, qui ne lui offrait pas même des villes ouvertes où il pût se reposer et se ravitailler; il avait donc, avec un soin minutieux, préparé à l'avance les approvisionnements de son armée pour toute la campagne, et il ne s'était éloigné de la frontière russe, qu'après avoir réinstallé les populations sur leur terre natale. C'était parmi ces populations inoffensives, qu'il avait trouvé, pour ainsi dire, les forces morales de son expédition. Ces tribus tartares et arméniennes, que l'armée persane avait chassées devant elle, ainsi qu'un vil bétail, au delà de l'Araxe, étaient rentrées dans leurs villages sous la protection de la Russie. Les Russes furent reçus alors comme des

libérateurs, et les Persans devinrent les ennemis naturels des habitants du sol.

Paskewitch avait imaginé de rattacher encore davantage au Gouvernement impérial la population indigène, qui en réclamait l'appui; il recruta, dans ce but, parmi les Arméniens âgés de dix-huit à trente-quatre ans, une espèce de milice nationale, appelée à rendre les mêmes services que la landwehr en Prusse. Tout Arménien qui consentait à se faire admettre dans cette milice pour un temps indéterminé, mais seulement borné à la guerre présente, était exempt, par cela même, de tout impôt et de toute servitude, ainsi que sa femme et ses enfants, pendant la durée de son engagement militaire ; il recevait, en outre, une solde pour son équipement et sa nourriture. A la fin de la guerre, il serait libre de retourner dans sa famille ou de contracter un nouvel engagement, mais cette fois définitif et permanent.

Les volontaires qui faisaient partie de la landwehr arménienne devaient se soumettre aux règlements du service militaire russe et prêter serment de fidélité à l'empereur. L'uniforme de ce corps auxiliaire était gris ; les soldats n'avaient pas d'autres armes qu'un long poignard et une paire de pistolets; les officiers seuls portaient le

sabre. Les bataillons se divisaient en compagnies de cent hommes chacune, et le commandement s'y faisait en langue arménienne.

La proclamation que l'adjudant-général Sipiaguine avait adressée aux Arméniens, pour les inviter à s'enrôler ainsi sous les drapeaux de la Russie, produisit d'abord une émulation telle, que la noblesse du pays voulut elle-même former, à ses risques et périls, un corps de volontaires libres et non soldés, à côté de la landwehr régulière et mercenaire.

L'empereur avait approuvé cette double institution, qui n'eut pas, il est vrai, une grande portée militaire, mais qui créa de nouveaux liens de sympathie fraternelle entre les Arméniens et les Russes.

LXXVIII

L'empereur Nicolas, qui n'avait pas été indifférent aux échos menaçants des rumeurs publiques au sujet de la guerre de Perse, fut très-satisfait de recevoir, le 23 octobre, le rapport du général Paskewitch qui lui annonçait la prise de Sardar-Abad ; il fit publier ce rapport dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg, et il attendit avec une impatience croissante la suite des succès que lui semblait promettre l'occupation de cette forteresse, qu'on avait toujours regardée comme la clef de la Perse.

Mais plusieurs jours se passèrent, sans qu'aucun courrier arrivât du quartier-général de l'armée de Géorgie, et l'empereur, croyant que Paskewitch n'avait pas jugé prudent de se porter immédiate-

ment sous les murs d'Érivan et de pousser avec vigueur les opérations du siége de cette capitale de l'Arménie, ne voulut pas le priver plus longtemps d'un témoignage de satisfaction, que ce général avait si bien mérité. Il lui adressa donc, avant de partir pour Riga, le rescrit suivant :

Au général d'infanterie, aide de camp général Paskewitch, commandant le corps d'armée détaché du Caucase.

« L'ouverture de la campagne de cette année contre les Persans, sous votre commandement en chef, a été, malgré les difficultés locales et les obstacles que vous avez été obligé de surmonter, signalée par l'occupation de la ville de Nakhitchévan, la défaite d'Abbas-Mirza à la bataille de Djéwan-Boulak, et la prise de la forteresse d'Abbas-Abad. Ces succès, qui ont couvert Nos armes d'une nouvelle gloire, sont une preuve évidente de vos habiles dispositions et de la valeur des troupes confiées à votre commandement et qu'anime encore votre exemple. En récompense de services si distingués, que vous avez rendus à Nous et à la patrie, Nous avons jugé devoir vous nommer chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir de première

classe, dont Nous vous transmettons ci-joint les insignes.

« Je suis votre affectionné.

« Nicolas.

« **Saint-Pétersbourg, 17/29 octobre 1827.** »

Six jours après la date de ce rescrit, un aide de camp de Paskewitch, qui en moins de douze jours et douze nuits avait fait à franc étrier cet immense voyage, apportait, avec la nouvelle de la prise d'Érivan, les riches armes du célèbre chef des troupes persanes, Hassan-Khan, fait prisonnier dans cette ville qu'il avait inutilement essayé de défendre. L'aide de camp, ne trouvant pas l'empereur à Saint-Pétersbourg, alla le chercher à Riga, où il n'arriva que le 7 novembre dans l'après-midi. Nicolas n'eut pas plutôt appris la grande nouvelle, qu'il écrivit de sa propre main au marquis de Paulucci, gouverneur général de la province de Riga.

« Marquis Philippe Ossipovitch ! Ma première visite dans la ville de Riga, depuis Mon avénement au trône, vient d'être signalée par la réception de l'heureuse nouvelle de la prise par nos troupes de l'importante forteresse d'Érivan.

« Désirant laisser à Ma chère et fidèle ville de Riga un souvenir de cet heureux événement, Je lui donne les armes qui ont appartenu au chef des troupes persanes, Hassan-Khan, fait prisonnier à Érivan, dont il était le commandant. En vous envoyant ces armes, savoir une pique et un poignard, Je vous charge de les faire déposer à l'hôtel de ville pour y être conservées, et d'informer les habitants de Riga de cette disposition.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Riga, 26 octobre (7 novembre, nouv. st.) 1827. »

L'empereur attendit que le général en chef de l'armée de Géorgie lui eût fait parvenir un rapport détaillé sur la prise d'Érivan, pour savoir quelle serait l'influence de ce fait d'armes sur la suite de la guerre : il pensait que la paix pourrait être signée dans cette capitale tombée en son pouvoir ; mais Paskewitch, qui connaissait la fierté et l'obstination musulmanes, ne se flattait pas de l'espoir de les vaincre, avant d'être maître de Tauris.

Après avoir reçu le rapport de Paskewitch sur la prise d'Érivan, l'empereur lui adressa ce rescrit, en témoignage d'estime et de satisfaction :

« Ivan Fédorovitch ! Par la brillante valeur, l'intrépidité et les talents, avec lesquels vous avez, à la tête du corps d'armée détaché du Caucase qui vous est confié, conduit d'une manière glorieuse la campagne actuelle contre les Persans, campagne mémorable par les difficultés extraordinaires qui ont été surmontées, par vos nombreuses victoires et vos faits d'armes éclatants, et que vient de couronner la prise de Sardar-Abad et la conquête, importante pour l'Empire, de la forteresse d'Érivan, renommée dans toute l'Asie, vous avez su vous concilier d'une manière particulière Notre bienveillance impériale. Voulant vous en donner un témoignage et récompenser les services distingués que vous m'avez rendus ainsi qu'à la patrie, Je vous ai nommé chevalier grand'croix de l'ordre de Saint-Georges de la deuxième classe, dont Je vous transmets ci-joint les insignes pour être portés suivant les statuts.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Revel, 29 octobre (10 novembre, nouv. st.) 1827. »

Le siége d'Érivan n'avait duré que six jours, et cette ville, qui passait pour imprenable et dont les fortifications avaient été sans cesse augmen-

tées depuis le commencement de la guerre, s'était rendue, avant même que la brèche fût ouverte.

Paskewitch était arrivé devant la place, avec sa grosse artillerie, le 7 octobre, et, dès le 11, il ouvrait un feu terrible qui causa beaucoup de dommages dans l'intérieur de la ville. La garnison, forte de trois mille hommes, que commandait Hassan-Khan, frère du sardar d'Érivan, eût voulu prolonger sa résistance; mais les habitants, que la prise de Sardar-Abad avait terrifiés, ne demandaient qu'à faire leur soumission au général russe. Celui-ci fut instruit de leurs dispositions, par les transfuges qui arrivaient en foule au camp des assiégeants.

Paskewitch envoya proposer à Hassan-Khan une capitulation honorable, en lui offrant de le laisser sortir de la place avec toute la garnison. Mais Hassan-Khan ayant attendu au lendemain pour réclamer un armistice, pendant lequel il prétendait consulter le prince Abbas-Mirza sur le fait de la capitulation d'Érivan, Paskewitch, pour toute réponse, le somma, par écrit, de se rendre à discrétion. Aussitôt, il fit rouvrir le feu qui avait été interrompu pendant la nuit et qui redoubla de violence pendant vingt-quatre heures consécutives, jusqu'à ce qu'un officier du génie,

qui dirigeait la sape aux abords du fossé, se fût aperçu que le feu des remparts avait presque cessé.

C'était le matin du 25 octobre. On voyait sur les murailles quelques habitants qui agitaient en l'air leurs mouchoirs, pour annoncer que la garnison se retirait et que la ville était à la merci des vainqueurs. Aussitôt, le général-major Lapteff, qui commandait dans la tranchée en ce moment, fit occuper, par six compagnies de la garde, les tours et les bastions que l'ennemi avait abandonnés, et se porta rapidement, de sa personne, avec les compagnies de pionniers, vers un autre point de l'enceinte fortifiée, pour couper la retraite à la garnison qui commençait à s'enfuir de toutes parts dans la campagne. Une des portes de la ville livra passage aux troupes russes qui occupèrent en un instant tous les quartiers, sans rencontrer un seul ennemi.

Hassan-Khan s'était réfugié dans une mosquée, avec ses officiers et deux cents hommes déterminés à s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais le lieutenant-général comte Suchtelen ne leur donna pas le temps de préparer leur défense : on cerna la mosquée et l'on braqua contre la porte une pièce de canon; il n'en fallut pas davantage,

pour que Hassan-Khan et ses compagnons se décidassent à mettre bas les armes. Le comte Suchtelen désarma lui-même son illustre adversaire.

Au moment même où tous les chefs de la garnison se livraient à la générosité du général russe, le commandant de la forteresse avait voulu faire sauter les magasins à poudre : le sous-lieutenant Léliakine, du régiment des grenadiers de la garde, s'élança dans un de ces magasins où l'explosion devait avoir lieu, enleva une mèche allumée qui allait mettre le feu aux poudres et prévint ainsi une imminente catastrophe, qui eût enseveli assiégeants et assiégés sous les décombres, en détruisant une partie de la ville.

On trouva, dans la forteresse, outre une énorme quantité d'armes et de munitions de guerre, des amas considérables de grains et une partie des trésors du sardar d'Érivan. Il n'y eut pas le moindre désordre dans la prise de cette grande cité qui renfermait tant de richesses. Le soldat, malgré les fatigues et les privations qu'il avait éprouvées durant une longue et pénible campagne, ne commit aucun excès, et les habitants n'eurent qu'à se louer de s'être remis à la discrétion du vainqueur.

Le général en chef, satisfait de la subordination, de la discipline et de la belle conduite de ses troupes, leur adressa ses chaleureuses félicitations dans cet ordre du jour, daté de la forteresse d'Érivan :

« Braves camarades! vous avez beaucoup fait pour la gloire du tzar, pour l'honneur des armes russes. J'ai été avec vous, j'ai été jour et nuit témoin de votre vigilance infatigable, de votre inébranlable bravoure. La victoire vous a accompagnés partout. Dans quatre jours, vous avez pris Sardar-Abad; dans six jours, Érivan, ces célèbres forteresses, ce boulevard de l'Asie, dont on croyait ne pouvoir s'approcher impunément. On les a assiégées, autrefois, des mois entiers; des peuples ont épuisé, pendant plusieurs années, leurs efforts, pour les prendre. Quelques nuits vous ont suffi pour vous en rendre maîtres. Vous avez répandu la terreur parmi leurs défenseurs. Enfin Érivan est tombé devant vous, et, dans ce vaste royaume de Perse, rien ne s'oppose plus à vos progrès. Partout où vous vous êtes montrés, les corps ennemis ont disparu devant les conquérants d'Abbas-Abad, de Sardar-Abad et d'Érivan; les villes ouvrent leurs portes, les habitants paraissent en suppliants devant vous : vous les avez toujours

épargnés ; ils avaient été emmenés par leurs oppresseurs : maintenant ils respirent sous votre généreuse protection. La Russie vous remerciera d'avoir soutenu sa gloire et sa force. Je vous remercie également de tout mon cœur, et je vous félicite, braves officiers et soldats du corps du Caucase. Il est de mon devoir de faire connaître à l'empereur, avec toute l'exactitude possible, vos mouvements, vos efforts, vos marches et vos glorieux exploits. Dans cette campagne, vous avez conquis deux provinces, pris huit drapeaux, cinquante canons, deux sardars, vingt khans, fait six mille hommes prisonniers, enlevé dix mille hommes qui avaient jeté leurs armes, et des provisions considérables de vivres et de munitions. Voilà vos trophées. Avant tout, grâces soient rendues au Tout-Puissant, pour ces succès et ces triomphes !

« L'adjudant-général, PASKEWITCH. »

Paskewitch ne resta que peu de jours à Érivan, pour organiser l'administration civile de la province, qu'il plaça sous le commandement du lieutenant-général Krassowsky : il reprit, le 29 octobre, la route de Nakhitchévan, avec l'intention de se joindre immédiatement au général prince Eristoff,

qu'il avait laissé dans cette ville, et d'exécuter un mouvement décisif sur Tauris, la seconde ville de l'empire persan et la résidence ordinaire de l'héritier présomptif du trône.

Le général prince Eristoff, qui avait pour instructions de surveiller les mouvements du corps d'armée d'Abbas-Mirza, apprit que ce corps d'armée diminuait tous les jours ; que le prince Abbas-Mirza se retirait lentement du côté de Tauris, n'ayant plus avec lui que cinq mille cavaliers, mille cinq cents fantassins et douze pièces d'artillerie et que les villes où il avait mis des garnisons de sarbases, Ourdabad, Maranda, Kurdasch, attendaient avec impatience l'armée russe, pour lui ouvrir leurs portes. Eristoff n'hésita pas à poursuivre les débris de l'armée persane, à la tête du détachement de réserve qu'il commandait.

Sorti de Nakhitchévan le 7 octobre, il fit occuper la ville d'Ourdabad par le lieutenant-colonel Vissotsky, et il envoya son avant-garde, sous les ordres du général-major Pankratieff, attaquer les sarbases de Karabagh et de Ghergher, qui gardaient le défilé de la Daraudis, qu'il leur eût été facile de défendre; mais ces sarbases se dispersèrent sans combattre, et le prince Eristoff, passant ce

défilé que l'ennemi avait garni de retranchements formidables, entra dans la ville de Maranda, dont les habitants l'accueillirent comme un libérateur. Plusieurs chefs indigènes, entraînés par l'élan des populations, vinrent, accompagnés de leurs officiers et de leurs soldats, se soumettre au gouvernement de l'empereur de Russie et rendirent au prince Eristoff les forteresses dont la garde leur avait été confiée.

Pendant ce temps, le prince Abbas-Mirza précipitait sa retraite.

Son beau-frère, Alaïar-Khan, le premier ministre du schah de Perse, il est vrai, s'était jeté dans Tauris avec cinq ou six mille hommes et se flattait encore de pouvoir arrêter la marche victorieuse des Russes, devant cette grande ville qui n'avait pourtant qu'une enceinte de murailles en briques, flanquée de quelques tours à demi ruinées et garnie d'un petit nombre de mauvais canons. Mais la population, réduite à la cinquième partie de ses habitants, et composée seulement des classes nécessiteuses, ne voulait pas soutenir un siége : les prières et les menaces d'Alaïar-Khan furent inutiles pour la forcer à prendre les armes : il eut beau lui distribuer de l'argent ; il eut beau lui promettre que le prince Abbas-Mirza ne tar-

derait pas à paraître avec une armée, il ne trouva partout qu'indifférence et inertie. Il eut recours alors à la violence, sans plus de succès, en faisant couper le nez et les oreilles, crever les yeux et mutiler les membres à plusieurs malheureux qui refusaient de travailler aux fortifications.

Cependant on annonçait l'approche des Russes. Le prince Eristoff, qui avait quitté Maranda le 23 octobre, s'avançait à marche forcée sur Tauris et trouvait partout sur son passage un accueil enthousiaste. La bonne discipline et l'humanité de l'armée russe lui avaient gagné toutes les sympathies. Eristoff n'était plus qu'à cinq werstes de Tauris, lorsque la presque totalité de la garnison persane s'enfuit à la débandade en jetant ses armes.

Alaïar-Khan essaye en vain de retenir les fuyards; il s'enferme, un moment, dans la citadelle, avec un millier d'hommes; il cherche ensuite à soulever le peuple, en lui offrant les dépouilles des soldats qui l'avaient abandonné; mais le peuple, au lieu de seconder ses efforts, fond sur le palais d'Abbas-Mirza et le met au pillage. Alaïar-Khan, n'ayant plus un seul homme à commander, ne réussit pas même à sortir de la ville et à se placer sous la protection de deux bataillons

de Shaggrangées, qui campaient aux environs. Il se cacha dans une maison des faubourgs, déterminé à vendre chèrement sa vie et à ne pas tomber vivant au pouvoir de l'ennemi, qui avait contre lui tant de motifs de ressentiment et de représailles.

Le prince Eristoff ne savait rien encore de ces événements qui venaient de se passer à Tauris. Le matin du 25 octobre, il avait formé ses troupes en ligne sur la rive droite de l'Adjatchaï, et il détacha quelques compagnies de grenadiers, avec six pièces de canon, sous les ordres du général-major Pankratieff et du colonel Mourawieff, pour pousser une reconnaissance jusque sous les murs de Tauris.

Les habitants se portèrent en masse, précédés de leurs imans et portant des branches d'arbres, au-devant des Russes, qu'ils reçurent avec les plus vives démonstrations de joie. Le général-major Pankratieff entra dans la ville, aux sons de la musique militaire, et s'empara de la citadelle où il ne restait plus un seul sarbase de la garnison.

Il envoya aussitôt à la recherche de plusieurs chefs persans, qu'on disait cachés dans les faubourgs. On eut bientôt découvert la retraite d'Alaïar-Khan, qui fit mine de se défendre; mais

sa carabine n'ayant pas fait feu quand il voulut s'en servir, il se rendit aux Cosaques dont il se voyait entouré.

La prise de Tauris livra aux vainqueurs trente et une pièces de canons, neuf mortiers, mille seize fusils, douze mille boulets, beaucoup d'autres munitions de guerre et des provisions de toute espèce.

La joie de ce grand événement devait être, pour Paskewitch, mêlée à une amère douleur : son meilleur ami, son ancien aide de camp, le colonel Borodine, avait été tué sous les murs de Tauris. Paskewitch en fut profondément affecté; il se reprocha toujours d'avoir causé la mort de ce brave officier, car c'était lui qui l'avait rappelé au service et presque de vive force, lorsque Borodine, dont il connaissait de longue date la valeur et la capacité, vivait retiré dans ses terres, marié, père de famille et jouissant en paix d'une belle fortune.

Aussi, quand plus tard Paskewitch, qui n'était pas riche, fut gratifié, par la munificence de l'empereur, d'un million en or, il força la veuve de son ami d'accepter cent mille roubles, en lui disant avec une noble et touchante sensibilité : « Je donnerais bien davantage, je donnerais mon sang, si je pouvais lui rendre la vie ! »

Le lendemain de la prise de Tauris, le 26 octobre, jour anniversaire de la naissance de l'impératrice-mère, le prince Eristoff fit assembler toute sa division sur la grande place de la ville, où un prêtre de la religion grecque célébra la messe, en présence du chef et du corps des mollahs et des membres du consulat anglais, qui adressèrent leurs félicitations au général russe et lui demandèrent l'autorisation de rester à leur poste, quoique Tauris ne fût plus au pouvoir du schah de Perse.

A peine la nouvelle de l'occupation de Tauris était-elle parvenue au général en chef Paskewitch, qu'il reçut, par un messager, une lettre du prince Abbas-Mirza, qui demandait à traiter et qui se déclarait muni des pleins pouvoirs du schah de Perse, son père, pour conclure la paix. Deux jours après, Fet-Ali-Khan, gouverneur militaire de Tauris, arrivait au quartier général de Paskewitch et venait, de la part du schah, s'informer des conditions que lui imposait le vainqueur.

Paskewitch était parti de Nakhitchévan, pour prendre possession de Tauris au nom de l'empereur de Russie. Il fit son entrée solennelle, le 31 octobre : les imans, les beys et les anciens de la ville étaient allés à sa rencontre, accom-

pagnés d'une foule immense de peuple, qui, suivant l'usage du pays, jonchaient de fleurs la route où le général en chef devait passer.

Le 2 novembre, les conférences pour la paix s'ouvraient dans un village situé à deux lieues de Tauris, et le caïmacan du prince Abbas-Mirza, de concert avec le conseiller d'État d'Obreskoff, signait, le lendemain même, les préliminaires de cette paix aussi glorieuse qu'avantageuse pour la Russie.

LXXIX

Les événements avaient marché en Turquie avec une irrésistible rapidité, quoique le traité de Londres, signé le 6 juillet, n'eût pas été notifié à la Porte Ottomane avant le 16 août.

Ce traité, auquel l'Autriche avait refusé d'adhérer, en motivant son refus sur le désir d'exercer plus directement, comme puissance neutre, son influence médiatrice entre le sultan et les trois Puissances alliées, ce traité était connu de toute l'Europe, lorsque le Gouvernement turc affectait encore d'en ignorer même l'existence.

Le sultan Mahmoud, il est vrai, cherchait à gagner du temps, dans l'espoir d'arriver à étouffer, en temps utile, l'insurrection grecque et de pouvoir répondre alors, par la logique brutale du fait accompli, à toutes les indiscrètes exigences de la diplomatie européenne. Il continuait cependant, sur

tous les points de son empire, ses préparatifs de guerre défensive : il envoyait des renforts continuels à Reschid-Pacha, qui, de concert avec Ibrahim-Pacha, achevait de réduire les dernières places de la Morée ; il pressait surtout le pacha d'Égypte de faire partir la flotte, qu'on armait à la hâte dans le port d'Alexandrie, et qui devait, pour en sortir, échapper aux croisières des escadres combinées de l'Angleterre, de la France et de la Russie.

Cependant, l'ambassadeur russe à Constantinople n'avait pas cessé de poursuivre la réparation de l'injure que le reïss-effendi avait faite à l'empereur Nicolas, en accusant ce souverain d'avoir manqué aux engagements que ses plénipotentiaires auraient pris, vis-à-vis de la Porte, aux conférences d'Ackerman. M. de Ribeaupierre, qui avait été l'un de ces plénipotentiaires, protestait, tant en son nom qu'en celui du comte Worontzoff, contre l'outrageante assertion du reïss-effendi. Celui-ci s'obstinait à refuser toute explication catégorique à cet égard, en disant que la nomination du comte Capo d'Istria comme président de la Grèce était un fait malheureux qui prouvait, ou qui du moins semblait prouver que le tzar se déclarait ouvertement le protecteur et l'auxiliaire des Grecs rebelles.

Cette nomination avait produit, en effet, sur le Divan une impression de colère et de ressentiment, très-vive et très-profonde, qui s'accrut encore à la nouvelle de l'espèce de consécration que l'empereur daignait accorder lui-même au caractère officiel du président de la Grèce, son sujet et son ancien ministre, en lui donnant des marques éclatantes d'estime, d'amitié et de sympathie.

M. de Ribeaupierre néanmoins s'attachait à mettre en relief la neutralité absolue que son Gouvernement voulait garder vis-à-vis des Turcs et des Grecs : il avait adressé une circulaire aux commandants des navires russes, pour leur défendre, sous peine de confiscation, de recevoir à leur bord des vivres ou des munitions, destinés à l'une ou l'autre partie belligérante.

Le traité du 6 juillet n'ayant pas été notifié, les Puissances alliées n'en demandaient pas encore l'exécution ; chacune d'elles devait envoyer dans la Méditerranée, pour agir simultanément, une escadre composée de quatre vaisseaux de ligne, de quatre frégates et de quelques bâtiments légers ; ces escadres n'étaient pas entièrement réunies, mais leurs commandants, le vice-amiral Codrington pour la Grande-Bretagne, le contre-amiral de Rigny pour la France, et le vice-amiral

comte de Heyden pour la Russie, avaient déjà pu s'aboucher et s'entendre sur les mesures à prendre de concert, afin de faire cesser les hostilités entre les belligérants et d'amener forcément une suspension d'armes.

Il s'agissait surtout de s'opposer au départ de la flotte égyptienne, en la tenant bloquée dans le port d'Alexandrie. Il fallait, en outre, empêcher toute communication par mer, sinon par terre, de Constantinople avec les ports grecs, et rendre impossible le ravitaillement des armées turques, qui étaient maîtresses de la Morée presque tout entière. Ce double résultat paraissait devoir être la conséquence immédiate de l'ultimatum que les Puissances allaient adresser à la Sublime Porte.

Le sultan attendait d'un jour à l'autre cet ultimatum, et il était bien résolu d'avance à n'y faire aucune concession, car le reïss-effendi avait répondu aux représentations amicales du ministre de Prusse, M. de Miltiz, qui lui conseillait d'accepter la médiation des Puissances : « L'ultimatum dont on nous menace est une lettre de change à laquelle il ne sera point fait honneur. »

Ce fut le 16 août que les drogmans des trois Puissances se rendirent chez le reïss-effendi pour lui présenter le traité du 6 juillet, avec des notes

collectives de leurs ambassadeurs. Le reïss-effendi essaya d'ajourner la présentation de ces documents diplomatiques, qu'on lui apportait sous pli cacheté, et déclara qu'il ne les recevrait pas, avant de connaître la nature de la mission des ambassadeurs. Les drogmans répliquèrent qu'ils ignoraient le contenu des dépêches qu'on leur avait confiées avec ordre de les lui remettre, et qu'ils laissèrent sur un meuble, en se retirant, sans donner le temps au ministre de prévenir leur dessein.

La notification, annexée au traité et signée par les trois ambassadeurs, n'accordait au Divan qu'un délai de quinze jours pour prendre une détermination et la faire connaître aux représentants des Puissances alliées, qui offraient, de nouveau et d'une manière formelle, leur médiation dans le but de mettre fin à la guerre des Turcs avec les Grecs, et de régler, par une négociation amicale, les rapports internationaux de ces deux peuples, désormais séparés l'un de l'autre. Le premier acte de cette médiation devait être un armistice que les Puissances proposaient en même temps à la Turquie et à la Grèce.

Les ambassadeurs croyaient de leur devoir « de ne point dissimuler au reïss-effendi, qu'un nouveau refus, une réponse évasive ou insuffisante, même

un silence absolu, de la part de son Gouvernement, placerait les Cours alliées dans la nécessité de recourir aux mesures qu'elles jugeront propres à faire cesser un état de choses devenu incompatible avec les intérêts de la Sublime Porte elle-même, avec la sécurité du commerce en général et avec la parfaite tranquillité de l'Europe. »

La sommation était péremptoire, le délai accordé très-limité; il n'y avait plus à compter sur les lenteurs et les faux-fuyants de la politique ottomane. Les escadres des trois Puissances alliées étaient là, pour exiger, de vive force, l'exécution du traité du 6 juillet.

Le lendemain même de la présentation de ce traité au reïss-effendi, le ministre de Prusse avait adressé à ce ministre une note amicale, mais très-catégorique, dans laquelle il déclarait que son Gouvernement, quoique n'ayant pas signé le traité, voulait pourtant atteindre le but que s'étaient proposé, en le signant, la France, l'Angleterre et la Russie, c'est-à-dire : arrêter une effusion de sang déplorable, préserver une population chrétienne de l'anéantissement, éloigner les éléments de discorde et de désordre qui menaçaient depuis trop longtemps le repos de l'Europe. « Je prie pour la dernière fois, disait-il à la fin de cette note pleine

de sagesse et de convenance, je prie le ministère turc de ne pas se faire illusion. Il doit maintenant connaître les intentions des trois Puissances signataires du traité; il ne peut ignorer que ces Puissances ont tous les moyens de réaliser leurs projets, mais il doit comprendre en même temps quel avenir la Porte se prépare, si elle persiste obstinément à rejeter les avertissements, les conseils et même les prières de ses amis. »

Cette note, dont les amis de la paix firent circuler des copies dans le public à Constantinople, donnait lieu d'espérer que la Porte Ottomane se rendrait aux avis de la prudence et de la raison, et que les négociations allaient avoir une issue conforme à l'intérêt général de l'Europe. Mais l'internonce autrichien refusa de se joindre au ministre de Prusse, pour essayer de vaincre l'obstination du reïss-effendi, et pour lui faire comprendre que la fin d'une guerre opiniâtre, meurtrière et ruineuse, procurerait au gouvernement du sultan un soulagement réel, et lui donnerait les moyens de travailler avec plus d'énergie, en pleine paix, à l'amélioration de la situation intérieure de ses peuples. Le baron d'Ottenfels s'excusa de s'abstenir, en disant qu'il avait demandé des instructions à son Gouvernement. On affir-

mait cependant qu'il encourageait secrètement le sultan Mahmoud à la résistance, et qu'il lui avait promis la protection de l'Autriche. Aussi, la notification des trois ambassadeurs resta-t-elle sans réponse, et l'on apprit que le grand-seigneur faisait transporter dans le sérail la plus grande partie des munitions de guerre, qui se trouvaient dans l'arsenal de Top-hana et dans les forteresses du Bosphore.

Le délai de quinze jours, accordé à la Porte Ottomane pour faire connaître sa détermination, expira le 31 août, sans que le reïss-effendi eût envoyé aucune réponse aux ambassadeurs. Une nouvelle note, plus explicite encore que la première, lui fut transmise alors : on réclamait de lui une réponse immédiate. Il accueillit avec arrogance cette démarche conciliante, et dit d'un ton hautain : « Que la Porte s'en référait à sa déclaration du 9 juin, et qu'elle n'avait rien à y ajouter. »

Les ambassadeurs des Puissances alliées adressèrent à leurs compatriotes résidant dans les États du sultan une lettre-circulaire, pour les inviter à se tenir sur leurs gardes, en prévision des graves événements qui pouvaient sortir du traité du 6 juillet. M. de Ribeaupierre convoqua personnellement à l'ambassade les principaux sujets

russes qui habitaient Constantinople, et leur annonça que, la guerre étant imminente, il leur conseillait de quitter le pays le plus tôt possible et de se mettre en sûreté avec leurs familles et leurs biens. Il les assura, toutefois, que la protection de leur Gouvernement ne leur ferait pas défaut.

La flotte égyptienne avait réussi à tromper la surveillance des bâtiments de guerre des escadres alliées, qui croisaient devant le port d'Alexandrie; peut-être l'avait-on laissé sortir de ce port, pour avoir le droit de l'attaquer en pleine mer et de la détruire complétement, si la médiation des trois Puissances devait s'imposer par la force à la Turquie. Cette immense flotte, qui ne comptait pas moins de quatre-vingt-douze voiles, portait, outre ses équipages, cinq ou six mille hommes de troupes, des amas considérables de vivres et de munitions, des chevaux et de l'artillerie, et un million de piastres d'Espagne, que le vice-roi d'Égypte envoyait à son fils Ibrahim-Pacha, en Morée, où ce général avait, dit-on, beaucoup de peine à se maintenir, faute d'approvisionnements.

La flotte égyptienne fut suivie, plutôt que poursuivie, par les escadres alliées, qui ne l'empêchèrent pas d'entrer dans le port de Navarin, le 9 septembre, et d'y débarquer paisiblement les

troupes qu'elle avait à bord; mais elle se vit presque aussitôt enfermée dans la rade, et les trois amiraux des Puissances alliées firent savoir au capitan-bey Tahir-Pacha, qui commandait cette flotte, qu'il devait désormais s'abstenir de toute espèce de participation à la guerre contre les Grecs, ceux-ci ayant accepté l'armistice que leur offraient les Puissances, et qui allait être, de gré ou de force, appliqué à la Turquie. Tahir-Pacha répondit qu'une pareille sommation lui semblait étrange, et qu'il consentait néanmoins à en référer à son Gouvernement.

Les ambassadeurs voulurent tenter une dernière démarche de conciliation auprès du reïss-effendi, qui leur avait fait dire que les assurances d'amitié des Puissances alliées, à l'égard de la Porte Ottomane, étaient vraiment incompréhensibles et dérisoires, en présence des mesures hostiles que ces Puissances venaient de prendre contre elle. Ils envoyèrent, le 14 septembre, chez le ministre turc, leurs drogmans, qui le trouvèrent moins hautain et plus modéré. Le reïss-effendi, dans cette audience, ne fit pas allusion aux notes qu'on lui avait remises précédemment, et il affecta de laisser croire qu'il ne les avait pas lues ni même décachetées; se tournant vers le drogman anglais,

qui portait la parole au nom des trois ambassadeurs : « *Dieu et mon droit!* c'est la devise de l'Angleterre, lui dit-il avec le plus grand calme. Comment pourrions-nous adopter une autre devise, lorsqu'on nous menace ouvertement d'une agression injuste. »

Cette conférence n'amena pas d'autre résultat, mais, peu de jours après, le reïss-effendi, qu'on disait atteint subitement d'un mal d'yeux, résigna ses fonctions et fut remplacé par le kiaja-bey ou ministre de l'intérieur. Ce nouveau reïss-effendi reçut, en audience particulière, le 18 septembre, les drogmans des ambassadeurs, et leur déclara, avec une fermeté froide et digne, que la Porte Ottomane ne transigerait jamais sur la soumission de ses sujets rebelles ; qu'elle ne se départirait pas néanmoins de sa modération accoutumée envers les Puissances alliées, mais que, si on l'y forçait, elle était prête à rendre coup pour coup, boulet pour boulet. Puis, s'adressant au drogman russe, il le pria, avec une extrême politesse, d'annoncer à M. de Ribeaupierre, que les commissaires turcs étaient partis pour régler la délimitation des frontières, suivant les conventions du traité d'Ackerman.

Le lendemain, deux navires russes, venant

d'Odessa et portant pavillon marchand, parurent tout à coup dans le port de Constantinople, sans avoir été signalés, sans avoir été retenus à l'entrée du canal sous les batteries du château de Fanaky. C'étaient deux bricks de guerre, armés de vingt-quatre canons; mais, comme ils ne portaient pas le pavillon de la marine impériale, et que leurs équipages n'avaient pas d'uniforme militaire, le Gouvernement turc ne pouvait les obliger à sortir du port.

Leur présence causant une certaine émotion dans la ville, le reïss-effendi envoya demander à M. de Ribeaupierre des explications sur la venue de ces navires. L'ambassadeur répondit que leur arrivée n'était pas faite pour inspirer des craintes sérieuses à la Porte Ottomane; mais que, si un plus grand nombre de bâtiments de guerre russes paraissaient devant Constantinople, c'était à elle seule que la Porte devrait s'en prendre, puisqu'elle les aurait appelés par ses mauvais procédés et ses menaces à l'égard de l'ambassadeur et des sujets de la Russie.

En effet, le Gouvernement turc pouvait avoir à se reprocher d'être cause de l'animosité malveillante que la population de Constantinople manifestait depuis quelques jours contre la per-

sonne de l'ambassadeur. Des paroles imprudentes, à l'adresse de la Russie et de son souverain, avaient été proférées dans le Divan, et elles avaient eu de l'écho parmi les basses classes, qui conservent avec toute sa ferveur le vieux fanatisme musulman : des rassemblements mal intentionnés se formèrent autour de l'hôtel de l'ambassade russe, et M. de Ribeaupierre avertit les ministres du sultan, qu'il était décidé à quitter immédiatement la capitale, si sa famille et lui ne devaient plus s'y trouver en sûreté. Les rassemblements furent dissipés, mais il resta dans les esprits un levain de haine et de ressentiment contre la Russie, et surtout contre son représentant.

M. de Ribeaupierre, malgré la satisfaction qu'il avait obtenue et la déférence que le Gouvernement turc s'empressa de lui marquer, crut prudent de se retirer avec sa famille et le personnel de l'ambassade à Bouyukdéré, et il écrivit à Saint-Pétersbourg, qu'on pouvait désormais considérer sa mission comme terminée, car, disait-il dans cette lettre, « il n'y a que le canon qui puisse maintenant battre en brèche l'obstination musulmane. La Porte est résolue à tenir tête aux Puissances alliées et à leur résister de haute lutte; mais, tout en s'apprêtant à combattre en même

temps la France et l'Angleterre, elle se persuade qu'elle n'a pas d'autres ennemis que nous. Dans une des dernières séances du Divan, il a été question de déclarer immédiatement la guerre à la Russie. »

L'empereur Nicolas jugeait la situation du même point de vue que son ambassadeur, et il ne doutait pas que l'intervention des trois Puissances ne fût suivie, sinon précédée, d'une guerre que la Russie aurait à soutenir seule contre la Porte. Cependant, il ne fit rien qui pût hâter ni préparer l'événement qu'il regardait comme inévitable et peut-être comme nécessaire : il donna l'ordre à l'amiral Greig de ne pas conduire la flotte de la mer Noire dans les parages du Bosphore.

Quant à la flotte du Nord, qui était partie de Cronstadt pour se rendre dans la Méditerranée, il avait modifié, en faisant une concession aux désirs exprimés par le cabinet de Saint-James, les instructions données à son aide de camp général l'amiral Siniavine : la principale division de l'escadre s'était arrêtée à Portsmouth, pendant que le contre-amiral comte de Heyden continuait sa route, avec quatre vaisseaux de ligne, quelques frégates et d'autres bâtiments légers, pour

se réunir dans les eaux du Levant à l'escadre combinée des Puissances alliées, et le reste de la flotte russe, après trois mois de station à Portsmouth, était rentrée, le 13 octobre, dans la rade de Cronstadt, où l'empereur alla l'inspecter et la passer en revue, le lendemain de son arrivée.

Nicolas fut très satisfait de l'excellent état dans lequel se trouvait cette belle flotte, et il félicita l'amiral des améliorations notables qui avaient été introduites dans toutes les parties du service.

— Enfants, dit-il aux équipages, votre tour viendra bientôt de montrer ce que vous êtes capables de faire, et je suis sûr que vous ne démentirez pas l'honneur du pavillon russe.

Au milieu de l'escadre, on remarquait deux frégates, *la Marie* et *l'Alexandre*, qui revenaient d'Arkhangel, avant l'invasion des glaces, et le sloop *le Krotky*, qui arrivait d'un voyage de deux ans autour du monde, voyage aussi fructueux pour les sciences naturelles que pour la science nautique, et bien digne de faire honneur au capitaine baron Wrangel, qui en avait eu la direction, et qui l'avait accompli avec autant de bonheur que de mérite.

Nicolas, dans l'ordre du jour qu'il adressa aux commandants et aux officiers de la flotte, pour

leur témoigner sa vive et cordiale satisfaction, n'oublia pas d'y comprendre les chefs et les équipages des trois navires qui avaient achevé, à travers tant de périls, un long voyage de circumnavigation et montré le pavillon russe dans des mers lointaines.

C'est ainsi que toute récompense, comme toute punition, émanait directement de la décision personnelle de l'autocrate, qui, au milieu des plus grandes affaires de l'État, ne dédaignait pas de descendre parfois aux détails les plus infimes de l'administration patriarcale de ses peuples formant une immense famille dont il était le chef vénéré.

Il venait, par exemple, d'être instruit d'une action de dévouement, qui avait déjà six mois de date et qui courait risque de tomber dans l'oubli, s'il ne l'eût pas signalée à la reconnaissance et à l'admiration publiques. Au mois de mars 1827, une barque montée par sept hommes avait été assaillie par une affreuse tempête sur la côte méridionale de la Crimée; cinq de ces malheureux périrent; les deux derniers luttaient en vain contre la vague qui allait les engloutir, lorsque deux Cosaques du Don n'hésitèrent pas à voler au secours des naufragés au risque de périr avec eux : ils

avaient eu le bonheur de les arracher, par miracle, à une mort certaine. L'empereur envoya donc à chacun de ces deux Cosaques une gratification et une médaille d'argent à porter sur le ruban de l'ordre de Saint-Vladimir, avec cette sublime inscription qu'il avait composée lui-même : *Pour avoir sauvé des hommes !*

Le jour même de l'inspection de la flotte dans la rade de Cronstadt, l'empereur avait appris, par des dépêches de M. de Ribeaupierre, que les navires commandés par le contre-amiral de Heyden étaient arrivés dans les eaux de l'Archipel et ne devaient pas tarder à se joindre à l'escadre anglo-française.

D'après ces dépêches, on avait lieu de s'attendre à voir commencer les hostilités contre la flotte turco-égyptienne, qui était toujours bloquée dans le port de Navarin et qui avait essayé d'en sortir, à plusieurs reprises, pour se porter sur d'autres points du littoral de la Morée. Les amiraux de l'escadre combinée des trois Puissances alliées avaient signifié à Ibrahim-Pacha, qu'ils anéantiraient sa flotte, si l'armistice qu'ils lui dénonçaient n'était pas scrupuleusement observé.

Une bataille navale paraissait donc imminente. Le rôle pacifique des ambassadeurs allait cesser

d'un moment à l'autre, et l'empereur ne crut pas devoir attendre davantage pour récompenser M. de Ribeaupierre, dont il appréciait à la fois l'habileté et le caractère énergique.

Voici le rescrit qu'il lui adressa :

« Les soins infatigables que vous avez apportés dans les négociations qui vous ont été confiées, avec le ministère de la Porte Ottomane, et vos constants efforts pour les amener à un résultat salutaire par le rétablissement de la tranquillité dans le Levant, principal but de Notre bienfaisante sollicitude et de celle des Puissances Nos alliées, vous ont concilié Notre bienveillance particulière. Désirant vous en donner un témoignage éclatant, Nous vous avons nommé chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky, dont Nous vous envoyons les insignes, en vous ordonnant de les porter conformément aux statuts.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 2 (14, nouv. st.) octobre 1827. »

M. de Ribeaupierre avait bien prévu ce qui ne manquerait pas d'arriver par suite du déplorable aveuglement des ministres du sultan : un conflit

sanglant et déplorable devait être la conséquence forcée des ordres impérieux, envoyés, de Constantinople, à l'amiral turc Tahir-Pacha, qu'on sommait d'agir et de continuer la guerre contre les Grecs, sans tenir compte des avis et des injonctions, que les amiraux étrangers lui auraient communiqués au nom des Puissances alliées. Ibrahim-Pacha s'obstinait, en même temps, à continuer les massacres et les dévastations en Morée, et il avait enjoint au commandant de la flotte turco-égyptienne de commencer ses opérations dans l'Archipel, par une descente dans l'île d'Hydra.

Le capitan-bey Tahir-Pacha se voyait donc obligé d'employer la force pour sortir du port de Navarin, où il était enfermé depuis six semaines; mais il n'eut pas le temps d'exécuter les instructions secrètes qu'il avait reçues du Divan, car, à peine avait-il achevé d'embarquer les troupes destinées à l'occupation d'Hydra et des autres îles grecques insurgées, qu'il vit paraître, à l'horizon, l'escadre combinée des Puissances, qui venait non-seulement lui barrer le passage, mais encore lui faire subir une coercition aussi humiliante qu'une défaite.

LXXX

C'était le 13 octobre que l'escadre russe, qu'on disait retenue à Malte pour réparer ses avaries, avait opéré sa jonction, à la hauteur de l'île de Zante, avec l'escadre anglaise, et, le même jour, l'escadre française, qui croisait dans l'Archipel, avait rallié ces deux escadres pour agir de concert avec elles.

Les amiraux avaient tenu conseil et s'étaient décidés, plutôt que de continuer durant tout l'hiver un blocus difficile, dispendieux et même inutile, à pénétrer dans le port de Navarin, pour être plus à portée d'imposer à Ibrahim-Pacha un armistice qu'il avait violé déjà audacieusement, et pour s'emparer, au besoin, de la flotte turco-égyptienne, qu'il était impossible autrement de réduire à l'inaction.

Peu de jours auparavant, une sommation caté-

gorique, signée des trois amiraux, avait été envoyée à Ibrahim-Pacha, qui ne daigna pas y répondre.

Tahir-Pacha, en voyant s'avancer la formidable escadre des alliés, comprit qu'il n'avait pas d'autre parti à prendre que d'accepter la bataille qui pouvait offrir des chances égales, en raison du nombre et de la force des navires égyptiens et turcs.

L'avantage de la position était pour lui : il forma une ligne d'embossage, contournant la baie, en fer à cheval, et présentant sur trois rangs un total de quatre-vingt-quatre bâtiments de toutes grandeurs, trois vaisseaux de ligne, un vaisseau rasé, seize frégates, vingt-sept grandes corvettes et vingt-sept bricks, avec un grand nombre de brûlots et de petites embarcations armées.

Le 20 octobre, vers midi, l'escadre combinée des Puissances alliées, qui était en vue de Navarin depuis huit jours, commença son mouvement pour venir se mettre en ligne devant la flotte turco-égyptienne, qui attendait le combat et qui s'y était préparée dès la veille.

Dans l'escadre combinée, le commandement en chef avait été confié, d'un commun accord, au plus ancien des trois commandants, le vice-amiral sir

Codrington, que son expérience, ses talents et son caractère eussent d'ailleurs désigné au choix de ses collègues. Les équipages de tous les navires, las d'une longue et infructueuse croisière, animés d'ailleurs de la plus vive sympathie pour les Grecs, étaient impatients de se trouver en présence de l'ennemi.

Sur les vaisseaux russes, l'impatience de combattre semblait plus ardente encore. Le comte de Heyden avait dit à l'équipage de son vaisseau-amiral *l'Azow :* « Enfants, rappelez-vous les derniers mots que l'empereur a prononcés, en quittant votre bord : *Si jamais vous êtes obligés de vous battre, j'espère que votre conduite sera digne de la Russie.* » Et les marins se répétaient l'un à l'autre, sur tous les bâtiments de l'escadre russe : « Nous ne démentirons pas l'honneur de notre pavillon ! »

L'émulation et l'enthousiasme allaient croissant, et quand l'ordre fut donné de suivre le mouvement des vaisseaux anglais et français qui entrèrent les premiers dans la baie de Navarin, un hourrah général se fit entendre. Groupés sur le pont et devant les sabords, les matelots se montraient du doigt la flotte turco-égyptienne qui présentait une forêt de mâts : « Nous nous

chargerions bien, à nous seuls, des Turcs! » s'écriaient-ils gaiement.

Et comme leurs officiers, plus calmes mais non moins décidés, croyaient prudent de leur annoncer qu'ils auraient affaire à forte partie et que les équipages de la flotte ennemie étaient dix fois plus nombreux que ceux de l'escadre des trois Puissances : « Peu importe leur nombre! répondaient les soldats de la marine russe ; qu'on nous laisse faire seulement! »

Les batteries de terre, qui défendaient l'entrée de la baie, restèrent muettes, lorsque le vaisseau-amiral anglais, *l'Asia*, s'avança le premier, suivi des autres navires de l'escadre anglaise et des vaisseaux français, qui avaient en tête *la Sirène*, portant le pavillon du vice-amiral de Rigny. Les brûlots égyptiens, qui étaient à l'ancre en avant du port, ne s'opposèrent pas au passage de l'escadre combinée, laquelle, suivant les habiles dispositions de sir Codrington, vint s'échelonner, en forme de croissant, vis-à-vis des navires ennemis, l'escadre russe occupant le centre de la ligne de bataille et ayant à sa gauche l'escadre française et l'escadre anglaise à sa droite, tandis que six frégates allaient tenir en respect les six brûlots qui avaient été détachés pour fermer l'accès du port.

Il n'y eut pas un coup de feu tiré de part et d'autre, car, dans les deux flottes, l'ordre était donné de n'en venir aux hostilités, qu'en cas d'attaque. Le plan du commandant en chef de l'escadre combinée avait été mis à exécution avec tant de promptitude et de précision, que chaque navire se trouvait mouillé bord à bord, vergue à vergue, en face du navire qu'il devait combattre; *l'Asia* avait jeté l'ancre près d'un gros vaisseau de ligne portant le pavillon du capitan-bey; *l'Azow*, près du vaisseau de Moharem-Bey, qui commandait la flotte égyptienne; et *la Sirène*, près de la première frégate de la flotte turque.

On s'observait des deux côtés; un silence profond régnait sur les navires, où chacun était à son poste, n'attendant qu'un signal.

Cette situation ne pouvait se prolonger. Le vice-amiral Codrington envoya une de ses frégates, *le Darmouth*, pour enjoindre aux brûlots égyptiens de sortir du port : un coup de fusil parti d'un des brûlots atteignit l'officier anglais, qui retournait à son bord après leur avoir transmis cette sommation. En même temps, l'amiral français, ayant hélé une frégate égyptienne où il voyait les canonniers pointer leurs pièces contre lui, reçut, pour réponse, deux boulets dans les flancs de son navire

et riposta par une bordée qui engagea le feu sur toute la ligne de bataille.

Les batteries de terre commencèrent alors à tirer contre les derniers bâtiments russes de l'arrière-garde.

Le vice-amiral Codrington, dont le vaisseau n'avait pas encore pris part à l'action, essaya de faire suspendre le feu, en adressant un parlementaire au capitan-bey : le parlementaire fut tué dans une embarcation qui le conduisait vers le vaisseau-amiral turc.

Aussitôt le combat devint général, et l'artillerie de l'escadre combinée ne cessa, pendant trois heures consécutives, de foudroyer la flotte turco-égyptienne, dont les vaisseaux prenaient feu et sautaient en l'air à chaque instant avec un fracas épouvantable.

Le vaisseau-amiral russe, assailli par cinq bâtiments de guerre auxquels il n'eût pas résisté longtemps, coula deux de ces bâtiments et fut heureusement secouru par le vaisseau français *le Breslaw,* commandé par le capitaine de La Bretonnière, qui le délivra d'une position périlleuse et lui permit de reprendre l'offensive contre les trois navires turcs, qu'il finit par désemparer l'un après l'autre.

L'Azow, qui avait eu beaucoup à souffrir dans cette lutte inégale, put venir en aide cependant au vaisseau-amiral anglais, qui était aux prises avec le vaisseau-amiral égyptien, armé de quatre-vingt-quatre canons. Celui-ci, dont les câbles d'embossage avaient été brisés, alla se jeter sur *l'Azow*, qui lui envoya plusieurs bordées terribles à bout portant.

Le feu s'était déclaré à bord de ce vaisseau, et *l'Azow*, en le couvrant de mitraille, empêchait l'équipage d'éteindre l'incendie, qui gagna les poudres et fit sauter le bâtiment.

On n'entendait ni murmure ni plainte, à bord de *l'Azow*, qui avait eu un grand nombre de blessés. Les marins, que des blessures graves avaient mis hors de combat, allaient se faire panser en criant hourrah.

Un sous-officier, nommé Tourkine, se trouvait sur la hune du grand mât, lorsqu'un boulet lui fracassa un bras ; il descendit d'un pas ferme en exhortant ses camarades à bien remplir leur devoir, et il subit avec calme une opération douloureuse, en disant qu'il regrettait d'avoir perdu le bras droit avec lequel il eût fait le signe de croix pour remercier le ciel d'une victoire remportée sur les ennemis des chrétiens.

Un officier, le capitaine-lieutenant Baranoff, voulait donner un ordre, quand un éclat de mitraille enleva le porte-voix qu'il appliquait à ses lèvres, lui brisa plusieurs dents et lui cassa le poignet : il demanda un autre porte-voix, le saisit de la main gauche, le porta tranquillement à sa bouche ensanglantée, donna son ordre, et ne voulut pas quitter son poste avant la fin de la bataille.

La frégate impériale *le Constantin*, commandée par le capitaine Krouchkoff, eut le bonheur de sauver un brick anglais, qui avait perdu ses ancres et ses agrès et qui, criblé de boulets, faisait eau de toutes parts. Le brick fut amarré à la poupe de la frégate, qui resta près de lui jusqu'au lendemain pour l'empêcher de sombrer.

Vers la fin du combat, une frégate turque, convertie en brûlot, parvint à se glisser entre *l'Azow* et *le Hangout*, dans le dessein de faire sauter ces deux bâtiments. Le capitaine du *Hangout*, Avinoff, s'aperçut de cette manœuvre, fit prendre à l'abordage cette frégate et tua de sa main l'homme qui avait été chargé de mettre le feu au brûlot.

A cinq heures du soir, la première ligne de la flotte ennemie était entièrement détruite : ses vaisseaux et ses frégates avaient été rasés, coulés,

incendiés; le reste allait s'échouer à la côte, où les équipages brûlaient eux-mêmes leurs navires en les abandonnant. Dans la soirée, il n'y avait plus à flot qu'une vingtaine de corvettes et de bricks à demi-consumés.

Dans cette bataille navale, ce furent les vaisseaux des trois commandants de l'escadre combinée, qui eurent le plus à souffrir et qui prirent la plus grande part à l'action. Les vaisseaux-amiraux anglais et français avaient perdu tous deux leurs mâts de misaine.

L'Azow, qui avait reçu cent cinquante-trois boulets dans sa coque, était si maltraité dans sa mâture, qu'il pouvait à peine porter ses voiles. La manœuvre sur ce bâtiment avait été dirigée par le capitaine Lazareff II, avec un sang-froid et une habileté admirables. Plusieurs de ses officiers furent tués ou blessés à côté de lui. Les autres vaisseaux russes, notamment *l'Ezéchiel*, avaient éprouvé plus ou moins d'avaries.

Le nombre de morts sur l'escadre russe fut de cinquante; il était de quarante-trois sur l'escadre française, et de soixante-quinze sur l'escadre anglaise. La flotte turco-égyptienne avait eu plus de sept mille hommes tués ou noyés.

Parmi les traits de bravoure qui signalèrent la

belle conduite des chefs et des marins russes, il suffira d'en citer deux.

Le capitaine Svinkine, atteint gravement d'un éclat de mitraille dès le commencement du combat, ne voulut jamais quitter son poste; ne pouvant plus se tenir debout, il se fit attacher à un câble, et, pendant quatre heures, à genoux sur l'avant de son vaisseau, il continua de commander.

Un des officiers de *l'Azow*, le lieutenant Bouteneff, qui avait eu le bras fracassé et qui dut subir l'amputation, s'arracha des mains des médecins qui le pansaient, en apprenant que *l'Azow* attaquait le vaisseau-amiral ottoman, et remonta sur le pont, pour être témoin, dit-il, de la victoire de son pavillon.

Deux jours après la bataille, le vice-amiral Codrington adressa cette lettre au contre-amiral de Heyden, qui se rendait à Malte avec son escadre pour y faire radouber ses vaisseaux :

« A bord du vaisseau de S. M. *l'Asia*, Navarin, 23 octobre 1827.

« Monsieur l'amiral, lorsque Votre Excellence m'a fait l'honneur de se mettre volontairement sous mes ordres avec l'escadre russe, vous m'avez donné le droit de juger votre conduite dans cette

situation, en m'en rendant responsable en grande partie. Je profite de ce droit pour vous dire que j'ai vu avec le plus grand plaisir la manière avec laquelle vous avez conduit votre escadre au feu, le 20; que rien ne peut surpasser la belle manœuvre des bâtiments sous vos ordres, et qu'un des plus heureux événements de ma vie sera de vous avoir eu sous mes ordres dans cette sanglante et destructive bataille.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur l'amiral, etc.

« E. CODRINGTON. »

LXXXI

L'empereur, qui était revenu de son voyage à Riga et à Dunabourg, pour les relevailles de l'impératrice Alexandra, assistait, avec elle et la famille impériale, au *Te Deum* solennel, qui fut célébré en actions de grâce, pour la prise d'Érivan, dans la chapelle du palais d'Hiver (15 novembre 1827). A l'issue de cette cérémonie, les clefs de la forteresse d'Érivan et quatre drapeaux enlevés aux Persans sur les remparts de la place furent promenés dans les rues de la capitale, au milieu des acclamations de la foule.

Cinq jours après, un officier de l'escadre du contre-amiral de Heyden apportait à Saint-Pétersbourg les premiers détails sur la bataille de Navarin, à laquelle il avait assisté, et, le soir même, l'empereur recevait, par un aide de camp du général Paskewitch, le bulletin qui lui an-

nonçait la prise de Tauris et l'ouverture des conférences pour la paix avec le prince Abbas-Mirza.

On vit ainsi paraître, presque simultanément, dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg, la nouvelle de ces deux grandes victoires qui jetaient un égal éclat sur l'armée et la flotte russes.

L'empereur s'empressa de récompenser le comte de Heyden, dont l'habileté et la bravoure avaient mérité les éloges du vice-amiral Codrington, et il l'éleva au grade de vice-amiral. Le capitaine de vaisseau Lazareff II, dont la belle conduite était signalée dans le rapport du commandant en chef, fut nommé contre-amiral. Les grades et les décorations furent largement répartis entre les autres officiers qui s'étaient distingués à la bataille de Navarin.

Nicolas voulut témoigner hautement sa satisfaction et sa gratitude aux deux amiraux anglais et français, qui avaient partagé les dangers et la gloire avec le chef de l'escadre russe. Le jour même où il apprenait la victoire remportée par l'escadre combinée des Puissances, il daignait adresser les rescrits suivants aux vice-amiraux Codrington et de Rigny :

« Monsieur le vice-amiral Codrington, vous

venez de remporter une victoire dont l'Europe civilisée doit vous être doublement reconnaissante. La mémorable bataille de Navarin et les manœuvres hardies qui l'ont précédée ne donnent pas seulement au monde la mesure du zèle de trois grandes Puissances pour une cause dont leur désintéressement relève encore le noble caractère; elles prouvent aussi ce que peuvent la fermeté contre le nombre, et une valeur habilement dirigée contre un courage aveugle, quelles que soient les forces sur lesquelles il s'appuie.

« Votre nom appartient désormais à la postérité. Je croirais affaiblir, par des éloges, la gloire qui l'environne; mais j'éprouve le besoin de vous offrir une marque éclatante de la gratitude et de l'estime que vous inspirez à la Russie. C'est dans cette intention, que je vous envoie ci-joint l'ordre militaire de Saint-Georges. La Marine russe s'honore d'avoir obtenu votre suffrage devant Navarin, et, pour moi, j'ai le plus vif plaisir à vous assurer des sentiments de considération que je vous porte.

« NICOLAS.

« 8 novembre (20, nouv. st.) 1827. »

« Monsieur le vice-amiral de Rigny, vous avez pris à la glorieuse bataille de Navarin une part

digne de la Puissance dont vous commandez les forces, et de la valeur qui, de tout temps, a distingué la nation française. Mais ce n'est pas à la France seule que se bornent les services que vous venez de rendre dans cette mémorable occasion, et les trois monarques, qui soutiennent aujourd'hui avec le plus noble désintéressement une cause désormais commune, vous doivent une égale reconnaissance.

« Je considère comme un devoir de vous témoigner la mienne, et je vous adresse ci-joint le cordon de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky.

« Cette distinction vous offrira, Monsieur le vice-amiral, une preuve de ma haute estime. Vous y avez des droits imprescriptibles, et j'éprouverai toujours un vif plaisir à vous réitérer l'expression des sentiments que je vous porte.

« NICOLAS.

« 8 novembre (20, nouv. st.) 1827. »

L'exemple de l'empereur de Russie ne pouvait manquer d'être suivi par le roi de France et celui de la Grande-Bretagne : il y eut donc, de la part des trois Puissances alliées, un échange de félicitations et de faveurs honorifiques accordées aux commandants de leurs escadres. Mais les consé-

quences probables de la victoire de Navarin ne furent pas envisagées de la même manière dans les trois Cours signataires du traité du 6 juillet.

La cause de la Grèce paraissait gagnée, l'armistice devant être accepté forcément par les parties belligérantes, du moment que la Turquie et l'Egypte n'avaient plus de flotte pour approvisionner les troupes turques et égyptiennes qui se trouvaient comme prisonnières en Morée, sous les ordres d'Ibrahim et de Reschid-Pacha. Il fallait donc que la Porte Ottomane acceptât, tôt ou tard, la médiation des Puissances.

La destruction de la flotte musulmane à Navarin n'était pas, il faut le reconnaître, un fait purement accidentel, un de ces événements imprévus qui résultent de la force des choses et qui s'accomplissent fatalement dans l'ordre des destinées humaines. C'était un acte prémédité, surtout de la part de l'Angleterre; la France et la Russie n'avaient fait que suivre aveuglément l'impulsion de leur alliée. On se rejetait donc de l'un à l'autre la responsabilité du premier coup de feu tiré, qui avait engagé la bataille.

« Sous ce rapport, disait le journal le *Times* avec un cynisme qu'on ne rencontra nulle part dans la presse française et russe, cette bataille est

avantageuse pour les Turcs, car si elle n'avait pas eu lieu, si les Turcs avaient continué à éluder les demandes des alliés, à temporiser au lieu d'agir, il aurait été difficile d'empêcher la Russie d'embrasser la cause des Grecs, *seule et à sa manière*, en passant le Pruth et en faisant entrer une armée dans la Turquie d'Europe. » Cet aveu presque naïf autorise donc à croire que l'Angleterre avait voulu, par le combat de Navarin, trancher la question d'Orient et rendre inutile une intervention directe et personnelle de la Russie dans les affaires de la Grèce.

Les cabinets français et anglais pouvaient ainsi considérer comme atteint le but principal du traité de Londres, et ils ne paraissaient pas décidés à en pousser plus loin les conséquences, en obligeant, par la force, le grand-seigneur à souscrire immédiatement à des conditions blessantes pour son amour-propre et onéreuses pour ses intérêts. La politique de l'Angleterre devait être satisfaite du résultat obtenu, puisque la Russie ne semblait plus, en ce nouvel état de choses, avoir le droit d'intervenir, *seule et à sa manière,* dans les affaires de la Grèce, en faisant entrer une armée russe dans les principautés danubiennes.

L'empereur Nicolas, quoique justement irrité

des procédés outrageants que son ambassadeur à Constantinople avait eu à subir de la part du reïss-effendi et du Gouvernement turc, ne voulait pas cependant mêler sa propre querelle à la question grecque. Il attendait que la Porte eût fait droit aux réclamations de M. de Ribeaupierre, et il était bien résolu à ne pas transiger sur un principe de dignité : la Turquie lui devait une réparation, et l'ambassadeur russe avait mission de l'exiger, comme il l'avait exigée, en menaçant de se retirer, s'il ne l'obtenait pas complète et solennelle.

Cette menace n'était que trop significative, puisque l'armée russe, concentrée en Bessarabie, n'attendait qu'un ordre pour passer le Pruth. Nicolas savait, d'ailleurs, que le sultan Mahmoud était animé des plus malveillantes intentions à son égard, et que, sous cette influence haineuse et vindicative, le Divan espérait détacher de la Russie la France et l'Angleterre, ou, du moins, s'assurer la neutralité de ces deux puissances, dans le cas d'une guerre de la Turquie contre la Russie.

C'était donc en prévision de cette guerre imminente, que, dès les premiers jours de novembre, le sultan avait envoyé aux hospodars des principautés un hatti-schérif qui appelait aux armes tous les musulmans contre les ennemis de la Porte : « Nos

ennemis héréditaires, les Russes, disait ce hatti-schérif, qui ne paraît pas avoir circulé hors des principautés, ne doivent pas échapper à un juste châtiment, et chaque musulman se fera un devoir de tirer d'eux une légitime vengeance. »

Le Gouvernement russe n'eut pas l'air de connaître ce document, qui équivalait à une déclaration de guerre, mais il s'empressa, de son propre mouvement et sans attendre l'avis de ses alliés, de manifester publiquement les espérances que la victoire de Navarin lui faisait concevoir pour le triomphe de la cause des Grecs et de la religion chrétienne, en annonçant que le traité de Londres allait recevoir sa pleine exécution, et que la Porte Ottomane serait mise en demeure, dans le plus bref délai, d'accepter la médiation des trois Puissances.

Voici la note-circulaire que le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de Russie, rédigea sous l'inspiration de l'empereur, et adressa, le 12/24 novembre, à tous les ministres des cours de l'Europe :

« Au moment où la bataille décisive que les escadres alliées se sont trouvées obligées de livrer à la flotte turco-égyptienne, dans la baie de Navarin, fixe l'attention générale, je crois ne pas

devoir tarder à vous faire connaître, Monsieur, la manière dont le Cabinet impérial envisage cet événement mémorable. Notre premier vœu eût été sans doute que le traité de Londres s'exécutât sans effusion de sang, et, sous ce rapport, nous déplorons notre victoire. Mais, d'un autre côté, l'empereur est le premier à reconnaître que, placés dans l'alternative de voir l'objet même de ce traité anéanti par l'extermination des Grecs sur terre ferme et l'envahissement dont Ibrahim-Pacha menaçait les îles de l'Archipel ; ayant éprouvé sa mauvaise foi par une double violation de l'armistice dont ils étaient solennellement convenus avec lui le 13/21 septembre, les amiraux, attaqués à Navarin, où les avait amenés les intentions les plus pacifiques, n'ont fait, en acceptant le combat, qu'exécuter les instructions dont ils étaient munis, et servir avec succès la cause commune. La bataille de Navarin place dans son vrai jour l'union et la politique des Cours signataires du traité de Londres. Elle permet d'espérer que, désabusé enfin de ses erreurs, le Gouvernement ottoman se hâtera d'accepter les conditions, qui lui imposent, il est vrai, quelques sacrifices, mais qui lui assurent en même temps des compensations essentielles.

« Les déterminations du sultan décideront de

celles qu'adoptera notre auguste Maître. Dans toutes les hypothèses, soit que la Porte suive une marche conforme à nos désirs, soit que, par des mesures hostiles, elle aggrave encore les inconvénients de sa position, S. M. l'empereur est fermement résolu à poursuivre, dans un intime accord avec l'Angleterre et la France, l'exécution du traité du 6 juillet; à en réaliser, de concert avec elles, les bienfaisantes stipulations, et à observer, en tout état de cause, le noble principe, qui interdit aux parties contractantes toute vue d'agrandissement, de conquête, et d'avantage exclusif.

« Nesselrode. »

Le fin de la guerre de Perse était venue fort à propos, dans ces circonstances, où la Russie avait besoin de tourner tous ses efforts du côté de la Turquie.

On n'avait jamais douté que la Porte Ottomane ne fût la principale instigatrice de cette guerre, entamée sans motifs plausibles et soutenue avec tant d'opiniâtreté; mais, comme les conférences de paix, ouvertes à la suite de la prise de Tauris, allaient suivre de près la bataille de Navarin, on pouvait espérer qu'elles auraient une issue prompte et favorable. En effet, dans l'espace de trois jours,

les préliminaires du traité à conclure entre la Perse et la Russie avaient été définitivement arrêtés : un délai de six jours seulement était accordé au prince Abbas-Mirza, pour y donner son adhésion.

D'après ce projet de traité, la Perse céderait à la Russie le khanat d'Érivan, tant en deçà qu'au delà de l'Araxe, et le khanat de Nakhitchévan ; elle lui restituerait, en outre, la partie russe du khanat de Talysch, qu'elle avait envahie au début de la guerre; elle payerait, de plus, une indemnité pécuniaire, pour les frais de cette guerre et pour les dommages qu'elle avait causés par son invasion aux provinces caucasiennes appartenant à la Russie; enfin, les troupes russes occuperaient, jusqu'à l'entier acquittement de l'indemnité, la province de l'Adzerbaidjan.

L'empereur, à qui le général Paskewitch avait soumis les conditions de la paix, que le prince Abbas-Mirza se réservait de discuter lui-même dès qu'il aurait reçu les instructions de son père, envoya sur-le-champ des pleins-pouvoirs au général, pour donner au traité un caractère définitif et irrévocable, avant que la Perse eût le temps de s'entendre avec l'Angleterre son alliée, et de profiter des conseils de cette puissance, qni lui avait refusé des secours effectifs en hommes et en

argent, malgré les conventions formelles du traité de Tehéran, mais qui la conseillait en secret et qui lui prêtait ostensiblement un certain appui moral.

L'empereur, en remerciant Paskewitch de l'excellente direction qu'il avait donnée à la guerre, de manière à la terminer dans une seule campagne, le pria d'attendre que la paix fût signée pour recevoir un témoignage éclatant de la reconnaissance de sa patrie et de son souverain.

Les récompenses commencèrent cependant à être distribuées avec largesse dans l'armée de Géorgie. L'empereur n'oublia pas surtout les actions d'éclat, et il adressa, par exemple, au lieutenant-général Krassowsky, le vainqueur d'Abarane, un rescrit relatif à ce grand fait d'armes, qui avait eu lieu au mois d'août :

« Voulant récompenser la bravoure et l'intrépidité remarquable dont vous avez fait preuve, le 17/29 août dernier, dans la bataille livrée aux Persans près de l'Abarane, journée pendant laquelle vous avez, avec un détachement de trois mille hommes, vaincu tous les obstacles, repoussé tous les efforts d'un corps de trente mille ennemis commandés par Abbas-Mirza, fait lever le siége du monastère d'Etchmiadzine et reçu une blessure

en animant les troupes par votre exemple; prenant également en considération le zèle et la valeur, que vous avez déployés à la prise de Sardar-Abad et d'Érivan, Nous vous nommons chevalier grand'croix de l'ordre de Saint-Wladimir de deuxième classe, dont Nous vous adressons ci-joint les insignes, en vous ordonnant de les porter suivant les statuts.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 5 novembre (17, nouv. st.) 1827. »

Un autre rescrit, adressé au lieutenant-général prince Eristoff, paya une dette moins ancienne, en rappelant que la prise de Tauris était due à ce brave chef de la deuxième division d'infanterie, lequel n'avait pas même été nommé dans le rapport du général en chef, annonçant que les troupes russes étaient entrées à Tauris : « Pour occuper la résidence de l'héritier présomptif du trône de Perse, ajoutait ce rapport, elles n'ont eu qu'à se présenter devant cette ville et à venir y monter la garde. » Il y avait là une évidente intention de diminuer le mérite de ce brillant fait d'armes.

Le rescrit suivant eut pour but manifeste de réparer l'injustice ou l'oubli du rapport du général en chef et de faire savoir à la Russie que c'était

le prince Eristoff qui avait pris Tauris et mis fin à la guerre :

« Voulant récompenser les services distingués que vous avez rendus pendant la guerre actuelle contre les Persans, dans le cours de laquelle vous vous êtes fait remarquer par vos habiles dispositions, et les succès que vous avez obtenus dans le Karabagh, et particulièrement à la prise de Tauris, où un grand nombre de pièces d'artillerie et une quantité considérable d'approvisionnements militaires sont tombés entre vos mains, et, de plus, où le fameux chef Alaïar-Khan a été fait prisonnier; en témoignage de Notre bienveillance particulière, Nous vous nommons chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky, dont Nous vous envoyons ci-joint les insignes.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 11 novembre (23, nouv. st.) 1827. »

Le général Paskewitch ne s'était pas contenté de l'adhésion du prince Abbas-Mirza aux préliminaires de la paix arrêtés et signés comme base du traité définitif. Ce traité pouvait se faire attendre, et les délais eussent permis au schah de

Perse de voir venir les événements en Turquie et de régler, d'après eux, sa conduite ultérieure. Paskewitch continua donc à faire marcher ses troupes sur les villes de Khoï et de Salmas, que l'ennemi n'avait pas encore évacuées.

Le prince Abbas-Mirza, qui s'était approché, avec deux mille cavaliers, entre ces deux villes, jusqu'au village de Deï-Karghan, craignit de se trouver coupé par le détachement de l'aide de camp général Benkendorff II, qui opérait un mouvement en avant, afin de se joindre au général-major Lapteff, sur la route d'Ourmiah. Abbas-Mirza se replia d'abord sur Ourmiah; puis il fit annoncer, tout à coup, au général Constantin Benkendorff, qu'il allait se rendre, muni des pleins-pouvoirs de son père, à Tschewister ou à Deï-Karghan, pour s'y aboucher avec le commandant en chef du corps d'armée détaché du Caucase et pour y conclure la paix.

Pendant ce temps-là, la ville de Khoï venait d'être occupée, sans coup férir, par un bataillon du régiment d'infanterie de Tiflis, commandé par le lieutenant-colonel Vyssotsky, lequel y avait trouvé de grands approvisionnements d'artillerie et de vivres.

L'aide de camp général Benkendorff eut ordre

de recevoir le prince Abbas-Mirza et de lui faire un accueil digne de l'héritier présomptif du trône de Perse, tandis que Paskewitch irait l'attendre à Deï-Karghan.

Ce fut le 16 novembre que le prince Abbas-Mirza se rendit à l'invitation du général Benkendorff, qui avait offert de lui montrer les troupes russes en parade.

Ces troupes étaient rangées dans une vaste plaine, à quelques werstes derrière Tschewister, et non loin du lac Urmio, lorsque le prince Abbas-Mirza, précédé d'une division de dragons de Nijny-Novogorod, qu'on avait envoyée avec deux pièces d'artillerie pour lui servir d'escorte, arriva, sans suite et sans garde, au milieu du détachement que commandait Benkendorff, entouré de son état-major.

Abbas-Mirza montait une admirable haquenée, dont le harnais brillait de plaques d'or ; il était vêtu avec la plus grande simplicité; son poignard seul était orné de pierres précieuses. Les assistants furent frappés de la beauté de ses traits, de la noblesse de ses manières, de la dignité et de la grâce de son maintien. Il n'avait auprès de lui que son beau-frère, Feth-Ali-Khan, deux officiers anglais en uniforme, dont la présence imprévue

étonna tout le monde, et deux palefreniers à cheval.

Suivant le désir qu'il avait témoigné, il fut accueilli par une salve de six coups de canon, et Benkendorff, accompagné des colonels prince Dolgorouky, comte de Tolstoï, et Raïewsky, vint au-devant de lui sur le front des troupes.

— Je suis charmé, général, lui dit le prince, qui s'exprimait en russe avec aisance, je suis charmé que, vous, qui avez, le premier, dans la campagne de cette année, tiré l'épée contre moi, vous veniez aussi, le premier, à ma rencontre au moment de conclure la paix.

Il avait salué très-gracieusement les soldats et leur avait adressé la parole en russe : il examinait avec attention tous les détails de leur équipement.

— Il faut beaucoup de temps pour former une nation à la guerre, dit-il à Benkendorff. Nous ne faisons que commencer en Perse. Vous avez eu aussi, vous autres Russes, votre temps d'épreuve, avant de parvenir à ce qu'on peut appeler la perfection du service militaire. Quoi qu'il en soit, nous vivrons désormais en bonne intelligence. En vérité, ajouta-t-il en souriant avec un sentiment de mélancolie et d'amertume, que trahissait son regard, n'est-il pas vraiment étrange que je vienne, moi,

vous faire une visite dans cette contrée qui appartient à l'empire de Perse?

Il pria le général Benkendorff de lui présenter, l'un après l'autre, les officiers de l'état-major russe et de le conduire ensuite devant les lignes des troupes, échelonnées, à peu de distance, sur la route de Tschewister. Les Cosaques étaient à la tête du détachement : il exprima le désir de faire connaissanee avec leur colonel Schemschoff, qu'il félicita d'avoir sous ses ordres une aussi belle cavalerie.

Après avoir vu manœuvrer l'infanterie, il adressa des éloges aux soldats dont il admirait hautement la tenue et l'instruction. Il donna toute son attention à l'artillerie, examina les pièces, interrogea les artilleurs sur des questions de service, et répéta plus d'une fois avec tristesse : « Nous avons des canons, mais nous n'avons pas d'artillerie. » Il demanda au général Benkendorff de vouloir bien faire défiler en parade, devant lui, un régiment de grenadiers et un régiment de dragons : pendant le défilé, il manifesta plus d'une fois son admiration pour l'armée russe.

Avant de prendre congé du général Benkendorff, il lui exprima l'espoir que la paix serait bientôt conclue, et qu'il pourrait alors visiter la Russie,

qui lui fournirait matière à tant d'observations utiles et intéressantes : « Ce me sera aussi un véritable plaisir, ajouta-t-il gracieusement, de voir S. M. l'empereur et toute la famille impériale. »

Durant la longue visite que le prince Abbas-Mirza avait faite au général Benkendorff, les cavaliers persans, qui formaient la garde particulière de ce prince, sous le commandement de son fils, âgé de quinze ans à peine, étaient restés immobiles, de l'autre côté de la route, jetant autour d'eux des regards sombres et cachant mal les sentiments de colère et d'humiliation qui se peignaient sur leurs visages.

Le prince fut ramené jusqu'à Tschewister, par l'escorte russe que Benkendorff lui avait donnée, et, à son retour dans ce village, où il se proposait d'attendre le général Paskewitch, une garde d'honneur, composée de trente dragons de Nijny-Novogorod et de trente cavaliers kurdes, fut placée devant sa tente.

Le lendemain, on lui fit savoir que Paskewitch devait arriver, dans la journée, à Deï-Karghan, et s'y tiendrait à sa disposition pour l'ouverture des conférences. Abbas-Mirza enjoignit à son fils d'aller à la rencontre du général jusqu'à moitié

chemin et de le recevoir avec toutes sortes d'égards et de prévenances.

Ce fut le jour suivant qu'Abbas-Mirza eut sa première entrevue avec le général en chef de l'armée russe.

Paskewitch avait envoyé au-devant de lui le lieutenant-général comte Suchtelen avec l'état-major du corps et une division de hulans. Abbas-Mirza fit le plus gracieux accueil à cet officier distingué, l'invitant à se tenir le plus près possible de sa personne, et lui adressant souvent la parole de la manière la plus affable. Ils entrèrent ensemble à Deï-Karghan, où toutes les troupes étaient sur pied pour lui rendre les honneurs dus à sa naissance. Le général-major Pankratieff avait été chargé de le conduire au logement qu'on lui avait préparé, et dont le service était confié à une compagnie du régiment de la garde impériale : le prince parut émerveillé de l'air martial et de la belle tenue de ces soldats d'élite.

On lui annonça aussitôt la visite du général Paskewitch. Abbas-Mirza le reçut debout, au milieu de l'appartement, lui tendit la main avec une exquise politesse et lui parla très-amicalement.

Deux jours après, à l'occasion de la fête du grand-duc Michel, il y eut, en présence du prince

persan, grande parade de toutes les troupes russes qui se trouvaient campées à Deï-Karghan et aux environs; ce qui fut pour le prince un nouveau motif de féliciter le général Paskewitch sur l'excellente organisation de son armée. Abbas-Mirza, ce jour-là, daigna même assister à un dîner que le colonel Schipoff donnait aux officiers de la garde, et il n'hésita pas, quoique musulman, à s'associer à un toast qu'on portait à la santé de l'empereur et de son auguste famille.

Les conférences sur la paix commencèrent le 23 novembre et continuèrent, sans interruption, pendant plusieurs jours. Abbas-Mirza paraissait animé des intentions les plus conciliantes, et il se faisait, à cet égard, l'interprète de son père, pour affirmer que les affaires auraient une issue aussi prompte que satisfaisante. On tomba d'accord sur tous les points principaux du traité, qui ne fut signé pourtant que trois mois plus tard.

La main de l'Angleterre n'était que trop visible dans les lenteurs et les difficultés des négociations. Il y avait sans cesse de nouvelles instructions à demander au cabinet de Téhéran, et ces instructions ne faisaient qu'entraver et ralentir la conclusion de la paix. Le prince Abbas-Mirza était toujours, en apparence, plein de bonne volonté, et

ne semblait pas le moins contrarié, par suite des obstacles qui venaient, à tout propos, traîner en longueur les négociations.

Le général Paskewitch ne se laissa pas toutefois endormir par ces assurances réitérées de bienveillance et de sympathie; non-seulement il gardait à vue le prince Abbas-Mirza, mais encore il avait exigé que toutes les troupes persanes se retirassent à soixante werstes au sud de Maragha, pendant qu'il établissait de fortes garnisons dans les villes conquises, et qu'il s'appliquait à entretenir des rapports de bonne intelligence avec la population indigène, en soumettant tout le pays au régime de l'administration russe.

LXXXII

L'empereur Nicolas n'était pas sans inquiétude sur les dangers qui pouvaient menacer non-seulement la personne de son ambassadeur à Constantinople, mais encore la vie des sujets russes résidant alors dans cette capitale ou se trouvant sur quelque autre point de l'Empire Ottoman.

Le fanatisme religieux des Turcs, leur haine héréditaire contre la Russie, semblaient devoir, à la nouvelle du désastre de Navarin, se traduire en violences et en excès déplorables, que le Gouvernement du grand-seigneur serait impuissant à prévenir et à réprimer. On avait lieu de craindre que, sous la première impression de stupeur et de colère, les autorités musulmanes ne laissassent la fureur populaire se déchaîner sur les chrétiens et venger, par de sanglantes représailles,

la défaite et la destruction de la flotte turco-égyptienne.

Il n'en fut rien, par bonheur : on apprit presque aussitôt, à Saint-Pétersbourg, par des lettres de M. de Ribeaupierre, que la tranquillité publique n'avait pas été troublée un seul instant à la suite de la bataille de Navarin; que le Gouvernement turc avait déployé la plus énergique vigilance pour la sûreté des étrangers, et que, d'ailleurs, les Turcs, résignés aux décrets de la Providence, ne manifestaient ni animosité, ni ressentiment à l'égard des Russes, des Anglais et des Français.

Les ambassadeurs des trois Puissances, il est vrai, avaient été avertis de la victoire de Navarin, deux ou trois jours avant que la nouvelle en fût parvenue au Divan; car, pendant la bataille, l'amiral Codrington avait envoyé une frégate à Smyrne avec une dépêche pour l'ambassadeur anglais à Constantinople. Les ambassadeurs avaient donc eu le temps de se réunir, de s'entendre, et d'adopter des mesures efficaces dans l'intérêt de leurs nationaux : les deux bâtiments de guerre russes, qui étaient mouillés dans le Bosphore, reçurent l'ordre de se tenir prêts à tout événement; plusieurs bâtiments anglais, qui se trouvaient à

l'ancre auprès d'eux, vinrent se placer à l'entrée du port de Constantinople.

Le 1er novembre, les drogmans des trois ambassades se présentèrent devant le reïss-effendi et lui demandèrent, entre autres questions insidieuses, si la Porte persistait dans son refus d'accepter la médiation des Puissances. Le reïss-effendi, qui ne savait rien de l'affaire de Navarin, répondit évasivement sur quelques points et déclara que la Porte ne se départirait jamais des principes qu'elle avait posés au sujet de l'insurrection grecque.

Peu d'heures après, le reïss-effendi fut instruit de l'anéantissement de la flotte musulmane à Navarin. L'internonce autrichien et le ministre de Prusse, qui venaient de recevoir la même nouvelle, accoururent l'un après l'autre chez le chef du cabinet turc, pour le supplier de ne s'arrêter à aucune résolution précipitée et de ne pas exposer la Turquie à subir de plus grands malheurs. Par ordre du sultan, le reïss-effendi fit demander immédiatement aux trois ambassadeurs des explications franches et décisives sur ce qui s'était passé à Navarin contre le droit des gens, dit-il, et au mépris de toutes les lois humaines.

Les réponses des ambassadeurs, quoique modérées et conciliantes, ne satisfirent pas le Divan,

qui déclara le lendemain que la question changeait de face et sortait du domaine de la politique pour passer dans celui de la religion. Ce fut en vain que les ministres de Prusse et d'Autriche cherchèrent des moyens termes pour opérer une transaction amiable entre la Porte et les trois Puissances.

Le Gouvernement turc n'avait pris encore qu'une seule mesure, en vue des circonstances ; il avait fait défense aux vaisseaux de toutes les nations européennes de sortir du Bosphore ou de le traverser, pour se rendre soit dans la Méditerranée, soit dans la mer Noire. On annonçait que l'embargo serait mis d'un jour à l'autre sur tous les navires russes, anglais et français, qui se trouvaient alors dans les ports de la Turquie. Il y eut plusieurs assemblées extraordinaires du Divan, auxquelles assistaient tous les ministres en activité ou hors de service, les principaux ulémas, les deux seraskiers et d'autres grands-officiers de l'Empire Ottoman. Les délibérations furent tenues secrètes.

Enfin, le 8 novembre, le reïss-effendi adressa aux trois ambassadeurs une note très-ferme et très-catégorique, par laquelle le sultan se refusait à toute espèce de négociation, avant que les Puis-

sances eussent renoncé à intervenir directement dans les affaires de la Grèce, en accordant une réparation publique et solennelle à la Porte Ottomane pour l'insulte faite à son pavillon devant Navarin, et en s'engageant à l'indemniser intégralement de tous les dommages que cette insulte lui avaient causés.

Les ambassadeurs répondirent, dès le lendemain, que l'intervention des trois Puissances dans les affaires de la Grèce était la conséquence nécessaire du traité de Londres; que la marine turque ayant provoqué elle-même la collision qui avait amené sa ruine au combat de Navarin, aucune indemnité n'était due par les vainqueurs, et que d'ailleurs le Divan avait été averti d'avance des suites graves que devait avoir son refus d'accepter la médiation des Puissances alliées. Malgré cette réponse catégorique, les négociations avaient continué entre le reïss-effendi et les ambassadeurs, sans produire d'autre résultat que la levée de l'embargo mis sur les bâtiments de commerce des trois Puissances.

Les ministres de France et d'Angleterre n'épargnaient pas les démarches dans le sens pacifique. Le ministre de Russie semblait moins disposé à temporiser et demandait ses passe-ports

avec une insistance qui témoignait de son impatience de partir. Ses deux collègues eurent donc beaucoup de peine à le décider à faire avec eux une dernière tentative d'arrangement auprès du reïss-effendi.

Tahir-Pacha, qui avait commandé la division turque dans la flotte turco-égyptienne détruite à Navarin, venait d'arriver à Constantinople, et le récit qu'il fit de la bataille navale, en accusant les amiraux de l'escadre combinée des trois Puissances d'avoir attaqué les premiers cette flotte qu'ils voulaient anéantir, ce récit, empreint d'une malveillante exagération, sinon de mauvaise foi, exalta au plus haut degré l'indignation et le ressentiment de Mahmoud et de ses ministres.

Les trois ambassadeurs, en annonçant qu'ils se proposaient de quitter immédiatement Constantinople, prièrent le reïss-effendi de leur accorder, en raison de la gravité des circonstances, une audience de congé à laquelle ils se présenteraient tous ensemble, contrairement aux usages diplomatiques de la Porte, qui n'admet pas à la fois, dans la même conférence, plusieurs agents étrangers. On fit céder les usages à la force majeure, et l'audience fut accordée. Elle dura cinq heures. Les ambassadeurs y étaient venus avec leurs se-

crétaires et leurs interprètes ; le reïss-effendi, avec le secrétaire du cabinet et le drogman de la Porte.

Le reïss-effendi discuta le droit d'intervention étrangère dans les actes de la Turquie vis-à-vis de ses sujets. Il persista dans les réclamations d'indemnité pécuniaire, que la Porte avait adressées aux auteurs du désastre de Navarin ; il parla encore de réparation publique pour l'insulte que le pavillon musulman avait reçue. Mais, comme la patience des ambassadeurs paraissait être à bout, il laissa entendre que le sultan n'était pas éloigné d'accepter l'armistice sous la garantie des trois Puissances et d'offrir aux Grecs qui rentreraient dans le devoir, certains *articles de grâce* destinés à opérer un rapprochement amiable entre le souverain et ses sujets révoltés.

M. de Ribeaupierre, irrité de tant d'aveuglement et de tant d'obstination, mit fin à la conférence, en s'écriant avec emportement : « Vous voulez la guerre, eh bien ! vous aurez la guerre ! » Il se retira sur-le-champ, en annonçant qu'il partirait le 1er décembre.

Les deux autres ambassadeurs durent alors demander aussi leurs passe-ports ; mais le reïss-effendi répondit qu'il ne se croyait pas autorisé à délivrer , aux ambassadeurs d'Angleterre , de

France et de Russie, les firmans qui devaient motiver leur départ, attendu que la Porte n'était pas en guerre avec les trois Puissances qu'ils représentaient. On leur transmit, en effet, le lendemain et les jours suivants, des propositions un peu vagues, mais assez conciliantes, tendant à régler la question grecque sur d'autres bases que celles du traité de Londres, que le Gouvernement turc ne voulait reconnaître ni accepter à aucun prix. Dans tous ces pourparlers, M. de Ribeaupierre avait cessé absolument d'intervenir, et le reïss-effendi affectait de ne prononcer jamais le nom de la Russie.

Il n'était que trop évident que la Porte s'efforçait de gagner du temps et d'atteindre, sans avoir fait de concession et sans en venir à une rupture éclatante, une saison qui rendrait presque impossibles la navigation de la flotte russe dans la mer Noire et les opérations de l'escadre combinée dans l'Archipel.

Les ambassadeurs n'avaient pas obtenu leurs passe-ports; ils voyaient se poursuivre et s'activer autour d'eux les préparatifs d'une résistance redoutable; ils savaient qu'une irritation sourde contre les chrétiens commençait à fermenter dans le peuple : ils adressèrent au reïss-effendi un ul-

timatum, qui réclamait l'acceptation immédiate de l'armistice et qui invitait la Porte Ottomane à soumettre à la médiation des Puissances son différend avec la Grèce. Cette fois, on n'essaya plus de les retenir à Constantinople, et ils furent avertis qu'ils étaient libres de partir; que la Porte jugeait inutile de leur adresser les passe-ports qu'ils demandaient avec tant d'instance, mais qu'elle entendait prendre sous sa sauvegarde tous leurs nationaux, qu'ils auraient voulu placer sous la protection du ministre des Pays-Bas.

L'ambassadeur d'Autriche ne désespérait pas encore d'amener le sultan à un arrangement pacifique avec les Puissances signataires du traité de Londres, et il cherchait à retenir les trois ambassadeurs à Constantinople, en leur donnant l'espérance de voir la paix maintenue. Ceux-ci avaient annoncé qu'ils s'embarqueraient le même jour, sur des navires sardes, pour se rendre à Corfou où ils attendraient les instructions de leurs Gouvernements. Ces navires étaient à l'ancre dans le port depuis dix jours, et le départ des trois ambassadeurs n'avait pas lieu.

M. de Ribeaupierre, avant de quitter l'hôtel de l'ambassade russe à Constantinople, fit enlever les armes de la Russie, et il monta ensuite à bord d'un

bâtiment qui devait le transporter à Odessa, avec tout le personnel de la légation; mais la navigation dans la mer Noire était empêchée par les vents contraires, et il fut forcé de rester à l'ancre près de Bouyukdéré, pendant que ses deux collègues, qui avaient mis à la voile dans la matinée du 8 décembre, passaient les Dardanelles sans rencontrer aucun obstacle et trouvaient en mer deux frégates de leur nation, qui les accompagnèrent à Vourla, dans le golfe de Smyrne.

Ce fut de Vourla que les ambassadeurs de France et d'Angleterre donnèrent avis aux agents consulaires anglais et français, que la rupture avec la Porte semblait définitive et qu'ils auraient à cesser leurs fonctions le 15 janvier suivant, à moins qu'ils n'eussent reçu dans l'intervalle l'ordre de les continuer. La question de la paix et de la guerre était donc encore indécise.

Elle n'avait pas été tranchée à Constantinople depuis le départ des ambassadeurs de France et d'Angleterre. L'ambassadeur de Russie était toujours, près de Bouyukdéré, sur son navire qui ne pouvait prendre la mer et qui attendait aussi l'arrivée des frégates russes, destinées à protéger sa navigation dans la mer Noire. On apprit que les glaces fermaient le port d'Odessa, et M. de Ribeau-

pierre se décida enfin à partir, le 16 décembre, en prenant, comme ses collègues, la route des Dardanelles.

Au moment même où son bâtiment levait l'ancre, le reïss-effendi lui avait fait remettre une note très-conciliatrice, dans laquelle le Gouvernement turc se relâchait tout à coup de ses refus obstinés et proposait d'accorder aux Grecs le droit de se gouverner eux-mêmes par l'intermédiaire des agents de leur nation, qu'ils choisiraient à leur gré, sous le protectorat de la Porte, qui remplacerait chez eux la capitation par un impôt fixe et qui n'entretiendrait plus de troupes musulmanes en Morée ni dans les îles de l'Archipel.

M. de Ribeaupierre répondit qu'il n'avait pas à examiner cette note, en l'absence de ses collègues de France et d'Angleterre, et que la Sublime Porte devrait à l'avenir s'adresser directement aux trois Puissances signataires du traité de Londres. Il jugeait bien, d'ailleurs, que ces propositions n'avaient été mises en avant, que pour retarder son départ, ne fût-ce que de quelques jours. On voulait peut-être aussi faire retomber sur lui seul la responsabilité d'une rupture éclatante.

Le grand-seigneur, en effet, n'avait pas ralenti un seul instant ses préparatifs de guerre : des firmans

ordonnaient de mettre en état de défense les lignes du Danube, de fortifier les îles de Ténédos, d'Imbro et de Samothrace, de construire des fourneaux à boulets rouges dans le port d'Énos, d'appeler les fidèles musulmans à combattre pour l'islamisme, en leur distribuant des armes, et d'exalter, par des prières publiques, leur foi religieuse. Sept cents pièces de canon avaient été envoyées dans les châteaux des Dardanelles; un matériel considérable avait été dirigé sur les forteresses du Danube, depuis Braïlow jusqu'à Silistrie, mais on n'envoyait pas un seul soldat dans les principautés, qu'il semblait impossible de protéger, en cas d'invasion. La ville d'Andrinople, au contraire, devenait le quartier-général de l'armée turque, qui s'élevait déjà, en totalité, à plus de deux cent mille hommes. Mahmoud avait même exprimé l'intention d'aller en personne se mettre à leur tête, et pour qu'on ne doutât point de la réalité de ce projet, il faisait réparer le fameux palais impérial d'Andrinople, où il voulait, disait-on, venir s'installer, dès que la guerre aurait éclaté. Il employait ainsi tous les moyens en son pouvoir pour surexciter l'énergie, le courage et le patriotisme de ses sujets.

L'empereur Nicolas, de son côté, n'avait pas

perdu de temps, et les immenses préparatifs de guerre, qui se faisaient en Russie depuis plusieurs mois sans interruption, et qui ne semblaient pas encore près d'être achevés, eussent été déjà suffisants pour ouvrir la campagne sur le Danube; mais la saison se trouvait alors si avancée, qu'on ne devait pas supposer que les opérations militaires commençassent avant le printemps.

L'Europe, et surtout l'Angleterre, s'inquiétaient des forces menaçantes que la Russie avait mises sur pied avec une activité et une persévérance remarquables : on se disait que de pareilles forces, absolument inutiles dans le cas d'une intervention armée des trois Puissances en faveur des Grecs, ne pouvaient servir qu'à frapper un coup décisif eu Orient et à écraser la Turquie.

Ces préoccupations ne firent que s'accroître, quand on vit que la cessation des hostilités en Perse n'avait suspendu ni diminué les armements de la Russie, lesquels continuaient toutefois avec une sorte de mystère. On ne s'en apercevait pas; on les soupçonnait à peine à Saint-Pétersbourg, où rien n'était changé à l'aspect général de la vie publique, quoiqu'on travaillât jour et nuit dans les chantiers et dans les arsenaux, pour la flotte et pour les armées de terre.

Les voyages de l'empereur à Cronstadt, à Riga, à Dunabourg, voyages où le grand-duc Michel avait souvent accompagné son auguste frère, n'eurent pour objet que l'inspection des grands établissements militaires et maritimes.

LXXXIII

Nicolas avait été douloureusement distrait des soins qu'il donnait lui-même à tous les détails administratifs et matériels de la guerre, par l'épouvantable incendie de la ville d'Abo, capitale de la Finlande.

Le feu avait pris, le 4 septembre, à neuf heures du soir, dans une maison remplie de matières inflammables, et, poussé par un vent violent, il s'était propagé, avec une effrayante rapidité, de maison en maison, de rue en rue, de quartier en quartier. Tous les efforts de la population, aidée de la garnison et encouragée par la présence de toutes les autorités, n'avaient pas réussi à l'arrêter ni à l'éteindre. La ville entière, bâtie en bois, avait été réduite en cendres, avec la cathédrale dédiée à saint Henri, monument vénéré du dixième siècle;

l'Université, la Bibliothèque, le Musée et la plupart des autres édifices publics. Onze mille habitants restaient sans abri et sans ressources.

A la nouvelle de cette terrible catastrophe qui, dans l'espace de soixante heures, avait changé une ville florissante en un vaste champ de ruines fumantes, l'empereur fit partir de Saint-Pétersbourg le comte de Rehbinder, secrétaire d'État du grand-duché de Finlande, porteur d'une somme de cent mille roubles destinée à subvenir aux besoins des incendiés les plus nécessiteux. Déjà un comité était organisé dans Abo même, pour recueillir les aumônes et distribuer les secours qui arrivaient de toutes parts avec cette admirable émulation de la charité russe : un autel avait été dressé en plein air, au milieu des décombres à demi consumés; un prêtre y célébrait la messe, et les malheureuses victimes de l'incendie, proternées sur le sol encore couvert de cendres chaudes, se soumettaient humblement, en priant et en versant des larmes, aux décrets de la Providence.

L'empereur avait fait annoncer aux habitants d'Abo, que leur ville serait reconstruite le plus promptement possible, en partie aux frais de l'État ; mais, comme la résidence n'était pas tenable parmi les débris des maisons brûlées, l'université d'Abo

fut transférée provisoirement dans la ville d'Helsingfors.

Ce désastreux accident coïncida, d'une manière bizarre, avec l'établissement de la première Compagnie russe d'assurances contre l'incendie. Les statuts de cette compagnie, fondée par l'amiral Mordvinoff, le grand-chambellan comte Litta, le sénateur comte Potocki, le baron Stieglitz et plusieurs autres riches négociants, avaient été approuvés par l'empereur, deux mois auparavant, à la date du 4 juillet; mais ils ne furent publiés que le 15 septembre à Saint-Pétersbourg où ils trouvèrent dans le public une sympathie générale qui leur amena beaucoup d'actionnaires.

Les incendies avaient toujours été fréquents à Saint-Pétersbourg; quelques-uns étaient célèbres par les énormes dégâts qu'ils avaient faits. Quoique le service des pompes à incendie eût subi d'importantes améliorations sous le règne d'Alexandre Ier, l'empereur Nicolas se promit de l'organiser mieux encore et de lui donner surtout le caractère d'une institution régulière; il s'entendit dès lors, à ce sujet, avec le grand-maître de police, qui lui présenta des plans pour créer un corps spécial de pompiers parmi la population même de la capitale.

L'empereur avait été particulièrement affligé des pertes irréparables que l'université d'Abo venait d'éprouver dans l'incendie d'Abo : cette université, dont son auguste prédécesseur fut le protecteur généreux, avait perdu non-seulement la plus grande partie de ses bâtiments, mais encore son imprimerie, ses collections d'instruments de physique, son cabinet de médailles, son musée de tableaux et sa belle bibliothèque, qui ne comptait pas moins de quarante mille volumes imprimés et manuscrits. L'empereur attribua une somme considérable à la réparation de ces pertes scientifiques, et il exprima formellement l'intention de devenir à son tour le protecteur de la nouvelle université, qu'il allait faire sortir de ses cendres.

C'était à l'empereur et aux membres de la famille impériale, que revenait de droit le protectorat de tous les grands établissements d'utilité publique, et ce protectorat ne se bornait pas à un simple titre honorifique : l'auguste protecteur ou protectrice avait à cœur de remplir dignement son mandat, dans l'intérêt de ses protégés.

Ainsi, le 26 octobre 1827, jour anniversaire de la naissance de l'impératrice-mère, cette auguste souveraine, qui avait accepté le titre de protectrice de l'Académie impériale des sciences de Saint-

Pétersbourg, reçut une députation d'académiciens ayant à leur tête leur président le sénateur d'Ouvaroff, et conduits par l'amiral Chischkoff, ministre de l'instruction publique. Le président de l'Académie eut l'honneur de lui adresser ce discours :

« Madame, l'Académie des sciences, autorisée par son auguste protecteur, l'empereur Nicolas, a résolu de consacrer dans ses annales la rare faveur de la Providence, qui a voulu que Votre Majesté Impériale honorât de sa présence et la fête de 1776 et la fête de 1826.

« Un demi-siècle s'est écoulé entre ces deux époques, et si ce long enchaînement de jours a été marqué, pour Votre Majesté, par des fortunes si diverses, la Russie et le monde savent que vous avez été trouvée supérieure à la prospérité comme à la douleur, et que, tour à tour éprouvée par l'une et par l'autre, Vous n'avez jamais cessé d'être la protectrice des lettres, la mère des pauvres, l'espoir des infortunés, l'idole de Votre auguste famille et de la patrie. Puissiez-vous, Madame, jouir longtemps encore de leur gloire et de leur félicité, et puisse désormais Votre bonheur se mesurer à Vos vertus et à la vénération universelle pour Votre auguste personne.

« Daignez agréer, Madame, la médaille que l'Académie s'estime heureuse et fière de déposer à Vos pieds, en ce jour solennel. »

Cette belle médaille d'or, dont le comte Théodore Tolstoï avait gravé les coins avec une rare habileté, représentait d'un côté l'effigie de l'impératrice Marie et de l'autre une couronne de roses portant le millésime de 1776 et une couronne de feuilles de chênes portant celui de 1826, avec cette inscription en russe : ***Pour le bonheur de tous.***

L'impératrice-mère, touchée de l'hommage spontané que l'Académie impériale avait voulu lui faire, en témoigna sa haute satisfaction aux membres de la députation, parmi lesquels elle se plut à reconnaître le conseiller d'Etat actuel Storch, qui avait été un des professeurs de ses fils. Elle exprima avec bonté l'intérêt constant qu'elle ne cessait de prendre aux travaux de l'Académie, qui contribuait avec tant de zèle à seconder le progrès des sciences et des lettres pour la gloire de la patrie et de l'empereur.

Le lendemain de cette audience mémorable, l'impératrice-mère écrivit de sa main au ministre de l'instruction publique la lettre suivante, que

l'Académie conserve dans ses annales comme une preuve éclatante de la bienveillance de son auguste protectrice :

« Alexandre Semenovitch ! Lorsque hier la députation de l'Académie des sciences, présentée par vous, m'eut remis l'offrande de cette illustre compagnie, je me trouvai tellement touchée de ce témoignage, aussi flatteur qu'inattendu, de zèle et d'attachement à ma personne, que je ne pus exprimer les sentiments dont je fus pénétrée aussi vivement que je les éprouvai. Désirant néanmoins que l'Académie soit informée pleinement de la vive reconnaissance avec laquelle j'ai reçu son hommage, je vous prie d'en être l'interprète et de transmettre à l'Académie l'assurance de l'intérêt sincère, avec lequel j'ai, dans le cours d'un demi-siècle, observé son utile activité, intérêt que je ne cesserai de prendre toujours à ses succès; priant Dieu qu'il daigne bénir ses travaux et les faire constamment servir à la gloire et à l'utilité de notre chère patrie. C'est avec une satisfaction particulière que je vous renouvelle, à cette occasion, l'assurance de l'estime particulière et de la bienveillance distinguée que je vous porte.

« Marie. »

Ce ne fut pas tout; l'impératrice Marie chercha le moyen de laisser un souvenir plus durable encore de sa protection à l'Académie des sciences et elle daigna lui offrir les essais de ses propres travaux d'artiste, en lui faisant remettre, par l'entremise du ministre de l'instruction publique, deux médailles d'or représentant les empereurs Paul Ier et Alexandre Ier, médailles dont elle avait gravé les coins elle-même en mémoire de son époux et de son fils bien-aimés.

Ces médailles, accompagnées d'une nouvelle lettre de l'impératrice au ministre, furent transmises à l'Académie, qui les reçut avec une respectueuse reconnaissance, comme un monument impérissable des talents artistiques de son auguste souveraine et comme un précieux témoignage de la haute faveur et du gracieux intérêt que daignait lui accorder l'auguste mère de l'empereur.

L'amiral Alexandre Chischkoff, qui avait eu l'honneur de conduire auprès de l'impératrice-mère la députation académique, ne s'était pas maintenu, sans de prodigieux efforts, à la tête du ministère de l'instruction publique; son grand âge avait sonné l'heure de la retraite, et son adjoint, Dmitri Bloudoff, était averti de se préparer à le remplacer.

L'empereur sentait le besoin non pas de rema-

nier tout son ministère, mais d'y introduire, sans secousse et sans changement radical, un élément nouveau de jeunesse, de vigueur et d'activité.

Le prince Labanoff-Rostowsky, affaibli par la vieillesse et les infirmités, avait compris enfin qu'il ne pouvait plus remplir les fonctions de ministre de la justice; il avait donc présenté sa démission à l'empereur, qui, par un ukase, adressé, le 18/30 octobre 1827, au Sénat-dirigeant, lui conserva la dignité de membre du Conseil de l'Empire, avec tout son traitement de ministre, en lui adressant le rescrit suivant, qui couronnait dignement la carrière politique de ce vieux serviteur :

« Prince Dmitri Ivanovitch! Je vois, avec le plus vif regret, par votre lettre, qu'après avoir repris pendant trois mois la direction du ministère de la justice, votre santé, loin de s'être améliorée, s'est affaiblie et dérangée de plus en plus. A ces causes, prenant en considération la longue et pénible carrière de votre service, et désirant sincèrement vous voir jouir du repos à la fin de vos jours, je crois devoir accéder à votre prière, en vous autorisant à résigner la direction du ministère qui vous est confié; il est donné à ce sujet un ukase spécial. J'espère, en même temps, que votre

santé vous permettra d'être encore utile à la patrie, en qualité de membre du Conseil de l'Empire.

« Je suis toujours votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 18 (30, nouv. st.) octobre 1827. »

Le conseiller prince Dolgorouky, qui succéda naturellement au prince Labanoff-Rostowsky, avait été depuis plusieurs mois l'adjoint du ministre de la justice. C'était un administrateur énergique, laborieux, intègre, mais malheureusement peu initié à la connaissance des lois, quoiqu'il se fût distingué dans la mission délicate que l'empereur lui avait confiée, l'année précédente, en le chargeant de préparer la réorganisation administrative du gouvernement de Koursk.

Le ministère de la justice, où venaient aboutir les ressorts multiples du pouvoir judiciaire, manquait de praticiens et de jurisconsultes. Le ministre ne s'abusait donc pas sur l'insuffisance de ses conseils et de ses agents : dans les circonstances graves et difficiles, il avait recours au conseiller privé Michel Spéransky, qu'on regardait, avec raison, comme le légiste le plus savant de la Russie, et qui avait formé autour de lui,

dans la chancellerie impériale, une véritable école de jurisprudence russe.

Le ministre de la guerre, Alexandre Tatistcheff, général d'infanterie, avait été remplacé aussi, au mois de septembre 1827, par son adjoint le lieutenant-général comte Tchernycheff, aide de camp général de l'empereur. Tatistcheff n'avait pas démérité dans l'exercice de ses fonctions, mais on lui reprochait d'avoir laissé se relâcher la discipline de l'armée et de ne s'être pas montré assez sévère à l'égard des officiers qui professaient des principes dangereux en politique, et qui se permettaient d'attaquer en paroles l'esprit et les actes du gouvernement.

Il était, d'ailleurs, depuis longtemps, en hostilité continuelle avec le baron de Diebitsch, et cette lutte ouverte, qui ne faisait que s'aggraver tous les jours, et qui se traduisait en discussions acerbes, même en présence de l'empereur, entravait et paralysait la marche de l'administration. Ce fut à la suite d'un de ces conflits entre le ministre et le chef de l'état-major général, que l'empereur invita Tatistcheff à donner sa démission en faveur de l'aide de camp général Tchernycheff. Celui-ci, par un ukase du 13/26 octobre 1827, avait donc été élevé au rang de général de cavalerie, en de-

venant à la fois ministre de la guerre et adjoint du chef de l'état-major général.

Tatistcheff, démissionnaire malgré lui, s'était retiré fièrement, sans demander aucune compensation ni aucune récompense, mais l'empereur lui conserva en partie son traitement de ministre et lui témoigna en diverses occasions le regret d'avoir été forcé de se priver de ses services.

Le nouveau ministre de la guerre, quoique n'appartenant pas par sa naissance à l'illustre famille des Tchernycheff, était digne d'en faire partie, par l'élévation de son caractère et la distinction de sa nature. Il devait à lui-même, à son mérite personnel, la haute position qu'il s'était faite dans les armées et dans les conseils du souverain, depuis 1812, où sa brillante valeur avait eu plus d'une occasion de se signaler. Alexandre I[er] lui avait confié aussi plusieurs missions importantes à l'étranger.

Le baron de Diebitsch, qui savait à quel point le Gouvernement impérial pouvait compter sur ce brave et intelligent officier supérieur, l'avait chargé, au moment de la maladie de l'empereur Alexandre à Taganrog, d'aller à Kiew, au quartier-général de la deuxième armée, pour y faire arrêter le colonel Pestel et les principaux conjurés.

Cette mesure énergique, exécutée avec autant de vigueur que d'adresse, avait eu pour résultat immédiat de frapper au cœur la conspiration.

L'empereur Nicolas n'avait pas oublié ce service, auquel Tchernycheff ajouta de nouvelles preuves de dévouement, en prenant la plus grande part aux travaux de la Commission d'enquête, lors du procès des accusés du 26 décembre 1826. L'empereur l'avait donc attaché à sa maison militaire et à son conseil privé; il fit bientôt de lui un homme indispensable dans le maniement des affaires, et, pendant tout son règne, il le maintint à la tête du ministère de la guerre, où son esprit inventif, fécond en ressources, eut souvent l'occasion de se signaler dans des conjonctures délicates et difficiles.

Le ministère de la marine avait été entièrement réorganisé, et l'empereur, en approuvant la nouvelle réorganisation, à la date du 5 septembre 1827, avait nommé ministre le vice-amiral Moller, qui, depuis plusieurs années, dirigeait ce ministère à titre provisoire, en l'absence du titulaire, le vieux marquis de Traversei, qu'un congé illimité autorisait à résider en France.

Le vice-amiral Moller avait manifesté plus d'une fois le désir de reprendre du service actif dans

la flotte russe, et l'empereur ne semblait l'avoir gardé au ministère, que pour se donner le temps de lui chercher un successeur. Mais, depuis que le Gouvernement avait dû se préparer à l'éventualité prochaine d'une guerre maritime, ce ministre, qu'on regardait comme éphémère, et dont la retraite avait été souvent annoncée, s'était fait connaître, tout à coup, par des qualités d'organisateur qu'on ne soupçonnait pas chez lui auparavant. Il avait admirablement ordonné tous les services de la marine, en s'appliquant à augmenter les forces navales de la Russie. La flotte des mers du Nord et celle de la mer Noire pouvaient, grâce à ses efforts, soutenir la comparaison, à tous égards, avec les flottes de France et d'Angleterre.

Le vice-amiral Moller, quoique d'origine étrangère, comme le vice-amiral de Heyden, qui était Hollandais, et le vice-amiral Greig, qui était Anglais, se proposait de faire abandonner absolument un système établi sous le règne de Catherine II, lequel consistait à mettre ainsi la marine russe à la remorque des marines étrangères, qui lui fournissaient des amiraux et d'autres officiers de mer. Il avait choisi pour directeur de sa chancellerie le conseiller d'État Kharitonowsky; pour membres permanents du comité de la marine, les

contre-amiraux Krusenstern et Billengshausen, le général-major Golovnine et le conseiller d'État Nikolsky, et le commandant Mikhaïloff, pour chef de la chancellerie de l'amirauté.

Il faut pourtant attribuer à l'initiative personnelle de l'empereur, autant qu'à celle du vice-amiral Moller, la prodigieuse activité qui, depuis plus de six mois, régnait dans les chantiers et arsenaux maritimes de Saint-Pétersbourg. Plusieurs vaisseaux de haut bord y avaient été construits et armés dans ce court espace de temps.

Le 25 octobre, un de ces vaisseaux, portant le nom de *l'Empereur Alexandre*, fut lancé des chantiers de la grande Amirauté, en présence de l'empereur, qui avait fait inviter le corps diplomatique à cette intéressante solennité. Nicolas, satisfait de la réussite de l'opération, adressa, dans un ordre du jour, ses éloges et ses remercîments au ministre de la marine et aux officiers-généraux qui l'avaient si bien secondé, sans oublier le colonel Issakoff et le capitaine Selivatcheff, auxquels était due la rapide construction de ce beau vaisseau de cent dix canons.

— Sire! avait dit à l'empereur le capitaine de flotte de premier rang, Selivatcheff, à qui avait été destiné le commandement du nouveau navire:

un vaisseau qui porte le nom de l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, est destiné, je l'espère, à se distinguer dans les flottes de Votre Majesté, et je ferai en sorte qu'il donne l'exemple à la marine russe.

Cinq jours après, la marine russe avait prouvé ce qu'elle valait, en prenant une belle part à la bataille de Navarin.

La guerre contre la Turquie, qui paraissait dès lors certaine et imminente, ne devait pas commencer par l'intervention active de la flotte de la mer Noire. C'était dans les principautés danubiennes, que l'armée russe, qui se concentrait en Bessarabie, allait d'abord s'établir avec d'autant plus de facilité, que la Porte Ottomane avait résolu de n'opposer aucun obstacle à cette occupation militaire, prévue et annoncée de longue main. La deuxième armée, qu'on disait prête à entrer en campagne depuis le mois d'octobre, était attendue de jour en jour à Jassy et à Bukharest, où l'on promettait de lui faire bon accueil.

Le comte de Wittgenstein, qui commandait en chef la deuxième armée, avait été mandé à Saint-Pétersbourg, pour discuter le plan de campagne qu'il avait fait parvenir à l'empereur, et dont les principales idées appartenaient à son chef d'état-

major, Paul de Kisseleff. Ce plan ne fut malheureusement pas accepté, ni suivi, du moins dans son ensemble, malgré la haute estime dont jouissait, à si juste titre, cet officier, que l'armée du Midi considérait comme le meilleur de ses généraux.

Paul de Kisseleff n'était pas seulement un habile tacticien, un homme de guerre expérimenté, qui avait conquis sa réputation, sous les yeux de l'empereur Alexandre, dans la terrible campagne de 1812; c'était encore un esprit pratique, fin et intelligent, qui possédait au plus haut degré le génie de l'organisation en tout genre, et qui avait, en quelqne sorte, le don de la prescience dans les choses militaires.

Il avait donc insisté, vis-à-vis du général en chef, comte de Wittgenstein, pour qu'on n'entrât point en Turquie, sans être en état d'agir avec des forces considérables, en laissant dans les Principautés une armée d'occupation et même de réserve, car la Turquie pouvait opposer deux cent quatre-vingt mille hommes aux Russes sur le champ de bataille; mais elle préférerait sans doute les arrêter et les épuiser devant des places fortes, qu'il faudrait assiéger l'une après l'autre, pendant plus ou moins de temps et avec plus ou moins de

perte, pour pouvoir marcher en avant dans un pays montagneux et marécageux, insalubre, inhospitalier et presque inhabitable.

L'armée, qui était alors réunie en Bessarabie, ne s'élevait pas à plus de soixante-quinze mille hommes, mais elle s'augmentait sans cesse de nouveaux régiments qui lui étaient envoyés de tous les points de l'empire; par suite de ce continuel mouvement de troupes, l'intérieur de la Russie offrait un spectacle militaire qui rappelait celui des années 1811 et 1812.

On ne pouvait douter, à voir les nombreux convois de vivres et de munitions qui se dirigeaient vers la frontière méridionale, que la guerre ne fût au moment d'éclater, et que cette guerre ne prît, dès son début, d'immenses proportions. Aussi, le bruit courait-il que le Gouvernement russe s'était chargé de mettre sur pied, à lui seul, une armée de terre qui devait opérer en Bulgarie, pendant que la flotte combinée des trois puissances bloquerait les Dardanelles.

Cette guerre avec la Turquie ne pouvait qu'être très-populaire en Russie, mais elle excitait encore plus l'enthousiasme de la Pologne, qui sentait renaître toutes ses haines nationales et religieuses contre les Turcs, ses ennemis séculaires.

Les journaux polonais, obéissant à un mot d'ordre secret, ne cessaient de rappeler les grandes guerres auxquelles la Pologne avait fait face pendant deux siècles, pour arrêter, au prix de son sang et de son or, le débordement des hordes musulmanes qui menaçaient d'envahir la chrétienté. Le grand-duc Constantin semblait lui-même encourager ces tendances patriotiques de l'esprit public, et dans un sermon prêché devant lui, l'orateur n'avait pas craint de dire, d'un ton inspiré, que l'heure était proche où la Russie vengerait Pierre le Grand, et la Pologne Wladislas, en chassant les Turcs de l'Europe.

L'armée polonaise, qui subissait de première main l'influence de ces excitations belliqueuses, avait demandé, par la voix de ses chefs, la faveur de prendre part à la glorieuse campagne qui allait s'ouvrir. L'empereur, disait-on, lui accordait l'honneur de fournir à l'armée du comte de Wittgenstein une division de cavalerie, sous les ordres du général Rosniecki, une division d'infanterie, sous les ordres du général Krasinski, et une batterie d'artillerie, commandée par le colonel Schwerin.

LXXXIV

La paix n'était pas encore signée avec la Perse, mais on n'avait aucune inquiétude à Saint-Pétersbourg sur l'affaire des négociations, qui se continuaient à Tauris et qui semblaient pourtant traîner en longueur.

Le général Paskewitch tirait parti de ces retards au profit de l'occupation du pays, qu'il organisait avec une incroyable activité, en y établissant tout le système administratif des provinces russes. Il avait déjà formé, dans la plupart des tribus arméniennes, une sorte de landwehr indigène, composée de volontaires qu'il ne payait plus et qui gardaient leur territoire à main armée, dans l'intérêt de leurs familles, sous la protection du drapeau russe. Les peuplades de la Géorgie voulurent ajouter à ce corps stationnaire d'infanterie un corps

de cavalerie, qu'elles entretiendraient à leurs frais, pour concourir au maintien de la tranquillité des provinces qui devaient être annexées à la Russie.

Deux princes circassiens apportèrent à Saint-Pétersbourg l'uniforme destiné à ce régiment de cavalerie indigène, et ils eurent l'honneur de le présenter à l'empereur, dans l'audience que Sa Majesté leur accorda, le 29 décembre 1827, au palais d'Hiver. Cet uniforme se composait d'un casque d'acier et d'une casaque en fil d'archal à l'épreuve des balles, avec un habit court de drap bleu par-dessus cette cuirasse, des pantalons étroits en laine blanche, des bottes et des gants en peau de buffle. Chaque cavalier devait avoir pour armes un long sabre, un long poignard, une carabine, un arc d'acier et un carquois plein de flèches.

Pendant que les deux princes, revêtus de ce costume éclatant, donnaient eux-mêmes à l'empereur et à son entourage la preuve de leur prodigieuse habileté à manier ces différentes armes de guerre, l'empereur reçut les dépêches de M. de Ribeaupierre, qui annonçait que la rupture avec la Turquie était définitive, et qu'il avait mis à la voile pour l'Archipel, en regardant la guerre comme déclarée entre la Russie et la Porte Ottomane.

Nicolas ne parut ni surpris, ni troublé de ces nouvelles, auxquelles il était préparé par celles que lui avait apportées le dernier courrier de Constantinople; il prononça seulement, avec calme, ces paroles qui furent recueillies textuellement par un des assistants, et qui trouvèrent leur place à la fin d'une note officielle, que le comte de Nesselrode fit passer, le lendemain même, au *Journal de Saint-Pétersbourg:*

« L'aveuglement de la Porte est déplorable. Mais il ne saurait que fortifier, chez les puissances signataires du traité de Londres, la ferme détermination de remplir leurs engagements réciproques avec un désintéressement à toute épreuve, et d'atteindre le but salutaire qu'elles se sont proposé. »

Deux jours après, on recevait communication d'un hatti-schérif, en date du 18 décembre, qui avait été adressé confidentiellement à tous les vaïvodes ou chefs de districts de la Turquie d'Europe et d'Asie.

Cette pièce, qui n'était pas destinée à la publicité, il est vrai, et qui eut un si fâcheux éclat en Europe, par suite d'une indiscrétion, mettait en avant les récriminations les plus violentes contre la Russie. Voici le début de ce hatti-schérif, qu'on

pouvait considérer comme une véritable déclaration de guerre :

« Quiconque est doué de quelque jugement sait que, si tous les musulmans haïssent naturellement les infidèles, les infidèles, de leur côté, sont les ennemis des musulmans. Tout le monde sait que la Russie surtout porte une haine particulière à l'islamisme, et qu'elle est, depuis cinquante ans, la principale ennemie de la Sublime Porte.

« Toujours occupée de mettre à exécution ses coupables projets contre la nation musulmane et l'Empire Ottoman, la Russie a profité du moindre prétexte pour déclarer la guerre : les désordres commis par les janissaires, qui, grâce à Dieu, sont anéantis, favorisaient ses progrès. Elle a peu à peu envahi nos provinces; son arrogance et ses prétentions n'ont fait qu'augmenter, et elle a cru trouver un moyen facile d'exécuter son ancien plan contre la Sublime Porte, en soulevant les Grecs, ses coreligionnaires. »

Ainsi, l'insurrection grecque était attribuée formellement aux manœuvres de la Russie.

Dans le reste du hatti-schérif, la Russie ne se trouvait pas mise en cause nominativement, et le Divan ne parlait plus que des trois Puissances

signataires du traité de Londres. La loi, la raison, la politique et la religion, disait le hatti-schérif, défendaient au Gouvernement turc de souscrire aux propositions des trois Puissances, en faveur de la Grèce insurgée; tous les bons musulmans ne devaient plus faire qu'un seul corps pour la défense de la religion et de l'empire; car le but des infidèles était évidemment d'anéantir l'islamisme et de fouler aux pieds la nation mahométane. La guerre allait donc devenir nationale et religieuse, et la Porte invitait tous les vrais croyants à s'y préparer, à y prendre part, en cas de besoin, pour leur salut dans ce monde et dans l'autre.

En même temps, le reïss-effendi adressait, au nom du sultan, à toutes les Cours de l'Europe, alliées de la Turquie, une lettre explicative de sa conduite, lettre dans laquelle il exposait avec amertume tous les griefs de son Gouvernement et de ses compatriotes contre la Russie depuis le règne de Catherine II.

L'empereur Nicolas communiqua ces deux documents à ses ministres, qui jugèrent, comme lui, que la Turquie voulait la guerre, une guerre personnelle, contre la Russie, et qu'elle espérait, malgré le traité de Londres, pouvoir compter sur

l'abstention ou la neutralité de l'Angleterre et de la France.

Le hatti-schérif, que la Porte Ottomane avait adressé secrètement à ses agents pour leur indiquer la conduite qu'ils auraient à tenir, resta secret pendant plusieurs semaines, et on a lieu de croire que ce n'est pas la Russie qui lui donna un écho provocateur en Europe.

L'empereur Nicolas avait décidé que, toutes les relations entre son gouvernement et celui du sultan étant interrompues, il attendrait que le moment fût venu de faire succéder les actions aux paroles. Aussi, s'était-il formellement opposé à laisser son ministre des affaires étrangères répondre à une lettre personnelle et amicale, que le grand-vizir avait écrite à ce ministre, sous la date du 12 décembre, c'est-à-dire six jours avant la signature du hatti-schérif, pour se plaindre amèrement des procédés violents et agressifs de l'ambassadeur russe à Constantinople, et pour insinuer que de tels procédés ne pouvaient être que désavoués par le cabinet de Saint-Pétersbourg.

L'empereur dit alors à M. de Nesselrode, que la Porte avait trois mois devant elle, pour modifier ses résolutions et réparer ses torts.

Mais il savait bien que la Porte ne céderait qu'à

la force, et, en prévision de cette guerre à laquelle il se préparait depuis huit ou dix mois, il saisissait toutes les occasions d'animer dans le cœur de ses sujets le sentiment belliqueux et patriotique. C'est pourquoi, en faisant remettre, à l'École du corps des cadets de la marine, un pavillon turc qui avait été pris à Navarin par *l'Alexandre-Newsky*, il adressa le rescrit suivant au vice-amiral Moller, ministre de la marine :

« Antoine Vassiliévitch ! Voulant conserver un monument de la brillante valeur que la flotte russe a déployée dans la bataille de Navarin, j'ordonne de déposer dans la salle du Corps des cadets de la marine le pavillon turc qui a été enlevé par le vaisseau *l'Alexandre-Newsky*. Que la vue de ce pavillon, en rappelant l'exploit du septième équipage de ligne, inspire aux jeunes élèves de cet établissement, qui se sont voués au service de la marine, le désir d'imiter les actions valeureuses qui ont honoré la même carrière, et auxquelles seront appelés plus tard ces jeunes enfants de notre patrie bien-aimée !

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 29 déc. 1827 (10 janv. 1828, nouv. st.).

M. de Ribeaupierre, qui avait rejoint à Corfou les ambassadeurs de France et d'Angleterre, reçut l'ordre de se refuser absolument à toute espèce de communication, même indirecte, avec les ministres du sultan : il ne voulut prendre aucune part aux démarches officieuses de l'internonce autrichien, qui continuait activement à chercher un moyen de conciliation entre les trois Puissances et la Sublime Porte; il déclara plus d'une fois, dans les termes les plus formels, que sa mission était terminée, et qu'il avait remis ses pleins pouvoirs à son gouvernement.

Ce fut M. de Minciaky, délégué russe dans les Principautés, et résidant à Bukharest, qui consentit à intervenir, comme de son propre mouvement et sans y être autorisé, en faveur des Arméniens d'Angora, que le Gouvernement turc persécutait à Constantinople, avec une dureté implacable, en les accusant d'être attachés à la Russie, quoiqu'ils n'appartinssent pas à l'Eglise grecque.

Ces Arméniens, catholiques-unis, ralliés à l'Eglise romaine dans le cours du dix-huitième siècle, étaient venus d'Angora, ville de l'Asie Mineure, qui avait été le berceau de leur communion, s'établir à Constantinople, où ils se mirent sous la

protection de l'ambassadeur russe, lorsque le Schirvan, où ils avaient beaucoup de coreligionnaires, devint, en 1813, une province de la Russie. Depuis cette époque, ils furent protégés par le ministre russe et molestés par le patriarche arménien de Constantinople, qui les regardait comme des renégats.

Ce patriarche, en dernier lieu, avait profité de la rupture des relations diplomatiques de la Russie et de la Porte, pour rendre suspects les Arméniens d'Angora, qu'il qualifiait d'agents secrets des Francs, et pour les faire expulser en masse.

Ces malheureux, prêtres, marchands, gens de métier, au nombre de vingt-sept à trente mille, devaient avoir quitté les faubourgs de Péra et de Galata dans un délai de dix jours, s'ils ne voulaient pas être enlevés de vive force et déportés en Asie. Ils envoyèrent une députation à l'internonce autrichien, qui promit de les prendre sous sa sauvegarde, mais qui n'obtint pas même un sursis en leur faveur.

Le patriarche arménien, auquel ils s'adressèrent ensuite, leur annonça qu'ils pourraient vivre à Constantinople en qualité de rayas ou sujets de l'empire turc, s'ils consentaient à se séparer de l'Eglise romaine. Ceux-ci repoussèrent avec hor-

reur cette protection, qu'il eût fallu acheter aux dépens de leur conscience, et tournèrent leur dernier espoir vers la Russie. Ils firent parvenir leurs plaintes à M. de Minciaky, en le suppliant de leur venir en aide.

M. de Minciaky ne pouvait rien pour eux à Constantinople, où les sujets russes étaient eux-mêmes en butte à des vexations de toute espèce, et ne trouvaient pas, auprès du ministre des Pays-Bas, l'appui que celui-ci essayait en vain de leur assurer. M. de Minciaky expédia sur-le-champ un courrier à Saint-Pétersbourg, pour demander des instructions à l'égard des mesures oppressives que la Porte avait prises vis-à-vis des Arméniens d'Angora, parmi lesquels un grand nombre avait droit à la protection de la Russie, comme originaires du Schirvan et de la Géorgie.

Mais le firman du grand-seigneur n'admettait ni répit, ni transaction : il n'y eut d'exception, dans l'expulsion des Arméniens, que pour les aveugles, les vieillards au-dessus de soixante-dix ans et les femmes enceintes de huit mois. La déportation fut générale. On voyait les pères portant leurs petits enfants dans des paniers soutenus par des perches, les mères traînant après elles le reste de leur famille éplorée, s'acheminer

tristement vers le port, où ils étaient jetés pêle-mêle sur de mauvais bâtiments, à peine capables de tenir la mer. Aussi, plusieurs de ces bâtiments coulèrent-ils en vue du port; d'autres périrent sur les côtes de l'Asie. Une partie des déportés mourut de froid, de fatigue et de faim, dans les montagnes qu'ils avaient à traverser pour arriver à leur destination.

Ces persécutions acharnées contre les Arméniens et les Grecs criaient vengeance, mais elles ne pouvaient précipiter les événements, ni hâter les déterminations de la Russie, d'autant plus que les opérations militaires par terre et par mer se trouvaient suspendues, sinon jusqu'au printemps, du moins jusqu'à ce que les rigueurs de la saison fussent adoucies.

La flotte russe de la mer Noire était enfermée dans les glaces, et la flotte combinée des trois Puissances avait assez à faire pour empêcher et combattre la piraterie dans les eaux de l'Archipel. Le sultan avait donc encore du temps à lui, avant le commencement des hostilités, et il en profitait pour achever ses préparatifs de guerre.

Il poursuivait avec ténacité l'organisation de ses troupes régulières; il faisait réparer ses vaisseaux échappés au désastre de Navarin et compléter les

armements de ses forteresses; il envoyait sans cesse de nouvelles recrues à son camp du Danube, et il attendait, disait-on, deux cent mille Asiatiques qui venaient combattre sous les drapeaux de l'islamisme.

En même temps, il donnait une sorte de satisfaction aux vœux exprimés par les trois Puissances, en essayant de ramener les Grecs dans le devoir, au moyen des concessions et des avantages qu'il leur offrait. Il espérait par là détacher de la Russie la France et l'Angleterre, et se soustraire à leur médiation dans les affaires de la Grèce. On assurait déjà que la France et l'Angleterre ne suivraient pas la Russie dans la voie agressive où cette Puissance s'efforçait de les engager, et que, bien loin de vouloir travailler à la ruine de la Turquie, ou à son affaiblissement, elles pourraient bien se liguer avec elle contre l'empereur Nicolas.

Le sultan, en attribuant à la politique russe l'intention de s'établir à Constantinople et en appelant toutes les populations musulmanes à la défense de l'islamisme, se flattait de créer à la Russie des embarras et des adversaires, qui l'obligeraient peut-être à reculer, ou seulement à s'arrêter dans ses desseins.

C'est ainsi qu'il était parvenu à dissuader le

schah de Perse d'accepter définitivement les conditions du traité qui devait mettre fin à la guerre, conditions auxquelles le prince Abbas-Mirza avait consenti au nom de son père, et que ce souverain avait approuvées lui-même dans les déclarations écrites de sa main.

Quand on apprit à Saint-Pétersbourg que les espérances de paix qu'on avait été autorisé à concevoir, depuis la cessation des hostilités en Perse, s'étaient subitement évanouies, le Gouvernement russe s'empressa d'annoncer que les conférences de Deï-Karghan étaient rompues et que ce changement imprévu de politique, de la part du schah de Perse, paraissait « tenir à des promesses de secours et de diversion, données par une autre Puissance asiatique. »

« Il est permis d'espérer, ajoutait la note officielle, que le schah, qui vient de nous donner ainsi la mesure de sa mauvaise foi, se laissera encore éclairer sur ses véritables intérêts. » En tous cas, la guerre avait recommencé et se poursuivrait sans interruption, jusqu'à ce que l'armée du général Paskewitch eût triomphé des obstacles qui venaient d'entraver la conclusion d'un traité, dans lequel la Russie n'avait fait intervenir que la modération et la justice.

L'opinion publique fut unanime en Europe pour reconnaître que la rupture de ce traité ne devait être attribuée qu'à l'influence de la Porte Ottomane.

LXXXV

Le traité qui allait mettre fin à la guerre entre la Russie et la Perse était déjà signé par les plénipotentiaires des deux États; le chiffre de l'indemnité pécuniaire, que réclamait la Russie, avait été fixé à quatre-vingts millions de francs, et les lingots d'or et d'argent, destinés au premier payement, étaient en route pour Tauris, où leur remise entre les mains du général Paskewitch devait être suivie immédiatement de la retraite de l'armée russe sur la rive gauche de l'Araxe.

Tout à coup, un plénipotentiaire spécial du schah de Perse, Mirza-Aboul-Hassan-Khan, arriva au quartier général de Paskewitch et déclara, de la part de son maître, que, si l'armée russe n'évacuait pas, au préalable et sans retard, la province de l'Adzerbaidjan, le schah de Perse ne payerait pas l'indemnité de guerre et ne ratifierait pas le

traité de paix dont il avait accepté les conditions.

Le général Paskewitch, indigné de cette mauvaise foi, ordonna la reprise immédiate des hostilités, malgré les obstacles presque insurmontables que lui opposait la saison, encore plus rigoureuse cette année-là qu'à l'ordinaire.

Le prince Abbas-Mirza essaya inutilement d'obtenir la prolongation de l'armistice. Il semblait consterné du changement subit qui s'était opéré dans les résolutions de son père, et il attribuait ce changement à l'influence d'un de ses frères, qu'il accusait d'aspirer au trône. Il ne pouvait nier, cependant, que des promesses de secours et de diversion n'eussent été faites au schah de Perse par le sultan Mahmoud, qui voulait le faire entrer dans une espèce de ligue musulmane, non-seulement contre la Russie, mais encore contre tous les chrétiens. Abbas-Mirza repartit en toute hâte pour Téhéran, afin, disait-il, de faire exécuter le traité dont il s'était rendu garant.

Paskewitch, loin d'attendre son retour, prit sur-le-champ d'énergiques mesures pour commencer une campagne d'hiver, que les conseillers du schah de Perse avaient regardée comme impossible. Il n'y avait pas, en ce moment, d'armée persane rassemblée, quoique les armements eussent été

poussés avec vigueur dans les États de Feth-Ali.

Les opérations militaires du général en chef, à la reprise des hostilités, furent entamées de deux côtés à la fois.

Le général-major Pankratieff, dès le 17 janvier 1828, occupa, sans avoir rencontré aucune résistance, la ville d'Ourmiah, qui était pourtant environnée de fossés et de murailles. Cette ville importante eût offert de grandes ressources d'approvisionnements à l'armée russe, si la guerre avait dû se prolonger.

En même temps, le lieutenant-général comte Suchtelen, qui s'était porté rapidement sur la gauche avec un corps peu nombreux, mais composé d'excellentes troupes, apparut à l'improviste, le 5 février, devant les murs d'Ardebyl, la plus forte place de l'Adzerbaidjan : deux fils d'Abbas-Mirza se trouvaient dans cette place, avec une garnison de deux mille hommes ; ils n'eurent pas même l'idée de soutenir un siége : deux ou trois fusées à la congrève suffirent pour décider une capitulation, quoique les vingt-sept pièces de canon qui défendaient la place fussent servies par des artilleurs européens, la plupart Anglais. Ces artilleurs obtinrent des sauf-conduits pour retourner dans leurs pays, et la garnison, à laquelle on avait

permis de sortir avec armes et bagages, abandonna ses drapeaux et se dispersa en désordre.

Avant que la nouvelle de la reddition de ces deux villes fût parvenue à Téhéran, où l'on savait seulement la rupture des conférences, le schah de Perse, effrayé des conséquences de cette grave situation, s'était empressé de faire écrire directement au général Paskewitch, pour lui annoncer l'envoi de trois kouroures de tomans (vingt-quatre millions de francs), qui formaient plus d'un quart de l'indemnité pécuniaire exigée par la Russie, et le retour très prochain du prince Abbas-Mirza, avec tous les pouvoirs nécessaires à la conclusion définitive du traité. L'envoyé anglais, Macdonald, n'avait pas peu contribué, par ses pressantes sollicitations, à ramener Feth-Ali à des sentiments pacifiques et à lui faire fermer l'oreille aux dangereux conseils des agents de la Turquie.

Le 10 février, le général Paskewitch transportait son quartier-général à Mianah, où le prince Abbas-Mirza était attendu sous peu de jours : les sommes destinées à l'indemnité ne tardèrent pas à y arriver, et les conférences furent bientôt rouvertes dans le village de Tourkmantchaï, où les plénipotentiaires s'étaient rendus de part et d'autre.

Cette fois, le prince Abbas-Mirza et le conseiller d'État Alexandre Obreskoff s'entendirent sur tous les points de la négociation, et le traité fut signé solennellement, le 22 février.

Il était dit, dans les prolégomènes de ce traité, que l'empereur de Russie et le schah de Perse, « également animés d'un sincère désir de mettre un terme aux maux d'une guerre entièrement contraire à leurs mutuelles dispositions, et de rétablir, sur une base solide, les anciens rapports de bon voisinage et d'amitié entre les deux États, au moyen d'une paix, qui porte en elle-même la garantie de sa durée, en éloignant tout sujet de différend et de mésintelligence à l'avenir, » avaient désigné, pour travailler à cette œuvre salutaire, l'aide de camp général Paskewitch, le conseiller Alexandre Obreskoff et le prince royal Abbas-Mirza.

Le nouveau traité, conclu par ces trois plénipotentiaires, était destiné à remplacer celui de Gulistan. A compter de la signature de ce nouveau traité, il devait y avoir, à perpétuité, paix, amitié et bonne intelligence entre les deux souverains, leurs successeurs, leurs États et leurs sujets.

Le schah de Perse, « en témoignage de sa sincère amitié pour l'empereur de toutes les Rus-

sies, » lui cédait, en toute propriété, le khanat d'Érivan et le khanat de Nakhitchévan, et reconnaissait, comme appartenant à jamais à l'Empereur russe, tous les pays et toutes les îles, situés entre les sommets du Caucase, la mer Caspienne et la nouvelle frontière, qui serait tracée par le lit de l'Araxe, par différents cours d'eau et par des chaînes de montagnes, formant la ligne de démarcation entre les deux États.

Cette frontière avait été indiquée et décrite avec la plus grande exactitude, dans le traité même, de manière à prévenir tout prétexte d'altercation et de difficulté à l'égard des possessions respectives de la Russie et de la Perse.

L'empereur de Russie, pour donner, à son tour, un témoignage public de ses dispositions amicales à l'égard de son allié, s'engageait à reconnaître, dès ce moment, dans la personne du prince Abbas-Mirza, le successeur de Feth-Ali et l'héritier présomptif de la couronne de Perse, et à le considérer comme légitime souverain de ce royaume dès son avénement au trône.

Le schah de Perse consentait à dédommager la Russie des sacrifices considérables que cette guerre lui avait coûtés : en conséquence, il promettait de payer, en plusieurs termes, qui seraient ultérieure-

ment fixés, une indemnité de dix kouroures de tomans raidje, équivalant à la somme de vingt millions de roubles d'argent.

La Russie s'attribuait, comme par le passé, le privilége exclusif d'avoir des bâtiments de guerre dans la mer Caspienne, mais elle accordait aux bâtiments marchands de la Perse le droit de naviguer sur cette mer, et même d'aborder, en cas de naufrage, aux rivages russes, où ils trouveraient secours et assistance.

Les deux souverains, l'empereur et le schah, estimant que le rétablissement des relations commerciales entre leurs États devait être un des premiers bienfaits de la paix, s'engageaient à régler prochainement, de commun accord, dans un traité spécial, toutes les dispositions relatives à la protection du commerce et à la sûreté de leurs sujets : ils convenaient donc, dès ce moment, que ceux de leurs sujets, qui posséderaient simultanément des propriétés immobilières en deçà et au delà de l'Araxe, auraient la faculté de les vendre ou de les échanger pendant l'intervalle de trois années.

L'empereur Nicolas n'entendait excepter du bénéfice de cette convention que trois personnes, qui s'étaient signalées par leur acharnement contre la

Russie : le sardar d'Érivan, son frère Hassan-Khan, et Kerim-Khan, l'ancien gouverneur de Nakhitchévan.

Tous les prisonniers, qui auraient été faits dans le cours de la guerre par l'une ou l'autre partie belligérante, devaient être rendus, sans exception, dans le terme de quatre mois ; mais les transfuges ou déserteurs, qui auraient passé sous la domination respective d'un des deux souverains, avant ou pendant la guerre, seraient à l'abri d'une extradition ; toutefois, comme ces transfuges pourraient chercher à entretenir des intelligences secrètes avec leurs anciens compatriotes ou vassaux, les deux souverains se proposaient réciproquement de ne pas souffrir qu'ils résidassent dans les pays limitrophes de leurs États. Cette clause n'était applicable qu'à des individus revêtus d'un caractère public ou de certaine dignité, tels que les khans, les beys et les mollahs. Quant à la masse de la population des anciennes provinces persanes, elle restait libre de s'établir ou de séjourner dans les deux pays, comme bon lui semblerait, en se conformant aux lois du Gouvernement sous la domination duquel elle se trouverait placée.

Enfin, le schah de Perse accordait amnistie pleine et entière à tous les habitants et fonction-

naires de la province de l'Adzerbaidjah, en déclarant qu'aucun d'eux ne pourrait être poursuivi ni molesté pour ses opinions, pour ses actes, ou pour la conduite qu'il aurait tenue pendant la guerre, ou depuis l'occupation de cette province par les Russes. Ceux qui néanmoins croiraient devoir se transporter avec leurs familles dans les États russes, seraient libres de prendre ce parti dans le délai d'une année, et ils auraient, en outre, un délai de cinq ans pour la vente ou toute autre aliénation de leurs immeubles.

La cessation des hostilités avait précédé la signature de ce traité, et le payement du premier terme de l'indemnité fut effectué sur-le-champ entre les mains du général en chef de l'armée russe.

Ce fut le conseiller de collége Griboyédoff, qui apporta, du quartier-général de Paskewitch à Saint-Pétersbourg, le traité de Tourkmantchaï, que les deux souverains signataires devaient ratifier dans le délai de quatre mois. Il n'arriva que le 26 mars, après un pénible et dangereux voyage, et l'empereur, en recevant ce traité, qu'il attendait avec une inquiète impatience, nomma conseiller d'État le porteur de la bonne nouvelle.

Aussitôt une salve de cent et un coups de canon, tirée des remparts de la forteresse, annonça cet

heureux événement aux habitants de Saint-Pétersbourg. Le lendemain, un *Te Deum* d'actions de grâce fut chanté, en présence de toute la cour, dans la chapelle du palais d'Hiver, et ce rescrit, adressé au gouverneur-général militaire de la capitale, parut affiché dans les rues, où le peuple en prit connaissance avec de vives démonstrations de joie, pendant que toutes les cloches des églises sonnaient et que toutes les musiques de la garnison exécutaient des fanfares :

« Le traité de paix perpétuelle entre la Russie et la Perse a été conclu et signé, à Tourkmantchaï, le 10 février (25, nouveau style) 1828.

« Cet acte garantit à la Russie une frontière nouvelle et assurée : outre une indemnité complète de toutes ses pertes, elle acquiert un accroissement de territoire, par la réunion à sa domination des khanats d'Érivan et de Nakhitchévan, qui porteront, à l'avenir, le nom de province d'Arménie.

« Ainsi vient de se terminer, par une paix non moins utile que glorieuse, cette guerre que Nous avait suscitée une invasion imprévue.

« En remerciant Dieu, qui protége toujours la bonne cause, et qui a couronné Nos armes d'une nouvelle gloire, Nous Nous empressons de vous faire connaître cet heureux événement, persuadé

que tous Nos fidèles sujets réuniront leurs actions de grâces à celles que Nous adressons au Très-Haut.

« Le traité de paix sera incessamment rendu public par un Manifeste impérial.

« Je suis toujours votre affectionné.

« Nicolas.

« Saint-Pétersbourg, 15 mars (27, nouv. st.) 1828. »

Cette paix, glorieuse et avantageuse à la fois, qui présentait toutes les garanties désirables de solidité et de durée, avait été amenée non-seulement par de brillants faits d'armes, dont tout l'honneur revenait à Paskewitch, mais encore par une habile et savante négociation, que le comte de Nesselrode n'avait cessé de diriger lui-même par l'intermédiaire du délégué Obreskoff. L'empereur s'empressa de récompenser les services du général d'armée et du diplomate : il éleva son ministre des affaires étrangères à la dignité de vice-chancelier, en même temps qu'il adressait, au Sénat-dirigeant, cet ukase, daté du 15/27 mars 1828 :

« Voulant récompenser le zèle distingué et les importants services rendus à la patrie par Notre aide de camp général le général d'infanterie Pas-

kewitch, qui, par plusieurs victoires éclatantes, a couvert Nos armes d'un nouveau lustre pendant la guerre contre la Perse, si heureusement terminée, et qui a couronné ces exploits par la conclusion d'une paix avantageuse, par suite de laquelle les frontières de l'empire sont reculées au delà de l'Araxe, et la province d'Arménie est réunie à nos possessions, Nous l'avons élevé, lui et sa postérité, à la dignité de comte de l'empire de Russie, et Nous lui ordonnons de porter à l'avenir le nom de comte Paskewitch-Érivansky. »

Ce n'était pas encore assez : il écrivit à Paskewitch une lettre autographe, pour le féliciter de la mémorable issue de cette guerre, que ce général avait conduite avec autant de prudence que de talent, et pour lui faire don d'une somme d'un million à retenir sur l'indemnité payée par la Perse. Des dons de même nature furent attribués aux officiers supérieurs qui s'étaient le plus distingués dans cette longue et pénible campagne. Le second plénipotentiaire, le conseiller Obreskoff, eut pour sa part trois cent mille francs, avec le grand cordon de Sainte-Anne; le lieutenant général comte Suchtelen, qui avait fait preuve de résolution et d'énergie, fut nommé aide de camp général

de l'empereur; le colonel Mourawieff, qui avait montré, comme adjoint du chef de l'état-major de l'armée, un zèle et une activité remarquables, fut nommé général-major, ainsi que les colonels Gillenschmidt et Horko.

Un courrier spécial, chargé des rescrits, des brevets, des croix et des médailles que l'empereur envoyait en récompense au corps d'armée détaché du Caucase, était parti, peu de jours après, avec des instructions secrètes pour Paskewitch.

Le traité de Tourkmantchaï devait être la première réponse de la Russie aux insultes et aux menaces de la Porte Ottomane. Il fût publié, le jour de Pâques, 3 avril, dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg, et il courut ainsi d'un bout à l'autre de l'Europe, avant même que les Cours étrangères eussent été averties par leurs agents, que la guerre de Perse était terminée, et que la Russie pouvait réunir toutes ses forces contre la Turquie.

Le texte de ce traité avait paru accompagné d'un manifeste impérial, qui résumait, en termes clairs et précis, les principaux événements militaires de la campagne, et qui exposait, avec une noble simplicité, les importants résultats politiques que cette guerre, juste et nécessaire, avait produits

dans l'intérêt de la Russie. Ce document, que le Gouvernement russe adressait à ses amis comme à ses ennemis, porte empreinte, à chaque ligne et presque à chaque mot, la pensée personnelle de l'empereur :

« Par la grâce de Dieu, Nous Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc., etc.

« Le Très-Haut vient encore une fois de répandre ses bénédictions sur la Russie, en terminant par une paix glorieuse la guerre de Perse, cette guerre dont les commencements faisaient craindre une longue durée.

« C'est au milieu de négociations amicales, et lorsque de positives assurances nous donnaient l'espoir de maintenir des rapports de bon voisinage avec la Perse, que le repos de Nos peuples a été troublé sur les frontières du Caucase, et qu'une invasion subite a violé le territoire de l'Empire, au mépris de la sainteté des traités.

« Dès lors il fallut repousser la force par la force. Obligée de poursuivre l'ennemi à travers une contrée sans chemin et dévastée par les troupes qui devaient la défendre, souvent aux prises avec la nature même, exposée au soleil brûlant de l'été

et aux rigueurs de l'hiver, notre brave armée parvint, après des efforts inouïs, à conquérir Érivan, réputée imprenable. Elle franchit l'Araxe, planta ses drapeaux sur le sommet de l'Ararat, et, s'enfonçant de plus en plus dans l'intérieur de la Perse, elle occupa Tauris même avec les pays qui en dépendent. Le khanat d'Érivan, sur les deux rives de l'Araxe, et le khanat de Nakhitchévan, portion de l'ancienne Arménie, tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

« Mais, dans le cours de ces rapides conquêtes, les troupes russes acquirent encore une autre gloire. Au milieu d'une guerre dont leur valeur avait transporté le théâtre sur le territoire ennemi, la sûreté des personnes et tous les droits de propriété demeurèrent aussi sacrés, aussi inviolables pour elles, que si elles se fussent trouvées en pleine paix et au sein d'un pays allié. Humaine, douce et généreuse, leur conduite a environné le nom russe d'un éclat supérieur à celui que donne la victoire.

« C'est ainsi qu'en moins de huit mois, après l'entrée de nos troupes sur le territoire persan, des exploits décisifs, des résultats riches d'avenir, ont couronné nos armes. Leur succès a démontré que la Providence défendait Notre juste cause. Cou-

verte de sa puissante égide, et regardant la paix comme le premier des biens, la Russie ne la laissera jamais troubler, sans infliger à l'agresseur un juste et sévère châtiment. Le chemin à de nouveaux triomphes était frayé devant nous; mais, du moment que cette paix si précieuse devint possible, Notre seul désir fut de la conclure.

« Notre but était d'assurer à l'Empire une barrière naturelle et forte du côté de la Perse, d'obtenir une complète indemnité de toutes les pertes occasionnées par la guerre, et d'écarter ainsi toutes les causes qui pourraient en amener le retour.

« Telles sont, en effet, les bases sur lesquelles il a été conclu et signé, le 10 février, à Tourkmantchaï, entre la Russie et la Perse, un traité de paix perpétuelle, dont la publication accompagne le présent manifeste.

« Pour Nous, un des principaux résultats de cette paix consiste dans la sûreté qu'elle garantit à une partie de nos frontières. C'est uniquement sous ce rapport que nous envisageons l'utilité des nouveaux pays que la Russie vient d'acquérir. Tout ce qui ne se rapportait pas à ce but, dans nos conquêtes, a été restitué, par Notre ordre, aussitôt que les conditions du traité se sont trouvées remplies.

« D'autres avantages essentiels découlent des stipulations arrêtées en faveur du commerce, dont Nous avons toujours considéré le libre développement comme une des causes les plus productives de l'industrie et du travail, et, en même temps, comme la vraie garantie d'une paix solide, fondée sur une entière réciprocité de besoins et d'intérêts.

« A Celui qui règle les destinées des empires, appartient l'humble tribut de Notre profonde reconnaissance. Que tous Nos chers et fidèles sujets, après avoir reconnu les marques éclatantes de la faveur et de la protection du Très-Haut dans les événements de cette guerre, et dans son heureuse conclusion, déposent sur ses autels leurs plus ferventes prières ! Que cette paix, ouvrage de la Providence, soit ferme et durable, et que sa volonté sainte Nous aide à maintenir le calme et la tranquillité sur les frontières de Nos États !

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 21 mars (2 avril, nouv. st.), l'an de grâce 1828, et de Notre règne le troisième.

« NICOLAS.

« *Contresigné :* Le comte de NESSELRODE. »

L'opinion publique accueillit avec faveur, en

Russie, ce traité de paix, qui assurait à l'Empire un agrandissement considérable de territoire et tous les avantages commerciaux que devait amener la possession des riches provinces d'Érivan et de Nakhitchévan. Un ukase daté du 21 mars (2 avril, nouv. st.), publié en même temps que le traité, ordonnait que ces deux provinces fussent unies au titre impérial, sous le nom d'*Arménie.*

Quatre mois à peine s'étaient écoulés depuis que l'armée du général Paskewitch occupait le khanat d'Érivan, et déjà cette belle province avait été complétement transformée sous l'administration des vainqueurs. On avait pu voir, dès le 18 décembre 1827, jour de la fête de l'empereur Nicolas, qu'Érivan était déjà presque une ville russe. Ce jour-là, cette fête nationale y avait été célébrée par des cérémonies et des réjouissances, qui trouvèrent beaucoup de sympathie et d'empressement parmi la population.

Pendant que la consécration d'une église du rit grec, sous l'invocation de la sainte Vierge, avait lieu solennellement, en présence de la garnison et des autorités russes, les habitants, Arméniens et mahométans, rassemblés dans leurs mosquées et leurs églises, priaient également, chacun suivant son culte, pour la conservation des jours du tzar.

Après le *Te Deum*, les bourgeois des deux religions, en témoignage de leur dévouement à leur auguste maître, lui offrirent une somme de trois mille roubles d'argent, destinée à des œuvres de charité, et le général Krassowsky réunit dans un banquet les notables indigènes, qui s'associèrent de bon cœur aux toasts portés à l'empereur et à la famille impériale.

Ainsi la ville d'Érivan avait reçu, à cette occasion, deux mois avant la signature du traité, la consécration de sa nouvelle nationalité.

Au reste, les deux provinces persanes, que le traité de Tourkmantchaï annexait à la Russie, avaient repris, dès cette époque, la tranquillité et le bien-être, dont elles jouissaient au commencement de la guerre. Les habitants, la plupart Arméniens catholiques, étaient rentrés partout dans leurs foyers; ils se livraient paisiblement à leurs travaux agricoles et industriels : les terres avaient été ensemencées et promettaient d'abondantes récoltes. Les villes et les villages, soumis à d'intelligentes mesures de police et d'édilité, changeaient d'aspect et offraient de toutes parts les caractères de la civilisation européenne. Le commerce, qui renaît et se ravive si promptement sons les auspices de la paix, se montrait déjà plus

actif et plus florissant qu'il ne l'était sous la domination persane.

La Perse devait regretter ces fertiles provinces qu'elle perdait sans retour, mais elle regrettait davantage ses anciennes frontières, ces grands fleuves, ces montagnes escarpées, ces défilés, ces torrents et même ces marais insalubres, qui lui donnaient naguère des moyens naturels de résistance contre l'agression souvent renouvelée et toujours menaçante de ses puissants voisins.

Au reste, les Arméniens catholiques, qui formaient la plus grande partie de la population indigène dans les deux provinces que la Perse cédait à la Russie, avaient fait plus que se soumettre volontiers à cette cession territoriale : ils l'avaient appelée de tous leurs vœux, ils l'avaient sollicitée comme un bienfait, car ils se sentaient vraiment esclaves sous la domination persane et ils gémissaient depuis des siècles de voir leur sainte foi chrétienne opprimée, outragée, par les mahométans.

Un des pères de leur Eglise cependant avait prédit qu'ils seraient un jour délivrés par les Russes. Aussi, dès longtemps, les vieillards, au lit de mort, recommandaient à leurs enfants de ne pas manquer de leur annoncer, dans l'autre vie,

par le son joyeux des cloches et les cantiques d'actions de grâce, le moment où le soleil du bonheur se lèverait pour l'Arménie, qui ressemblerait à une maison nuptiale toute retentissante de transports d'allégresse, lorsque les Russes délivreraient d'un joug pesant et odieux les Arméniens catholiques, pour les réunir en une seule famille sur le territoire de leurs ancêtres.

Le vénérable archevêque Narsès, qui, durant la guerre de Perse, avait montré constamment tant de zèle et de dévouement pour la cause des Russes, qu'il considérait comme des libérateurs, se souvenait, avec émotion, que son père, en mourant, lui avait défendu de s'approcher du tombeau dans lequel il allait descendre, avant que l'Arménie ne fût délivrée de l'oppression des infidèles.

Le prélat demanda comme une faveur au général Krassowsky de vouloir bien l'accompagner dans sa première visite à la tombe paternelle, et là, les larmes aux yeux, agenouillé devant la pierre du sépulcre de sa famille, il bénit à haute voix le souverain de la Russie, qui avait daigné employer ses armes à la protection de l'Eglise arménienne.

Ce fut pour exprimer sa profonde gratitude envers cet auguste et puissant bienfaiteur de ses

coreligionnaires, qu'il avait voulu faire construire lui-même une église gréco-russe à Sardar-Abad, et malgré la différence de leur culte, tous les Arméniens, à l'exemple de leur archevêque, contribuèrent de leurs deniers à cette pieuse fondation. Dans le cours du mois de janvier 1828, la première pierre de l'église, placée sous l'invocation de saint Nicolas, avait été posée avec beaucoup de pompe et de solennité, et presque en même temps, les religieux du riche monastère d'Etchmiadzine érigeaient aussi un monument en mémoire de leur délivrance par les troupes russes.

LXXXVI

Tant que la guerre de Perse avait duré, et en dépit des préoccupations continuelles d'une guerre imminente, plus longue et plus redoutable, avec la Turquie, la prospérité industrielle et commerciale de la Russie n'avait pas cessé de s'accroître, même dans les provinces qui semblaient avoir le plus à craindre la conséquence immédiate des hostilités.

C'était surtout dans les ports russes de la mer Noire, que le commerce d'exportation et d'importation s'était prodigieusement développé, depuis l'avénement de l'empereur Nicolas. Ces ports, ceux d'Odessa, de Taganrog, d'Eupatorie, etc., avaient reçu, en 1827, plus de mille navires étrangers, qui arrivaient chargés de toutes sortes de marchandises et qui s'en retournaient avec un chargement plus considérable de grains, de cuirs, de suif, de

laines et d'autres productions du pays. A Taganrog, par extraordinaire, l'exportation avait presque triplé, en s'élevant à sept millions soixante-sept mille sept cents roubles.

Le mouvement de la navigation n'avait pas été moins actif dans les ports de la mer du Nord; douze cent cinquante-sept navires de commerce étaient entrés, en 1827, dans le port de Saint-Pétersbourg, et les droits de douane, qui s'élevaient à peine, six ans auparavant, à vingt et un millions de roubles, avaient dépassé, dans la précédente année, le chiffre de trente-quatre millions de roubles.

On ne devait pas s'étonner, en présence de ces brillants résultats du commerce d'importation et d'exportation, que le dernier emprunt russe fût en hausse à la Bourse de Londres.

Nicolas prenait un intérêt tout particulier à cette rapide extension des forces commerciales de son empire, et il favorisait avec la plus généreuse libéralité toutes les tentatives qui avaient pour objet d'augmenter la richesse publique, en donnant aux négociants les moyens de s'enrichir eux-mêmes.

Par un ukase du 2/14 décembre 1827, il avait autorisé la Compagnie hollandaise à établir pour quinze ans, à Odessa, sa principale factorerie, avec faculté d'ouvrir des comptoirs dans les différentes

villes de la Nouvelle-Russie et de la Bessarabie, et d'avoir dans la mer Noire autant de navires qu'elle voudrait.

Par un autre ukase du 21 décembre (2 janvier 1828), « ayant toujours en vue les progrès du commerce et de l'industrie, » il avait encore allégé les redevances payées par les guildes, comme pour inviter ses sujets, même ceux qui avaient le privilége du rang et de la naissance, à ne pas se tenir à l'écart des affaires de négoce et spécialement des entreprises industrielles.

Ainsi, en vertu de cet ukase, les personnes ayant la noblesse héréditaire ou individuelle, pouvaient établir des fabriques et les diriger elles-mêmes, sans déroger et sans être tenues de s'inscrire dans les guildes. Quant aux étrangers, il auraient dorénavant pleine liberté de fonder des manufactures en Russie, sans être obligés de se faire naturaliser sujets russes pendant l'espace de quinze ans.

Depuis quelques années, on avait vu se multiplier, dans la plupart des gouvernements de l'empire, les grandes usines qui semblaient destinées à créer une industrie nationale et par conséquent à affranchir tôt ou tard de l'onéreuse servitude de l'importation étrangère le commerce intérieur, et surtout le commerce de luxe.

Au mois de février 1828, sur la proposition de son ministre des finances, l'empereur avait accordé des médailles d'or à plusieurs des principaux chefs de ces usines, en récompense de leurs efforts intelligents et courageux, qui avaient été couronnés de succès : Kondracheff et Stchegoff fabriquaient des étoffes de soie, les plus riches et les plus variées, dignes de rivaliser avec celles de la fabrique lyonnaise; les frères Babkine fabriquaient des draps qui pouvaient être comparés à ceux d'Elbeuf et de Sedan; Fetissoff fabriquait des porcelaines et des faïences presque égales aux plus beaux ouvrages des manufactures anglaises; enfin, l'Allemand Brunninghausen avait établi, dans le gouvernement de Twer, une immense fabrique de produits chimiques, où venaient s'approvisionner la plupart des ateliers de teinture de la Russie.

Ce qui avait surtout attiré l'attention de l'empereur dans ces grands établissements industriels, c'est que les ouvriers étaient, en général, des paysans russes, qui excellaient, pour la main-d'œuvre, dans les travaux minutieux et délicats qu'on leur confiait, et qui souvent n'avaient pas eu d'autres maîtres que leur goût et leur instinct naturels.

Un de ces paysans, par exemple, eut l'occasion

de voir fonctionner une machine à la Jacquard; il en construisit, de souvenir, une tout à fait semblable à celle qu'il avait examinée pendant quelques instants, et il y ajouta d'ingénieuses améliorations, qui furent utilement appliquées au tissage des satins et des velours, dans la manufacture du sieur Kondracheff, où l'on fabriquait annuellement quatre-vingt mille archines d'étoffes, qui ne le cédaient en rien aux plus belles soieries étrangères, pour l'éclat et la solidité des couleurs, pour la richesse des dessins et pour la perfection du travail, et qui se vendaient à un prix infiniment moins élevé, par suite du rabais de la matière première et de la main-d'œuvre.

On ne saurait s'étonner que l'empereur Nicolas, au milieu des innombrables préoccupations de la politique, ne cessât de s'intéresser à toutes les questions qui touchaient aux progrès industriels et commerciaux de son empire, quand on le voit donner ses soins à des affaires de bien moindre importance et ne pas dédaigner, au besoin, de descendre dans les détails les plus minimes de l'administration publique.

Ainsi, au moment où il ordonnait la construction de nouveaux bâtiments de guerre, où il préparait en secret les cadres d'une levée de trois cent mille

hommes, il prenait connaissance de l'enquête de police, faite par ses ordres, sur les plaintes de la direction médicale de Saint-Pétersbourg, contre un charlatan prussien, nommé Ditrich, médecin-vétérinaire, qui exerçait illégalement la médecine et qui employait dans le traitement des maladies certains remèdes sympathiques et magiques ; il décida que ce fourbe serait renvoyé du pays et transporté immédiatement hors des frontières de l'empire.

Personne ne fut donc surpris d'apprendre que l'empereur avait voulu régler lui-même les droits de la propriété littéraire en Russie. Suivant ce règlement, en date du 23 avril (4 mai, nouv. st.) 1828, les héritiers légitimes d'un auteur russe devaient, pendant vingt-cinq ans après sa mort, jouir du privilége exclusif de vendre ses ouvrages, si le défunt ne les avait vendus ou légués, et lesdits ouvrages, au bout des vingt-cinq ans révolus, tomberaient dans le domaine public. La propriété littéraire se trouvait de la sorte, par la volonté expresse de l'empereur, plus favorisée en Russie que dans aucun autre gouvernement de l'Europe à cette époque.

Il serait impossible de mentionner tous les décrets, plus ou moins intéressants, qui furent

rendus par Nicolas, sur des matières administratives, dans les quatre premiers mois de l'année 1828, comme si son esprit actif et infatigable eût voulu par là faire diversion aux graves affaires d'Etat qui l'absorbaient.

On ne doit pourtant pas oublier l'ukase du 24 avril (6 mai) adressé au Sénat-dirigeant, pour autoriser l'essai d'une monnaie en platine, de la valeur de trois roubles d'argent. La découverte du platine dans les mines des monts Ourals avait donné l'idée d'introduire l'usage de ce précieux métal, plus compacte et plus lourd que l'argent, dans la fabrication des monnaies; toutefois, jusqu'à nouvel ordre, cette monnaie, quoique portant les armes de l'empire et sortant des ateliers de monnayage de la Couronne, ne devait circuler qu'à titre d'essai, sans que personne fût obligé de l'accepter en payement.

Malheureusement, la nouvelle monnaie, n'ayant pas cours forcé, ne pouvait rendre des services réels au commerce; on lui préférait toujours le numéraire en or et en argent. Elle fut ainsi discréditée dès sa création et elle ne tarda pas à disparaître entièrement de la circulation. Les circonstances, d'ailleurs, n'étaient pas trop favorables à l'établissement d'un nouveau système monétaire.

Dès que la guerre contre la Turquie avait été résolue, au mois de décembre 1827, l'empereur Nicolas avait décidé qu'il se mettrait en personne à la tête des ses armées.

Déjà il avait voulu, au commencement de la guerre de Perse, faire au moins une apparition à l'armée de Géorgie, et plusieurs fois, pendant le cours de la campagne, il s'était promis de venir à l'improviste prendre part aux opérations militaires, qui aboutirent, plus tôt qu'on ne l'espérait, à la conclusion d'une paix glorieuse; mais les représentations de son auguste mère et les prières de l'impératrice Alexandra l'avaient toujours forcé d'ajourner ses idées de voyage, sinon d'y renoncer entièrement.

Lorsque les deux impératrices furent averties de l'intention, cette fois irrévocable, que l'empereur avait exprimée, dans son Conseil privé, de partager lui-même, avec le comte de Wittgenstein, le commandement en chef de la seconde armée, qui devait passer le Pruth et agir dans les principautés danubiennes, en marchant sur Constantinople, elles employèrent d'intelligence tous leurs efforts pour changer une résolution qui leur causait d'avance autant d'inquiétude que de chagrin. Elles eurent en vain les meilleures raisons à opposer

l'une et l'autre à ce projet, qui ne leur semblait ni utile, ni opportun; elles essayèrent, ne pouvant le faire abandonner par l'empereur, d'en retarder l'exécution et de le renvoyer à une époque incertaine, où les circonstances pourraient naturellement y mettre obstacle.

La volonté de l'empereur fut inébranlable, et il déclara, de la manière la plus positive, que, dans une guerre aussi nationale, la présence du tzar au milieu de l'armée russe serait une excitation permanente pour le patriotisme et le courage des soldats, et que, d'ailleurs, son devoir de souverain lui ordonnait de réclamer une modeste part dans les dangers et les fatigues de ses enfants.

On eut beau lui représenter que sa présence à Saint-Pétersbourg et dans ses États était plus nécessaire que dans un camp et sur le territoire ennemi, d'autant mieux que l'Empire contenait en germe, comme ne l'avait que trop prouvé la conspiration du 14/26 décembre 1825, une foule d'éléments malfaisants de désordre, de révolte, d'anarchie et de révolution. L'empereur témoigna respectueusement à sa mère et affectueusement à sa femme le désir de ne pas trouver dans sa famille une plus longue résistance à sa volonté.

— J'ai écrit au césaréwitch, dit-il alors à un des

plus intimes confidents de ses pensées ; je l'attends sous peu de jours : nous prendrons ensemble toutes nos dispositions, pour que je puisse m'absenter autant qu'il le faudra, l'année prochaine, en laissant le gouvernement de l'empire à la charge de S. M. l'impératrice Marie, qui ne sera pas plus en peine de gouverner l'État, que de diriger les vingt-trois établissements d'instruction publique et de bienfaisance, qu'elle a maintenant sous ses ordres et sous sa protection.

L'impératrice-mère, en effet, déployait une activité incessante dans la direction immédiate de ces établissements, qui devenaient tous les jours plus considérables et plus complexes, en s'étendant sur tous les points de la Russie.

Elle était, il est vrai, admirablement secondée par Madame la baronne d'Adlerberg, qui conservait, depuis bien des années, toute la confiance de son auguste amie, et qui avait pris, sous sa surveillance personnelle, l'Institut des demoiselles nobles de Sainte-Catherine. Mais la santé de l'impératrice Marie avait paru s'altérer dans les derniers mois de l'année 1827.

L'impératrice-mère, qui venait d'atteindre sa soixante-septième année, et qui s'était maintenue jeune, ou du moins avec les apparences de la

jeunesse, éprouva une défaillance subite, en se promenant avec la princesse de Liéven, à Pavlowsky, dans son jardin des Roses, où elle avait rassemblé une des plus nombreuses et des plus belles collections de cette espèce de fleurs, qu'elle préférait à toutes les autres.

Cette légère indisposition n'eut pas de suite, mais il lui en resta un affaiblissement général, dont elle ne pouvait se remettre. On remarqua depuis, sur ses nobles traits, qui n'en étaient pas moins gracieux, et qui reflétaient toujours l'exquise bonté de son cœur, un air de fatigue et de souffrance, auquel se mêlait parfois une ombre de tristesse.

Elle disait d'ailleurs à tout le monde, qu'elle se sentait bien, et elle s'attachait surtout à rassurer la tendre sollicitude de l'empereur, qui lui demandait sans cesse si elle éprouvait quelque ressentiment de malaise intérieur : « Je n'ai jamais été mieux portante ! » répétait-elle presque machinalement à toutes les questions qu'on lui adressait sur l'état de sa santé.

Mais, avec la princesse de Liéven, avec la baronne d'Adlerberg, avec la princesse Wolkonsky et avec ses autres dames d'honneur, elle se montrait plus disposée à se plaindre du changement

notable qui s'était opéré dans sa constitution, naguère si forte et si saine : « Il faut se résigner, disait-elle en souriant avec mélancolie. Tâchons pourtant de ne pas vieillir trop vite ! »

Elle avait dû néanmoins se décharger, sur les personnages de son entourage intime, d'une partie des occupations qu'elle s'était réservées, et dont le fardeau ne semblait pas jusqu'alors lui peser. Elle vivait plus retirée, et cependant elle donnait moins de temps aux travaux d'art qui avaient fait le charme de sa vie; elle renonça entièrement, par exemple, à la gravure en médaille, qui fatiguait sa vue; elle cessa aussi de colorier des estampes et de passer de longues heures à lire dans les magnifiques bibliothèques qu'elle avait formées elle-même pour son usage particulier au palais d'Hiver, comme au château de Pavlowsky.

Les pressentiments dont l'impératrice-mère ne pouvait se défendre avaient passé, malgré elle, dans l'esprit de son auguste fils, poursuivi, au milieu des affaires d'État, par l'appréhension vague de quelque malheur de famille.

L'impératrice Alexandra, dont la nature nerveuse devenait de jour en jour plus impressionnable, et qui ressentait également le contre-coup

des émotions de son époux, qu'elle voyait triste, sans connaître l'objet de cette tristesse, s'imagina que l'empereur devait avoir des craintes sérieuses pour sa propre santé : elle en fut tourmentée cruellement, et elle redoubla d'instances, de supplications et de larmes, pour obtenir de l'empereur qu'il renonçât à partir pour l'armée du Danube.

Nicolas ne changea rien à sa détermination, mais il promit à l'impératrice qu'elle l'accompagnerait et qu'elle ne resterait jamais plus d'un mois sans le voir. Quant au grand-duc héritier, qui, dans toutes les cérémonies d'apparat, avait sa place marquée auprès de Leurs Majestés, il devait, durant leur absence, rester sous la garde et la tutelle de sa vénérable aïeule.

Ces soucis et ces arrangements de famille et de politique n'avaient pas moins transpiré à la cour, où le bruit se répandit que les hommes de l'art avaient eu des inquiétudes au sujet de la santé des deux impératrices.

Aussi, à la fête de Noël, lorsque l'imminence d'une grande guerre contre la Turquie donnait une animation particulière à l'assemblée annuelle des anciens officiers et soldats, convoqués au palais d'Hiver, en commémoration de la retraite de l'ennemi hors du territoire russe en 1812, tous les yeux

se portèrent avec intérêt sur les impératrices, qu'on disait malades, et qui, en effet, paraissaient l'être. On constata aussi, non sans anxiété, que l'empereur avait pâli et semblait triste. Il n'en fallut pas davantage pour accréditer des craintes qui eurent des échos dans le public.

Ce fut par allusion à ces craintes, heureusement fausses, ou du moins exagérées, que le conseiller privé Ouwaroff, dans le discours qu'il prononça devant l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg, à la séance solennelle du 29 décembre 1827 (10 janvier 1828, nouv. st.), fit entendre des vœux touchants pour la conservation de la famille impériale :

« Élevons-nous, par un sentiment unanime, élevons-nous, Messieurs, s'écria-t-il, vers le céleste Auteur de tous les biens ! Puisse-t-il répandre son divin rayon sur les jours lumineux de l'empereur ! Qu'il le bénisse pour la paix et qu'il le bénisse pour la guerre ! qu'il couvre de son impénétrable bouclier la tête chérie d'un puissant monarque, d'un excellent citoyen, d'un tendre père de famille, du plus respectueux des fils ! Arrière-neveu de Pierre le Grand, petit-fils de Catherine II, fils de Marie, frère d'Alexandre, quels magnifiques modèles ne trouve-t-il pas à chaque page des annales

de sa royale maison? Et la force du génie qui crée, et la puissante sagesse qui conserve, et la grandeur d'âme héréditaire, et la vertu sincère et modeste, et les traces du souverain que nous pleurons encore, tout entoure Nicolas, tout nous dit que tant de gages de gloire et de prospérité ne demeureront pas sans fruit, et que Dieu est avec nous! »

LXXXVII

L'empereur Nicolas ne devait partir pour l'armée, qu'à l'ouverture de la campagne, et la campagne, ne devait pas s'ouvrir de bonne heure, quoique l'armée d'opération fût concentrée en Bessarabie et prête à passer le Pruth dès la fin de décembre 1827.

On n'attendait plus au quartier-général du comte Wittgenstein que la garde impériale et la grosse artillerie de siége. Mais l'hiver avait commencé avec une rigueur extraordinaire, qui s'était fait sentir jusque dans les provinces méridionales : la navigation dans la mer Noire avait été entièrement suspendue, et les vaisseaux restaient dans les ports, emprisonnés par les glaces. Ce froid terrible, qui dura plus de quatre mois, sans se relâcher un seul jour, aurait empêché tout mouvement de troupes. On pouvait prévoir aussi, eu égard à l'énorme

quantité de neige qui s'était accumulée sur le sol, que le dégel serait long et retarderait encore, à l'époque du printemps, le commencement des hostilités.

L'empereur attendit donc, pour publier sa déclaration de guerre, que la campagne pût s'ouvrir immédiatement après.

On doit croire, cependant, qu'il avait eu d'abord la pensée de commencer la campagne en plein hiver ou du moins de faire entrer son armée en Moldavie dès le mois de décembre 1827, car, à cette époque, beaucoup de boyards moldaves avaient quitté le pays, suivant les ordres du Gouvernement ottoman, qui se refusait à envoyer des troupes dans les Principautés, et l'on s'attendait, d'un jour à l'autre, à y voir arriver les autorités russes.

On avait même annoncé la prochaine arrivée de l'empereur Nicolas à Kiew.

L'infanterie polonaise, qui s'était mise en marche pour faire sa jonction avec une partie de la garde russe, aux environs de cette ville, reçut contre-ordre tout à coup et fut renvoyée dans ses cantonnements, lorsque déjà on faisait venir en Pologne, pour remplacer ces troupes, l'armée de Lithuanie et de Wolhynie, commandée par le

lieutenant-général Rosen, qui devait avoir son quartier-général à Varsovie.

Un grand nombre d'officiers polonais, qui se rendaient ou qui allaient se rendre en Bessarabie pour se trouver à l'ouverture de la campagne, furent rappelés par ordre supérieur, et ils apprirent, avec autant de surprise que de dépit, qu'aucun corps de l'armée polonaise, par suite d'une nouvelle décision de l'empereur, ne devait prendre part à la guerre, et que le grand-duc Constantin avait demandé lui-même à être exempté d'y paraître.

Ce contre-ordre inattendu, ce changement subit dans les dispositions militaires de la campagne, qui se trouvait ainsi ajournée au printemps, ne pouvaient provenir que de circonstances graves et nouvelles qui s'étaient produites en Pologne.

Il régnait, en effet, dans ce royaume et surtout à Varsovie, une émotion générale, résultant de l'interminable procès politique qui était toujours pendant à la Cour suprême de la Diète.

Depuis que cette Cour suprême avait été saisie, par l'ukase impérial du 6/18 avril 1827, de la connaissance de l'affaire, les huit prévenus, renvoyés devant le tribunal comme coupables de trahison envers l'empereur, avaient éveillé au plus

haut degré l'intérêt et les sympathies de la popu lation polonaise; ils avaient trouvé d'ardents défenseurs dans l'aristocratie à laquelle ils appartenaient tous, dans l'armée où ils comptaient de nombreux adhérents affiliés aux Sociétés secrètes, et parmi la jeunesse qui ne voyait dans les crimes d'État à leur charge qu'une généreuse tentative de patriotisme. Une sorte de propagande d'enthousiasme et d'admiration à leur égard s'était répandue, par l'actif et puissant intermédiaire des femmes, dans toutes les classes de la société, et les huit accusés se trouvèrent tout à coup transformés en victimes et en héros.

Les sénateurs eux-mêmes ne pouvaient rester étrangers à ce travail irrésistible de l'opinion publique.

Le premier acte de la Haute Cour nationale, constituée sous la présidence du vieux comte palatin Pierre Biélinski, avait donc été d'annuler et de rejeter les procès-verbaux du Comité d'enquête et de nommer une Commission nouvelle chargée de recommencer l'instruction. Dans cette Commission, l'élément russe avait entièrement disparu, et ceux qui la composaient n'avaient dû leur nomination qu'à leur chaleureuse sympathie pour les accusés. Ils donnèrent donc hardiment carrière

à cette sympathie, en refaisant de toutes pièces l'instruction et en écartant avec adresse les indices, les témoignages et les preuves, qui avaient constaté, dans la première instruction, l'existence, les manœuvres et le but de la Société patriotique.

Les accusés, d'ailleurs, n'avaient que trop bien secondé, par l'habileté de leur système de défense, les dispositions favorables des commissaires.

Séverin Krzyzanowski, un des huit accusés, avait surtout déployé, dans ses interrogatoires, une ruse et une ténacité extraordinaires pour empêcher l'enquête de remonter à la source de la conspiration et de compromettre quelques-uns des chefs de l'armée polonaise. Il fallait faire supposer que cette armée était restée absolument étrangère aux Sociétés secrètes, qui y conservaient encore leurs agents et leur organisation. Ce fut là le triomphe de Krzyzanowski, et les membres de la Commission furent convaincus, ou feignirent de l'être, que l'armée polonaise devait être mise hors de cause dans les débats.

Le grand-duc Constantin, à titre de commandant de cette armée, ne voulut pas qu'elle fût livrée aux investigations d'une enquête, qui aurait eu pour conséquences inévitables de porter atteinte

à la discipline et à l'esprit de corps, en ouvrant la porte aux dénonciations, aux espionnages et aux vengeances. Il ordonna donc, de sa pleine autorité, qu'aucune recherche ne fût faite dans les régiments, pour y découvrir de nouveaux éléments d'accusation contre les huit accusés.

C'est ainsi que se trouva écarté, en quelque sorte, le fait de haute trahison, qui servait de base au procès.

L'armée polonaise, tout entière, n'était que trop disposée, il est vrai, à sympathiser avec les idées et les intentions des conspirateurs, qui avaient formé le projet, non de révolutionner la Russie, mais de ressusciter la Pologne indépendante. Le césaréwitch fut instruit de ces dispositions, qui étaient les mêmes à tous les degrés de la hiérarchie militaire, et il crut devoir en avertir l'empereur, en lui représentant qu'il serait dangereux sans doute d'irriter en Pologne le sentiment patriotique et d'exaspérer les esprits par de nouvelles rigueurs, si justes qu'elles pussent être.

Nicolas, dans cette circonstance délicate, ne se départit pas de la condescendance qu'il accordait à son frère aîné : il le laissa seul arbitre de la situation et il lui donna les pouvoirs les plus étendus pour décider souverainement de toutes les

questions relatives à la Pologne. Cependant il ne jugea pas que l'armée polonaise, travaillée comme elle l'était alors de fermentation politique, pût sans inconvénient, se trouver rapprochée de l'armée russe et s'associer aux opérations de la guerre de Turquie. Un sentiment de défiance et même d'antipathie commençait à naître et à se répandre à la fois dans les deux armées comme dans les deux nations. Ce fut aussi pour punir les officiers polonais, qu'il les enveloppa tous dans la même défaveur, en leur refusant l'honneur de participer à la campagne qui allait s'ouvrir.

Voilà pourquoi, durant tout le cours de cette campagne, l'armée polonaise se vit condamnée à l'inaction et resta cantonnée sur les frontières de la Gallicie, avec son matériel et son artillerie, dans l'attente d'un ordre qui ne vint pas et qui lui eût permis de montrer ce qu'elle valait sur le champ de bataille.

Le procès des Sociétés secrètes traînait toujours en longueur, quoiqu'il motivât la réunion presque permanente des sénateurs composant la Haute Cour de justice : on pouvait déjà prévoir qu'il se terminerait par l'acquittement des huit accusés ou du moins par des condamnations légères.

La Commission d'enquête avait pourtant fait

son devoir. Le vice-président de la Cour suprême, Vincent Krasinski, malgré son dévouement bien connu à la cause polonaise, n'avait pas craint de reconnaître devant ses collègues, que les accusés étaient bien réellement coupables : il avait donc proposé de les recommander à la clémence de l'empereur, en appliquant la loi qui les condamnait, sinon pour crimes de lèze-majesté et de haute trahison, du moins pour avoir coopéré à la création des Sociétés secrètes politiques en Pologne.

Mais le président Pierre Biélinski, tout en reconnaissant que la plupart des faits imputés aux prévenus paraissaient acquis à l'accusation, déclarait hautement que, dans sa conscience, ces faits cessaient d'être répréhensibles, en raison du sentiment généreux et patriotique qui aurait dirigé les prétendus coupables. « D'ailleurs, disait le vieux comte Biélinski, nous n'avons à juger que huit accusés, et il y a en Pologne plusieurs milliers de personnes qui ont pris part aux actes qu'on impute à ces accusés et qui en revendiquent la responsabilité avec eux. »

Les prisons de Varsovie et celles de tous les palatinats, en effet, contenaient encore un grand nombre de Polonais qui avaient été arrêtés depuis plus d'un an et qui étaient incertains de leur sort.

On pouvait néanmoins croire que leur punition se bornerait à cette incarcération préventive et qu'ils seraient mis en liberté provisoire, à la fin du procès des huit accusés, car le grand-duc Constantin avait exprimé formellement le désir de voir ce procès se renfermer dans les limites qui lui avaient été assignées au moment où il fut déféré au tribunal de la Diète.

On n'adjoignit donc pas aux huit accusés un seul de leurs complices, désignés ou nommés, par imprudence ou avec intention, dans les interrogatoires du prince Antoine Jablonowski, d'Alexandre Oborski, d'Oginski, etc. Mais la plupart des Polonais de la Lithuanie et de l'Ukraine, plus ou moins compromis dans l'instruction du procès, avaient été envoyés à Saint-Pétersbourg pour y être jugés par le Sénat-dirigeant, comme étant domiciliés dans les provinces incorporées à la Russie et relevant ainsi des tribunaux russes.

Ces agents ou ces adhérents des Sociétés secrètes polonaises étaient déjà condamnés, ou ils le furent successivement, à différentes peines qui les déportèrent en Sibérie ; leur procès n'eut d'ailleurs aucune publicité, et leur condamnation éveilla peu de sympathies, car ils s'étaient bornés, pour toute défense, à nier imperturbablement les

faits de l'accusation et à protester qu'ils n'avaient pas eu la moindre connivence avec les conspirateurs russes du 14/26 décembre 1825.

Personne à Saint-Pétersbourg ne se préoccupait des résultats de cette affaire criminelle, qui suivait son cours à huis clos, et qui restait, pour ainsi dire, enfermée dans l'enceinte de la citadelle et dans les archives du Sénat, tandis que le procès des huit patriotes polonais (c'est ainsi qu'on l'avait qualifié) causait une émotion croissante à Varsovie et dans toute la Pologne, et ne semblait pas encore approcher de son dénoûment.

Ce procès, que l'opinion publique avait fait national, servait de prétexte à des conciliabules politiques, non-seulement daus l'armée polonaise, mais encore dans les universités et dans les écoles militaires.

L'école des porte-enseignes d'infanterie, à Varsovie, était surtout le foyer d'une agitation et d'un complot permanents : là, un jeune homme, d'une audace et d'une énergie incroyables pour son âge, Pierre Wisoçki, avait enrôlé la plupart de ses camarades dans une association secrète, destinée à préparer le réveil de la Pologne indépendante.

Quant aux étudiants des universités, c'était tou-

jours le savant professeur Joachim Lelewel, qui, quoique surveillé par la police et sérieusement compromis dans le procès criminel que la Diète avait à juger, continuait avec une incessante activité à exciter, à irriter, à aigrir les instincts généreux de la jeunesse.

La Diète ne pouvait échapper à ces influences malfaisantes de l'esprit révolutionnaire : la Diète, qui depuis plus de deux ans se voyait privée de son action législative, qui n'avait plus dans le gouvernement de la Pologne qu'un rôle passif, et qui semblait jouir des derniers priviléges de son existence éphémère, profita de sa convocation momentanée en Cour suprême de justice, pour créer dans son sein une force d'opposition redoutable, à la fois monarchique, libérale et républicaine, fermement résolue à lutter, sous ces trois formes distinctes, contre le principe de la domination russe.

Quelques-uns des sénateurs, seulement les plus impatients et les moins sensés, paraissaient incliner vers les partis extrêmes et parlaient d'appeler le pays à la défense de ses droits; tous les autres étaient d'accord pour faire une guerre sourde, incessante, implacable, à la Russie, et pour détacher lentement la Pologne de cette Puissance qui

l'avait unie à elle, mais qui ne l'avait pas absorbée. La Diète se préparait ainsi à la résistance, en prévision de la reprise prochaine de son rôle d'assemblée délibérante. D'une part, le prince Adam Czartoryski, que ses relations d'amitié avec l'empereur Alexandre avaient mis en défiance auprès de ses concitoyens, était revenu de son exil volontaire à l'étranger, pour se placer ouvertement à la tête du parti monarchique qui se proposait de relever le trône de Pologne sur ses anciennes bases. D'une autre part, le groupe libéral, dont les frères Niemoïowski s'étaient faits les chefs et les meneurs, avait pris pour modèle la tactique du côté gauche de la Chambre des députés de France, pour attaquer et harceler sans cesse le Gouvernement russe avec les armes que leur fournissait la Constitution de Pologne.

Les frères Niemoïowski n'avaient pas eu de peine à faire entrer dans cette ligue offensive et défensive les membres les plus considérabes de la Diète, les deux nonces Théophile et Théodore Morawski, Wladislas Ostrowski, Barzykowski, Ledochowski, Valentin Zierkowski, François Wolowski, Dominique Krysinski et d'autres, à qui leur naissance illustre, leur grande fortune territoriale et leurs immenses relations de famille attribuaient

dans le pays un crédit et une autorité, qu'ils mirent dès lors au service de l'opposition polonaise.

On attendait que la Diète eût obtenu de l'empereur Nicolas le droit de rouvrir ses sessions annuelles, pour commencer une guerre à outrance, mais adroitement déguisée, contre l'organisation politique qu'Alexandre Ier avait donnée à la Pologne. Jusque-là, le procès des huit patriotes polonais avait paru offrir le meilleur terrain où l'on pût semer l'agitation et faire une ample moisson de sympathies populaires en faveur de la cause nationale.

Le grand-duc Constantin était instruit de tout ce qui se tramait dans les conciliabules du Sénat, mais il ne s'en préoccupait que médiocrement, et il mettait sur le compte d'un sentiment patriotique qui ne lui déplaisait pas à certains égards, les tendances d'opposition que manifestaient entre eux les sénateurs.

Il croyait, d'ailleurs, que la plupart avaient confiance en lui, et que tous le regardaient comme le plus sûr et le plus ferme appui de la Pologne, qui était devenue, en effet, depuis son mariage avec la princesse Lowicz, une seconde patrie, qu'il ne sacrifiait en aucun cas à sa patrie véritable, et

qu'il se flattait de rendre de plus en plus heureuse et florissante.

Il avait même gagné à ses vues quelques-uns des nonces, en leur persuadant que l'avenir de la nationalité polonaise lui était aussi cher qu'à eux-mêmes. Il leur laissait entendre, aussi, que, si dévoué qu'il fût à la grandeur et à la gloire de la Russie, il ne verrait pas d'inconvénients à restreindre et à diminuer les effets de la domination russe en Pologne.

Il comprenait, disait-il, les susceptibilités et les défiances d'un peuple, qui était fier, à juste titre, de son histoire, et qui n'avait ni perdu, ni aliéné son indépendance, en recevant la Constitution que l'empereur Alexandre lui avait gracieusement octroyée.

C'étaient là des sentiments vraiment polonais, et néanmoins le césaréwitch, dont les brusqueries, les pétulances et les inégalités de caractère altéraient trop souvent la bonté naturelle, était moins populaire que jamais dans le pays qu'il avait adopté et dont il prenait si vivement à cœur les intérêts et les destinées.

Il ne s'était pas rendu à Saint-Pétersbourg, dans les derniers jours de l'année 1827, comme son auguste mère l'en avait prié avec instances, comme

l'empereur le lui avait demandé, pour passer en famille les fêtes du premier de l'an, selon l'habitude qu'il avait contractée sous le règne d'Alexandre.

On pense que sa femme, la princesse Lowicz, qui n'était pas invitée à ces réunions de famille, l'empêchait d'y paraître; mais, dans cette circonstance du moins, ce ne fut pas là le motif qui retint le césarewitch à Varsovie : il était fort inquiet de la tournure que la Cour suprême voulait donner aux débats du procès des huit Polonais, et il essayait encore de conjurer, par l'entremise de ses ministres et de ses amis, ce qu'il considérait comme un péril grave pour l'ordre public, et en même temps pour les droits constitutifs du royaume de Pologne.

Malgré le césarewitch, et ses amis et ses ministres, le Sénat venait de décider en principe que les débats auraient lieu en séance publique et que les accusés, dont l'acquittement semblait assuré d'avance, seraient libres de choisir leurs défenseurs dans le barreau de Varsovie.

Ce fut pour exposer cet état de choses, assez inquiétant, à l'empereur, que Constantin, accompagné du comte Lubeçki, ministre des finances de Pologne, fit un rapide voyage à Saint-Pétersbourg

où il ne passa que dix jours. Il était arrivé le 26 janvier et il repartit le 7 février, sans que sa présence dans la capitale eût été même remarquée.

Il ne sortait de son palais de Tauride, que pour aller au palais d'Hiver, où il restait en conférence avec l'impératrice-mère ou avec l'empereur, pendant des journées et des soirées entières.

Il ne fut question dans ces conférences que des affaires de Pologne, et le césarewitch se refusa constamment à intervenir, ne fût-ce que par l'émission d'un simple avis, dans les affaires générales de l'Empire et surtout dans les actes personnels du gouvernement de l'empereur. Nicolas, en revanche, le laissa libre de régler à sa guise et suivant son propre sentiment toutes les questions relatives à l'administration du royaume de Pologne.

L'empereur conseilla cependant au césarewitch de ne pas tolérer au sein de la Diète une espèce de complot de résistance et de révolte : il se plaisait encore à espérer que les juges des conspirateurs polonais ne manqueraient pas à leurs devoirs; dans tous les cas, en face d'une situation que la guerre imminente avec la Turquie pouvait rendre plus difficile encore, il était fort peu disposé à autoriser la session de la Diète.

L'impératrice-mère éprouva une triste et pro-

fonde émotion, lorsque son fils aîné Constantin prit congé d'elle et reçut sa bénédiction, comme si cette entrevue devait être la dernière.

L'impératrice-mère, dont la santé ne se raffermissait pas, était encore sous le coup des lugubres pressentiments que lui avaient laissés le départ du césarewitch, quand elle se sentit frappée dans ses plus chères affections. La princesse de Lieven, qui était pour elle une amie bien précieuse, et qui ne l'avait pas quittée depuis plus de quarante ans, lui fut enlevée après une courte maladie, pendant laquelle l'impératrice prodigua les soins les plus touchants à la vénérable gouvernante de tous ses enfants.

Cette mort, presque subite, répandit la douleur et la consternation dans la famille impériale dont la princesse de Lieven semblait faire partie, tant elle s'y voyait entourée de considération, de respect et d'attachement.

Lorsque l'éloge de la défunte était dans toutes les bouches, et que la société de Saint-Pétersbourg se montrait avide de détails nouveaux ou peu connus concernant la digne amie de l'impératrice-mère, un témoin oculaire raconta une scène charmante d'intérieur, qui s'était passée dans les derniers jours de décembre 1825.

L'impératrice Alexandra se trouvait seule avec ses enfants, les grandes-duchesses Marie et Olga qui jouaient ensemble, le grand-duc héritier qui s'amusait à dessiner et à colorier des estampes avec le petit camarade qu'on avait attaché à sa personne comme un ami d'enfance. On annonce la comtesse de Lieven. Aussitôt, le jeune prince et les deux princesses quittent leurs jeux et leur travail, courent à la rencontre de la comtesse, lui baisent la main, s'empressent autour d'elle et lui donnent à l'envi les témoignages de l'affection la plus tendre et la plus respectueuse.

L'impératrice Marie fut surtout inconsolable de la mort de la princesse de Lieven, et, sous l'empire d'une funèbre préoccupation, elle dit à plusieurs personnes de son entourage, qu'elle ne survivrait pas longtemps à l'amie qu'elle pleurait.

L'empereur, que cette perte cruelle n'avait pas moins éprouvé, dut redoubler d'attention et de prévenances auprès de son auguste mère, pour lui rendre un peu de résignation et de calme. Il assista en personne avec son frère Michel aux funérailles de la gouvernante des grands-ducs et des grandes-duchesses; toute la cour et une foule immense s'associèrent aux regrets qui avaient fait d'un deuil de famille le deuil de tous.

Le corps de la princesse de Lieven fut transporté en Courlande et inhumé solennellement, le 22 mars, dans sa propriété de Mesohten, qu'elle avait choisie elle-même pour le lieu de sa sépulture.

Peu de jours après, mourait aussi à Saint-Pétersbourg le général comte de Lamsdorff, ancien gouverneur de l'empereur Nicolas et du grand-duc Michel. Le comte de Lamsdorff, en apprenant la mort de la princesse de Lieven, pressentit tout à coup sa fin prochaine, que lui annonçaient d'ailleurs son grand âge et ses infirmités, et voulut aussitôt quitter sa terre de Schrounden en Courlande où il résidait depuis 1822, pour venir saluer une dernière fois ses augustes élèves.

Il répétait, à ses derniers moments : « Béni soit Dieu ! je meurs content, puisque j'ai revu l'empereur et que Sa Majesté a daigné m'accueillir avec bienveillance. »

Le départ de l'empereur pour l'armée devait avoir lieu après Pâques; l'époque en était fixée d'avance, mais les hauts fonctionnaires et les personnes de la maison, qui se trouvaient désignés pour accompagner Sa Majesté, ne furent avertis que dans le courant d'avril de se tenir prêts pour cette époque.

Il n'y eut pas, cette année-là, beaucoup de réceptions au palais d'Hiver ; la famille impériale vivait plus renfermée que jamais et paraissait redouter tout ce qui pouvait la distraire de cette vie d'intérieur où le prince Guillaume de Prusse était venu prendre sa place dès le mois de décembre.

Sa sœur l'impératrice Alexandra et son auguste beau-frère ne le laissèrent pas retourner à Berlin et le gardèrent près d'eux jusqu'à ce que le prince d'Orange, qu'on attendait aussi, fût arrivé à son tour pour passer avec eux le dernier mois que l'empereur accordait à sa famille, avant de partir pour la guerre de Turquie.

L'impératrice-mère avait espéré que le prince d'Orange, qui exerçait tant d'influence sur les décisions de l'empereur, emploierait cette influence à le dissuader d'aller se mettre en personne à la tête de son armée ; mais elle se résigna enfin à subir une séparation qu'elle redoutait, quand elle vit que, loin de seconder ses résistances et de partager ses idées à cet égard, le prince d'Orange approuvait pleinement la résolution de l'empereur et l'encourageait à prendre part personnellement à cette guerre, qui ne rencontrait que mauvais vouloir dans les cabinets de l'Europe et qui était devenue

pour la Russie une question d'honneur, de dignité et presque d'existence politique.

— Dès qu'on verra l'empereur ouvrir en personne la campagne et passer le Danube, disait-il à l'appui de son opinion, on comprendra que la Russie est engagée trop avant pour reculer, et il faudra bien que l'Europe accepte les conséquences de cette situation.

Au reste, ce n'était que le départ de l'empereur, qui pouvait faire croire à la guerre, car elle paraissait encore douteuse, puisque la Porte Ottomane n'avait, pour l'éviter, qu'à reconnaître les griefs dont se plaignait la Russie et à céder amiablement sur certains points de conciliation et de bonne entente amicale, dans lesquels sa dignité, son honneur et son intérêt n'étaient pas même compromis.

Le *Moniteur*, journal officiel du Gouvernement français, exposait ainsi la situation très-délicate et très-compliquée de la politique européenne, dans le cas d'une guerre de la Russie et de la Porte Ottomane :

« Il est difficile de prévoir quelles seront, relativement au traité du 6 juillet, les conséquences d'une détermination, que les provocations toutes directes de la Porte semblent rendre plus particu-

lières à la Russie. Les Conférences de Londres continuent encore : on devra y rechercher les moyens de maintenir la solidarité que la Porte essaye de rompre, et de coordonner l'occupation des Principautés, qu'elle a rendue inévitable, avec les mesures qu'il paraîtrait convenable de prendre simultanément du côté de la Morée et de l'Archipel.

« Le cabinet russe a donné lieu de croire, par les sacrifices qu'il a faits jusqu'à présent à la cause commune, qu'il coopérera sincèrement à maintenir un concours de vues et d'actions, que des circonstances plus impérieuses qu'imprévues l'ont seules engagé à devancer de son côté.

« Si cette harmonie, dont rien encore ne fait prévoir l'interruption, continuait de présider aux mesures prises de part ou d'autre pour atteindre le but commun, la tranquillité de l'Europe pourrait être garantie, car il serait difficile de croire que la Porte s'obstinât toujours à braver des démonstrations que l'alliance européenne rendrait si imposantes par son accord. Cet accord est désirable pour tout le monde, pour la Porte surtout. Eclairée enfin sur le danger de sa situation, elle doit finir par le comprendre ; nous le désirons. La question s'agite, pour elle comme pour la paix de l'Europe, entre le Pruth et le Danube. »

LXXXVIII

Nicolas n'avait pas attendu le commencement de la guerre, pour fournir aux Puissances de l'Europe, et particulièrement à la France et à l'Angleterre, les explications qu'elles étaient en droit de lui demander officieusement sur les causes et le but de cette guerre, qui menaçait de mettre en feu l'Orient.

Dès le mois de février 1828, il avait adressé aux Cours de Londres et de Paris une déclaration relative aux rapports particuliers de la Russie avec la Porte, rapports qui étaient de plus en plus difficiles depuis le traité d'Ackerman, et qui avaient fini par se rompre tout à fait, par suite de provocations continuelles et de violences inouïes de la part du Gouvernement turc. L'empereur n'avait qu'un seul parti à prendre après de telles insultes, après de

12*

telles violations de tous les traités existants : c'était d'en appeler au sort des armes, malgré tout son désir de conserver la paix.

Il espérait, pourtant, que cette situation nouvelle, qu'il se voyait forcé de subir, ne changerait rien aux conventions du traité de Londres, et que les trois Puissances alliées continueraient à unir leurs efforts pour assurer la pacification de la Grèce.

Quant aux bruits que la malveillance ou la peur avaient fait circuler sur de prétendus dangers qui menaçaient la paix générale, sur les vues ambitieuses de la Russie et sur ses projets de conquêtes, il dédaignait de répondre à ces ridicules calomnies.

Certes, il voulait que la liberté de la navigation du Bosphore et du commerce de la mer Noire fût désormais inviolable; il voulait que les traités entre la Russie et la Porte fussent rigoureusement observés; il voulait que les sujets russes qui avaient été lésés par le fait du Gouvernement turc se trouvassent indemnisés, et que la Russie fût également indemnisée des frais de guerre que lui avait imposés l'attitude hostile du sultan; mais il ne songeait, ni à détruire, ni à diminuer la Puissance ottomane, et il se déclarait prêt, jusqu'au dernier moment,

à conclure la paix avec elle, sur des bases que la justice et la modération règleraient de part et d'autre.

Ces explications nettes et explicites, mais empreintes d'une inébranlable décision, ne rencontrèrent pas auprès du cabinet anglais l'accueil favorable qu'elles avaient trouvé à la cour de France, et pourtant, depuis le 25 janvier 1828, le cabinet anglais avait été recomposé par lord Wellington, qui était vraiment l'ami de l'empereur Nicolas, sans être le complaisant de la politique russe.

Le Gouvernement français, non-seulement ne manifesta aucune défiance à l'égard de la Russie, mais encore il ne trouva pas mauvais que cette Puissance, qui avait à se plaindre de la Turquie, demandât et obtînt satisfaction par la voie des armes. La France, en ce moment même, n'agissait pas autrement pour son propre compte, lorsqu'elle dénonçait le blocus du port d'Alger aux États européens, et qu'elle se montrait déterminée à poursuivre par la force le redressement des griefs sérieux qu'elle avait contre la régence d'Alger.

L'Angleterre voyait, avec autant de déplaisir que d'inquiétude, l'approche d'un conflit inévitable entre la Russie et la Turquie : le traité de Londres

n'avait été, de sa part, qu'une concession temporaire, pour empêcher, ou du moins ajourner indéfiniment, cette guerre d'Orient, qui pouvait anéantir l'Empire Ottoman au profit de l'Empire Russe, et qui devait, dans tous les cas, donner à la Russie une prépondérance à la fois militaire et commerciale dans les Échelles du Levant. L'Angleterre fut donc sur le point de suspendre l'exécution du traité de Londres et de se séparer de ses alliées, la France et la Russie, pour se rattacher, par un traité secret, à la politique du Divan.

Lord Wellington, chef du cabinet anglais, refusa son concours à ces manœuvres diplomatiques, qui avaient déjà, dit-on, abouti à un projet de réconciliation avec la Porte, et, en même temps, il usa de son crédit particulier auprès de l'empereur Nicolas, pour le dissuader d'entreprendre une guerre que l'Europe voyait avec défiance comme devant troubler son repos, ébranler son équilibre et entraîner, tôt ou tard, de graves complications.

Wellington avait trop compté sur l'autorité que son auguste ami accordait à son opinion et à ses conseils : tous ses efforts, si habiles et si persévérants qu'ils fussent, ne réussirent pas même à retarder d'un jour la déclaration de cette guerre, qui

était irrévocablement décidée depuis plusieurs mois, et qui aurait commencé plus tôt, si la saison l'eût permis.

Ainsi, dès la fin de janvier 1828, l'empereur avait choisi d'avance, dans sa sagesse, l'homme d'État qu'il se proposait de mettre à la tête de l'administration des principautés danubiennes, au moment où ces principautés seraient occupées par son armée. Son choix s'était donc fixé déjà sur un administrateur intègre, généralement estimé, lorsqu'il adressait ce rescrit flatteur au conseiller privé, comte Pahlen, gouverneur général de la Nouvelle-Russie et de la Bessarabie :

« Comte Fédor Petrovitch ! Pendant votre administration des gouvernements de la Nouvelle-Russie et de la province de Bessarabie, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de remarquer, avec une satisfaction particulière, que les soins infatigables dans l'exercice de vos fonctions avaient constamment pour but les avantages et le bien-être des provinces qui vous étaient confiées. Des services aussi distingués et aussi utiles ont entièrement justifié le choix que j'avais fait de vous, et vous ont acquis des titres à Ma plus sincère reconnaissance et à Ma bienveillance. Voulant vous en don-

ner un témoignage, j'ai cru devoir vous conférer l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky, dont je vous transmets ci-joint les insignes.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« 25 janvier (6 février, nouv. st.) 1828. »

On savait dès lors, à la cour de Saint-Pétersbourg, que le comte Frédéric de Pahlen avait reçu l'ordre de venir rejoindre l'empereur à l'armée. On savait, aussi, que le vice-chancelier, comte de Nesselrode, et le comte de Diebitsch étaient désignés également pour accompagner l'empereur à son quartier-général et pour le suivre dans tout le cours de la campagne.

Il n'avait pas été pourvu au remplacement temporaire du vice-chancelier dans son département ministériel, car sa présence auprès de l'empereur n'entraînait qu'un simple déplacement du ministère des affaires étrangères, et le comte de Nesselrode, quoique éloigné de la capitale, devait conserver la haute direction des affaires politiques.

Quant à l'aide de camp général comte de Diebitsch, il avait dû céder provisoirement au général d'infanterie comte Tolstoï, que la loyauté de son caractère faisait surnommer le *Chevalier sans peur*

et sans reproche, la direction de l'état-major des colonies militaires et le commandement en chef de toutes ces colonies. De plus, l'empereur avait nommé ce général, qu'il aimait et qu'il estimait, commandant de Saint-Pétersbourg, au moment où il se préparait à s'en éloigner.

Le ministère d'État, en l'absence de l'empereur, devait fonctionner, comme d'habitude, sous la direction du comte Victor de Kotschoubeï, président du Conseil de l'Empire. L'amitié particulière que l'impératrice-mère portait, depuis longues années, à cet éminent homme d'État, ne pouvait qu'ajouter à son crédit et à sa prépondérance.

Les modifications que Nicolas crut devoir faire, avant son départ, dans le personnel du cabinet, sans doute avec l'approbation de son auguste mère, avaient pour objet de donner à la fois plus d'activité et plus d'unité au pouvoir administratif.

L'amiral marquis de Traversei avait appris à l'étranger, où il voyageait pour raison de santé, que le département de la marine, dont il était toujours chef titulaire, subissait une transformation complète et allait être confié exclusivement à son adjoint le vice-amiral Moller : il s'était empressé de rentrer en Russie, pour suspendre sa destitution

et conjurer sa disgrâce, mais l'empereur, en l'accueillant avec la plus gracieuse distinction, lui fit comprendre que le service actif ne convenait plus à son âge et que ses infirmités avaient sonné l'heure de sa retraite.

Ce rescrit, adressé au vieux marin français, qui avait encore un de ses fils sur la flotte russe, et qui conservait son titre de membre du Conseil de l'Empire, fut le couronnement de sa carrière ministérielle et la récompense de ses services sous le drapeau de la Russie :

« Marquis Ivan Ivanovitch ! Ayant divisé l'administration de la marine en un état-major de marine attaché à Ma personne, et un ministère qui, d'après sa nouvelle organisation, n'aura d'autres attributions que la partie économique, j'éprouve une véritable satisfaction à vous adresser les témoignages de Ma reconnaissance de vos services dans la direction du ministère de la marine sous son organisation antérieure. Je donne, en même temps, l'ordre de vous continuer en entier le traitement dont vous jouissez. Persuadé que vous vous empresserez de consacrer de nouveau tous vos soins au service de l'Empire, aussitôt que l'état de votre santé vous permettra de vous

occuper d'affaires, j'ai jugé nécessaire de vous conserver la dignité de membre du Conseil de l'Empire. En assistant à ses délibérations, vous apporterez sans doute une attention particulière aux affaires relatives à la marine et continuerez ainsi à lui être utile.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 24 mars (5 avril, nouv. st.) 1828. »

Le ministère de l'instruction publique avait été scindé en deux ministères distincts, qui donnèrent lieu à la nomination de deux ministres, en remplacement de l'amiral Chischkoff, qu'on accusait d'être l'ennemi systématique des lumières, parce qu'il s'était montré peu favorable à la propagation de l'enseignement mutuel. L'état de sa santé et son âge avancé furent les prétextes qu'on mit en avant pour motiver sa retraite, quoiqu'il fût encore, malgré ses soixante-quatorze ans, aussi vert et aussi ardent qu'un jeune homme. C'était un savant distingué, mais on lui reprochait de ne prendre qu'un médiocre intérêt aux questions religieuses.

Cette circonstance décida peut-être l'empereur à séparer du ministère de l'instruction publique

la direction des cultes étrangers, qui fit dès lors partie du ministère de l'intérieur et fut confiée à Dmitri Bloudoff. Quant au ministère de l'instruction publique, il passa dans les mains de l'aide de camp général prince Charles de Lieven, qui, dès son enfance, avait été l'ami de l'empereur Alexandre, avant de devenir celui de l'empereur Nicolas, malgré la grande différence d'âge qui existait entre eux. Le souvenir vénéré de sa mère, la princesse de Lieven, servit encore à rapprocher davantage le ministre et le souverain.

L'empereur voulait donner la plus grande extension possible à l'instruction publique, et surtout à l'instruction primaire, en la fondant sur des bases religieuses. Le prince Charles de Lieven était naturellement porté à seconder, à cet égard, les vues du monarque, car, à l'exemple et peut-être à l'instigation de son auguste ami, l'empereur Alexandre, il n'avait l'esprit que trop enclin à la dévotion et au mysticisme. Il donna, en effet, à l'instruction publique, qu'il dirigea pendant cinq ans, une tendance moins philosophique et moins libérale, mais il ne contribua pas peu à faire de la religion orthodoxe la pierre angulaire de l'enseignement.

Le conseiller privé Lanskoï, qui n'avait pas en-

core quitté le ministère de l'intérieur, céda enfin sa place à l'aide de camp général Zakrewsky, que l'empereur avait eu l'occasion d'apprécier, quand ce général fut adjoint, en 1826, à la Haute Cour nationale, et s'y fit remarquer par la rectitude et la netteté de son jugement.

L'empereur, qui l'avait fait directeur en chef de l'administration du palais de Tzarskoé-Sélo et gouverneur général de Finlande, avant de le nommer ministre de l'intérieur, lui adjoignit un peu plus tard le conseiller privé Nowossiltzoff.

L'ex-ministre Lanskoï avait reçu le rescrit suivant, comme un témoignage de l'estime qu'il emportait en se retirant des affaires :

« Vassili Serguéiévitch ! Ayant égard à votre demande, et en considération de votre âge avancé et du mauvais état de votre santé, je vous autorise à résigner la présidence de la Commission des pétitions, ainsi que la direction du ministère de l'intérieur et toutes les fonctions attachées à cette place. Je suis assuré que, par votre zèle et l'expérience que vous avez acquise pendant la longue carrière de vos services, vous continuerez à vous rendre utile à l'État, en qualité de membre du Conseil de l'Empire.

« Je donne, en même temps, au ministre des finances, l'ordre de vous conserver la totalité du traitement dont vous jouissez.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Le 19 avril (1er mai, nouv. st.) 1828. »

Il y eut aussi deux ou trois nominations nouvelles dans le Conseil de l'Empire, qui se composait de quatre départements : Législation, Affaires militaires, Affaires civiles et ecclésiastiques, Économie politique, sous la direction de quatre présidents.

Ces présidents étaient alors le grand-veneur de Paschkoff, le général comte Pierre de Tolstoï, l'amiral Nicolas de Mordwinoff, et le conseiller privé actuel prince Alexis de Kourakine. Ils devaient se réunir, deux fois par semaine, en l'absence de l'empereur, aux ministres à portefeuille, qui restaient à Saint-Pétersbourg, excepté le comte de Nesselrode, que représentait, au siége de son département, le conseiller privé et sénateur Diwoff, et former ainsi le comité des ministres, présidé par le comte Victor Kotschoubeï, président du Conseil de l'Empire. Les délibérations des séances seraient ensuite soumises à l'impératrice-mère,

qui aurait à les approuver et qui déciderait souverainement dans toutes les questions concernant l'administration intérieure et le gouvernement de l'Empire.

L'empereur, qui emmenait avec lui, outre le vice-chancelier, ministre des affaires étrangères, son chef d'état-major général, le comte de Diebitsch, le vice-amiral prince Menchikoff, chef d'état-major pour la marine, et le sénateur Abakoumoff, directeur en chef des approvisionnements de l'armée active, se réservait exclusivement de diriger, de son quartier-général, les affaires de la politique extérieure, celles de la marine et de la guerre.

Voici quelle était alors l'organisation de l'armée russe, destinée à entrer en campagne au mois de mai et qui ne devait recevoir des renforts qu'à la fin du mois d'août.

Cette armée d'opération se composait de trois divisions, formant un effectif de cent six mille hommes environ.

Le troisième corps, sous les ordres du général Roudzewitch, avait quarante-huit bataillons d'infanterie, trente-deux escadrons de cavalerie régulière, sept régiments de Cosaques et dix-neuf compagnies d'artillerie, avec deux cent vingt-huit

pièces de canon. Trois mille deux cents hommes d'infanterie, composant la septième brigade, avaient été détachés de ce corps, qui en comprenait cinquante mille cinq cents, pour soutenir une expédition maritime, que le vice-amiral Greig devait faire simultanément, avec le prince Menchikoff, contre Anapa et ensuite contre les autres forteresses turques des côtes occidentales de la mer Noire.

Le sixième corps, sous les ordres du général Roth, ne comptait pas plus de vingt-cinq mille hommes : vingt-quatre bataillons d'infanterie, seize escadrons de cavalerie régulière, cinq régiments de Cosaques et huit compagnies d'artillerie avec quatre-vingt-seize pièces de canon.

Le septième corps, sous les ordres du général Woïnoff, était de trente mille hommes, répartis en vingt-quatre bataillons d'infanterie, vingt-quatre escadrons de cavalerie régulière, trois régiments de Cosaques, deux bataillons de sapeurs et de pionniers, et huit compagnies d'artillerie avec quatre-vingt-seize pièces de canon et quarante-huit pièces d'artillerie de siége.

On sait que Paul de Kisseleff, chef d'état-major de la deuxième armée, avait insisté auprès de l'empereur, pour que l'armée d'opération fût portée

immédiatement à cent soixante mille hommes, car, disait-il dans un mémoire annexé au plan de campagne, l'occupation des Principautés pendant toute la durée de la guerre devait immobiliser trente à quarante mille hommes dès l'ouverture de la campagne.

Il faut pourtant ajouter aux cent six mille hommes que le département de la guerre avait jugé suffire, du moins pour commencer les opérations actives de la campagne, trente mille hommes de la garde impériale, qui n'étaient pas encore en route et qui ne pouvaient rejoindre qu'après trois ou quatre mois de marche le quartier-général du feld-maréchal comte de Wittgenstein.

L'avant-garde seulement de ces trente mille hommes avait quitté Saint-Pétersbourg, le 13 avril, pour conduire à l'armée du Danube la grosse artillerie de siége, et l'on apprit bientôt qu'elle n'avançait qu'avec les plus grandes difficultés dans les chemins que le dégel avait rendus presque impraticables et qui avaient besoin d'être raffermis par la belle saison.

Le prochain départ de l'empereur Nicolas donna, en quelque sorte, un caractère plus solennel et plus imposant aux cérémonies religieuses des fêtes de Pâques.

L'empereur et la famille impériale assistèrent à la messe de la résurrection, célébrée dans la chapelle du palais d'Hiver, la nuit qui précéda le saint jour pascal. Tous les assistants furent pénétrés d'une émotion profonde et inexprimable, que leur communiqua la présence des deux impératrices, distraites dans leurs ferventes prières par leurs pressentiments personnels et pouvant à peine retenir leurs sanglots au milieu des chants de joie et de triomphe que l'Eglise fait éclater en l'honneur de la résurrection du Christ.

Après l'office, Leurs Majestés reçurent les félicitations du Conseil de l'Empire, des ministres, du Sénat, de la cour, des hauts fonctionnaires, des généraux et des autres personnes de distinction. On remarqua que l'empereur, qu'on avait l'habitude de voir souriant et radieux le jour de Pâques, était, ce jour-là, pâle, soucieux et mélancolique.

Le même jour, après vêpres, les deux impératrices reçurent aussi, dans la chapelle, les félicitations des dames, selon l'usage : leur contenance triste et morne, leurs yeux encore pleins de larmes, produisirent autour d'elles une douloureuse impression de respectueuse sympathie. Tout le monde comprenait que Leurs Majestés regardaient avec

effroi dans l'avenir les conséquences redoutables d'une séparation de plusieurs mois.

— Quand mon bien-aimé fils Alexandre me quitta pour son fatal voyage de Taganrog, dit l'impératrice-mère à la princesse Wolkonsky, j'éprouvais les mêmes appréhensions, et quatre mois plus tard j'apprenais la perte irréparable que nous avions faite. Ceux qui s'aiment ne devraient jamais s'éloigner les uns des autres! Mon fils Nicolas nous quittera bientôt, et cette fois il me semble que c'est moi qui vais le quitter!

L'empereur, suivant une vieille coutume à laquelle il ne dérogea que très-rarement durant son règne, sortit de son palais, le jour de Pâques (7 avril), et se montra au peuple, dans les rues, pour recevoir les salutations de ses sujets.

Tous ceux qu'il rencontrait, les plus humbles et les plus pauvres, les vieux et les jeunes, avaient l'insigne honneur de lui donner le baiser de paix, en échangeant avec lui la formule sacramentelle (*Christ est ressuscité*) : l'émotion était grande chez ces braves gens qui recevaient l'accolade de leur auguste maître; tous versaient des larmes d'attendrissement, et quelques-uns, qui avaient entendu parler vaguement de son départ pour l'armée, se hasardaient à lui dire avec une touchante

naïveté : « Est-il possible que notre père veuille abandonner ses enfants! Nous prierons Dieu, pour que tu nous reviennes promptement sain et sauf et plein de gloire, après avoir vaincu tes ennemis qui sont aussi les ennemis de notre divin Sauveur! »

Les fêtes de Pâques furent, comme à l'ordinaire et plus qu'à l'ordinaire, une époque solennelle de distribution de récompenses, de grâces, de faveurs en tout genre, que l'empereur se plut à répandre sur ses plus dignes et ses plus intimes serviteurs.

Il faut citer comme un témoignage de satisfaction exceptionnel la lettre autographe que Sa Majesté écrivit au grand-maître de la cour, baron d'Albedyll, dirigeant en chef le comptoir de l'intendance de la cour : on sent dans cette lettre que l'empereur avait à cœur de mettre à l'ordre du jour, pour ainsi dire, la probité et le désintéressement des fonctionnaires de l'État.

« Baron Pierre Romanovitch! les comptes que vous avez présentés pour le comptoir de l'intendance de la cour, ont constamment offert la preuve du zèle et de la sollicitude infatigable que vous apportez non-seulement à ménager les intérêts du Trésor, mais encore à mettre dans le meilleur ordre et dans l'état le plus satisfaisant les parties

confiées à votre administration. Vos comptes actuels pour l'année 1827 me procurent également la satisfaction de voir que, grâce à vos soins et à vos sages dispositions, les revenus économiques du comptoir de l'intendance de la cour ont encore éprouvé dans cette année un accroissement considérable et permis de solder les dépenses de réparations et de reconstructions de plusieurs édifices, sans qu'il ait été nécessaire d'accorder des allocations spéciales pour cet objet.

« Désirant vous donner un témoignage de ma reconnaissance et récompenser la longue et honorable carrière de vos services, je vous ai assigné sur la Trésorerie impériale une pension de dix mille roubles en sus de votre traitement annuel.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 23 mars (4 avril, nouv. st.) 1828. »

Une autre lettre, non moins honorable pour celui qui eut l'honneur de la recevoir, fut adressée en même temps à sir James Wylies, que l'empereur avait attaché à sa personne, en qualité de premier médecin, comme cet habile docteur anglais l'avait été à la personne d'Alexandre Ier pendant vingt ans. De plus, sir James Wylies, qui était sous le dernier règne chirurgien en chef de

l'état-major général, devint médecin-inspecteur général des armées et alla organiser les hôpitaux permanents qui devaient, dans la campagne de Turquie, accompagner l'armée d'opération.

Cette mesure de prévoyance semblait d'autant plus indispensable, que les hommes de l'art n'étaient pas sans inquiétude sur les maladies épidémiques qui pouvaient éclater tout à coup parmi les troupes durant cette guerre, dont le théâtre serait le pays le plus marécageux et le plus insalubre du monde.

On disait déjà que la peste existait dans le camp de l'armée égyptienne en Morée, et l'on parlait vaguement, avec plus de mystère, d'une autre peste nouvelle, nommée le choléra-morbus, qui avait apparu depuis un an aux bords du Gange et qui s'était mise en marche vers l'Europe, en décimant les populations et en répandant sur son passage la désolation et la terreur.

Voici le rescrit de l'empereur à son médecin en chef, sir James Wylies :

« Le zèle éclairé que vous déployez dans l'exercice de vos fonctions et votre constante sollicitude à perfectionner le système de l'administration médicale de Mes armées, ont de tout temps appelé

Mon attention particulière sur vos utiles services. En travaillant avec autant de fruit que d'activité à l'organisation d'hôpitaux permanents, vous venez d'acquérir un titre de plus à Ma reconnaissance, et Je m'empresse de vous en offrir un gage, en vous envoyant une boîte avec mon portrait.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 25 mars (6 avril, nouv. st.) 1828. »

Il n'est pas possible de rapporter ici en entier, malgré tout l'intérêt qu'ils présentent, les nombreux rescrits que Nicolas daigna adresser, avec des décorations ou des présents, aux personnes les plus distinguées de son entourage, au comte de Kotschoubeï, président du Conseil de l'Empire, en signalant le zèle constant qu'il avait déployé pendant sa longue carrière pour le service de la patrie; au prince Wolkonsky, ministre de la maison de l'empereur, en le remerciant de l'ordre parfait qu'il avait établi dans ce ministère; au maréchal de la cour Naryschkine, en le félicitant des économies qu'il avait réalisées sur les fonds affectés au service du comptoir de la cour; au prince Dolgorouky, en lui exprimant autant d'estime que de gratitude, au sujet des nouvelles réductions qu'il

avait obtenues dans les dépenses des routes; du secrétaire d'État D. Daschkoff, adjoint du ministre de l'intérieur, etc.

Les présents que l'empereur offrit de préférence, cette année-là, aux personnes qu'il voulut honorer d'un souvenir particulier, furent des tabatières ou des boîtes en or, richement ciselées et ornées de son portrait ou de son chiffre en diamants.

Il y eut quelques mutations dans les charges de la Cour, mais les promotions militaires furent surtout très-multipliées. Personne aussi ne fut surpris de voir le colonel d'Adlerberg, du régiment des gardes de Moscou, devenir titulaire d'un emploi de haute et intime confiance qu'il remplissait déjà auprès de Sa Majesté et prendre la direction de la chancellerie du chef de l'état-major général, en conservant son titre et ses fonctions d'aide de camp de l'empereur. Il devait, en cette double qualité, accompagner à l'armée son auguste protecteur.

La saison s'adoucissait tous les jours; l'état des routes devenant meilleur, le mouvement des troupes de la garde impériale, destinées à renforcer la seconde armée, avait continué, presque sans interruption, depuis le 13 avril; les trente mille hommes, qui devaient former un nouveau corps dans la

campagne de Turquie, partirent successivement, par brigade, jusqu'à la fin d'avril, et se dirigèrent en deux colonnes sur Kiew et sur Gitomir : une partie de l'infanterie et l'artillerie, composant la colonne de gauche; le reste de l'infanterie et la cavalerie, la colonne de droite.

Ces troupes, magnifiquement équipées, et présentant le plus bel ensemble militaire qu'on pût désirer, étaient au grand complet de leurs bataillons et de leurs escadrons effectifs, avec un superbe matériel d'artillerie; elles ne laissaient en arrière, pour le service de la capitale, que les troisièmes bataillons et divisions d'infanterie et le premier corps de cavalerie de réserve.

Chaque régiment, à son départ de Saint-Pétersbourg, allait chercher ses drapeaux au palais d'Hiver; c'était l'empereur qui les lui remettait, de sa propre main, en adressant aux officiers des paroles flatteuses et des souhaits paternels, qui, transmis aux soldats et passant de bouche en bouche, excitaient l'enthousiasme et provoquaient les acclamations.

L'impératrice, tenant par la main le grand-duc héritier et suivie souvent de ses autres enfants, sortait de ses appartements pour dire adieu aux troupes. Ensuite le régiment, en tenue de campa-

gne, était passé en revue, sur la grande place du palais, par le grand-duc Michel et par l'empereur lui-même, qui se montrait toujours accompagné du prince d'Orange et du prince Guillaume de Prusse.

Le jeudi 1er mai, un dernier détachement de la garde, où l'on avait réuni exprès l'élite de toutes les armes, défila devant l'empereur et les deux impératrices, dans une revue qui fut encore plus brillante et plus imposante que les autres.

Le grand-duc Michel, qui allait partir le lendemain pour l'armée du Danube, était à la tête de la division; le grand-duc héritier, portant l'uniforme des gardes d'Ismaïlowsky, maniait avec adresse un cheval noir plein de feu, qu'il faisait galoper sur le flanc des régiments dont il était le chef.

Les troupes, suivies de tout leur bagage de guerre, parmi lequel on remarquait pour la première fois une batterie de fusées à la congrève, paraissaient animées d'une généreuse ardeur et pleines de confiance dans la victoire.

L'empereur, qui avait voulu les conduire lui-même hors de la barrière de Narva, après les avoir passées en revue avant leur sortie de la ville, leur adressait d'un ton chaleureux de sympathiques encouragements, en leur annonçant qu'il ne tarderait pas à les rejoindre et qu'il comptait bien

prendre part avec eux à cette guerre, la plus juste et la plus nationale que la Russie pût entreprendre.

Les soldats, qui avaient tous les larmes aux yeux, lui répondaient par des cris unanimes de dévouement, et ils se disaient entre eux avec une sorte de foi religieuse : « Notre père fait bien tout ce qu'il fait, et c'est une sainte guerre que de vouloir réduire à la raison les Turcs, qui sont des mécréants. »

La foule, qui se pressait sur le passage des troupes, s'associait moins à leur exaltation militaire qu'à leurs témoignages de respectueux attachement pour l'empereur; chacun voulait, autant que possible, s'approcher de Sa Majesté, contempler ses traits, rencontrer son regard et recevoir, pour ainsi dire, sa bénédiction. Cependant on répétait tristement dans les groupes : « La guerre est juste et sera bonne; mais notre père ferait mieux de ne pas nous quitter, car ses enfants ont besoin de lui. »

La guerre était déclarée à la Turquie depuis cinq jours, et personne dans la capitale ne pouvait plus ignorer un fait que l'empereur avait voulu porter à la connaissance de ses peuples, avant que l'Europe en fût instruite.

Le dimanche, 27 avril, après la célébration de

la messe, dans l'église de Notre-Dame de Kasan, Son Éminence Séraphim, métropolitain de Novogorod et de Saint-Pétersbourg, entouré de tout son clergé, vint se placer devant les portes fermées de l'iconostase, sur les marches du sanctuaire, et annonça aux fidèles, qu'ils eussent à écouter respectueusement une communication de Sa Majesté.

Alors un diacre lut à haute et intelligible voix le manifeste impérial qui proclamait la guerre contre la Porte Ottomane. A la suite de cette lecture, les portes saintes se rouvrirent, le vénérable prélat rentra dans le sanctuaire et se prosterna devant l'autel; puis, il entonna lui-même le *Te Deum*, qui fut chanté solennellement pour implorer les bénédictions du ciel en faveur des armes russes.

La même cérémonie eut lieu simultanément dans les autres églises de la ville.

Voici le manifeste dont lecture fut donnée au peuple :

« Nous, par la grâce de Dieu, Nicolas Ier, etc.

« La paix de Bukharest, conclue en 1812 avec la Porte Ottomane, après avoir été pendant seize ans l'objet de contestations fréquemment renouvelées, n'existe plus aujourd'hui, malgré tous les

efforts que nous avons faits pour maintenir ce traité et le garantir de toute attaque. La Porte, non satisfaite d'avoir détruit les bases de l'état de paix, insulte maintenant la Russie, et se prépare contre elle à une lutte à la vie et à la mort. Elle appelle aux armes ses peuples en masse; elle accuse la Russie d'être son ennemie irréconciliable, foule aux pieds la convention d'Ackerman et, par conséquent, tous les traités antérieurs. Enfin, la Porte ne balance pas à déclarer qu'elle n'a consenti aux stipulations de cette paix, que pour pouvoir mieux cacher ses plans et les préparatifs d'une nouvelle guerre!

« A peine a-t-elle prononcé ce mémorable aveu, que déjà les droits du pavillon russe sont méprisés, les bâtiments qu'il protége arrêtés, et leurs cargaisons deviennent la proie d'un Gouvernement avide et arbitraire. Nos sujets se voient forcés de violer leur serment ou de quitter un pays ennemi, sans pouvoir trouver d'asile. Le Bosphore est fermé, notre commerce anéanti. Nos provinces méridionales, privées du seul débouché de leurs produits, sont menacées de pertes incalculables.

« Telle est la série d'attentats dont la Porte s'est rendue coupable, depuis la conclusion du traité de Bukharest jusqu'à ce jour, et tel a été

malheureusement le fruit que la Russie a retiré des sacrifices et des efforts généreux qu'elle s'est imposés pour maintenir la paix avec une puissance voisine.

« Mais toute longanimité a des bornes : l'honneur du nom russe, la dignité de l'Empire, l'inviolabilité de ses droits et celle de notre gloire nationale en ont marqué le terme; ce n'est qu'après avoir pesé dans toute leur étendue Nos devoirs fondés sur une impérieuse nécessité, et Nous être pénétré de la plus intime conviction de la justice de Notre cause, que Nous avons ordonné à Nos armées de marcher, avec l'aide de Dieu, contre un ennemi qui viole le droit des gens et les engagements les plus sacrés.

« Nous sommes convaincu que Nos fidèles sujets joignent à Nos prières leurs vœux les plus ardents pour le succès de Notre entreprise, et qu'ils invoqueront le Tout-Puissant, pour qu'il investisse de sa force Nos soldats et répande ses bénédictions sur Nos armes, qui sont destinées à défendre notre sainte et chère patrie.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 14/26 avril 1828.

« *Signé :* NICOLAS.

« *Contresigné :* Le vice-chancelier comte de NESSELRODE. »

Le lendemain de la publication du manifeste impérial, un ordre du jour de l'empereur, portant la même date, et adressé aux armées russes, fut envoyé au quartier-général du comte de Wittgenstein, qui avait reçu déjà des instructions personnelles pour passer le Pruth et entrer en Moldavie, le 7 mai.

Cet ordre du jour, que l'empereur fit lire en sa présence aux régiments de la garde prêts à quitter Saint-Pétersbourg, avait été accueilli par des acclamations belliqueuses; il était conçu en ces termes :

» La paix avec la Perse, cette paix si glorieuse et si utile pour notre patrie, n'a pas encore mis un terme aux brillants exploits des armées russes. Nous venons de mettre fin à une guerre justement entreprise, mais, d'un autre côté, nous attend une nouvelle lutte, non moins sacrée, pour la défense de notre honneur et des droits achetés au prix du sang russe. Déjà les démarches hostiles du Gouvernement turc avaient épuisé la généreuse longanimité de l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire; maintenant, ce Gouvernement a comblé la mesure. A peine venait-il d'assurer la paix par les serments les plus solennels, qu'il a jeté ouverte-

ment le masque d'amitié dont il s'était couvert. Nous allons marcher, pour faire cesser les troubles et le carnage dans les contrées limitrophes de notre empire et rétablir sur de solides bases la paix violée.

« Soldats! en combattant contre des nations civilisées et habiles dans l'art de la guerre, vous avez acquis une gloire impérissable, non-seulement par la bravoure qui vous assurait la victoire, mais encore par votre générosité. Une obéissance aveugle à ses chefs, une discipline sévère, et la clémence envers les vaincus, ont toujours caractérisé le soldat russe. Aussi, avez-vous vu les paisibles habitants accueillir votre arrivée avec joie, et ceux que vous aviez vaincus vous saluer du nom de leurs libérateurs. Vous conserverez encore cette gloire précieuse. En tendant une main amie à nos coreligionnaires, domptez ceux qui refuseront de se soumettre, mais épargnez les faibles et ceux que vous trouverez désarmés; épargnez les propriétés, les maisons et même les temples de nos ennemis, quoiqu'ils professent une religion différente de la nôtre. Ainsi l'ordonne la doctrine sacrée que nous tenons de notre Sauveur! Celui qui par sa douceur et son humanité se sera concilié les ennemis les plus acharnés, celui qui aura pris la

défense de la veuve et de l'orphelin, sera aussi cher à mon cœur, que le plus brave dans les combats.

« Soldats russes! vous ne tromperez pas mon attente. Nous avons pour nous Dieu, qui couronne par la victoire le bon droit et l'intrépidité.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 14 (26, nouv. st.) avril 1828. »

Deux jours avant la publication du manifeste de l'empereur, plusieurs ukases adressés au Sénat-dirigeant avaient déclaré en état de guerre les gouvernements de Podolie, de Kherson, et la province de Bessarabie, lesquels se trouvaient ainsi incorporés à l'arrondissement militaire de la seconde armée.

Il était dit, dans un de ces ukases, que l'empereur avait pris, pour l'administration des principautés de Moldavie et de Valachie, certaines dispositions spéciales, qui seraient mises à exécution aussitôt après l'occupation de ces principautés, mais que toutes les autres contrées, qui viendraient à être occupées également par les troupes russes, devraient être placées immédiatement sous l'administration provisoire du sénateur Abakoumoff, directeur en chef des approvisionnements de

l'armée en campagne. C'était dans l'intérêt de ces approvisionnements, que l'exportation des grains avait été restreinte, sinon interdite, dès le mois de février, à Odessa et dans les autres ports russes de la mer Noire.

Enfin, un ukase, en date du 3 mai, ordonna une levée de quatre hommes sur mille dans toute l'étendue de l'empire, à l'exception de plusieurs gouvernements du Midi, qui avaient déjà supporté des réquisitions onéreuses et qui, en conséquence, n'auraient à fournir qu'un homme sur cinq cents. Cet ukase, auquel était joint le manifeste impérial du 14/26 avril, comme pièce à l'appui, commençait par ces considérations générales qui en déterminaient le motif :

« Le maintien de la paix, dont la Russie a joui jusqu'à présent, a toujours été le premier effet de Notre vive sollicitude, et, grâces en soient rendues au Tout-Puissant, Mes efforts n'ont pas été infructueux. L'irruption subite des Persans a troublé la tranquillité sur nos frontières au delà du Caucase. Mais, après avoir repoussé la force par la force, Nous avons saisi avec joie la première occasion d'arrêter le cours de la guerre. Une paix glorieuse et sûre a affermi, dans ces contrées, la sûreté de Notre empire. Cependant, d'un autre côté, la Porte

Ottomane menace la Russie de lui faire la guerre, et même une guerre de dévastation, qu'elle a méditée depuis longtemps, qu'elle cherche à rendre générale et pour laquelle le sultan appelle toute la nation sous la bannière de l'islamisme. Dans Notre manifeste ci-joint, qui fait connaître à Nos fidèles sujets ces menaces et leurs suites inévitables, Nous avons jugé nécessaire de mettre Nos forces militaires en état de contre-balancer ces masses ennemies, afin que Nous puissions non-seulement repousser cette guerre avec énergie, mais aussi la continuer avec persévérance, dans le cas où, contre Notre attente, et malgré toute la modération de Nos principes, l'obstination de l'ennemi rendrait sa durée inévitable. »

Ainsi, cette levée extraordinaire, destinée à produire plus de cinq cents mille hommes, annonçait que la guerre, dans la pensée de l'empereur, pouvait prendre tout à coup des proportions considérables et peut-être devenir une guerre européenne.

Cependant, l'armée de Géorgie, qui s'était distinguée par tant de beaux faits d'armes dans la guerre de Perse, allait être employée à faire une puissante diversion dans la Turquie d'Asie, tandis que l'armée du feld-maréchal Wittgenstein péné-

trerait au cœur de la Turquie d'Europe par les défilés du Balkan. Le général comte Paskewitch d'Érivan, commandant le corps d'armée détaché du Caucase, était de retour à Tiflis, où il préparait cette nouvelle expédition.

La Russie n'avait plus rien à craindre, du moins pour le moment, du côté de la Perse, qui se résignait à exécuter religieusement le traité de Tourkmantchaï : on apprenait que l'indemnité de guerre, payée par le Gouvernement persan, était arrivée à Tiflis, sous l'escorte du régiment de la garde, commandé par l'intrépide colonel Chipoff. Vingt-six chariots chargés d'or, que traînaient de vigoureux chevaux, couverts de riches tapis, avaient fait leur entrée solennelle dans la ville, aux cris joyeux et enthousiastes des habitants, qui croyaient voir revenir dans leurs murs les trésors que leur avait enlevés naguère le farouche conquérant Agha-Mohammed, fondateur de la dynastie régnante des schahs de Perse, à la fin du règne de l'impératrice Catherine.

LXXXIX

Le manifeste impérial du 14/26 avril avait été écrit surtout à l'adresse du peuple russe : il résumait en peu de mots les griefs de la Russie contre la Porte Ottomane, et il en arrivait à conclure que la guerre était devenue, pour le Gouvernement de l'empereur, une nécessité et un devoir. Mais ce manifeste ne pouvait avoir aucune influence sur l'opinion en Europe : le comte de Nesselrode avait donc jugé utile d'y joindre une Déclaration ferme, dans laquelle se trouvaient énumérés tous les motifs et tous les droits que la Russie pouvait faire valoir vis-à-vis de ses alliés, pour justifier la guerre qu'elle allait entreprendre, afin d'obtenir à la fois, par les armes, la réparation des injures et des torts qu'on lui avait faits depuis seize ans, et les avantages politiques, commer-

ciaux et internationaux, qu'elle était fondée à réclamer de ses voisins, toujours hostiles ou mal-veillants.

Dans cette pièce diplomatique, qui est un chef-d'œuvre de logique et de raison, le cabinet russe s'attachait à établir que la Turquie, à partir du traité de Bukharest, avait enfreint les stipulations de ce traité ou éludé ses promesses, et que, depuis 1821 surtout, la tendance aveuglément hostile de sa politique avait pris un caractère de provocation et d'inimitié ouvertes, à tel point, que ce système permanent de mauvaise foi et d'agression eût fini par lasser la patience de l'empereur Alexandre et par le décider à régler enfin les affaires de Turquie, selon les droits et les intérêts de son empire.

Après la mort prématurée de ce juste et généreux souverain, l'empereur Nicolas avait fait, au désir de conserver la paix, tous les sacrifices qui pouvaient être compatibles avec son honneur et sa dignité : la Turquie avait comblé la mesure, en osant, dans un document officiel et secret, adressé à ses agents, appeler aux armes contre la Russie tous les peuples professant la religion de Mahomet et déclarer effrontément qu'elle n'avait signé la convention d'Ackerman, que pour mieux se préparer à commencer la guerre sainte contre une

nation qu'elle proclamait l'implacable ennemie de l'islamisme.

En effet, le Gouvernement turc avait non-seulement violé tous les privilèges du pavillon russe, mis l'embargo sur les bâtiments, saisi les cargaisons, molesté les capitaines de navires, expulsé en masse les sujets russes, mais encore, dans la dernière tentative de la Perse pour se soustraire aux engagements qu'elle avait déjà souscrits à l'égard de la Russie, des renseignements certains et des aveux positifs avaient prouvé que le Divan de Constantinople avait essayé de pousser à une nouvelle prise d'armes la cour de Téhéran.

La Russie se voyait donc forcée de déclarer la guerre, non sans regret, à la Porte Ottomane : « Les causes de cette guerre, ajoutait la Déclaration, en indiquent suffisamment les objets. Provoquée par la Turquie, elle fera peser à sa charge l'indemnisation des frais qu'elle entraîne et des pertes essuyées par les sujets de Sa Majesté Impériale. Entreprise pour remettre en vigueur des traités que la Porte regarde comme non avenus, elle tendra à en assurer l'observation et l'efficacité. Amenée par le besoin impérieux de garantir au commerce de la mer Noire et à la navigation du Bosphore une liberté désormais inviolable, elle sera

dirigée vers ce but, également utile à tous les États de l'Europe. »

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, après avoir exposé ainsi avec franchise les résultats que la Russie attendait de cette guerre, croyait devoir protester énergiquement contre les projets ambitieux qu'on lui avait prêtés : « Assez de pays et de peuples, disait-il, reconnaissent ses lois; assez de soins s'attachent à l'étendue de ses domaines. » Il ne s'agissait donc pas de conquêtes; il ne s'agissait pas davantage de renverser la Puissance Ottomane.

Au reste, la Russie, en recourant aux armes pour sa propre cause, ne devait pas moins continuer à poursuivre, de concert avec ses alliés, l'exécution du traité de Londres et à coopérer avec zèle à une œuvre de pacification, que recommandaient à son active sollicitude la religion, l'humanité et l'honneur.

Cette Déclaration de guerre, communiquée à tous les cabinets de l'Europe, fut aussi transmise simultanément au Divan de Constantinople; toutefois, elle ne lui parvint que le 12 mai, en même temps que la nouvelle de l'entrée de l'armée russe dans les principautés danubiennes.

A cette Déclaration, que l'empereur Nicolas

avait fait notifier au grand-vizir, le comte de Nesselrode joignit une réponse à la lettre que le grand-vizir lui avait adressée, à la date du 24 décembre 1827, pour se plaindre des procédés violents et agressifs du plénipotentiaire russe, M. de Ribeaupierre.

Le comte de Nesselrode s'excusait d'abord du retard qu'il avait dû mettre dans l'envoi de cette réponse, qui n'avait été ajournée, par ordre de son souverain, que pour laisser à la Sublime Porte le temps de modifier des résolutions déplorables. Quant à la conduite de M. de Ribeaupierre, dans sa mission à Constantinople, le ministre des affaires étrangères ne pouvait que l'approuver entièrement, puisqu'elle avait été toujours conforme aux instructions de son Gouvernement et à la volonté de son souverain. « L'empereur a vu avec une douleur profonde, disait l'illustre homme d'État, qu'au lieu d'apprécier une politique évidemment amicale, la Sublime Porte y ait opposé des actes qui anéantissent ses traités avec la Russie ; qu'elle en ait violé les principaux articles; qu'elle ait attaqué à la fois le commerce de la mer Noire et les sujets de Sa Majesté Impériale; qu'enfin, elle ait annoncé à tous les musulmans sa ferme résolution de rendre le mal pour le bien, la guerre pour la

paix, et de ne jamais exécuter des transactions solennelles. »

Cependant, l'empereur, en déclarant la guerre à la Turquie, pour le redressement de légitimes griefs, se flattait encore que cette guerre serait de courte durée, par suite d'une démarche conciliatrice de la Porte Ottomane : « Si des plénipotentiaires de Sa Hautesse, ajoutait le comte de Nesselrode, se présentent au quartier-général du commandant en chef des armées russes, ils y recevront le meilleur accueil, pourvu que la Sublime Porte les envoie avec l'intention franche de renouveler et de rendre efficaces les traités qui ont uni les deux empires, d'adhérer aux arrangements stipulés, le 6 juillet 1827, entre la Russie, l'Angleterre et la France, de prévenir à jamais le retour des actes qui offrent à Sa Majesté Impériale de justes motifs de guerre, de compenser enfin les pertes que les actes du Gouvernement ottoman ont occasionnées, et les frais de guerre qui s'accroîtront, en raison directe de la prolongation des hostilités. »

Cette lettre, où le ministre faisait des vœux sincères pour le rétablissement de la bonne intelligence entre les deux nations, était néanmoins un ultimatum très-ferme et très-précis, dans lequel le

Divan pouvait voir que l'empereur Nicolas, tout en consentant à ouvrir des négociations, ne suspendait pas les opérations militaires de son armée jusqu'à la conclusion définitive de la paix.

Il y avait donc dans cette lettre une indication expresse de la marche que la Russie se proposait de suivre dans le cas où les Puissances de l'Europe amèneraient la Porte Ottomane à offrir une transaction amiable. Aussi, le comte de Nesselrode adressa-t-il copie de cette importante lettre au baron d'Anstett, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'empereur de Russie près la Diète germanique.

« La lettre dont j'ai l'ordre d'accompagner notre Déclaration, en la notifiant au grand-vizir, disait le comte de Nesselrode, démontre qu'il ne tient qu'à la Porte de conclure la paix avec nous, et que si, d'un côté, nous ne pouvons nous laisser entraîner dans une négociation qui nous ferait perdre toute une campagne, au cas où elle suspendrait les opérations militaires, de l'autre, notre unique pensée est d'ouvrir, dès à présent, les voies à une réconciliation aussi prompte que durable. »

Mais le sultan ne songeait pas à faire, même indirectement, une tentative de réconciliation au-

près de la Russie : Il était plus que jamais affermi dans son obstination par ses ministres, qui, trop confiants dans les promesses de l'Autriche et préoccupés des principes de la Sainte-Alliance, ne doutaient pas que les Puissances européennes ne s'opposassent à la guerre et n'intervinssent à la dernière heure pour empêcher un embrasement général en Orient. Les plus fortes têtes du Divan croyaient encore que la conséquence inévitable des menaces de la Russie serait la rupture du traité de Londres, ou du moins son abandon tacite.

Cependant, les escadres des trois Puissances n'avaient pas ralenti leurs opérations combinées : elles détruisaient impitoyablement la piraterie grecque dans l'Archipel et menaçaient d'un blocus la Morée, où l'armée égyptienne d'Ibrahim se voyait réduite à l'impuissance et forcée d'accepter l'armistice, pendant que le Gouvernement hellénique s'organisait et se fortifiait sous l'habile et active influence du comte Capo d'Istria, qui avait enfin pris possession de la présidence de la Grèce.

Il n'était plus question du blocus des Dardanelles par une flotte russe, mais le vice-amiral de Heyden avait fait publier, dans tous les ports de la Méditerranée, qu'il saisirait, comme contrebande de

guerre, tout bâtiment chargé de poudre et d'approvisionnements militaires, quel que fût le pavillon dont se couvrirait ce bâtiment.

On avait craint, un instant, à Constantinople, une attaque de la marine russe, en apprenant que des vaisseaux appartenant à cette marine s'étaient montrés à l'entrée du Bosphore. Le peuple de la capitale n'était pourtant pas sorti de son apathie et de son indifférence, quoique tous les musulmans eussent été avertis, à plusieurs reprises, de se tenir prêts à courir aux armes pour la guerre sainte.

Les fêtes du Baïram avaient été célébrées dans la plus grande tranquillité; le sultan y avait paru, affectant beaucoup de calme, et, malgré les démarches officieuses de l'ambassadeur de Prusse, qui ne cessait d'inviter le reïss-effendi à ouvrir les yeux sur la gravité de la situation, le Divan ne donnait pas le moindre signe de trouble, d'inquiétude et d'embarras. Le bruit se répandit que la paix était assurée, quand on vit le sultan partir avec son harem pour sa résidence d'été de Bechkitach.

En ce moment même, l'empereur Nicolas se disposait à partir pour se mettre à la tête de son armée.

Le comte de Diebitsch, quartier-maître général de la deuxième armée qui devenait l'armée du Danube, était parti, dès le 24 avril, porteur des ordres et des instructions concernant l'ouverture de la campagne.

Le grand-duc Michel avait hâte d'arriver à son poste de grand-maître de l'artillerie, pour diriger en personne le premier siége qu'il faudrait faire sur le territoire turc : il n'avait attendu, pour partir à son tour (dimanche 3 mai), que le départ du dernier détachement de la garde impériale, et la grande-duchesse Hélène avait quitté immédiatement la capitale, pour voyager, avec ses enfants, et prendre les eaux en Allemagne, pendant l'absence du grand-duc.

L'impératrice Alexandra devait aussi prendre des bains de mer à Odessa, où son auguste époux viendrait souvent la rejoindre et passer avec elle les intervalles de temps qu'il pourrait dérober aux travaux de la guerre, en s'éloignant, par moments, de son quartier-général, pour y reparaître toutes les fois que sa présence serait nécessaire.

La suite de l'impératrice, comme celle de l'empereur, était fort nombreuse, et l'on prévoyait dejà que la cour de Russie se trouverait, en quelque sorte, transportée à Odessa, auprès de l'auguste

voyageuse, qui avait cependant manifesté l'intention de vivre retirée, autant que possible, sans entourage, sans pompe et sans étiquette, dans l'espèce d'exil auquel la condamnait cette guerre, qu'elle n'acceptait que comme une dure et fatale nécessité.

L'impératrice-mère, de son côté, en restant à Saint-Pétersbourg, se promettait bien de se concentrer dans la retraite, tant que l'empereur serait absent de ses États, et de ne laisser subsister autour d'elle qu'un simulacre de cour, indispensable à ses fonctions de régente.

La capitale allait donc être bientôt déserte, et la plupart des palais et des hôtels de l'aristocratie perdaient tous les jours leur aspect vivant et animé, car les généraux et les officiers supérieurs, qui étaient partis pour l'armée, avaient autorisé leurs femmes à se rapprocher du théâtre de la guerre et à s'établir, avec leurs familles, à Toultchine et dans les principautés danubiennes.

L'empereur avait voulu célébrer en famille la fête de l'impératrice Alexandra, qui coïncidait avec l'anniversaire de la naissance du grand-duc héritier. Ce jour-là (3 mai), qui voyait encore réunie la famille impériale, il y eut messe au palais d'Hiver, réception du corps diplomatique chez

l'empereur, grande réception de cour chez l'impératrice, et baise-main chez l'impératrice-mère. Le soir, la ville fut illuminée.

On remarqua généralement que l'empereur était froid et silencieux; l'impératrice Alexandra, émue et agitée; l'impératrice Marie, soucieuse et absorbée.

Les angoisses et les amertumes de la séparation transpirèrent ainsi, à plusieurs reprises, hors du cercle intime de la famille impériale.

Enfin, vint le jour des adieux et du départ. Dans la matinée du 7 mai, l'empereur, accompagné de ses beaux-frères, le prince d'Orange et le prince Guillaume de Prusse, assista, sur la place du palais d'Hiver, à la parade, et prit congé des troupes qui composaient la garnison de Saint-Pétersbourg. Tous les soldats pleuraient, en lui adressant des vœux empressés pour sa santé, pour le succès de la guerre, pour l'heureux et prompt retour de leur auguste *père*.

— Je regrette seulement que vous ne soyez pas avec moi, mes enfants, leur dit Nicolas, qui n'était pas maître de son émotion : nous aurons, Dieu aidant, une guerre utile et avantageuse pour la patrie; notre cause est juste, et les bénédictions du ciel ne lui manqueront pas.

L'absence de l'empereur hors de ses États devant peut-être durer longtemps, les prières d'usage eurent lieu dans l'église Notre-Dame de Kasan; la famille impériale y assistait. L'église, la place et toutes les rues environnantes étaient remplies d'une foule de peuple, qui donna les preuves les plus touchantes de son respect et de son attachement pour son souverain.

Le soir, l'empereur monta dans sa calèche de voyage avec le prince d'Orange, qui voulut l'accompagner jusqu'à Vitesbk, et qui, arrivé à cette destination, ne céda qu'à regret sa place à l'aide de camp général Alexandre Benkendorff, chef des gendarmes et commandant en chef du quartier-général de Sa Majesté, lequel devait être le compagnon inséparable de l'empereur pendant toute la durée de la campagne.

Le lendemain, dans l'après-midi, les deux impératrices, qui allaient aussi se séparer, partirent avec le prince royal de Prusse pour le château de Tzarskoé-Sélo, où elles se proposaient de passer solitairement les dernières heures qu'elles avaient à rester ensemble, comme pour se recueillir dans leurs tristesses et leurs pressentiments.

XC

Le 7 mai, à cinq heures du matin, les premières colonnes de la seconde armée, que commandait le feld-maréchal comte de Wittgenstein, après avoir entendu un *Te Deum* chanté dans le camp de chaque brigade et la lecture de l'ordre du jour de l'empereur aux armées russes, lecture qui fut suivie de longs hurras, se mirent en marche et passèrent le Pruth sur trois ponts, jetés simultanément, à Skouliani, à Faltchi et à Vadoloï-Issaki, sans rencontrer aucune sorte de résistance. Il n'y avait pas même un soldat turc pour surveiller la frontière moldave et valaque.

L'entrée des Russes dans les Principautés avait été précédée de l'envoi d'une proclamation répandue partout à un nombre considérable d'exemplaires, les uns en langue russe, les autres en lan-

gue moldave. Cette proclamation, qui produisit l'effet le plus favorable et qui décida les gens du pays à recevoir les Russes comme des libérateurs, exposait en ces termes la cause et le but de la guerre, que la Russie avait dû commencer par l'occupation des principautés danubiennes :

« Habitants de la Moldavie et de la Valachie,

« Sa Majesté l'empereur, mon auguste maître, m'a ordonné d'occuper votre territoire avec l'armée dont il a daigné me confier le commandement. Les légions du monarque protecteur de vos destinées, en franchissant les limites de votre terre natale, y apportent toutes les garanties du maintien de l'ordre et d'une parfaite sécurité.

« Moldaves et Valaques de toutes les classes ! accueillez les braves que j'ai l'honneur de commander, comme des frères, comme vos défenseurs naturels. Empressez-vous de coopérer, en tout ce qui vous sera demandé, aux mouvements des armées de Sa Majesté Impériale, et donnez à la Puissance, qui a constamment veillé sur vos droits, des preuves réitérées de votre antique dévouement. La guerre, que la Russie vient de déclarer à la Porte Ottomane, n'a pour but que le redressement des plus justes griefs et l'exécution des traités les plus

solennels. Spectateurs paisibles et soumis d'hostilités qui ne sauraient vous atteindre, occupez-vous, sans inquiétude, du bien-être de votre patrie et remplissez invariablement tous vos devoirs. Les lois, les usages de vos ancêtres, vos propriétés, les droits de la sainte religion qui nous est commune, seront respectés et protégés. C'est pour y parvenir plus promptement, que l'empereur m'a chargé d'instituer, sans retard, dans les Principautés, une administration centrale provisoire, dont le conseiller privé comte de Pahlen est nommé chef. Dépositaire de la confiance de Sa Majesté, il va désormais exercer parmi vous les fonctions provisoires de président plénipotentiaire des divans de Moldavie et de Valachie. Je mettrai la plus active sollicitude à seconder ses travaux. Une discipline sévère sera maintenue dans tous les corps d'armée, et il sera fait prompte justice des moindres désordres. Vous pouvez y compter.

« Habitants de la Moldavie et de la Valachie! la guerre que mon auguste souverain est forcé d'entreprendre ne vous enlèvera que momentanément, il se plaît à l'espérer, les avantages de la paix : elle vous en garantit le prochain retour; elle vous assurera le bienfait d'une existence légale et stable, fondée sur des stipulations, qui achèveront

d'effacer les traces des maux que vous avez soufferts et vous offriront la certitude d'un heureux avenir.

« La soumission aux autorités, l'oubli des ressentiments que l'anarchie avait fait naître, le sacrifice des intérêts privés pour une cause qui les embrasse tous, tels sont les devoirs dont je vous recommande l'accomplissement spontané et unanime, au nom de l'empereur.

« Conformez-vous aux magnanimes intentions dont je me félicite d'être l'organe, et vous acquerrez de nouveaux titres à la haute bienveillance de Sa Majesté.

« Le feld-maréchal comte de Wittgenstein,
« *commandant en chef.* »

Les colonnes qui avaient passé le Pruth se dirigèrent à marches forcées sur différentes villes : la colonne de droite, commandée par le lieutenant-général baron Kreutz, sur Jassy; la colonne du milieu et celle de gauche, sur Maximéni et sur Bukharest, que l'avant-garde du sixième corps, sous les ordres du général-major Gheismar, devait occuper, avant que les Turcs eussent brûlé cette capitale de la Valachie, comme ils en avaient le dessein.

Le lieutenant-général Kreutz, sachant que Jassy ne serait pas défendu, envoya, pour en prendre possession, le colonel Coprandi, avec deux escadrons de hulans, et continua son mouvement sur Fokschani.

Le colonel Coprandi, en arrivant à Jassy, où il entra sans obstacle, apprit que le prince hospodar Stourdza n'avait pas encore quitté la ville, malgré les injonctions formelles du Gouvernement turc. Il se rendit auprès du prince hospodar, qu'il fit prisonnier, en lui annonçant que son autorité avait cessé; puis, il alla recevoir le général comte Pahlen, qui venait d'arriver et qui s'installa dans le palais de l'hospodar, en se faisant reconnaître, par le divan des boyards, en qualité de gouverneur civil.

Pendant ce temps-là, le septième corps d'armée marchait rapidement sur Braïlow, qui avait été mis en état de soutenir un long siége et qui, par sa forte position sur la rive occidentale du Danube, devait être considéré comme la clef des Principautés.

Un petit détachement d'infanterie et de cavalerie, sous le commandement du colonel Klimotchenko, avait été envoyé directement à Galatz : il y trouva une quarantaine de Turcs qui le reçurent

à coups de fusil et qui s'enfuirent aussitôt en lui livrant la ville.

Le comte Pahlen, après avoir établi à Jassy le gouvernement de l'empereur, se hâta de suivre le général-major Gheismar à Bukharest, où devait être constitué le siége de l'administration russe et la présidence de tous les divans de la Moldavie et de la Valachie.

Cette ville importante, que ses habitants avaient refusé d'évacuer et qui attendait d'une heure à l'autre l'invasion d'une bande de Turcs chargés de la détruire de fond en comble, fut sauvée par l'expédition aventureuse du général Gheismar, arrivant à marches forcées, sans avoir rencontré l'ennemi, dans un trajet de cinquante lieues au cœur du pays valaque. La population de Bukharest accueillit avec de vives démonstrations de joie le général russe : le métropolitain de Valachie, accompagné de son clergé, vint le recevoir aux portes de la ville et le conduisit en pompe à la cathédrale où fut chanté un *Te Deum* solennel d'actions de grâces.

L'hospodar Ghika, obéissant aux instructions du Divan de Constantinople, avait eu la prudence de se retirer à Krondstadt en Transylvanie, au lieu d'attendre les Russes, qui pouvaient se plaindre

de la malveillance avec laquelle cet agent de la Turquie avait traité leurs compatriotes.

Le jour même de l'installation de l'administration russe à Bukharest et cinq jours après l'entrée des Russes dans les Principautés danubiennes, le Divan de la Valachie signait une Adresse à l'empereur de Russie, pour déposer au pied du trône impérial l'hommage de la profonde reconnaissance et de la fidélité inviolable des Valaques : « Sire, lui disait-il dans cette Adresse mémorable, tous les obstacles qui s'opposaient encore à notre prospérité vont disparaître devant votre auguste protection. Votre main puissante empêchera qu'on ne trouble plus nos destinées. Nos destinées, Sire, sont sous l'imposante sauvegarde de Votre Majesté impériale; elle les protégera, elle nous assurera le bienfait d'une existence légale et stable; elle nous garantira les lois, les usages de nos ancêtres, nos propriétés, et le plus sacré de tous les droits, celui de la religion que nous professons. Ainsi, Votre Majesté, bienfaitrice de l'humanité souffrante, gravera son auguste nom dans l'histoire, en caractères aussi brillants qu'immortels. » La réponse de l'empereur, qui n'était pas encore entré dans les Principautés, se fit attendre pendant plus d'un

mois, et le vice-chancelier comte de Nesselrode, qui l'écrivit du camp de Satou-nowa, à la date du 28 mai (9 juin), annonça au Divan de Valachie, que l'empereur, tout en garantissant aux Valaques l'inviolabilité de leurs priviléges, l'exercice paisible de leurs droits et le bonheur de leur terre natale sous l'égide des lois, n'avait pas et n'avait jamais eu le dessein d'agrandir ses États aux dépens des provinces qui les avoisinent : « Vos destinées, disait-il pour faire taire les bruits qui couraient sur l'annexion définitive des Principautés à l'empire de Russie, vos destinées sont donc à l'abri de tout projet de conquête. »

La forteresse de Braïlow avait été investie pendant la nuit du 11 mai. Les travaux préparatoires du blocus s'effectuèrent, avec une prodigieuse activité, malgré quelques sorties de la garnison qui fut toujours repoussée avec perte. La grosse artillerie arriva quatre jours après, et le siége, dont la direction était exclusivement confiée au grand-duc Michel, commença le lendemain de l'arrivée de Son Altesse impériale, qui était à la fois grand-maître de l'artillerie et inspecteur général du corps du génie. On ne pensait pas que ce siége se prolongeât longtemps, quoique la place fût

bien fortifiée et la garnison bien résolue à la défendre.

Le feld-maréchal comte Wittgenstein, commandant en chef la deuxième armée, était encore à Tiraspol, dans le gouvernement de Kherson, avec son état-major; il n'avait pas voulu entrer en personne dans les Principautés, avant que l'empereur en eût pris, en quelque sorte, possession lui-même.

Le plan de campagne, approuvé par l'empereur, avait été communiqué, dès la fin d'avril, au général en chef par le comte de Diebitsch, qui était chargé d'en surveiller l'exécution.

Suivant ce plan de campagne, dont les meilleures dispositions appartenaient à Paul de Kisseleff, chef d'état-major de la deuxième armée, le sixième corps avait occupé le plus promptement possible les Principautés, pour empêcher que les Turcs, échelonnés sur l'extrême frontière de la Bulgarie, à Babadagh, à Issaktcha, à Matchine, ne fissent irruption en Valachie.

Le septième corps était destiné d'abord à l'investissement et au siége de Braïlow.

Le troisième corps avait reçu l'ordre de quitter Kiew et les gouvernements limitrophes, en se dirigeant à la hâte vers le Danube, afin de passer ce

fleuve, d'enlever ou de menacer les petites forteresses qui le défendaient et de pousser les avant-postes jusqu'au mur de Trajan, pour donner le temps aux autres corps (sixième, septième et troisième corps d'infanterie) de se concentrer et de former l'armée active qui continuerait ensuite ses opérations au delà du Danube.

Le quatrième corps de cavalerie de réserve irait de Koursk à Ismaïl, où il serait à portée de se réunir à la grande armée si les circonstances l'exigeaient.

Le corps de la garde, qui était parti successivement de Saint-Pétersbourg dans le courant du mois d'avril, avait à traverser toute la Russie, avant de se joindre à l'armée d'opérations, où il ne pouvait arriver que vers la fin d'août.

Dès l'ouverture des hostilités, le corps détaché du Caucase, sous les ordres de Paskewitch, devait faire une puissante diversion, en opérant simultanément dans la Turquie d'Asie ; mais, comme la côte occidentale de la mer Noire était trop éloignée de la base des opérations du général Paskewitch, l'expédition maritime, projetée contre Anapa et les forteresses turques du littoral, se rattacherait aux opérations de la grande armée : la flotte du vice-amiral Greig avait déjà mis à la voile, por-

tant des troupes de débarquement, qu'il ferait rentrer dans l'armée active du Danube, aussitôt après la prise d'Anapa.

Alors, l'armée russe en campagne comprendrait en totalité plus de cent cinquante mille hommes, par suite des renforts successifs qu'elle aurait reçus dans l'intervalle de quatre mois, et la moitié de ces cent cinquante mille hommes suffirait sans doute pour pousser vigoureusement la campagne en Bulgarie et pour faire le siége des forteresses, pendant que le reste de l'armée, distribué dans les villes fortes et dans les camps retranchés, maintiendrait l'occupation du pays conquis.

Ce plan de campagne était excellent, de l'avis des meilleurs hommes de guerre, mais il fallait nécessairement tenir compte des événements, des retards, des échecs, des épidémies et de tout ce qui peut diminuer l'effectif d'une armée : aussi, comme Paul de Kisseleff l'avait dit à l'empereur, l'armée active, qui devait étendre ses opérations sur un territoire aussi vaste et aussi accidenté que la Turquie d'Europe, n'eût pas été trop nombreuse, si on l'eût portée au chiffre de deux cent cinquante mille hommes, dès le commencement de la campagne.

Le voyage de l'empereur ne fut pas aussi prompt et fut beaucoup plus pénible que tous ceux qu'il avait faits depuis son avénement. A la suite d'un long dégel, les pluies avaient rendu les chemins impraticables, et souvent la calèche, où Nicolas était seul avec le général Benkendorff, se trouvait, malgré les efforts de huit chevaux qui formaient l'attelage, absolument arrêtée dans les boues : plus d'une fois, l'empereur dut monter à cheval, dans les passages difficiles, et plus d'une fois aussi, en traversant des rivières grossies et débordées, il courut un véritable danger.

Il rencontrait sans cesse, sur sa route, d'immenses convois de vivres et de munitions. Le nombre des transports, l'ordre qui présidait à leur conduite, le bon état des chevaux et des bœufs témoignaient des excellentes mesures de prévoyance que l'administration militaire avait prises : l'empereur en fut très-satisfait.

Il rencontra aussi des corps de troupes russes, qui se rendaient, de différents côtés, au quartier-général de la deuxième armée : il répondit, avec cordialité, à leurs joyeuses félicitations et à leurs souhaits, empreints d'une touchante piété filiale. Ces braves gens venaient des points les plus éloignés de l'empire; ils étaient en marche depuis un

mois ou deux, et ils avaient encore à faire cinq ou six cents lieues, avant de parvenir à leur destination.

Le 15 mai, l'empereur, arrivant à Élisabethgrad, fut accueilli avec enthousiasme par une énorme foule de peuple, qui était accourue des environs pour se trouver sur son passage. La pluie tombait à torrents, et personne des spectateurs n'avait l'air d'y prendre garde. Le troisième corps de cavalerie de réserve, composé des troisièmes divisions colonisées des cuirassiers et des hulans d'Ukraine, et de quatre compagnies d'artillerie à cheval, attendait, sous les armes, malgré la pluie battante, que l'empereur vînt le passer en revue.

Le temps s'éclaircit tout à coup, et le soleil se montra quand Nicolas parut sur le champ de manœuvres; la revue fut fort belle, et, depuis ce jour-là, l'empereur n'eut plus à se plaindre de l'intempérie de la saison.

Il arriva, le 16, à Voznessensk, où il passa en revue plusieurs autres divisions de la réserve; il visita les haras, les casernes et les arsenaux de ce grand centre militaire, où étaient cantonnés plusieurs régiments de Cosaques, de hussards et des cantonistes du Boug.

De Voznessensk à Tiraspol et à Bender, il tra-

versa un grand nombre de pauvres villages créés par des Bulgares, qui étaient venus s'établir, sous sa protection, dans ces contrées; il mit pied à terre, pour parler à ces nouveaux sujets russes, pour entrer dans leurs maisons et pour les remercier de leur bon accueil.

Il examina aussi avec intérêt d'autres villages, d'un aspect plus riche et plus florissant, que des colons allemands avaient bâtis le long de cette route, et qui présentaient déjà l'image de la prospérité agricole.

A Tiraspol, où il se reposa une nuit et comme à regret, l'infatigable monarque passa encore une grande revue et visita minutieusement les hôpitaux qui avaient été préparés pour recevoir mille malades : il n'y en avait qu'une centaine, et l'empereur en interrogea plusieurs pour savoir d'eux s'ils étaient bien soignés.

Il s'informa aussi des craintes qu'on pouvait avoir au sujet de l'invasion de la peste, qui avait éclaté, disait-on, dans les îles d'Hydra et de Spetzia. Il apprit avec satisfaction que le gouverneur général de la Nouvelle-Russie avait prescrit déjà des mesures sanitaires rigoureuses dans tous les ports de la Crimée.

C'était à Bender, que l'impératrice, qui voya-

geait par la route de Toultchine, devait rejoindre son auguste époux. L'empereur avait donc à sa disposition plus d'une semaine pour se rendre au camp de blocus, devant Braïlow, où le grand-duc Michel était arrivé depuis peu de jours.

XCI

Le 19 mai, à midi, Nicolas passa la frontière de son empire, à Wadoloï-Issaki, et traversa le principal pont qui avait été jeté sur le Pruth pour le passage de l'armée. L'empereur n'avait pas voulu se faire accompagner par les escortes des Cosaques de la garde et du régiment de Cosaques du grand-duc héritier, qui étaient échelonnées sur toute la route jusqu'à Braïlow : il avait pris seulement pour guides quelques cavaliers moldaves, qui galopaient devant sa calèche.

Il descendit, au milieu de la nuit, dans une petite maison de campagne, appartenant au pacha de Braïlow : le grand-duc Michel, commandant du siége, le feld-maréchal comte de Wittgenstein, commandant en chef de la deuxième armée, et tout l'état-major de cette armée, ayant à sa tête son chef d'état-major, Paul de Kisseleff, et le général

Woïnoff, reçurent Sa Majesté à la porte de cette maison, située presque au centre du camp de blocus.

La réception impériale fut éclairée par le feu de la place, qui envoyait des bombes ou des boulets au hasard, par intervalles, dans la direction des travaux de siége que le grand-duc Michel faisait exécuter sous ses yeux. L'artillerie des assiégeants n'avait pas encore répondu à ce feu intermittent et inoffensif.

Le lendemain, 20 mai, au point du jour, les troupes qui ne savaient pas que leur souverain avait passé la nuit au milieu d'elles, furent aussi surprises qu'enchantées en le voyant paraître, accompagné de son auguste frère, du feld-maréchal de Wittgenstein et du comte de Diebitsch. L'empereur leur souhaita la bienvenue, en leur disant :

— Mes enfants, je vous avais promis d'être avec vous; me voici! Efforçons-nous de bien faire notre devoir pour l'amour de la religion et de la patrie.

C'était la première fois que Nicolas venait partager avec ses soldats les fatigues et les dangers de la guerre : c'était aussi la première fois, depuis Pierre le Grand, qu'un tzar de Russie mettait le pied sur le sol ottoman, où son illustre prédéces-

seur avait subi une éclatante défaite, qui n'avait pas encore été vengée.

Les troupes se livraient à des transports de joie, qui semblaient le prélude d'une victoire prochaine. Leurs acclamations arrivèrent sans doute jusqu'à la ville assiégée : ses batteries avaient cessé de tirer, et elle restait, comme frappée de stupeur, dans l'attente et dans l'indécision.

L'empereur, suivi du grand-duc Michel, du feld-maréchal et du chef de son état-major, parcourut à cheval les avant-postes et visita les travaux commencés sur la droite et la gauche des lignes d'investissement, qui se développaient sur un espace de trois quarts de lieue.

Tant que dura cette tournée d'inspection, les canons de la place se turent, quoique l'arrivée imprévue de l'empereur eût produit sur son passage une émotion extraordinaire.

Du haut d'un monticule, qu'on appela depuis le *Mont de l'Empereur*, Sa Majesté examina la position de Braïlow, qui était défendue et ravitaillée par une flottille turque, maîtresse du Danube, sous la protection du château de Matchine. L'empereur cependant reconnut et indiqua au grand-duc Michel les points où il fallait porter l'attaque.

A son retour au camp, la canonnade des rem-

parts recommença tout à coup avec plus de violence que jamais.

L'empereur avait donné ordre de renvoyer au commandant de la forteresse un certain nombre de prisonniers turcs, que la garnison, dans ses sorties, avait laissés entre les mains des assiégeants; il fit distribuer de l'argent à ces prisonniers, et il daigna les admettre en sa présence avant leur départ. Les pauvres gens partirent, en bénissant le *padischah* des Russes, qui leur rendait la liberté sans condition, et ils proclamèrent, à leur rentrée dans les murs de Braïlow, et leur reconnaissance et la générosité de Nicolas.

La nuit même, l'auguste voyageur éprouva un malaise subit, qui se transforma en un terrible accès de fièvre. Les médecins s'effrayèrent des symptômes de cette indisposition, dans lesquels ils croyaient reconnaître une de ces fièvres endémiques, si fréquentes en ce pays malsain et marécageux, et qui, lorsqu'elles ne sont pas mortelles, donnent une atteinte profonde et incurable aux tempéraments les plus robustes.

La nouvelle se répandit rapidement dans le camp que l'empereur était indisposé, et, quand on ne le vit pas paraître le matin, on en augura que sa maladie devait être bien grave. La consternation

fut générale pendant les journées du 21 et du 22 mai.

L'empereur se croyait lui-même en danger, car il ordonna expressément que l'on se gardât d'instruire de son état l'impératrice, qui devait bientôt arriver en Crimée.

— Surtout, répétait-il souvent dans des intervalles de délire, que S. M. l'impératrice n'en sache rien ! Elle serait trop inquiète.

La bonne constitution de l'auguste malade et le fonds de santé qu'il devait à sa vie sobre et régulière triomphèrent de cette crise, qui n'était, par bonheur, que la suite des fatigues d'un long et pénible voyage. Le mal s'arrêta comme par enchantement.

Ce fut une joie générale parmi les troupes, lorsqu'on apprit, le matin du 23 mai, que l'empereur venait de se montrer : il avait le visage altéré, mais il dissimulait l'état de faiblesse dans lequel il se trouvait encore à la suite d'une si rude secousse. Il monta pourtant à cheval, avec l'intention de visiter les travaux de siége.

Accompagné d'un seul aide de camp, il se dirigea d'abord vers le tertre élevé, du haut duquel il avait examiné, deux jours auparavant, les préparatifs de défense de la place. Le tertre était tou-

jours occupé par le même piquet de Cosaques, qui ne permettaient pas d'en approcher, par ordre du grand-duc Michel; l'empereur ayant annoncé, à sa première visite, qu'il y reviendrait le lendemain : il n'était pas revenu, et les Cosaques l'attendaient encore, en exécutant scrupuleusement leur consigne; ils hésitaient à le reconnaître et à le laisser passer, car on leur avait dit que l'empereur était mourant. Ils se prosternèrent, en remerciant le ciel de lui avoir conservé la vie.

Nicolas descendit au camp de la dix-huitième division, qui s'appuyait au Danube : les chasseurs, formant la première ligne, se rangèrent en bataille devant leurs tentes, à l'arrivée de Sa Majesté.

A la droite de la brigade, les chefs avaient réuni leurs hommes qui s'étaient le plus distingués dans des combats d'avant-postes : l'empereur les nomma tous chevaliers de Saint-Georges, et, s'adressant au plus vieux de ces soldats, lequel était déjà décoré de trois médailles militaires, il lui attacha de sa propre main la décoration à la boutonnière et l'embrassa. Tous les assistants furent émus jusqu'aux larmes.

L'empereur se rendit ensuite au camp de la division des hulans du Boug, et il décora de la même manière deux hulans, qui avaient attaqué,

corps à corps, et fait prisonniers, dans une sortie, deux chefs de la cavalerie ennemie. Il fut obligé ensuite de se rappeler qu'il relevait à peine d'une sérieuse maladie et qu'il avait besoin de repos.

La tranchée ne faisait pas de progrès, car il fallait aller chercher bien loin les matériaux nécessaires pour préparer des fascines et des gabions; on établissait pourtant à l'extrême droite de la position des assiégeants, une grande batterie qui ne pouvait être élevée qu'après vingt-quatre ou trente-six heures de travail. Or, pour détourner l'attention des assiégés, on avait engagé avec eux, sur la gauche, une canonnade assez vive qui dura toute la nuit.

Au point du jour, l'empereur, qui commençait à reprendre des forces, se rendit à cheval à la grande batterie, qu'on devait achever la nuit suivante. Il fut aperçu et reconnu, du haut des remparts, et les canonniers turcs lui envoyèrent quelques boulets qu'il entendit passer au-dessus de sa tête, sans manifester la moindre émotion.

Il revint, comme la veille, au camp de la division des hulans, où il voulut voir les blessés, qu'il se reprochait, disait-il, d'avoir oubliés dans sa visite précédente. On le conduisit à l'ambulance qui ren-

fermait environ soixante malades : il leur adressa des paroles de consolation.

Le grand-duc Michel, qui l'avait rejoint, lui présenta un de ces blessés, officier dégradé pour cause d'inconduite et rentré au service en qualité de simple soldat : ce jeune gentilhomme avait fait preuve d'une énergie et d'une intrépidité sans égales dans une attaque où il avait eu une jambe emportée.

L'empereur le félicita de sa belle action, lui donna la croix de Saint-Georges et le nomma de nouveau officier, en le renvoyant dans sa famille.

— Vous vous êtes conduit comme un gentilhomme qui met l'honneur au-dessus de tout, lui dit l'empereur avec bonté : je ferai savoir à votre père que vous avez dignement réparé votre faute.

Les premières lueurs de l'aube paraissaient à l'horizon, quand l'empereur et le grand-duc Michel, entourés d'une suite nombreuse, allèrent à pied, aux avant-postes de l'extrême gauche, pour juger de l'effet des mortiers qui n'avaient pas discontinué de tirer sur la place depuis deux jours et deux nuits.

Le feu des remparts cessa tout à coup, et l'on vit sortir de la ville un groupe de Turcs, précédé d'un drapeau blanc. C'était un parlementaire qui

venait, de la part du pacha de Braïlow, remercier l'empereur d'avoir daigné lui renvoyer sans rançon les prisonniers qui étaient à la merci du vainqueur.

Nicolas fit remettre une somme d'argent au parlementaire, en le chargeant de déclarer au pacha que le dernier délai qui lui était accordé pour capituler expirerait le lendemain à trois heures du matin et que, faute d'avoir accepté en temps utile les conditions honorables qu'on lui offrait, il devait s'attendre à être traité selon les lois de la guerre.

Au même instant, la grande batterie qui avait été dressée à l'extrême droite de l'ennemi, sans que celui-ci y eût pris garde, fut démasquée tout à coup et ouvrit un feu terrible contre le bastion qu'elle avait en face d'elle.

Au bruit de la canonnade, l'empereur et sa suite se portèrent rapidement vers la batterie et gravirent une hauteur voisine qui dominait la position.

Ces vingt-quatre pièces, tirant sans relâche, semblaient avoir réduit au silence le bastion contre lequel le feu était surtout dirigé, mais les assiégés avaient remarqué l'endroit que l'empereur allait occuper avec sa suite : ils se hâtèrent donc de

braquer leurs pièces du plus gros calibre contre l'élévation de terrain où ils voyaient s'agiter une agglomération d'officiers, parmi lesquels devait être l'empereur.

Plusieurs boulets vinrent ricocher au pied du tertre où l'empereur s'était mis en observation et tuèrent quelques chevaux de sa suite. Tous les assistants suppliaient Sa Majesté de quitter un poste dangereux, qui était devenu le point de mire des canons de la place; mais Nicolas s'y refusa, jusqu'à ce que le feu de l'ennemi eût été complétement éteint par celui de la batterie russe.

L'empereur attendit jusqu'à l'expiration du terme qu'il avait accordé au pacha de Braïlow, pour capituler; la capitulation n'étant pas acceptée, il n'avait plus qu'à laisser se continuer régulièrement les opérations du siége confié à son frère Michel.

Il quitta donc le camp de blocus, au point du jour, le 25 mai, pour rejoindre l'impératrice qui était, lui dit-on, fort inquiète de sa santé et qui avait accéléré son voyage, dans l'intention de ne pas séjourner à Bender, si elle ne le rencontrait pas dans cette ville où il lui avait donné rendez-vous.

Une dépêche du commandant de la ville d'Ismaïl

lui apprit, pendant la route, que l'hetman des Cosaques Zaporogues avait demandé à rentrer avec sa horde sous la protection de la Russie.

Ces Cosaques étaient les derniers restes de cette association militaire, qui avait joué un rôle considérable dans l'histoire des guerres russes et polonaises avant Pierre le Grand, et qui eût été détruite entièrement, par son ordre, à la suite de la bataille de Pultawa, comme une bande d'insurgés et de brigands, si un petit groupe de Zaporogues n'avait pas émigré de l'Ukraine et des rives du Dnieper dans les plaines marécageuses de la Bulgarie et de la Valachie.

Sous la domination turque, ils étaient restés unis par les liens de leur ancienne association, ayant pour chef suprême l'hetman qu'ils élisaient tous les ans, recevant dans leur horde quiconque voulait s'associer à leur vie vagabonde et se soumettre à leurs usages, et vivant, dans le célibat, de chasse, de pêche, de culture et de brigandage.

L'impératrice Catherine, il est vrai, leur avait permis de revenir se fixer en Crimée, mais bientôt ils en avaient été expulsés comme ennemis de toute autorité et de toute colonisation. La Turquie les avait encore une fois accueillis ou plutôt soufferts : les uns s'étaient établis le long de la chaîne

des Balkans, les autres n'avaient pas quitté les bords du Pruth et du Danube, où ils exerçaient l'état de bateliers.

Ils avaient toujours la pensée et les yeux tournés vers la Russie, qu'ils regardaient, dans leurs souvenirs de tradition guerrière, comme leur véritable patrie, comme le théâtre des exploits de leurs farouches prédécesseurs. Ils sentaient qu'ils n'avaient de goût que pour le métier de soldat, et ils aspiraient à reprendre possession des terres incultes que les anciens Zaporogues avaient occupées en Ukraine, non pas pour les rendre fertiles, mais pour y former des colonies militaires à l'instar des Cosaques du Don.

Ils ne comptaient pas alors plus de deux à trois mille hommes : l'insalubrité du pays qu'ils habitaient avait fait dans leurs rangs d'immenses vides, que ne suffisait pas à combler le nombre des nouveaux compagnons que le hasard leur envoyait. Il y avait parmi eux des Valaques, des Serviens, des Bulgares, etc., et cependant la nationalité russe semblait se maintenir dans leur association.

Ainsi, dès que la guerre devint imminente entre la Russie et la Porte Ottomane, les Zaporogues se rapprochèrent de la frontière russe et des bou-

ches du Danube, en s'agglomérant surtout dans la Dobroudja, à la pointe septentrionale de la Bulgarie. Ils y furent suivis par la secte des Nekrassowtzy, qui étaient également d'origine russe et qui n'avaient jamais oublié la mère-patrie.

Le Gouvernement turc avait été averti de ce mouvement d'immigration lent et silencieux, auquel il n'avait pu s'opposer par la force; il n'avait pas songé à enrôler sous ses drapeaux ces hordes indisciplinées, mais il employa la ruse pour les retenir en Turquie et pour les empêcher d'apporter à leurs anciens compatriotes un concours peut-être utile et, dans tous les cas, une sorte d'exaltation morale et patriotique. On avait donc fait courir le bruit que toutes les troupes ottomanes se concentreraient autour des villes de Babadagh, de Matchine et d'Issaktcha, qui formeraient ainsi une ligne fortifiée capable d'arrêter l'armée russe.

Mais, avant que huit mille Turcs eussent été rassemblés sur cette ligne de défense, les Zaporogues avaient commencé à passer le Pruth, soit en barque, soit à la nage, pour se présenter, comme transfuges, aux établissements de quarantaine qui avaient été créés tout le long de la frontière russe, en prévision de la peste qu'on pouvait craindre de voir envahir d'un jour à l'autre les

Principautés danubiennes. Quant aux sectaires Nekrassowtzy, qui n'avaient pas moins bonne envie de rentrer en Russie, ils s'en abstinrent à regret, dans la crainte d'être emprisonnés et condamnés au supplice du knout, comme les en avait menacés Hassan-Pacha, qui voulait les emmener au delà des Balkans.

XCII

La guerre avait été entamée simultanément, sur une autre partie du territoire de l'Empire Ottoman, par une expédition maritime contre Anapa, une des forteresses les plus importantes de la mer Noire.

Cette forteresse, que la Russie avait déjà prise trois fois et que trois fois elle avait rendue généreusement à la Turquie en signant la paix, était, dans les circonstances présentes, un point indispensable à la sûreté des possessions russes du Caucase, et, en même temps, elle devait servir de base aux opérations de l'armée du général Paskewitch, qui allait commencer une campagne dans la Turquie d'Asie.

Anapa, entre les mains des Turcs, était un repaire de brigands et de corsaires : là se trouvaient à la fois l'entrepôt du butin que les montagnards

avaient pu faire dans leurs excursions et leurs rapines; le marché où ils vendaient leurs prisonniers comme esclaves; le bazar où se faisait le principal commerce de femmes circassiennes et géorgiennes, destinées à peupler les harems; le centre d'enrôlement de l'armée turque; l'arsenal des populations indisciplinables du Caucase, qui venaient y chercher de la poudre, des balles et des armes.

L'empereur Nicolas avait donc voulu que la prise d'Anapa fût un des premiers actes de représailles et de justice, qu'il fît exercer contre la Turquie.

Son aide de camp, le colonel Pérowsky, avait reçu l'ordre de partir de Taman, ville de Tauride, dès la fin du mois d'avril, avec un détachement d'infanterie, et de faire sa jonction avec les troupes de débarquement que l'escadre du vice-amiral Greig avait prises à Sébastopol pour les amener devant Anapa. L'aide de camp général prince Menchikoff avait le commandement en chef de l'expédition sur le littoral de la Grande-Abasie.

L'escadre, qui avait mis à la voile le 2 mai, fut retardée en mer par des vents contraires, des calmes et des brouillards : elle n'entra dans la rade d'Anapa, que le 14 mai. Le colonel Pérowsky était déjà arrivé avec son détachement, après avoir accompli le voyage le plus pénible et le plus dan-

gereux, et il dut encore déployer une grande habileté, pour se maintenir, pendant plusieurs jours, malgré les forces supérieures qui l'entouraient, dans la position qu'il avait occupée devant la place où commandait le pacha Osman-Oglou. Il ne put immédiatement communiquer avec l'escadre, que l'état de la mer empêchait d'approcher du rivage.

Enfin, le 18 mai, la mer et les vents s'étant calmés, la descente put s'effectuer sans obstacle sous la direction du prince Menchikoff. A mesure que les troupes de débarquement étaient mises à terre, elles engageaient le combat contre la garnison qui avait fait une sortie, soutenue par la cavalerie circassienne et par les montagnards que Pérowsky avait eu à combattre sans cesse en venant de Taman. L'ennemi fut repoussé avec perte, mais il continua de harceler les premiers travaux de siége, que le général prince Menchikoff avait fait commencer, pendant que son camp s'établissait solidement à douze cents pas environ des remparts de la ville : une batterie de mortiers et d'obusiers avait été dressée, et, sous la protection de cette batterie, un pont fut jeté sur la rivière qui séparait d'Anapa le corps des assiégeants.

Il y avait, entre ceux-ci et la garnison, des

engagements quotidiens et parfois sanglants : à la suite de ces sorties, qui se renouvelaient sans succès, les Turcs étaient vivement refoulés à coups de baïonnette derrière leurs lignes de défense.

Dans une attaque de la cavalerie circassienne, qui vint avec deux pièces de campagne se jeter sur le camp russe, un mouvement rapide du treizième régiment de chasseurs, commandé par le major Lissetsky, mit en pleine déroute les assaillants et les força de se retirer en perdant beaucoup de monde, entre autres un de leurs chefs les plus redoutables.

Cependant la ville d'Anapa, facilement ravitaillée par terre et par mer, défendue au dehors par une armée irrégulière qui s'augmentait et se renouvelait tous les jours, pouvait résister pendant des mois et des années. Le prince Menchikoff avait espéré l'emporter par un heureux coup de main; il changea de tactique et n'hésita pas à entreprendre un siége en règle, au moyen d'une ligne de circonvallation qui, traversant l'isthme sur lequel Anapa est assis, s'appuyait des deux côtés à la mer.

L'escadre du vice-amiral, dont les bâtiments étaient envoyés l'un après l'autre en croisière, capturait tous les navires qu'on expédiait de Tré-

bizonde avec des renforts et des munitions pour Anapa : elle fit ainsi plus de mille prisonniers, dans l'espace de peu de jours; mais elle se préparait à fournir une assistance plus efficace et plus décisive aux assiégeants.

Le 19 mai, elle vint se ranger en ligne de bataille devant les murailles d'Anapa et elle commença vers dix heures du matin une canonnade générale qui dura jusqu'à une heure de l'après-midi. La forteresse et les maisons de la ville eurent beaucoup à souffrir des bordées que leur envoyaient les vaisseaux, qui n'éprouvèrent que des dommages insignifiants, quoique les assiégés fissent le meilleur usage possible de leur artillerie. La mer devenait mauvaise : l'escadre se vit obligée de s'éloigner du rivage, en laissant le général prince Menchikoff continuer lentement mais sûrement les travaux du siége, que l'ennemi s'obstinait à inquiéter avec une énergie croissante, sans pouvoir les interrompre par ses attaques redoublées.

L'empereur se rendait bien compte des difficultés de ce siége, qu'il fallait poursuivre avec cinq ou six mille hommes d'infanterie, en tenant tête en même temps à une garnison nombreuse et à une véritable armée de campagne qui avait souvent à son service quatre ou cinq mille hommes d'excel-

lente cavalerie ; mais il n'en était que plus impatient de voir inaugurer par un brillant fait d'armes les opérations du corps d'armée détaché du Caucase, que l'aide de camp général Paskewitch d'Érivan devait conduire dans la Turquie d'Asie.

Paskewitch avait averti l'empereur, que cette expédition ne serait pas prête avant le milieu du mois de juin.

Le village de Houmra, sur la rivière de l'Arpatchaï, avait été choisi pour le rendez-vous de toutes les troupes destinées à entrer en Arménie : on y réunissait les magasins de l'armée, le service des transports, l'artillerie de siége et les hôpitaux militaires. Ce petit village, entièrement ruiné pendant la guerre de Perse, était devenu en quelques semaines un immense camp retranché, entouré de murs, de bastions et de fossés, et capable de résister à toutes les forces de l'armée turco-asiatique.

Cette armée était trois fois plus nombreuse que celle dont pouvait disposer le général russe; elle s'appuyait sur des places bien fortifiées, bien approvisionnées et bien gardées, telles que Kars, Akhalkalaka, Akhaltzik, etc. Mais elle ne pouvait déjà plus recevoir que par Trébizonde les renforts et les munitions dont elle aurait besoin, car la flotte

du vice-amiral Greig surveillait par des croisières tout le littoral, depuis Anapa jusqu'à Batoum, et les ports turcs de l'Abasie, de la Mingrélie, de l'Iméréthie et de l'Arménie allaient être fermés par le blocus maritime.

En parvenant à la frontière de son empire, Nicolas, malgré le vif désir qu'il avait de revoir l'impératrice et de la tirer d'inquiétude, s'était soumis aux prescriptions sanitaires que devaient subir tous les voyageurs à leur entrée en Russie. Il descendit de calèche à Vadoloï-Issaki et donna aux personnes de sa suite l'exemple de l'obéissance aux règlements de police, car il fit constater régulièrement, au bureau de santé, qu'il venait d'une localité où la peste n'existait pas, et il voulut ne pas être exempt des fumigations qu'on imposait à tous ceux qui sortaient des Principautés.

Il prit ensuite la route de Bender ; ce fut dans cette ville qu'il rejoignit l'impératrice, qui ne l'avait attendu que par déférence à l'égard de sa volonté. Elle y était arrivée le matin et elle avait dû se faire violence pour ne point aller au-devant de lui.

Elle le croyait malade, et elle ne fut pas trop rassurée en le voyant paraître encore pâle et défait des suites de sa grave indisposition.

L'empereur était pourtant assez bien rétabli,

pour pouvoir, peu de temps après son arrivée, donner audience au duc de Mortemart, ambassadeur de France, qui avait été envoyé en Crimée par son Gouvernement, pour suivre de plus près le cours des événements politiques et juger mieux du but réel que le tzar se proposait d'atteindre dans cette campagne de Turquie. Il ne devait pas retourner à Saint-Pétersbourg, tant que Nicolas resterait à la tête de ses armées.

C'était à coup sûr une mission très-singulière, que celle d'un ambassadeur étranger se portant ainsi dans le voisinage de la guerre, pour en épier la marche et pour en étudier les conséquences, sous prétexte de choisir le meilleur moment où il pourrait se poser en médiateur pacifique entre les deux parties belligérantes. Nicolas aurait eu le droit de s'offenser de cette espèce d'espionnage diplomatique et surtout de la défiance que ses alliés semblaient lui témoigner, car les Cours de l'Europe avaient voulu se faire représenter aussi par leurs ambassadeurs au quartier-général de l'empereur de Russie.

La réception de l'ambassadeur de France fut néanmoins très amicale, et l'empereur dit au duc de Mortemart, qu'il le remerciait d'être venu de si loin, avec l'intention de rester à Odessa pendant le

séjour de l'impératrice qui y prendrait les bains de mer.

— On reconnaît là, dit-il avec aménité, l'ancienne politesse française, et moi, Monsieur le duc, je compte bien venir vous faire une visite à Odessa, plus d'une fois, quand la guerre m'en laissera le loisir.

L'impératrice était fatiguée du long et pénible chemin qu'elle venait de faire pendant dix jours consécutifs; l'empereur n'avait pas moins qu'elle besoin de repos, cependant ils partirent ensemble, le soir même, pour Odessa, où ils étaient attendus depuis plusieurs jours.

Le retard de leur voyage avait fourni matière aux rumeurs les plus sinistres, d'autant plus qu'on disait déjà que la peste avait éclaté dans le camp russe sous les murs de Braïlow. Le 27 mai, vers quatre heures de l'après-midi, ils firent leur entrée dans la ville d'Odessa, par la barrière de Tiraspol.

Une foule immense, de toutes nations et de toutes classes, s'était portée à leur rencontre avec un ardent empressement; les rues étaient bordées de spectateurs; les fenêtres, les terrasses et les toits des maisons regorgeaient de monde : des acclamations vives et prolongées accueillirent le passage de Leurs Majestés qui allèrent descendre au

palais Worontzoff, où tout avait été disposé pour les recevoir. Les navires de guerre qui étaient dans le port annoncèrent l'arrivée de l'empereur et de l'impératrice, par des salves d'artillerie, au bruits desquelles se mêlaient les hourras des marins.

L'empereur parut, un instant, sur la terrasse du palais, et se montra au peuple qui manifestait par des cris de joie le bonheur qu'il avait de posséder les hôtes augustes que la Russie plaçait sous sa sauvegarde. Les anciens de la ville se rappelaient, avec émotion, qu'ils avaient reçu dans leurs murs le grand-duc Nicolas, onze ou douze ans auparavant.

Le soir, la ville entière fut illuminée, ainsi que les bâtiments russes ou étrangers, qui remplissaient le port et la rade : cette fête merveilleuse, à laquelle toute la population avait pris part, ne se termina que fort tard dans la nuit.

L'empereur avait été très touché de la réception sympathique que lui avaient faite les habitants d'Odessa; il crut pouvoir se dispenser de prendre une mesure qui eût été préjudiciable à leurs intérêts commerciaux, mais qui lui était commandée par les circonstances : il n'interdit pas encore, par ukase, comme on le craignait, l'expor-

tation des grains à Odessa et dans tous les ports de la mer Noire.

Cependant, les innombrables petits bâtiments, qui naviguaient sous pavillon neutre et de préférence sous pavillon grec, allaient dans les ports russes prendre des chargements de céréales, que l'on disait destinées à l'Italie, à la France, à l'Espagne, et qui étaient directement transportées à Bourgas ou à Constantinople, pour y être vendues aux Turcs. On obvia provisoirement, autant que possible, à cet inconvénient, par de sévères règlements de douane, car le commerce d'Odessa aurait beaucoup souffert, si l'ukase, qu'on annonçait comme signé, eût supprimé durant la guerre toute l'exportation des grains; en attendant, l'empereur avait ordonné que d'immenses achats de blé fussent faits sur le marché de cette ville, pour l'approvisionnement de l'armée russe.

Nicolas ne passa que deux jours auprès de l'impératrice; il quitta Odessa, dans la nuit du 30 mai, pour se rendre à Ismaïl, qui était le centre des dépôts et des services de l'armée. Il en fit lui-même l'inspection minutieuse et il resta jusqu'au lendemain dans cette ville transformée en arsenal et en magasin.

Avant son départ, il alla, en personne, dans les

bâtiments de la Quarantaine, où se trouvaient réunis douze ou quinze cents Cosaques Zaporogues avec leur hetman Gladky, qui demandaient à être rapatriés en Russie : à la vue de l'empereur, ils se prosternèrent tous la face contre terre, en faisant des signes de croix et en murmurant des prières accompagnées de bénédictions pour le tzar.

L'empereur leur ordonna de se relever et de se mettre en ligne devant lui : ces hommes, la plupart beaux et bien faits, portaient encore le costume national de l'ancien temps; on ne les avait pas désarmés, car on pouvait se fier à leurs intentions pacifiques et à leur dévouement.

L'empereur remit de sa main une médaille d'honneur en or portant son effigie, à l'hetman, en lui adressant quelques paroles bienveillantes pour ses frères d'armes. Cette marque de distinction accordée à leur chef les combla de reconnaissance et d'enthousiasme : ils jurèrent solennellement, en tirant leurs sabres, de servir avec zèle et fidélité, contre les musulmans, la Russie et son auguste souverain, qui désormais devenait le leur.

Nicolas, avant de quitter Ismaïl, visita les nouveaux ouvrages de la place, qu'on avait rendue imprenable, et une division de la flottille russe, qui, de concert avec les barques des Cosaques Zapo-

rogues, devait protéger les ponts jetés sur le Danube.

Les nouvelles que l'empereur recevait de Braïlow et d'Anapa étaient satisfaisantes.

Ici, le général Menchikoff, qui avait dû entreprendre un siége en règle, était déjà parvenu, au moyen d'une colonne mobile, à couper toute communication entre la place et les Circassiens, tandis que l'escadre du vice-amiral Greig bloquait la forteresse et s'emparait de tous les navires qui s'en approchaient avec des renforts ou des munitions de guerre.

Là, les travaux de siége étaient poussés avec vigueur, sous les yeux du grand-duc Michel.

Le grand-duc se transportait souvent vis-à-vis d'Issaktcha, à l'endroit où allait s'effectuer le passage du Danube; il se faisait accompagner, dans ces inspections, du chef de l'état-major général. C'était le comte de Diebitsch, qui, en l'absence de l'empereur, donnait des ordres et des instructions au nom de Sa Majesté, quoique le feld-maréchal comte de Wittgenstein conservât toutes les attributions de commandant en chef de l'armée russe dans les provinces de Moldavie et de Valachie.

L'empereur, qui se proposait d'assister en personne au passage du Danube, attendait avec impa-

tience que le génie militaire pût terminer les préparatifs de ce passage, retardés, sinon arrêtés, par un débordement extraordinaire du fleuve.

Une digue solide, œuvre vraiment gigantesque, avait été construite en peu de jours, à travers les marais, dans un espace de quatre werstes, et déjà on avait établi la tête du pont, que l'on voulait jeter à l'endroit le plus convenable au passage des troupes. Mais les Turcs avaient profité aussi de la crue des eaux, pour élever des retranchements sur la rive droite du Danube, laquelle présentait une chaîne de hauteurs boisées dominant la rive opposée, où le sol mouvant et marécageux se refusait à porter de l'artillerie, tandis que, sur la rive turque, trois batteries plongeantes assuraient à l'ennemi une position presque inattaquable, appuyée à gauche sur la ville fortifiée d'Issaktcha, à droite sur des marais impraticables.

Malgré le débordement du Danube, les travaux avaient continué du côté des Russes : la digue, longue de deux lieues, qui avait été fortement assise sur pilotis, aboutissait à un rempart en terre, derrière lequel les troupes devaient se masser à l'avance pour traverser le fleuve, sans avoir rien à craindre des boulets que les batteries turques voudraient leur envoyer avant le commencement de

l'action. Dès lors, le feu de ces batteries ne faisait pas beaucoup de mal aux pionniers russes, qui, cachés dans les joncs et plongés jusqu'au cou dans l'eau stagnante, travaillaient jour et nuit à préparer le passage de l'armée. Les pontons et les grosses barques, destinés à former instantanément un pont de bateaux, attendaient, à l'embouchure d'une petite rivière, qu'on leur donnât le signal d'entrer à la fois dans les eaux du Danube. La flottille russe et celle des Cosaques Zaporogues étaient à l'ancre près d'Ismaïl et se tenaient prêtes à remonter le fleuve, pour venir transporter d'un bord à l'autre les premiers pelotons d'infanterie sous le canon d'Issaktcha.

Les Turcs, de leur côté, ne se disposaient pas avec moins d'énergie à recevoir les assaillants, et l'on pouvait prévoir que la lutte serait vive de part et d'autre.

On avait raison de compter sur le concours dévoué des Cosaques Zaporogues et sur les services intelligents qu'on pouvait désirer d'eux : leur courage et leur intrépidité étaient connus de longue date, mais, en outre, ils avaient acquis, dans le cabotage qu'ils exerçaient à l'embouchure du Danube, une merveilleuse habileté à conduire leurs barques longues et légères, qu'ils manœuvraient à

la rame avec une adresse et une vigueur que n'eussent pas égalées les bateliers les plus expérimentés du Dnieper et du Volga.

C'était au général Toutchkoff, commandant d'Ismaïl, que revenait l'honneur d'avoir ramené les Zaporogues sous les drapeaux de la Russie. Il avait eu l'occasion de faire connaissance avec leur hetman Gladky, simple paysan de la Petite-Russie, que sa bravoure et son esprit supérieur firent distinguer de ses compagnons d'armes, qui l'avaient placé à leur tête, et du Gouvernement turc, qui l'avait nommé pacha.

La défection des Zaporogues était d'autant plus importante, que la Turquie les avait déjà employés avec succès dans la guerre de Grèce et qu'elle se proposait de mettre encore à l'épreuve leur bravoure et même leur férocité native, en les adressant au pacha de Silistrie, qui voulait faire d'eux le noyau de la garnison de cette ville, en prévision du siége qu'elle aurait à soutenir.

Le général Toutchkoff s'était donc abouché secrètement avec Gladky et lui avait offert les conditions les plus avantageuses, pour le déterminer à rentrer avec sa horde sous la domination russe. En effet, Gladky s'était mis à la tête de ses subordonnés et les avait conduits dans leurs barques jus-

qu'aux bouches du Danube : tout à coup, il fit descendre à terre tous ses hommes, qui n'avaient encore manifesté aucune répugnance à servir d'auxiliaires aux Turcs, et il leur exposa, avec une éloquence sauvage et naïve, combien ils seraient coupables devant Dieu s'ils trempaient leurs mains dans le sang des Russes, qui étaient leurs frères, et combien ils trouveraient d'avantages à implorer plutôt le pardon et la protection du tzar, leur maître légitime. A l'instant même, les Cosaques se prononcèrent, aux cris de : *Vive l'empereur!*

La visite que Nicolas leur avait faite dans les bâtiments de la Quarantaine et la distinction honorifique qu'il avait décernée à leur hetman en présence de toute sa troupe, achevèrent de rattacher les Zaporogues à la mère-patrie et d'en faire les alliés les plus fidèles et les plus redoutables de l'armée russe, pendant tout le cours de la guerre de Turquie.

XCIII

L'empereur était allé, le 31 mai, d'Ismaïl à Bolgrad, petite ville pauvre et mal peuplée, qui avait changé d'aspect, en devenant, pour ainsi dire, le quartier-général du troisième corps d'armée, commandé par le général Roudzewitch.

Ce corps d'armée, qui se composait de plus de cinquante mille hommes, était campé, à peu de distance de Bolgrad, le long du lac Yalpouk, au sommet d'une éminence qui s'abaissait en pente douce jusqu'à la ville et laissait ainsi un vaste espace ouvert aux exercices militaires. Cette immense agglomération d'hommes, admirablement rangés selon l'ordre des divisions auxquels ils appartenaient, s'augmentait encore d'une foule de vivandiers, de marchands et d'ouvriers de toute espèce, venus de tous pays et portant toutes sortes

de costumes : ce qui faisait que le camp de Satounowa, durant le jour, ressemblait à une cité active et populeuse.

C'était l'aide de camp général Benkendorff, qui, en sa qualité de chef des gendarmes et commandant du quartier-général de Sa Majesté, avait la haute surveillance de la police du camp, et, grâce à ses soins infatigables, l'ordre le plus parfait ne cessa de régner parmi cette population flottante et cosmopolite, que les troupes entraînaient après elles.

Le duc de Mortemart, ambassadeur de France, le lieutenant général Dornberg, envoyé du Hanovre, le major de Thun, envoyé du roi de Prusse, et nombre de personnages de distinction, représentants officieux des Cours étrangères, avaient accompagné l'empereur à Bolgrad, pour assister à la grande revue qui devait précéder le passage du Danube. Cette revue eut lieu, le 2 juin, avec beaucoup d'éclat.

Les septième, huitième et dixième divisions d'infanterie, avec leur artillerie à pied, et la cinquième division des hussards avec son artillerie à cheval, défilèrent devant l'empereur, dont la présence électrisait l'enthousiasme du soldat. La santé des hommes était excellente, leur tenue admirable,

l'état des chevaux très-satisfaisant : l'ardeur guerrière brillait dans tous les yeux; l'impatience de combattre animait tous les cœurs.

Il fallait attendre que les dispositions pour franchir le Danube sous le feu de l'ennemi fussent prises entièrement et que les eaux du fleuve commençassent à baisser.

Ce ne fut que dans la soirée du 7 juin, que l'empereur se rendit à l'endroit qu'on avait jugé le plus favorable pour le passage des troupes. Deux divisions du corps d'armée, aux ordres du général Roudzewitch, y étaient déjà réunies, et une brigade de chasseurs à pied, qu'on avait embarquée sur des navires marchands nolisés pour cette expédition, venait de remonter le Danube sans accident et de se joindre aux divisions du troisième corps.

L'empereur les passa en revue dans un profond silence, et les encouragea, en peu de mots, à se montrer dignes de leurs chefs; il donna lui-même des ordres pour le lendemain, et il dit au chef d'état-major de la seconde armée, Paul de Kisseleff, qu'il comptait sur lui, pour que le passage du fleuve s'effectuât avec succès, mais en sacrifiant le moins de monde possible.

Les eaux étaient toujours très-hautes et très-

rapides; l'ennemi ne paraissait pas soupçonner que les Russes osassent entreprendre de les traverser, soit à la nage, soit dans des barques. Les batteries des Turcs avaient même cessé de tirer.

Quatre Cosaques du Don acceptèrent la mission périlleuse d'aller reconnaître, sur la rive opposée, le point le plus propice au débarquement. L'empereur leur avait promis de les incorporer dans la garde, s'ils venaient à bout de leur entreprise hardie. Ils se jetèrent résolûment dans un petit canot, et on les vit s'éloigner, essayant de rompre le courant à force de rames; mais on ne les vit pas revenir, et l'on pensa que leur frêle embarcation avait chaviré, sinon qu'ils avaient été tués ou faits prisonniers, en arrivant à l'autre bord.

Cependant, tous les préparatifs étaient terminés, et les troupes, qui restèrent sur pied toute la nuit, savaient que l'attaque commencerait au point du jour.

L'empereur était allé au camp des régiments de Tchernigow et de Pultawa, qui avaient pris les armes pour le recevoir : un *Te Deum* solennel fut chanté, en sa présence, devant le front des régiments. Il se rendit ensuite sur une hauteur, au pied de laquelle s'ouvrait la digue qui conduisait au Danube, et il visita la batterie de vingt-quatre

pièces de canon, qui devait être démasquée, au premier signal.

La flottille russe, armée de petites pièces de campagne, remonta sans bruit le fleuve débordé et se rangea en ligne de bataille, à la tête de la digue; les chaloupes légères et plates, qu'on avait rassemblées dans les cours d'eau voisins, et celles des Cosaques Zaporogues, qui arrivaient d'Ismaïl, se tenaient prêtes à recevoir les troupes de débarquement.

Dès que l'aube parut, l'empereur, qui attendait l'heure, assis sur l'affût d'un canon et enveloppé dans son manteau, se leva tout à coup, en disant d'une voix calme et assurée : « Mes amis, la journée est à nous ! » Il ordonna de commencer l'attaque.

Aussitôt les vingt-quatre canons de la batterie russe grondèrent à la fois, et la flottille ouvrit son feu contre les retranchements des Turcs.

Ceux-ci coururent aux armes, en poussant de grandes clameurs, et leurs batteries répondirent sans interruption à la canonnade, qui avait pour objet de détourner leur attention, plutôt que de causer des dommages sérieux à leurs ouvrages de défense; ils ne pouvaient pas croire, en effet, que les Russes, qui, la veille encore, n'avaient pas

d'autres bâtiments de transport que leur flottille canonnière, fussent prêts à traverser le Danube, dont la largeur avait plus que doublé par suite du débordement, et dont les eaux profondes roulaient avec l'impétuosité d'un torrent.

Mais déjà les chasseurs s'étaient jetés dans des barques et s'efforçaient de les pousser au large, en les dirigeant vers l'autre bord; leur exemple fut imité par les Cosaques Zaporogues, que leur hetman commandait en personne, et qui, grâce à l'excellente manœuvre de leurs embarcations, abordèrent, les premiers, sur la rive occupée par les Turcs; ils s'y trouvèrent engagés au milieu des joncs et des marécages.

Le chef de l'état-major, Paul de Kisseleff, qui s'était porté garant du succès de l'entreprise, s'aperçut que le courant emportait les barques chargées de troupes vers un endroit du fleuve où atterrir serait impossible; il vit aussi l'embarras dans lequel se trouvaient les Zaporogues, qui, ayant débarqué en plein marais, ne pouvaient plus avancer ni reculer, sous un feu meurtrier; il reconnut, d'un autre côté, les quatre Cosaques du Don, qui avaient traversé le fleuve, la veille au soir, et qui avaient passé la nuit sur la rive turque : ces braves gens lui faisaient signe de venir à eux.

S'élançant dans une barque, avec quelques officiers, il se fit conduire vers un autre point de la rive, où il jugeait devoir aborder plus facilement; le prince Gortchakoff et d'autres officiers supérieurs le suivaient : ils arrivèrent ainsi, à travers une grêle de balles, dans des bas-fonds où leurs barques restèrent engravées.

Paul de Kisseleff n'hésita point à entrer dans l'eau jusqu'à la ceinture, pour gagner le bord : son exemple électrisa chefs et soldats; tous s'élancèrent à sa suite, marchant dans la vase qui menaçait de les ensevelir, se frayant un chemin parmi les roseaux et les broussailles, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé un terrain solide et découvert où ils pussent se former en bataille, sans avoir encore fait usage de leurs armes; ce fut à coups de sabre qu'ils repoussèrent d'abord les Turcs, dont ils étaient entourés, et qui fondaient sur eux, avec des cris terribles.

L'empereur, voyant les efforts inouïs que faisaient ses troupes pour aborder et se maintenir de l'autre côté du fleuve, courut lui-même à la batterie, pour donner des ordres et faire changer la direction des pièces, qui commencèrent à tirer dans la masse des Turcs, vingt fois plus nombreux que leurs adversaires.

L'empereur se porta sur une éminence, avec son état-major, afin de mieux apprécier l'effet de la canonnade. A peine avait-il quitté la batterie que les boulets ennemis vinrent se loger à la place même qu'il occupait un moment auparavant, et qu'il avait refusé d'abandonner, malgré les instances du comte de Diebitsch.

Alexandre Benkendorff avait été forcé de s'éloigner, en ce moment, car l'empereur lui avait donné l'ordre d'aller prendre le commandement de la flottille, à la place du capitaine de bas-bord Panaïotti, qu'on disait grièvement blessé; mais la blessure de ce brave marin ne l'empêcha pas de rester à son poste et de conserver son commandement.

La flottille s'était approchée, et son feu convergeait, avec celui de la batterie, sur la position que les Turcs n'essayèrent pas longtemps de défendre. Ils étaient déjà en pleine retraite sur Issaktcha, lorsque huit bataillons russes furent débarqués avec plusieurs pièces de canon.

Ces derniers n'attendirent pas que les batteries de l'ennemi eussent cessé leur feu, pour se mettre à la poursuite des Turcs, qui se retiraient précipitamment en abandonnant une partie de leur artillerie; mais ils furent arrêtés tout à coup par l'explosion d'une mine qui fit une foule de victimes,

la plupart appartenant aux Turcs. Le bruit courut pourtant qu'un bataillon entier de chasseurs avait péri.

L'empereur, sans se préoccuper de sa sûreté personnelle, car le feu des batteries turques n'était pas encore éteint, courut vers le bord du fleuve où l'on rapportait les blessés, dont quelques-uns avaient été horriblement mutilés par l'effet de la mine : il les recevait lui-même, avec la sollicitude d'un père; il leur prodiguait les consolations les plus touchantes, les soins les plus délicats : il se détournait, par intervalle, pour essuyer les larmes dont ses yeux se remplissaient.

Mais déjà, vers onze heures du matin, on était maître de toute la rive opposée; les batteries turques avaient été réduites au silence : on ne trouva que des morts et des mourants dans les redoutes, qui livraient au pouvoir des Russes un grand nombre de canons, de mortiers et d'obusiers, et un amas considérable de munitions.

La forte position que l'ennemi venait d'abandonner fut immédiatement occupée par les troupes victorieuses, qui, au lieu de se reposer, travaillèrent sur-le-champ à s'y fortifier.

L'empereur avait ordonné qu'on se hâtât d'établir un pont, qui ne pouvait être achevé, disait-on,

que dans deux ou trois jours, au plus tôt, pour le passage du reste de l'armée : en attendant, les embarcations transportaient d'un bord à l'autre le plus de monde qu'elles en pouvaient contenir.

On craignait un retour offensif des forces musulmanes, qui n'avaient peut-être pas renoncé à envelopper et à écraser le petit nombre d'adversaires qu'elles auraient à combattre, avant que le corps d'armée du général Roudzewitch eût traversé le Danube ; on ne s'expliquait pas pourquoi les Turcs, ordinairement si courageux et si opiniâtres, avaient lâché pied presque sans résistance, quoique l'explosion de leur mine et la batterie russe leur eussent tué plus de trois cents hommes ; les Russes n'en avaient perdu que soixante.

Quand l'empereur vit reparaître devant lui Paul de Kisseleff, l'uniforme mouillé et couvert de boue, il lui cria de loin :

— Je sais de vos nouvelles ; c'est vous qui avez passé le premier et montré le chemin aux autres.

— Non, sire, répondit avec une noble franchise le chef de l'état-major de la deuxième armée, ce sont nos quatre Cosaques qui étaient partis en barque, hier à minuit, et qui nous attendaient de l'autre côté du Danube.

L'empereur embrassa cordialement Paul de Kisseleff et lui adressa, devant tous les assistants, de flatteuses félicitations. Par un ukase, daté de ce jour, Paul de Kisseleff fut promu au grade de lieutenant-général, en conservant sa place d'aide de camp général de l'empereur et ses fonctions de chef d'état-major de la deuxième armée.

Les quatre Cosaques du Don, qui avaient, en effet, avant tout le monde, mis le pied sur la rive turque, reçurent la croix de soldat de Saint-Georges et entrèrent dans la garde. La belle conduite de l'hetman des Cosaques Zaporogues avait été signalée aussi à l'empereur, qui, le soir même, le nomma colonel et le décora de la croix d'officier de l'ordre de Saint-Georges, en lui donnant dix croix de soldat dudit ordre à distribuer parmi ses hommes.

Il y eut quelques autres promotions parmi les chefs qui avaient pris une part active aux opérations de la journée. Ainsi, l'empereur alla en personne s'informer des nouvelles du capitaine Panaïotti, qui, quoique blessé, n'avait pas voulu quitter le commandement de la flottille.

— Dépêchez-vous de vous guérir, Monsieur le capitaine de haut-bord, lui dit-il en lui attachant sur la poitrine une nouvelle décoration : nous

avons encore besoin de vous, et les braves de votre trempe sont rares, même en Russie.

Au reste, de l'avis des meilleurs officiers, le succès de cette brillante affaire revenait, en partie, à l'empereur lui-même, qui avait réellement commandé en chef, bien qu'il eût ordonné, par un ukase du 14/26 mai, que, malgré sa présence à l'armée, le feld-maréchal comte de Wittgenstein conservât l'autorité et les prérogatives du commandement suprême des troupes en campagne.

Le passage du fleuve continua toute la nuit. On avait vu des tourbillons de flamme et de fumée s'élever autour de la forteresse d'Issaktcha. On apprit bientôt que, dans leur retraite, les troupes turques, que commandait Hassan-Pacha, n'avaient plus écouté la voix de leurs chefs et s'étaient précipitées sur la ville pour la piller et la détruire, mais que, n'ayant pu y pénétrer, elles avaient mis le feu aux faubourgs et qu'elles se dispersaient dans toutes les directions.

Le lendemain, 9 juin, Nicolas, impatient d'aller en personne remercier ses soldats, qui avaient si bien fait leur devoir, et de visiter le théâtre de ce beau fait d'armes, voulut passer sur l'autre rive du Danube, où l'on préparait, par ses ordres, le

siége d'Issaktcha. Il demanda la chaloupe de l'hetman des Cosaques Zaporogues.

L'hetman Gladky, portant déjà les épaulettes de colonel et la croix d'officier de l'ordre de Saint-Georges, vint se mettre à la disposition de l'empereur, qui, accompagné de deux généraux, monta dans la barque conduite par les dix Cosaques, auxquels avaient été donnée, la veille, la décoration de Saint-Georges. Trois d'entre eux étaient blessés, mais ils ne maniaient pas leurs rames avec moins d'adresse et de vigueur; l'hetman se tenait au gouvernail.

Ainsi, le souverain de la Russie osait se mettre, en quelque sorte, à la merci de ces hommes, qui, trois semaines auparavant, étaient encore ses ennemis implacables, et leur chef, qui était tout à l'heure au service de la Porte, en qualité de pacha à deux queues, n'avait qu'à faire donner quelques coups de rames, s'il eût pensé à trahir son nouveau maître, pour le livrer aux Turcs, sous les remparts de la forteresse d'Issaktcha!

Mais, au contraire, l'hetman et ses Cosaques furent profondément touchés de cette marque de confiance que le tzar daignait leur accorder; ils s'écriaient avec enthousiasme, en ramant : « Nous sommes à toi, notre père! Nous sommes à toi, non-

seulement tous les dix que voilà, mais encore tous nos autres camarades sans exception! Notre cœur, notre sang, notre vie, tout est à toi! »

L'empereur, en débarquant, fut reçu par le feld-maréchal comte de Wittgenstein et le lieutenant-général Paul de Kisseleff; il visita avec eux toutes les positions que l'ennemi avait occupées la veille, et il s'étonna davantage de la victoire si prompte et si peu sanglante que ses troupes avaient obtenue.

Ce fut en souvenir de la journée du 8 juin, que, suivant un vieil usage, qui s'est conservé seulement dans les armées russes, il donna au comte de Wittgenstein un des canons pris à l'ennemi.

L'empereur envoya dire à Eyoub-Pacha, commandant d'Issaktcha, qu'il lui conseillait d'accepter une bonne capitulation, et qu'il lui accordait vingt-quatre heures pour réfléchir. Puis, il remonta dans la barque de l'hetman des Cosaques Zaporogues, et celui-ci le ramena sur l'autre bord, en tenant le gouvernail et en dirigeant la manœuvre des dix rameurs, qui répétaient avec des hourras joyeux : « Nous sommes à toi, notre père, à toi, à toi, à toi! »

Le 10 juin, le pacha d'Issaktcha fit savoir au quartier-général russe, qu'il était décidé à rendre

la place, mais qu'il demandait un sursis : on lui signifia que le délai, que l'empereur lui avait accordé, expirerait le lendemain, à dix heures du matin.

Le débarquement des troupes n'avait pas cessé un instant, et il y avait alors huit ou dix mille hommes sur la rive turque ; le pont, dont les travaux s'exécutaient avec une merveilleuse activité, devait être bientôt achevé, et l'on attendait, d'une heure à l'autre, que le transport de l'artillerie de siége et des approvisionnements pût s'effectuer, avant le passage du reste de l'armée.

L'empereur avait déjà fait placer sa tente de l'autre côté du Danube, et le camp de Satounowa, qui allait être levé dans peu de jours, devait suivre le quartier-général de l'empereur, sous les murs d'Issaktcha, et ensuite sur la route de Babadagh.

On doutait, cependant, que la forteresse d'Issaktcha ouvrît ses portes, sans avoir au moins fait un semblant de résistance : la garnison était nombreuse et composée de troupes d'élite ; Eyoub-Pacha, qui commandait la place, ne manquait ni de courage, ni d'habileté, et il avait auprès de lui, pour soutenir sa résolution, Hassan-Pacha, qui s'était retiré dans Issaktcha, à la suite de la dispersion de l'infanterie turque, qu'il n'avait pu

retenir sous ses drapeaux, après le passage du Danube par les Russes.

Deux divisions russes reçurent l'ordre, dans la matinée du 11 juin, de cerner la ville et de porter les avant-postes le plus près possible des murailles, qui paraissaient abandonnées, car on y voyait à peine, çà et là, quelques turbans, et les canonniers n'étaient pas à leurs pièces.

L'empereur parcourait à cheval la chaîne des avant-postes, quand deux parlementaires ottomans vinrent lui annoncer que le commandant de la place acceptait ses conditions, quelles qu'elles fussent, et déclarait qu'il était prêt à lui remettre les clefs de la forteresse. La capitulation fut signée deux jours après : la garnison avait obtenu la permission de sortir avec ses armes et de se retirer, en pleine liberté, mais en laissànt tout le matériel de guerre.

Les deux pachas, qui étaient également libres et dégagés de toute promesse humiliante, demandèrent à être présentés à l'empereur de Russie, avant leur départ, et ils n'eurent qu'à se louer de l'accueil honorable et gracieux que leur fit l'auguste vainqueur.

— Je vous remercie, leur dit Nicolas, de m'avoir épargné les lenteurs d'un siége, car j'avais

besoin de cette place, qui est saine et bien située, pour y établir le dépôt de mes blessés.

En effet, il avait déjà donné des ordres pour qu'on y transportât les blessés et les malades, qui étaient dans les ambulances. On trouva, dans la forteresse, laquelle aurait pu tenir deux mois, et peut-être davantage, quatre-vingt-cinq pièces de canon, dix-huit drapeaux et une énorme quantité de munitions, de vivres et de matériel. La population d'Issaktcha, qui se réjouissait d'être préservée des calamités d'un siége, loin de considérer comme nationale et religieuse la guerre que la Turquie avait à soutenir, accourut avec empressement au-devant des Russes, que les deux pachas introduisirent eux-mêmes dans la ville, où toutes les boutiques restaient ouvertes, et où les habitants faisaient le meilleur accueil aux nouveaux venus, en se félicitant de passer sous la domination du tzar.

Ces malheureux pachas, qui s'étaient loyalement conduits, quoique avec un peu de mollesse, et qui n'avaient capitulé que pour céder aux vœux de la population d'Issaktcha, eurent l'imprudence de retourner à Constantinople, et le sultan leur fit trancher la tête.

XCIV

Les opérations du siége d'Anapa et celles du siége de Braïlow marchaient plus lentement, mais aussi à travers des difficultés qu'on n'avait pas prévues, et qui semblaient s'accroître avec l'énergie des défenseurs de ces deux places fortes.

A Braïlow, les travaux des assiégeants suivaient leur cours régulier et méthodique, malgré les sorties fréquentes de la garnison, malgré l'intelligente direction du feu des remparts.

Nicolas n'avait pas voulu revenir sous les murs de cette place, pour laisser à son frère bien-aimé tout l'honneur de la première entreprise militaire que le grand-duc Michel avait à conduire en personne, comme grand-maître de l'artillerie et inspecteur du corps du génie.

C'était le grand-duc, en effet, qui, depuis le départ de l'empereur, présidait seul à toutes les disposi-

tions de l'attaque. Il avait fait demander à Ismaïl une flottille, destinée à intercepter toute communication entre la forteresse et la rive opposée du Danube, et à détruire, s'il était possible, la flottille turque, dont le feu incommodait les travailleurs et balayait sans cesse la tranchée.

La flottille russe, commandée par le capitaine de vaisseau Zavadowsky, venait enfin d'arriver, lorsqu'on commençait l'ouverture de la troisième parallèle et qu'une bombe, lancée dans la forteresse, avait fait sauter un magasin à poudre : huit cents hommes de la garnison firent une sortie en masse sur une des batteries du flanc gauche, mais ils furent repoussés à la baïonnette par le major Gousseff, à la tête de deux compagnies de chasseurs, qui défendaient la batterie menacée.

La sape s'approchait tous les jours davantage des murailles, et, dans la nuit du 7 juin, elle avait atteint le fossé, sans que les assiégés s'en fussent aperçus. Ils avaient assez à faire pour répondre au feu continuel du front d'attaque, qui avait démonté la moitié de leurs pièces, tué ou blessé la plupart de leurs artilleurs. Cependant, on ne remarquait pas encore la moindre hésitation dans la résistance de la garnison. Le pacha Soliman, qui commandait dans Braïlow, était d'un caractère

inflexible et d'une rare intrépidité : on devait s'attendre à ce qu'il se défendît jusqu'à la dernière extrémité.

A peine était-on parvenu à éteindre le feu d'un bastion, que de nouveaux canons et de nouveaux canonniers reparaissaient, comme par enchantement, aux embrasures du fort à moitié écroulées, et ne cessaient d'envoyer une grêle de boulets et de mitraille sur les batteries russes, où l'armée de siége perdait beaucoup de monde. Le corps du génie et de l'artillerie eut à regretter ainsi plusieurs officiers distingués, entre autres le capitaine Joukanoff.

Le grand-duc Michel, depuis son arrivée au camp de blocus, n'avait pas craint de s'exposer sans cesse, comme le dernier de ses soldats, à tous les périls, à tous les hasards de la guerre; non-seulement il surveillait en personne les travaux qu'il faisait exécuter devant le front d'attaque, travaux que rendait plus lents et plus pénibles le manque de matériaux qu'on allait chercher à une grande distance, mais encore il visitait jour et nuit, sous le feu des Turcs, les tranchées, où plus d'une fois des hommes furent atteints à ses côtés. Il encourageait tout le monde, par sa présence, par son sang-froid et par sa gaieté; il donnait des

soins aux blessés, et quoiqu'il fût toujours très-minutieux et très-sévère pour les détails de service, il se faisait aimer des troupes, qui admiraient son ardeur militaire et sa bravoure.

La flottille russe, que les vents contraires avaient empêchée, pendant plusieurs jours, de venir en aide aux assiégeants, réussit à couper complétement les communications entre la forteresse et la rive droite du Danube, détruisit, le 9 juin, une partie de la flottille turque et demeura seule maîtresse du fleuve.

Achmet-Bey, qui commandait la flottille ennemie, avait été tué d'un coup de feu, lorsqu'il cherchait à regagner Braïlow, dans une petite barque, après avoir vu couler et incendier la plupart de ses canonnières ; quelques-unes seulement, très-maltraitées, parvinrent à se réfugier dans le port militaire, sous le canon de la place.

Il ne restait plus qu'à ouvrir la brèche et à tenter l'assaut. Trois mines avaient été pratiquées avec succès sous les trois bastions qui faisaient face au front d'attaque : ces mines devaient jouer simultanément, au moment où les troupes s'élanceraient hors de la tranchée pour courir aux brèches.

Le grand-duc Michel ne s'était résolu cependant

à donner l'assaut, qu'après avoir adressé plusieurs sommations au pacha Soliman, pour l'inviter à se rendre, en lui offrant une capitulation honorable, et cela sans succès.

Depuis plusieurs jours, la garnison avait l'air de se préparer à repousser une attaque générale, quoiqu'elle ignorât l'existence des trois mines qu'on achevait de charger : le bombardement et la canonnade ne se ralentissaient pas du côté des assiégeants.

Dans la nuit du 15 juin, les dernières dispositions avaient été prises, sous les yeux du grand-duc Michel, qui parcourut les tranchées et osa pénétrer jusqu'au fond des galeries de mines, afin de s'assurer, par lui-même, que tout était prêt. Les brigades, que commandaient le général-major baron Ludinghausen-Wolf et le général-major Timrott, étaient désignées pour s'avancer par colonnes, partagées en quatre échelons, et pour monter à l'assaut dès que les brèches seraient ouvertes.

A neuf heures du matin, les batteries se turent tout à coup; il y eut un intervalle de silence et d'attente; puis, trois fusées, qui partirent successivement, donnèrent le signal de l'explosion des mines : mais deux mines seulement éclatèrent

presque à la fois; la troisième, celle du centre, qui devait compléter l'effet des deux autres, ne s'alluma point, car l'officier qui devait y mettre le feu avait été enseveli sous les décombres.

Des tourbillons de fumée et de poussière s'élevaient dans les airs et ne permettaient pas de distinguer si la brèche était praticable. Les volontaires de la colonne, qui avaient obtenu l'honneur de monter les premiers à l'assaut, arrivèrent, en courant, à la brèche du second bastion, et se trouvèrent en face d'un escarpement tout à fait inaccessible.

La mine n'avait fait tomber que quelques pans de mur dans le fossé, à droite de l'attaque; à gauche, les terres de la contrescarpe, en s'éboulant, avaient comblé une partie du fossé; au centre, les remparts n'offraient pas d'autre brèche que celle qu'y avait faite la canonnade : il était donc absolument impossible de parvenir, sans échelles, au sommet de l'enceinte fortifiée, et l'on n'avait pas même prévu que les échelles fussent nécessaires.

Les colonnes d'attaque, néanmoins, généraux et officiers en tête, essayèrent de gravir, en s'aidant des pieds et des mains, et en s'animant l'un l'autre, une partie du rempart où la brèche semblait plus

abordable. Cent vingt volontaires, qui avaient fait serment d'entrer dans la place, parvinrent à escader la plate-forme et à se glisser par les embrasures; mais, ne pouvant être secourus, ils furent accablés par le nombre et périrent tous, à l'exception d'un bas-officier, qui s'échappa et se jeta dans le Danube.

Pendant que les assiégeants faisaient des efforts héroïques pour arriver jusqu'à l'ennemi et le combattre corps à corps, les Turcs avaient garni le sommet des bastions et des courtines, et fusillaient, à bout portant, cette mêlée d'officiers et de soldats, qui ne songeaient même pas à se défendre, et qui venaient se briser contre un obstacle insurmontable.

Le grand-duc Michel fit sonner la retraite, et les bataillons, qui ne cessaient qu'à regret une attaque où toute leur bravoure eût été impuissante, se reformèrent en bon ordre, sous le feu plongeant des canons de la citadelle, pour rentrer dans la tranchée, en rapportant leurs blessés et leurs morts. Six cent quarante soldats et sous-officiers avaient été tués; le nombre des blessés s'élevait à quatorze cents, parmi lesquels se trouvaient les généraux-majors Ludinghausen-Wolff et Timrott, qui succombèrent le lendemain à leurs blessures,

le général-major Stépanoff, seize officiers supérieurs et soixante-quinze officiers, qui avaient bravement donné l'exemple à leurs soldats.

Les assiégés avaient salué par des cris de victoire la retraite des colonnes d'attaque, contre lesquelles ils dirigèrent tout leur feu; ils firent successivement six sorties, pour enfoncer les bataillons qui se pressaient à l'entrée de la troisième parallèle, et pour pénétrer avec eux jusqu'à leur place d'armes; mais ils furent chaque fois repoussés, avec une perte considérable, par le régiment d'infanterie de Kasan, que commandait l'intrépide général-major Poleschka.

— Mes amis, réservez-vous pour demain! disait le grand-duc Michel, dont la présence relevait le moral des troupes attristées et découragées de cet échec; vous avez fait tout ce qu'il était possible de faire et je vous en remercie; mais, demain, je marcherai à votre tête et nous prendrons notre revanche.

Le siége d'Anapa, d'après les dernières nouvelles transmises à l'empereur, ne touchait pas encore à son terme, quoique le prince Menchikoff eût toujours conservé l'avantage.

Le 30 mai, les assiégeants avaient eu à repousser une sortie générale de la garnison, soutenue

par quelques milliers de montagnards. Le chef de ces derniers avait été tué avec ses meilleurs cavaliers, et la garnison, sans avoir eu le temps de faire usage des cinq pièces de canon qu'elle amenait avec elle, lâcha pied devant une charge vigoureuse à la baïonnette. Une des cinq pièces de canon resta entre les mains du jeune comte Tolstoï, aide de camp de l'empereur, lequel était accouru avec vingt Cosaques qui sabrèrent et mirent hors de combat les canonniers turcs.

Cette brillante affaire avait fait disparaître les montagnards, et le blocus semblait définitif. L'escadre avait coulé à fond trois bâtiments sur dix qui étaient à l'ancre sous le canon de la place; trois autres de ces bâtiments furent, la nuit du 1er juin, enlevés à l'abordage par des chaloupes armées, et remorqués jusque dans la rade. Les travaux de siége ne devaient plus être interrompus, malgré la tentative désespérée que firent les montagnards, le matin du 9 juin, pour obliger les assiégeants à se rembarquer précipitamment et à renoncer à leur entreprise.

Quatre ou cinq mille cavaliers, sous la conduite de plusieurs princes circassiens, menacèrent d'envelopper la colonne mobile qui avait pour mission de protéger le camp russe; en même temps, mille

cinq cents hommes de la garnison sortirent de la forteresse et s'élancèrent contre le front d'attaque du prince Menchikoff; mais une manœuvre habile coupa la retraite aux Turcs, qui furent chargés à la baïonnette et jetés à la mer, ou atteints par le feu des chaloupes le long du rivage et forcés de s'enfuir à travers les montagnes, sans pouvoir rentrer dans la forteresse, tandis que les montagnards étaient dispersés et poursuivis par l'infanterie, qui avait repris l'offensive, après avoir paru céder au premier choc.

Depuis cette victoire décisive, le prince Menchikoff avait achevé d'établir une forte ligne de circonvallation, qui s'appuyait par un de ses flancs au rivage de la mer et qui traversait le promontoire où est assise la ville d'Anapa. Les ouvrages qu'il fallait exécuter, pour pousser les approches jusqu'au glacis, se poursuivirent dès lors en pleine sécurité, car on n'avait plus à craindre aucune attaque sur les derrières de la position.

Les assiégés n'opposaient qu'une fusillade impuissante à la marche régulière et fatale des tranchées : les pièces de canon qu'ils essayaient de diriger contre les travailleurs étaient presque aussitôt démontées par les batteries de siége, qui avaient déjà pratiqué une large brèche dans les deux

bastions et la courtine, où l'on devait livrer l'assaut, tandis que l'escadre du vice-amiral Greig continuait à envoyer des bombes dans la place.

Cependant la garnison, qui comptait encore plu de trois mille hommes, ne semblait pas disposée à se rendre et attendait toujours une puissante diversion que la flotte turque viendrait opérer en attaquant l'escadre russe : aussi, les sentinelles, du haut des remparts, signalaient la moindre voile qu'on voyait apparaître à l'horizon, et ce n'étaient d'ordinaire que des frégates détachées de l'escadre de blocus pour faire la chasse aux transports et aux navires marchands de la marine turco-asiatique.

Après la reddition d'Issaktcha, où l'empereur avait fait établir des hôpitaux et transporter les blessés et les malades qui n'étaient pas encore nombreux, le troisième corps d'armée avait commencé aussitôt son mouvement, dans le Dobrudja, en dirigeant son avant-garde et son corps de bataille sur Babadagh, dans le voisinage de Kustendgi, tandis que trois divisions, commandées par les lieutenants-généraux Bartholomey, Ouchakoff et Madatoff, allaient investir Toultcha, Matchine et Hirsova.

L'armée turque s'était retirée en jetant des ren-

forts dans toutes les places du Dobrudja, et elle ne paraissait pas vouloir tenir la campagne en ce pays de plaines immenses, arrosé par de petites rivières et coupé par des marais, profonds dans la saison des pluies, pestilentiels dans la saison des chaleurs.

Il était indispensable pourtant que l'armée russe s'assurât d'abord la possession de cette langue de terre qui se prolonge, entre le Danube et la mer, depuis Rassova où le fleuve, en se rétrécissant tout à coup, se dirige du sud au nord, jusqu'à Braïlow, où le fleuve reprend, avec sa largeur, son cours naturel de l'ouest à l'est et va, par cinq embouchures, se jeter dans la mer Noire. Les places fortifiées, qu'on devait enlever aux Turcs, n'étaient pas la seule défense du pays, qui se protégeait lui-même, en quelque sorte, par son insalubrité permanente, et les Turcs, il faut le dire, avaient compté sur ce redoutable auxiliaire. Mais l'occupation du Dobrudja, malgré les épidémies qu'on allait y affronter, n'en était pas moins nécessaire aux Russes, pour pouvoir compter sur la coopération de leur flotte et pour mettre, au besoin, le troisième corps d'armée en communication directe avec le septième qui assiégeait Braïlow et avec le sixième qui rayonnait au centre de la Va-

lachie, avant de se porter sur le haut Danube.

Ce plan d'opérations s'exécutait avec autant de vigueur que de promptitude.

Dans la matinée du 12 juin, le quartier-général de l'empereur avait été transporté sous les murs d'Issaktcha, pendant que les troupes du troisième corps d'armée, qui se trouvaient encore sur la rive gauche du Danube, traversaient, avec leur artillerie et leurs bagages, le pont solide qu'on avait construit à demeure pour établir une communication sûre et facile entre les deux rives pendant toute la durée de la guerre.

Lorsque l'empereur arriva dans son nouveau camp, il y était attendu par une députation des Moldaves, qui habitaient les environs du couvent de Saint-Nicolas, situé à peu de distance de la ville, et qui venaient se placer sous la protection de Sa Majesté en lui présentant le pain et le sel. L'empereur les accueillit avec bonté et donna des ordres, pour que le couvent et les populations voisines fussent l'objet d'égards tout paternels de la part des autorités militaires.

Bientôt après, on amena en sa présence un des jeunes officiers français qui avaient obtenu par une faveur exceptionnelle la permission de faire la campagne en qualité de volontaires à la suite de

l'armée russe. C'était le marquis Henri de la Rochejacquelein, qui avait eu l'honneur d'être reçu par la famille impériale à Saint-Pétersbourg, avant le départ de l'empereur, et qui avait conquis dès lors, par son air noble et sa belle tournure comme par l'éclat militaire de son nom, les sympathies de la cour et de l'armée.

Dans un combat d'escarmouche que l'avant-garde du lieutenant-général Rudiger avait livré la veille à un détachement turc qui se retirait avec précipitation sur la route de Kustendgi en se repliant sur Tchernovoda, Henri de la Rochejacquelein s'était emparé du premier drapeau qu'on eût encore pris à l'ennemi sur le champ de bataille, et il venait présenter ce drapeau à l'empereur, qui lui fit l'accueil le plus cordial, en lui disant gracieusement :

— Monsieur le marquis, je vous remercie de vouloir bien me servir, de même que vous serviriez mon frère le roi de France ; mais, au nom de Dieu, ménagez-vous et ne vous exposez pas, comme si vous aviez dix vies à perdre; songez que je suis presque responsable de votre existence vis-à-vis de votre souverain et de votre pays. Tâchez d'être moins téméraire, en vous montrant toujours aussi brave.

Le lendemain, l'empereur se mit en marche pour porter plus avant son quartier-général dans la direction de Babadagh.

Il était à cheval, en tête de la colonne, accompagné du général Benkendorff et suivi de son état-major. Une pluie, drue et persistante, tombait depuis la veille, et ne répandait dans l'air aucune fraîcheur; la température devint accablante, lorsque le soleil darda ses rayons dans cette atmosphère humide. L'empereur seul semblait ne pas même s'en apercevoir; il continuait à s'entretenir avec Benkendorff, en avançant toujours.

Autour de lui, on souffrait de la soif, de la chaleur et de la fatigue, mais personne n'osait se plaindre, en voyant que le monarque donnait à tous l'exemple de la résignation passive.

On passa, sans s'arrêter, par plusieurs villages que leurs habitants avaient abandonnés. Quelques pauvres fugitifs, que les Cosaques avaient trouvés cachés dans les bois, racontèrent que Hassan-Pacha, en s'enfermant dans Issaktcha, après avoir mollement disputé aux Russes le passage du Danube, avait envoyé, dans tout le Dobrudja, des bandes de cavalerie qui forçaient les paysans, bulgares, chrétiens et mahométans, à quitter leurs maisons avec leurs familles, leurs troupeaux et le

peu qu'ils pouvaient emporter. Le pays avait été changé ainsi en désert, et les nuages de fumée, qui s'élevaient au loin sur tous les points de l'horizon, annonçaient que les Turcs avaient mis le feu aux habitations isolées ou agglomérées, qui pouvaient offrir des ressources à l'armée russe.

L'empereur traversa, sans rencontrer un seul ennemi, le long défilé qui se déroule entre des bois et des montagnes jusqu'au village de Frikatchi-Diré, où il n'y avait plus une âme. Il fit établir son camp sur une hauteur voisine et il y passa la nuit. Au point du jour, le 14 juin, il se remit en marche, suivant de près le corps du général Roudzewitch.

Ce général croyait trouver, au moins, une légère résistance à Babadagh, où il y avait eu un dépôt de troupes ottomanes, mais ces troupes s'étaient retirées, chassant devant elles les habitants de ce gros bourg que l'incendie avait épargné. Roudzewitch s'y établit avec son avant-garde, en attendant l'empereur, qui devait y porter son quartier-général et qui avait été rejoint par le feld-maréchal comte de Wittgenstein.

Babadagh était une petite ville ouverte, entourée de montagnes et offrant l'aspect le plus pittoresque, au milieu d'une riche végétation ; mais ce n'étaient, à l'intérieur, que ruines et misères. On

y voyait un immense bâtiment carré, nouvellement bâti pour servir de caserne à un régiment de troupes régulières formées par le sultan Mahmoud. Cette caserne semblait faite exprès pour y mettre les malades de l'armée russe.

Avant d'arriver à Babadagh, l'empereur fut averti qu'une députation des Cosaques Nekrassowtzy demandait à lui présenter le pain et le sel, en implorant sa clémence.

Ces Cosaques, qui portaient le nom d'un chef rebelle, sous les ordres duquel leurs ancêtres s'étaient éloignés de la Russie, pendant le règne de Pierre le Grand lors de l'émeute provoquée par Boulavine, habitaient la Bulgarie depuis cette époque et conservaient contre les Russes un ressentiment implacable : aussi, toutes les fois qu'une armée russe était entrée en Bulgarie, ils avaient montré contre leurs anciens compatriotes le plus furieux acharnement, leur dressant des embuscades, les assassinant dans les bois, leur créant mille obstacles, et n'ayant pas de plus vive jouissance que de leur faire beaucoup de mal.

Jamais ces farouches sectaires n'avaient manifesté l'idée de retourner dans le Gouvernement du Don, qui était le berçeau de leurs pères. Ce désir s'éveilla chez eux tout à coup, quand ils apprirent

que leurs voisins et leurs rivaux, les Cosaques Zaporogues, étaient rentrés en grâce auprès du tzar. Leurs députés venaient donc se jeter aux pieds de l'empereur, en lui apportant leur soumission spontanée et en lui offrant leurs services dans la guerre qu'il avait déclarée à la Turquie.

L'empereur les reçut avec bienveillance, mais non sans conserver une prudente défiance à leur égard. Il leur promit de les faire rapatrier sur les bords du Don, aussitôt que la guerre serait finie. Mais, néanmoins, le retour des Cosaques Nekrassowtzy, en Russie, ne devait pas avoir lieu, car ces sectaires possédaient, en Bulgarie, des villages bien construits, des terres bien cultivées; ils jouissaient, sous le Gouvernement turc, de la plus entière liberté civile et religieuse; ils avaient, d'ailleurs, contracté des alliances de famille dans le pays : ils ne quittèrent donc pas la patrie adoptive de leurs ancêtres.

La nouvelle du pardon que le tzar daignait accorder aux descendants des complices de Nekrassow se propagea rapidement dans leurs villages, et de tous côtés affluèrent, au quartier-général de l'empereur, de nouveaux députés, avec le pain et le sel, en signe de soumission et d'hommage à leur auguste maître. Quelques-uns, pour mieux témoi-

gner leur dévouement absolu à la cause des Russes, amenèrent au camp des courriers turcs qu'ils avaient arrêtés, lorsque ceux-ci retournaient chargés de dépêches, de Matchine à Schumla.

On apprit, par ces dépêches, que les forteresses de Matchine, de Toultcha et d'Hirsova, qui avaient été investies simultanément par les généraux Bartholomey, Ouchakoff et Madatoff, ne pourraient pas tenir longtemps après la prise de Braïlow, qu'on savait imminente, si elles ne recevaient pas de secours; mais elles ne devaient point en espérer, le plan de campagne des Turcs étant de défendre seulement la ligne des Balkans et de porter toutes leurs forces sur Silistrie, Varna et Schumla, ces trois places fortes qui passaient pour imprenables et qui pouvaient, en tous cas, arrêter l'armée ennemie pendant plusieurs mois.

Cependant, quoique les Turcs ne se montrassent nulle part en rase campagne, les villes fortifiées, où ils avaient laissé garnison, ne se rendaient pas, sans avoir essayé de se défendre.

XCV

L'avant-garde du troisième corps, commandée par le général Rudiger, avait continué son mouvement jusqu'à l'antique Rempart de Trajan, qui, bien que debout et presque intact sur certains points, ne pouvait plus servir, comme du temps des Barbares, à préserver la Turquie de l'invasion d'une armée.

Rudiger posa son camp au pied de ce Rempart et se porta immédiatement, avec une partie de ses troupes, devant Kustendgi. Cette place, qui s'élève en amphithéâtre au bord de la mer, avait été fortifiée avec beaucoup de soin; elle était défendue par une garnison de trois mille hommes, et les Turcs, qui commençaient à se montrer par petites bandes aux environs, semblaient vouloir la protéger par des escarmouches que soutiendrait le canon de la place. Mais ces

escarmouches, renouvelées pendant vingt-quatre heures et appuyées par des tirailleurs qui garnissaient les collines autour de Kustendgi, n'empêchèrent pas le général Rudiger de pousser ses avant-postes à peu de distance des murs de la ville et de mettre en batterie cinquante pièces de gros calibre, qui ne devaient ouvrir leur feu qu'en présence de l'empereur.

De Babadagh, que sa situation dans une vallée charmante avait fait choisir pour y installer les malades de l'armée russe et qui était devenu en peu de jours un immense hôpital, Nicolas avait porté son quartier-général à Beïdaout, village bulgare ruiné et dépeuplé; puis, le 16 juin, au bord du beau lac Taschaoul. Plusieurs campements de cavalerie russe étaient déjà disséminés dans une plaine immense à l'entour de ce lac. Les tentes du camp impérial furent dressées sur la cime d'une montagne qui dominait le pays animé de la végétation la plus riante.

Pendant la nuit, un orage épouvantable éclata tout à coup et bouleversa les campements; le vent et la pluie renversèrent les tentes; les chevaux, effrayés par le feu des éclairs, brisèrent les cordes qui les attachaient au piquet et s'élancèrent au galop dans toutes les directions; les soldats se ré-

veillaient au milieu de l'eau. Les coups de tonnerre se succédaient avec un tel fracas, répétés et multipliés par les échos des montagnes, que tout le monde fut sur pied, comme si l'ennemi avait attaqué le quartier-général avec cent pièces d'artillerie. La terreur, la confusion étaient inexprimables, et il fallut que l'empereur allât en personne rassurer les troupes qui croyaient assister à la fin des temps et qui recommandaient leur âme à Dieu.

Le quartier-général de l'empereur fut transporté, le 17 juin, près du Rempart de Trajan, en arrière du camp de Rudiger. Nicolas, sans descendre de cheval, alla aussitôt visiter les travaux de siége devant Kustendgi et voir démasquer les batteries qui lancèrent leurs premières bombes dans la place. A son retour au quartier-général, il reconnut le colonel Bibikoff, aide de camp du grand-duc Michel, arrivant de Braïlow, à franc étrier, et encore tout couvert de boue et de poussière.

— Je remercie Dieu ! s'écria l'empereur, en courant l'embrasser : Braïlow est à nous !

Et, sans attendre que le colonel lui donnât des détails sur la prise de cette ville, l'empereur entra dans la tente du feld-maréchal comte de Wittgenstein, en lui disant avec émotion :

— Dieu est avec nous, maréchal ! Le grand-duc Michel a pris Braïlow. C'est un grand fait d'armes. Il me semble que le sultan va demander la paix.

— Sire, lui répondit le comte de Wittgenstein, la prise de Braïlow fait le plus grand honneur à S. A. I. Monseigneur le grand-duc Michel, mais je ne crois pas que la guerre soit encore près de finir, et je crains bien que nous ne venions pas à bout des Turcs en une seule campagne. Votre Majesté y gagnera un plus grand nombre de victoires.

— Ah ! maréchal, reprit tristement l'empereur, nous avons l'un et l'autre une terrible responsabilité. Ce n'est pas tout de vaincre : il faut autant que possible ménager le sang de notre armée.

La nouvelle de la prise de Braïlow avait circulé dans le camp, et les soldats, joyeux d'apprendre cette heureuse nouvelle, se rapprochaient de la tente impériale, en poussant des hourras. L'empereur sortit de la tente avec le comte de Wittgenstein ; les hourras redoublèrent :

— Mes enfants, leur dit l'empereur, je suis sûr que vous vous distinguerez, comme vos camarades se sont distingués à Braïlow, quand les événements vous le permettront. Vous savez, n'est-ce pas, que la gloire de ce grand fait d'armes revient

de droit, pour la plus grande partie, à mon bien-aimé frère le grand-duc Michel?

Tous les assistants poussèrent de nouveaux hourras, en mêlant au nom de l'empereur le nom du grand-duc Michel. Nicolas avait fait venir l'aumônier du quartier-général : on apporta un lutrin, on mit dessus le livre des évangiles et les troupes se prosternèrent le front contre terre, pendant que le prêtre leur jetait de l'eau bénite : ensuite on chanta le *Te Deum*, et mille voix répétèrent le cantique d'actions de grâces.

L'empereur rentra dans sa tente avec le colonel Bibikoff, ouvrit et lut les lettres et les rapports de son frère et se fit rendre compte verbalement de toutes les circonstances qni avaient accompagné la reddition de Braïlow.

Dans la nuit du 15 au 16 juin, le grand-duc Michel avait parcouru les tranchées, pendant que les Turcs, qui semblaient avoir repris toute leur énergie, dirigeaient, sans interruption, un feu terrible sur les ouvrages des assiégeants, dans l'espoir de contraindre ceux-ci à abandonner leurs positions. Mais la présence du grand-duc maintint chacun à son poste, sous une grêle de balles et de mitraille.

Les batteries de siége s'étaient tues; au point du

jour, elles recommencèrent à foudroyer la ville, et la mine, qui n'avait pas éclaté la veille, s'alluma tout à coup et fit sauter en l'air un bastion entier avec une centaine d'hommes : la brèche désormais était praticable, et le grand-duc disposa tout pour l'assaut.

Cet assaut, dont l'issue ne paraissait plus douteuse, devait être livré pendant la nuit, et les troupes se massèrent dans les tranchées pour être prêtes au premier signal. Mais on remarqua que les assiégés étaient sur leurs gardes et qu'ils travaillaient en foule à réparer leurs bastions démantelés, en profitant du repos momentané des batteries russes. Vers neuf heures du soir, ces batteries lancèrent quelques bombes qui éclairaient la brèche où s'était portée une foule considérable d'ennemis; une vive fusillade s'engagea aussitôt sur le front d'attaque, et l'on pensa que la garnison allait tenter une nouvelle sortie : un bataillon du régiment d'Azoff et la réserve de cavalerie se portèrent en avant pour défendre la tranchée; mais la sortie n'eut pas lieu.

Le feu de la place s'éteignit tout à coup; les batteries de siége se turent encore une fois, et les troupes rentrèrent dans leurs quartiers. Il y eut, cette nuit-là, une espèce de suspension d'armes.

Le lendemain, aux premiers préparatifs de l'assaut, dix parlementaires sortirent de la forteresse, pour proposer de la rendre dans le terme de dix jours, si elle n'était pas secourue auparavant. Le grand-duc Michel, au lieu des dix jours d'armistice qu'on lui demandait, n'accorda qu'un délai de vingt-quatre heures à la garnison, en lui offrant une capitulation digne de son courage et motivée surtout par le désir d'arrêter l'effusion du sang.

Les Turcs avaient fait des pertes immenses; ils manquaient de vivres; ils voyaient bien que leur résistance était à bout : ils acceptèrent les conditions honorables qui leur permettaient de se retirer avec les honneurs de la guerre. Des drapeaux blancs furent arborés sur les remparts, et la ville de Braïlow devait être remise, le jour suivant, au pouvoir des Russes.

L'empereur fut très-satisfait des nouvelles que le colonel Bibikoff lui avait apportées, et il le renvoya vers le grand-duc Michel, avec des instructions secrètes qui concernaient moins la prise de Braïlow que la suite des opérations de la campagne. Il lui faisait dire de venir le plus promptement possible faire sa jonction avec le troisième corps d'armée et qu'il l'attendrait sous le Rempart de Trajan, avant de chercher à rencontrer l'armée

ottomane, qui se réunissait autour de Schumla. L'empereur ne voulait pas marcher contre cette armée, qu'on disait déjà très-nombreuse et grossissant tous les jours, avant d'avoir concentré les différents corps, que le général Roudzewitch avait détachés à la fois pour s'emparer de Matchine, Hirsova, Toultcha et Kustendgi. Il n'eût pas été sage de laisser ces forteresses dans les mains des Turcs. On espérait d'heure en heure apprendre qu'elles s'étaient rendues toutes, comme Matchine, ou qu'elles avaient été de vive force occupées par les Russes, et, dans cet espoir, l'empereur passa six jours entiers au quartier-général du Rempart de Trajan.

Ce fut dans cet intervalle de temps, qu'il nomma le général-major Berg quartier-maître général de la deuxième armée, en remplacement du prince Gortchakoff II, chargé du commandement de la dix-huitième division d'infanterie, et qu'il adressa au général en chef comte de Wittgenstein un rescrit, dans lequel il lui attribuait personnellement, par un excès de bienveillante délicatesse, tout l'honneur des principaux faits d'armes depuis l'ouverture de la campagne.

« Comte Pierre Christianovitch ! Arrivé à l'armée peu de temps après l'ouverture de la campagne

actuelle contre les Turcs, j'ai trouvé, à ma grande satisfaction, les principautés de Moldavie et de Valachie déjà occupées par le mouvement rapide de nos troupes. Cet important succès, dû à vos sages dispositions, au commencement même des hostilités, a préservé les habitants de ces deux Principautés, de toutes les calamités dont ils étaient menacés, en temps de guerre, de la part des Turcs. La promptitude du passage du Danube par nos troupes, la prise des forteresses d'Issaktcha, de Matchine et de Braïlow, sont le résultat de vos habiles combinaisons et de l'exacte exécution du plan de campagne adopté; plus de trois cents pièces de canon et une quantité considérable de munitions de guerre, enlevées à l'ennemi depuis le commencement de la campagne, attestent les avantages que nous avons obtenus sur lui. Voulant vous en témoigner Ma reconnaissance et vous donner une marque de Ma sincère bienveillance pour vos services toujours distingués et utiles, je vous envoie ci-joint les insignes en diamants de l'ordre de Saint-André.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Au camp du Rempart de Trajan, sur la rivière Karassou, 9 (21, nouv. st.) juin 1828. »

Cependant, comme le siége des différentes places qui avaient été investies simultanément semblait devoir se prolonger, et que l'arrivée du grand-duc Michel à la tête du septième corps pouvait tarder de plusieurs jours, l'empereur résolut de porter en avant son quartier-général.

L'emplacement qu'on avait choisi près du Rempart de Trajan, pour y faire camper une partie de l'armée avec les bagages, paraissait sans doute avantageux au point de vue stratégique, mais il offrait, en revanche, bien des inconvénients pour la santé des troupes. L'eau y était mauvaise et rare; des marécages couverts de jonc exhalaient des miasmes putrides; les pâturages, quoique la chaleur ne les eût pas encore desséchés, n'offraient qu'une nourriture malsaine aux milliers de bœufs qui servaient au transport des approvisionnements et des parcs d'artillerie : ces animaux maigrissaient, perdaient leurs forces et périssaient en grand nombre; les fourrages ne suffisaient plus à la consommation des chevaux qui souffraient surtout du manque d'eau. La fièvre, cette terrible fièvre paludéenne, qui est une espèce d'empoisonnement général de l'individu, commençait à sévir sous l'influence des grandes chaleurs, et tous les jours on évacuait beaucoup de malades sur les hôpitaux

d'Issaktcha et de Babadagh. Le bruit courut dès lors, que plusieurs cas de peste avaient été signalés dans les ambulances.

Quoi qu'il en soit, le camp fut levé précipitamment au point du jour, le 24 juin, et transféré, à une demi-journée de marche, au delà du Rempart de Trajan, entre Rassova et Kustendgi, sur les bords d'une rivière profonde qui donnait son nom de Karassou à cette vallée où les Nekrassowtzy occupaient plusieurs grands villages bâtis à la russe et offrant l'aspect du bien-être et de la prospérité. Cette vallée était beaucoup plus salubre que le dernier campement, et l'empereur ordonna que son quartier-général y resterait pendant plusieurs jours, moins pour y attendre des renforts que pour améliorer l'état sanitaire du troisième corps d'infanterie.

A peine Nicolas avait-il parcouru et visité le nouveau camp de Karassou, qu'une estafette vint lui annoncer la prochaine arrivée d'une division de chasseurs à cheval, qui, après une marche de deux mille werstes, allait se réunir, avec vingt-quatre pièces d'artillerie, au corps d'armée du général Roudzewitch. L'empereur, en effet, quand cette division défila devant lui, put constater que les hommes et les chevaux ne paraissaient pas avoir

souffert d'une si longue route, qu'ils avaient faite si rapidement, car les régiments de la garde impériale, partis de Saint-Pétersbourg presque en même temps que les chasseurs à cheval, n'étaient pas encore parvenus dans le gouvernement de Mohilew.

L'empereur reçut, ce jour-là même, des lettres du grand-duc Michel, qui lui donnait les détails les plus intéressants sur la reddition de Braïlow, et des rapports des généraux Rudiger, Orloff, Madatoff, qui lui annonçaient que les forteresses d'Hirsova, de Matchine et de Kustendgi, avaient capitulé.

La capitulation de Braïlow avait été signée dans la nuit du 19 juin; aussitôt, les troupes du septième corps d'infanterie étaient entrées par la brèche dans la citadelle et avaient pris possession des batteries et des portes de la ville.

La garnison de Braïlow, qui s'était défendue avec un courage héroïque, avait obtenu la permission de sortir, avec ses armes personnelles, en laissant dans la place les drapeaux, les dépôts d'armes et de munitions, l'artillerie et les archives, avec les débris de la flottille turque. Elle devait être conduite sous escorte jusqu'à Silistrie, et, durant un délai de huit jours, les habitants auraient

droit de la suivre, sinon de rester dans la ville, où leur sûreté individuelle, leur fortune et leur religion se trouvaient pleinement garanties. Soliman-Pacha avait placé avec confiance ses malades et ses blessés sous la sauvegarde du grand-duc Michel.

L'évacuation de la garnison commença dans la matinée du 20 juin; quinze cents hommes se mirent en marche vers Silistrie, sous l'escorte du régiment de Perm, et Soliman-Pacha, entouré de ses principaux officiers, présenta lui-même les clefs des portes au grand-duc. Ce malheureux général, qui avait fait une si belle défense à Braïlow, eut l'imprudence de retourner à Constantinople pour y rendre compte de sa conduite : le sultan le traita comme il avait traité les deux pachas d'Issaktcha et lui fit trancher la tête.

L'ordre et la tranquillité n'avaient pas été troublés un instant dans l'intérieur de la ville; les bazars s'étaient rouverts, et l'on pouvait croire d'abord que la plupart des habitants avaient pris le parti de ne pas quitter leurs foyers; mais leurs dispositions changèrent tout à coup, par suite d'un mot d'ordre qui leur fut transmis de la part de leur Gouvernement, et plus de seize mille d'entre eux, de tout rang et de tout âge, s'exilèrent volontaire-

ment et partirent pour Silistrie, escortés par les troupes russes.

Il ne resta que des blessés, des malades, des pauvres et des juifs. La garde de Braïlow fut confiée au régiment d'infanterie d'Oufa et à un bataillon de sapeurs. C'était plus qu'il n'en fallait pour garder une ville déserte et des hôpitaux déjà remplis.

On avait trouvé dans la citadelle deux cent soixante-dix-huit pièces d'artillerie, dix-sept mille pouds (283,220 kil.) de poudre et une énorme quantité de munitions, ainsi que d'immenses magasins de grains. Le grand-duc Michel envoya, comme trophées, à l'empereur, les clefs de la forteresse, vingt-cinq drapeaux et douze pavillons de la flottille turque, en lui faisant savoir qu'il se mettrait en marche avec le septième corps d'infanterie, aussitôt qu'il aurait vu partir le dernier convoi des défenseurs et des habitants de Braïlow.

La reddition de Matchine avait précédé celle de Braïlow, car, dès le 16 juin, Djafar-Pacha, qui commandait dans la place, avait entamé des pourparlers avec le colonel Rogowsky, chef des troupes de blocus, et, le lendemain, ils avaient signé une capitulation, qui permettait à la garnison, forte de huit cents hommes, de se retirer,

en déposant ses armes sur le glacis. Les assiégeants étaient entrés, tambour battant et enseignes déployées, dans la forteresse, où l'on trouva soixante-quatorze pièces de canon, quinze mortiers et cinq mille pouds (83,300 kil.) de poudre, avec des provisions de toute espèce. Huit chaloupes canonnières turques, portant trente et une pièces d'artillerie, qui s'étaient réfugiées sous les murs de Matchine, tombèrent également au pouvoir du vainqueur.

Le blocus d'Hirsova avait duré sept jours et s'était terminé aussi par une capitulation, qui autorisait la sortie de la garnison, emportant ses armes particulières et se retirant sur Silistrie. Mais le lieutenant-général prince Madatoff, qui fit présenter à l'empereur les clefs de la forteresse et quatorze drapeaux qu'on y avait trouvés, lui annonçait que les habitants, loin de profiter des avantages de la capitulation, qui leur donnait le droit de se retirer aussi à Silistrie, avaient demandé à ne pas être forcés de quitter la ville et à se soumettre à la domination russe. La prise d'Hirsova avait livré aux assiégeants quatre-vingt-douze canons, six mortiers, trois mille cinq cents pouds (58,310 kil.) de poudre, cinquante mille boulets et une quantité considérable de provisions de bouche.

Quant à Kustendgi, la ville s'était rendue, après quelques jours de blocus et de bombardement, quoique le séraskier Hussein-Pacha, qui était à la tête de l'armée ottomane, qu'il concentrait autour de Schumla, eût envoyé à la garnison l'ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Mais la garnison avait préféré accepter une capitulation honorable et se diriger sur Bazardjik, en conservant ses armes. Les drapeaux, les canons et les munitions étaient restés dans la place. Le général Rudiger avait remis la garde de Kustendgi au régiment qui portait le nom du duc de Wellington.

Les Turcs n'avaient pas encore fini d'évacuer la forteresse, que le port était déjà ouvert à un convoi de vingt-six navires marchands, qui arrivaient d'Odessa chargés de vivres.

La possession de ce port, lequel allait être en communication journalière avec Odessa, assurait pour l'avenir les approvisionnements de l'armée. Mais, tous les jours, arrivaient au camp du troisième corps, par la voie de terre, d'énormes convois qui ne rencontraient sur leur route aucun obstacle, et les Nekrassowtzy s'empressaient, de leur côté, d'apporter aux Russes plus de provisions fraîches qu'on n'en pouvait consommer.

Il fallait, néanmoins, prévoir des difficultés sé-

rieuses dans le transport des subsistances de l'armée, à mesure que les chaleurs deviendraient plus intenses et que le théâtre de la guerre s'éloignerait de la frontière russe.

L'empereur, dès qu'il eut reçu du général Rudiger la nouvelle de la capitulation de Kustendgi, avec les clefs et les drapeaux de la forteresse, prit avec lui quelques Cosaques pour escorte, et, accompagné du général Alexandre Benkendorff, qui avait essayé inutilement de le dissuader d'entreprendre une excursion aussi dangereuse, il était allé à cheval jusqu'à cette ville, où il se proposait de faire établir immédiatement des hôpitaux et des magasins.

En traversant au galop les vastes plaines de la Dobrudja, il n'avait rencontré que des déserteurs turcs, qui s'enfuyaient à son approche, et des Nekrassowtzy, qui, sans le connaître et le prenant pour un officier du tzar, lui souhaitaient, en langue russe, toutes les bénédictions du ciel. L'empereur leur faisait jeter de l'argent, et il était déjà loin, que les sectaires, qui l'avaient reconnu à sa générosité, restaient prosternés la face contre terre, en priant Dieu pour la conservation des jours du tzar.

La formation des hôpitaux fixes dans toutes les

villes fortifiées où devait rester une garnison russe, telle était en ce moment la préoccupation principale de l'empereur; non-seulement il avait à cœur de faire donner les soins les plus intelligents aux trois mille blessés qui étaient entrés dans les ambulances depuis l'ouverture de la campagne, mais encore il voulait que les blessés turcs, qui se trouvaient abandonnés à sa discrétion par l'égoïsme ou l'insouciance de leurs compagnons d'armes, ne fussent pas traités autrement que ses propres blessés.

Il avait reçu, de sir James Wylies, inspecteur général du service de santé de ses armées, plusieurs rapports très-explicites et peu rassurants sur la situation des hôpitaux militaires de Braïlow, où le nombre des malades surpassait déjà celui des blessés ! La peste, qui avait fait son apparition sur plusieurs points du littoral de la mer Noire, ne s'était pas encore montrée, du moins d'une manière certaine, sur les bords du Danube ; mais le typhus commençait à faire des victimes dans les hôpitaux, et l'on pouvait craindre que la saison des grandes chaleurs ne favorisât bientôt les progrès de l'épidémie.

Le docteur James Wylies conseillait donc d'éparpiller, autant que possible, les malades, et, par

conséquent, de créer partout des hôpitaux stationnaires.

Ce fut à la suite des importantes communications du médecin en chef de l'armée russe, que l'empereur lui adressa le rescrit suivant, qui témoignait hautement de l'estime et de la confiance que ce savant et habile praticien avait conservées auprès de l'auguste successeur de son ancien maître, Alexandre Ier :

« J'ai éprouvé une vive satisfaction, en m'assurant, par vos états de situation des blessés, pendant le siége de Braïlow, que, sur plus de deux mille officiers de tous grades et soldats, confiés à vos soins, le nombre de ceux qui ont succombé à de graves blessures a été comparativement très-peu considérable, tandis que beaucoup de blessés, déjà guéris, se sont trouvés en état de reprendre leurs places dans les rangs de leurs braves compagnons d'armes, et que la majeure partie de ceux qui restent encore dans les hôpitaux offre l'espoir certain d'une guérison prochaine. D'aussi heureux résultats ne pouvaient s'obtenir qu'à l'aide d'une parfaite organisation du service de santé des armées ; qu'à l'aide de l'activité, du zèle et du talent des officiers de santé. Mais ces mêmes résultats, Je me plais à vous les attribuer presque tout

entiers, à vous à qui l'on doit une bonne administration médicale dans l'armée, et qui, chef de tous les médecins qui y sont employés, avez su, dans cette dernière occasion, animer vos subordonnés par votre présence, et leur donner un honorable exemple au milieu de tous les dangers des combats. Je remplis un devoir qui m'est doux, en vous témoignant Ma sincère reconnaissance de vos services, utilement consacrés à secourir, à soulager, à sauver les intrépides défenseurs de Notre juste cause, services aussi glorieux, aussi respectables que ceux rendus les armes à la main.

« Je suis à jamais votre affectionné.

« NICOLAS.

« Au camp de Karassou, 16 (28, nouv. st.) juin 1828. »

James Wylies n'avait pas caché à l'empereur que le typhus pouvait, d'un moment à l'autre, envahir les hôpitaux militaires, et que la peste, qui régnait dans la plupart des îles de l'Archipel et qui décimait l'armée égyptienne en Morée, pouvait aussi être apportée par un navire de commerce à Odessa, ou dans tout autre port russe. L'empereur, préoccupé de ces sinistres présages, ordonna des mesures sanitaires plus rigoureuses pour les quarantaines, et n'épargna aucune précaution capable

d'arrêter le fléau qu'il redoutait. Ses yeux étaient tournés sans cesse vers Odessa, où l'impératrice prenait les bains de mer.

Cette ville, de fondation si récente, n'avait pas encore d'hôpitaux assez vastes et assez bien organisés, pour qu'on y envoyât en convalescence les malades et les blessés que le docteur Wylies voulait faire sortir, le plus tôt possible, des hôpitaux de l'armée, avant que l'épidémie vînt à s'y déclarer. Pour l'établissement d'un nouvel hôpital, qui devait être prêt à recevoir, au besoin, dix à quinze mille convalescents, l'empereur savait bien d'avance que la charité publique ne lui ferait pas défaut. Il adressa, en conséquence, le rescrit suivant au comte de Worontzoff, gouverneur général de la Crimée :

« Comte Michel Séménovitch ! Le zèle et l'empressement que j'ai reconnus dans les habitants d'Odessa à aller au-devant de tout ce qui peut contribuer au bien de l'Empire, Me sont de sûrs garants que, dans les circonstances de la guerre actuelle, ils donneront de nouvelles preuves de ces sentiments, en soignant les malades et les blessés qui doivent être amenés de l'armée dans la ville, et pour lesquels il sera nécessaire d'organiser un hôpital. A cet effet, Je vous charge de porter à

leur connaissance, qu'en confiant à leurs soins les braves qui sacrifient leur vie pour le bien de la patrie et pour la prospérité de leur ville, qu'une paix solide peut seule maintenir, Je suis pleinement assuré qu'ils rempliront, dans toute son étendue, le devoir de citoyens zélés et justifieront Mon attente, par la prompte organisation d'un hôpital et par l'activité qu'ils mettront à soulager les souffrances des braves défenseurs de la patrie.

« Je vous charge, en même temps, de convoquer les principaux habitants, et, après leur avoir fait connaître Mes intentions, de prendre, de concert avec eux, les arrangements que vous jugerez les plus propres pour l'organisation de l'hôpital et le choix de l'emplacement le plus convenable et le plus commode pour un pareil établissement.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Quartier-général de Karassou, le 12/24 juin 1828. »

L'appel de l'empereur fut entendu : la population d'Odessa y répondit aussitôt par des dons volontaires, qui s'élevèrent, dans l'espace de trois jours, à plusieurs millions de roubles. Une commission, composée du maire de la ville, de l'inspecteur de la quarantaine et capitaine du port, et de

trois notables négociants, fut chargée de recueillir les fonds, de choisir immédiatement la place du nouvel hôpital et de faire commencer les travaux, pendant que les malades et blessés seraient logés provisoirement dans les locaux de la quarantaine, qui furent appropriés pour recevoir douze à quinze cents convalescents, qu'on allait évacuer de Braïlow et de Babadagh sur Odessa.

L'impératrice se mit à la tête de la souscription, avec cette ardeur de bienfaisance, qui est innée dans la famille impériale de Russie, et son exemple fit des prodiges d'émulation, non-seulement à Odessa, mais encore dans toutes les villes de Crimée, qui voulurent contribuer aussi à la fondation des hôpitaux de convalescence de l'armée.

Ce n'était pas la première fois depuis le commencement de la guerre, que l'empereur avait fait appel avec confiance à la coopération généreuse et désintéressée de ses sujets. Quand il s'était agi du transport des magasins de l'armée, les nobles et les paysans, dans les gouvernements voisins des frontières, avaient fourni, à leurs frais, les chevaux, les chariots et les conducteurs nécessaires à l'immense service des approvisionnements, et personne ne s'était plaint alors de participer à cette

espèce de corvée que chacun regardait comme une dette qu'il fallait payer à la patrie.

Nicolas avait adressé, à cette occasion, le rescrit suivant à la noblesse du gouvernement d'Ekatherinoslaw :

« L'établissement de magasins ambulants, nécessités par la marche de nos troupes au delà des frontières, vous a fourni une nouvelle occasion de donner des preuves de votre zèle pour le bien public. A peine aviez-vous reçu les instructions nécessaires, que vous vous êtes empressés de les mettre à exécution et d'animer, par votre exemple, les paysans qui devaient supporter cette charge. En moins de deux mois, le nombre complet de conducteurs, de chariots et tous les approvisionnements se sont trouvés réunis sur le point désigné. En inspectant le parc d'Ekatherinoslaw, Nous avons eu lieu de Nous convaincre personnellement de votre zèle, et Nous avons vu que rien n'avait été épargné pour exécuter Nos ordres avec exactitude et remplir dans toute leur étendue les devoirs de fidèles sujets.

« Ayant fixé Notre attention sur vos utiles efforts, Nous en exprimons Notre reconnaissance impériale et Notre entière satisfaction à tous ceux qui y ont pris part et particulièrement à Notre

aimée et fidèle noblesse du gouvernement d'Ekatherinoslaw. Tant que de semblables sentiments animeront les enfants de la Russie, elle ne cessera d'être dans un état florissant, et sa prospérité sera un témoignage éclatant du sincère dévouement au trône et à la patrie, qui, chez eux, passe de génération en génération comme un précieux héritage.

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Odessa, le 18/30 mai 1828. »

Cependant l'empereur ne laissait pas que d'être inquiet de cette accumulation de malades dans la ville où séjournait l'impératrice : il essaya d'amener insensiblement son auguste épouse à changer de résidence, et même à retourner à Saint-Pétersbourg. L'impératrice fit semblant de ne pas le comprendre, pour n'avoir pas l'air de résister à ses désirs. Elle lui écrivait tous les jours, et elle se félicitait sans cesse de l'heureuse influence que le séjour d'Odessa avait sur sa santé :

« J'espère, disait-elle dans une de ses lettres, que la santé de Votre Majesté, Sire, est aussi bonne que la mienne, malgré les fatigues inséparables de la guerre, et d'une guerre aussi pénible.

Mais, ce qu'à Dieu ne plaise, si Votre Majesté venait à tomber malade, comme cela est arrivé devant Braïlow, la traversée d'Odessa à Kustendgi n'est pas longue, par bonheur : je serais bientôt rendue auprès de mon bien-aimé époux. »

Voulant donner satisfaction au désir exprimé par l'empereur et mettre fin à ses inquiétudes, l'impératrice avait consenti à quitter la ville pour établir sa demeure d'été dans une délicieuse maison de campagne, située au bord de la mer, à quelques werstes d'Odessa. Cette maison, appartenant à un Français, le baron Rainaud, avait été gracieusement offerte à l'impératrice, qui s'y installa pour prendre les bains de mer.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE LXXVII.

met-Émine-Khan, remet les clefs de la forteresse à Paskewitch. — Les Russes entrent dans Abbas-Abad. — Le prince Abbas-Mirza réforme son armée et reste dans son camp près de Tchors. — Les familles indigènes, emmenées au delà de l'Araxe, sont rétablies sur leur territoire. — Les tribus des Lesghis, des Kourousches et des Makrakhs prêtent serment de fidélité au tzar. — L'armée persane se met en mouvement pour couper les vivres au principal corps de l'armée russe, campé à Karababa. — Le général-major prince Bagration chargé de protéger les familles tartares et arméniennes qu'il ramène dans leurs villages. — Il est assailli par la cavalerie persane (19 août) et lui tient tête. — Beaux traits de courage et de dévouement. — L'enseigne prince Tschevtschevadzeff, le capitaine Podloutsky et le sous-officier Kabakoff. — Le capitaine Vrétoff, l'enseigne Lawroff et le sergent-major Jakovleff. — Le lieutenant-général Krassowsky, commandant la forteresse d'Etchmiadzine, va camper avec une partie de ses troupes à Dianghili. — La forteresse gardée par cinq compagnies d'infanterie sous les ordres du lieutenant-colonel Laudenfeld. — Le camp de Dianghili favorable à la santé des troupes. — L'aide de camp général Sipiaguine, qui amenait l'artillerie de siége à Paskewitch, arrive à Dianghili, après avoir été harcelé par l'ennemi. — Krassowsky attaque vigoureusement la cavalerie persane, qui avait inquiété la marche de Sipiaguine et la met en fuite. — Il apprend tout à coup que le prince Abbas-Mirza assiége Etchmiadzine. — Il se met en route, le soir même, avec une partie de ses troupes, pour secourir la place assiégée. — Il marche toute la nuit et trouve, au point du jour, la route fermée par Abbas-Mirza. — Dispositions de l'armée persane. — Krassowsky n'hésite pas à l'attaquer à la baïonnette. — L'artillerie ennemie cause des dégâts aux équipages russes. — Le colonel Güllensmidt dirige habilement le feu de ses canons sur les masses de l'armée persane. — Victoire de l'Abarane (29 août). — Pertes regrettables des vainqueurs; le lieutenant-colonel Golovine et le major Beloser tués. — Krassowsky blessé. — Quatre mille morts et blessés dans l'armée persane. — Dernier assaut livré à Etchmiadzine. — Cette forteresse est sauvée. — Krassowsky retourne au camp de Dian-

CHAPITRE LXXVIII.

CHAPITRE LXXIX.

— M. de Ribeaupierre poursuit la réparation de l'injure faite à l'empereur, qu'on a osé accuser de manquer à ses engagements vis-à-vis de la Porte. — Le reïss-effendi refuse toute explication catégorique. — Le Divan voyait avec un vif ressentiment que l'empereur de Russie semblait reconnaître le nouveau président de la Grèce. — M. de Ribeaupierre s'attache à prouver que son Gouvernement voulait garder la neutralité vis-à-vis des Turcs et des Grecs. — Une escadre doit être envoyée dans la Méditerranée par les trois Puissances alliées. — Le vice-amiral Codrington, le contre-amiral de Rigny et le vice-amiral comte de Heyden, désignés pour commander les trois divisions de l'escadre. — Il s'agissait de bloquer la flotte égyptienne dans le port d'Alexandrie et d'empêcher le ravitaillement des armées turques en Morée. — Réponse du reïss-effendi au ministre de Prusse, M. de Miltiz, à propos de l'ultimatum des trois Puissances. — Les drogmans des trois Puissances apportent le traité au reïss-effendi et le lui laissent (16 août). — Délai de quinze jours accordé au Divan pour accepter la médiation des Puissances. — Note amicale et conseils adressés par le ministre de Prusse au reïss-effendi. — Conduite ambiguë de l'internonce autrichien. — La notification des trois ambassadeurs reste sans réponse. — Le reïss-effendi repousse toute démarche conciliante — Les ambassadeurs avertissent leurs nationaux. — M. de Ribeaupierre conseille aux sujets russes de quitter Constantinople. — La flotte égyptienne parvient à sortir du port d'Alexandrie. — Elle est suivie par les escadres alliées, qui l'enferment dans la baie de Navarin. — Le commandant de cette flotte, Tahir-Pacha, sommé d'accepter l'armistice que les Grecs ont accepté. — Dernière démarche des ambassadeurs auprès du reïss-effendi (14 septembre). — La Porte prétend adopter la devise de l'Angleterre : *Dieu et mon droit.* — Le reïss-effendi résigne ses fonctions, et le ministre de l'intérieur lui succède. — Celui-ci déclare que la Turquie ne cédera pas, et qu'elle est prête à rendre coup pour coup, boulet pour boulet. — Deux navires de guerre russes, portant pavillon marchand, entrent dans le port de Constantinople. — Émotion causée dans la ville par leur présence. — M. de Ribeaupierre, pour toute explication, répond que la Porte ne doit

CHAPITRE LXXX.

CHAPITRE LXXXI.

L'empereur revient de son voyage à Riga et à Dunabourg. — *Te Deum* pour la prise d'Érivan (15 novembre 1827). — On apprend, le même jour, la victoire de Navarin et l'ouverture des conférences pour la paix en Perse. — L'empereur récompense le comte de Heyden, le capitaine Lazareff et les marins qui se sont distingués à Navarin. — Rescrit de l'empereur à sir Codrington (8/20 novembre). — Rescrit au vice-amiral de Rigny (8/20 novembre). — Suites politiques du combat de Navarin. — La destruction de la flotte musulmane préméditée par l'Angleterre. — Aveu du *Times* à ce sujet. — Nicolas ne veut pas mêler sa propre querelle à la question grecque. — Son ambassadeur reçoit l'ordre d'exiger de la Turquie réparation complète et solennelle. — Le Divan espère détacher de la Russie la France et l'Angleterre. — Hatti-schérif qui désigne les Russes à la vengeance des musulmans. — Note du comte de Nesselrode aux ministres des cours de l'Europe (12/24 novembre). — Les préliminaires du traité entre la Perse et la Russie sont convenus. — L'empereur les accepte et envoie ses pleins pouvoirs à Paskewitch. — La Perse dirigée d'après les conseils secrets de l'Angleterre. — L'empereur ajourne à la signature de la paix la récompense qu'il réserve à Paskewitch. — Rescrit de l'empereur au lieutenant-général Krassowsky (5/17 novembre). — Paskewitch avait dissimulé, dans son rapport, que la prise de Tauris était due au prince Eristoff. — Rescrit de l'empereur à ce général (11/23 novembre). — Paskewitch s'impatiente des délais que le schah apporte à conclure le traité de paix. — Il fait marcher ses troupes sur Khoï et Salmas. — Benkendorff s'avance sur Deï-Karghan. — Le prince Abbas-Mirza se replie sur Ourmiah et demande à s'aboucher avec le général en chef. — Benkendorff reçoit l'ordre de recevoir Abbas-Mirza et de lui montrer les troupes russes en parade. — La parade a lieu près du lac Urmio (16 novembre). — Abbas-Mirza arrive avec Feth-Ali-Khan et deux officiers anglais. — Son portrait. — Benkendorff vient à lui avec les colonels Dolgorouky, comte de Tolstoï et Raïewsky. — Compliment du prince au général russe. — Il fait l'éloge de

Lettre qu'elle adresse au ministre de l'Instruction publique. — Elle offre à l'Académie deux médailles d'or, gravées par elle. — L'amiral Chischkoff quitte enfin le ministère de l'instruction publique. — Son adjoint Dmitri Bloudoff destiné à le remplacer. — Le prince Labanoff-Rostowsky se retire du ministère de la justice. — Rescrit de l'empereur à ce vieux ministre (18/30 octobre 1827). — Son adjoint, le prince Dolgorouky, lui succède. — Eloge de ce nouveau ministre. — Grâce à Michel Spéransky, la chancellerie impériale devient l'école de la jurisprudence russe. — Le ministre de la guerre, le général Alexandre Tatitscheff, remplacé par son adjoint le lieutenant-général comte Tchernycheff (septembre 1827). — Reproche adressé à Tatitscheff. — Sa lutte avec Diebitsch. — Ukase du 13/26 octobre 1827 qui nomme Tchernycheff général de cavalerie. — Eloge du général Tchernycheff. — Services qu'il avait rendus à l'empereur. — Réorganisation du ministère de la marine (5 septembre 1827). — Le vice-amiral Moller nommé ministre. — Ses qualités d'organisateur. — Augmentation des forces maritimes de la Russie. — Abandon du système qui plaçait des étrangers à la tête des flottes russes. — Le conseiller d'État Karitonowsky nommé directeur de la chancellerie de la marine. — Membres du comité de la marine : les contre-amiraux Krusenstern et Bellengshausen, le général-major Golovnine et le conseiller d'État Nikolsky. — Le commandant Mikhaïloff, chef de la chancellerie de l'Amirauté. — Vaisseaux de haut bord construits dans les chantiers de Saint-Pétersbourg. — Le vaisseau *l'Empereur Alexandre* lancé à la mer (25 octobre). — Le colonel Issakoff et le capitaine Selivatcheff. — Ce dernier nommé au commandement du navire. — L'armée de Bessarabie, prête à entrer en campagne, attendue à Jassy et à Bukharest. — Le plan de campagne présenté par le comte de Wittgenstein appartenait à son chef d'état-major, Paul de Kisseleff. — Il ne fut ni accepté, ni suivi, par malheur. — Éloge de Paul de Kisseleff. — Idée de son plan de campagne. — Mouvements des troupes en Russie. — La guerre contre les Turcs aussi populaire en Pologne qu'en Russie. — Les journaux polonais obéissent à un mot d'ordre secret. — Sermon prêché devant le grand-duc Constantin. — L'armée polonaise demande à

CHAPITRE LXXXV.

Le traité de paix avec la Perse signé par les plénipotentiaires, le schah refuse d'y adhérer. — Il somme Paskewitch d'évacuer l'Adzerbaïdjan. — Paskewitch, malgré la saison d'hiver, n'hésite pas à rentrer en campagne. — Abbas-Mirza sollicite en vain une prolongation d'armistice. — Il repart pour Téhéran. — Le général-major Pankratieff occupe Ourmiah (17 janvier 1828). — Le comte Suchtelen se porte devant Ardebyl, qui capitule. — Le schah de Perse, effrayé, fait savoir à Paskewitch que le prince Abbas-Mirza revient avec les pouvoirs nécessaires pour conclure le traité. — Les conférences se rouvrent à Tourkmantchaï. — Le traité signé le 22 février. — Prolégomènes de ce traité, destiné à remplacer celui de Gulistan. — Cession de territoire à la Russie et délimitation des frontières. — L'empereur reconnaît Abbas-Mirza comme héritier présomptif de la couronne de Perse. — Fixation de l'indemnité accordée à la Russie. — La mer Caspienne ouverte seulement à la marine marchande de la Perse. — Rétablissement des relations commerciales entre les deux États. — Trois personnes exceptées de l'amnistie : le sardar d'Érivan, son frère Hassan-Khan et Kerim-Khan, gouverneur de Nakhitchévan. — Les prisonniers rendus de part et d'autre. — Les transfuges non soumis à l'extradition. — Les habitants libres de choisir la domination russe ou persane. — Le conseiller Griboyédoff apporte à l'empereur le traité de Tourkmantchaï (26 mars). — *Te Deum* et réjouissances à Saint-Pétersbourg. — Manifeste de l'empereur (15/27 mars 1828). — Le comte de Nesselrode avait dirigé la négociation de cette paix. — Il est élevé à la dignité de vice-chancelier. — Rescrit que l'empereur adresse au Sénat pour nommer Paskewitch comte d'Érivan. — Il fait don d'un million à ce général en chef. — Récompenses accordées au conseiller d'Obreskoff, au comte Suchtelen, au colonel Mouravieff et aux colonels Güllensmidt et Horko. — Le texte du traité publié dans le journal officiel (3 avril). — Autre manifeste impérial qui accompagne le traité (21 mars/2 avril). — Les provinces d'Érivan et de Nakhitchévan unies au titre impérial, sous le nom d'*Arménie*

CHAPITRE LXXXVI.

CHAPITRE LXXXVII.

conspirateurs. — Le césarewitch avertit l'empereur. — Nicolas donne à son frère les pouvoirs les plus étendus en Pologne. — Il punit les officiers polonais en leur interdisant de faire campagne. — L'armée polonaise reste cantonnée sur les frontières de la Gallicie. — Le procès des Sociétés secrètes se prolonge. — La Cour suprême hésite à se prononcer. — Le vice-président de cette Cour déclare que les accusés sont coupables et propose de les recommander à la clémence du tzar. — Le président Biélinski, au contraire, soutient que les prévenus ne sont pas même répréhensibles. — Les prisons regorgent de Polonais arrêtés depuis un an. — Il n'y avait que huit accusés, quoique les dépositions des témoins en eussent signalé beaucoup. — On envoie à Saint-Pétersbourg les accusés de la Lithuanie et de l'Ukraine. — Ils sont jugés à huis clos par le Sénat et déportés en Sibérie. — Tous déclarèrent qu'ils n'avaient pas eu de connivence avec les conspirateurs russes du 14/26 décembre 1825. — Conciliabules politiques en Pologne. — Fermentation dans les universités et les écoles militaires. — L'École des porte-enseignes d'infanterie à Varsovie, centre d'un complot permanent. — Pierre Wisoçki est l'âme de ce complot. — Le professeur Joachim Lelewel, chef de la conspiration des étudiants. — La Diète, à son tour, forme dans son sein un parti d'opposition. — Le groupe monarchique ayant à sa tête le prince Adam Czartoryski, ancien ami de l'empereur Alexandre. — Le groupe libéral dirigé par les frères Niemoïowski. — Principaux membres de cette ligue : Théophile et Théodore Morawski, Wladislas Ostrowski, Barzykowski, Ledochowski, etc. — On attend la réouverture des séances annuelles de la Diète. — Le césarewitch instruit de ce qui se passe à la Diète. — Il s'abuse sur les sentiments des Polonais à son égard. — Sous l'influence de la princesse Lowicz, il devient aussi Polonais qu'il peut l'être. — Il n'avait pourtant aucune popularité, et même on le détestait en Pologne. — La princesse Lowicz l'empêche de se rendre dans sa famille, à la fin de 1827. — Il se dit retenu par le procès des Huit Polonais. — Ce procès était, il est vrai, un péril grave, qu'il essaye de conjurer. — Il fait un voyage à Saint-Pétersbourg avec le comte Lubeçki. — Il arrive le 26 janvier et

CHAPITRE LXXXVIII.

général comte Tolstoï nommé directeur des colonies militaires et commandant de Saint-Pétersbourg. — Le comte Victor Kotschoubeï, président du Conseil de l'Empire. — Retour en Russie du marquis de Traversei, ancien ministre de la marine. — Rescrit qu'il reçoit de l'empereur (24 mars/15 avril 1828). — Retraite définitive de l'amiral Chischkoff, ministre de l'instruction publique. — La direction des cultes étrangers confiée à Dmitrie Bloudoff. — Le prince Charles de Lieven au ministère de l'instruction publique. — Ses tendances à la dévotion et son zèle pour la religion orthodoxe. — Le ministre de l'intérieur Lanskoï remplacé par l'aide de camp général Zakrewsky. — Son adjoint le conseiller Nowossiltzoff. — Rescrit de l'empereur à Lanskoï (19 avril/1er mai 1828). — Division du Conseil de l'Empire en quatre départements. — Ses présidents, le grand-veneur de Paschkoff, le général comte Pierre de Tolstoï, l'amiral Nicolas de Mordvinoff, le conseiller privé prince Alexis de Kourakine. — Le sénateur Diwoff représentant le ministre des affaires étrangères. — Le vice-amiral prince Menchikoff nommé chef d'état-major pour la marine. — Le sénateur Abakoumoff, directeur des approvisionnements de l'armée. — Organisation de l'armée russe en trois divisions, comprenant cent six mille hommes. — Le troisième corps sous les ordres du général Roudzewitch. — Le sixième corps sous les ordres du général Roth. — Le septième corps sous les ordres du général Woïnoff. — Paul de Kisseleff, chef d'état-major de la deuxième armée, avait demandé que l'effectif de l'armée fût augmenté. — La garde impériale devait aller rejoindre cette armée. — L'avant-garde de la garde part, le 13 avril, avec l'artillerie de siége. — Cérémonies religieuses et réception de Pâques. — Tristesse de la famille impériale. — Lugubres présages. — L'empereur se montre dans les rues et reçoit le baiser de paix. — Souhaits de ses sujets. — Rescrit de l'empereur au baron d'Albedyll, grand-maître de la cour (23 mars/4 avril 1828). — Sir James Wylies, médecin de l'empereur, nommé médecin-inspecteur général des armées. — La peste et le choléra-morbus. — Rescrit de l'empereur à sir James Wylies (25 mars/6 avril 1828). — Autres rescrits au comte Kotschoubeï, au prince Wolkonsky, au maréchal de la

CHAPITRE XC.

CHAPITRE XCII.

CHAPITRE XCIII.

CHAPITRE XCIV.

CHAPITRE XCV.

avec l'avant-garde du troisième corps. — Il va mettre le siége devant Kustendgi. Le quartier-général de l'empereur à Beïdaout et au bord du lac Taschaoul (16 juin). — Orage épouvantable. — Le quartier-général près du Rempart de Trajan. — Nicolas visite les travaux du siége devant Kustendgi. — Le colonel Bibikoff, aide de camp du grand-duc Michel, apporte la nouvelle de la prise de Braïlow. — Joie de l'empereur. — Il annonce lui-même cette nouvelle aux soldats. — Il fait chanter un *Te Deum* devant sa tente. — Détails de la reddition de Braïlow. — Préparatifs d'un nouvel assaut. — Explosion de la troisième mine. — Nuit du 16 au 17 juin. — Derniers efforts des assiégés. — Ils envoient des parlementaires. — Ils arborent des drapeaux blancs sur les remparts. — Instructions secrètes de l'empereur au grand-duc Michel. — Nicolas reste six jours au Rempart de Trajan, attendant des nouvelles de ses généraux.— Le général-major Berg nommé quartier-maître-général de la deuxième armée. — Rescrit de l'empereur au comte de Wittgenstein (9/21 juin). — La santé des troupes s'altère sous l'influence des chaleurs. — La fièvre paludéenne et la peste. — Le camp levé précipitamment et transporté sur les bords du Karassou. — Arrivée d'une division de chasseurs à cheval venant de Saint-Pétersbourg. — Lettres du grand-duc Michel sur la capitulation de Braïlow. — Les troupes russes entrent par la brèche dans la forteresse. — La garnison conserve ses armes et se retire à Silistrie. — Soliman-Pacha laisse ses blessés sous la sauvegarde du grand-duc. — Il va rendre compte de sa conduite au sultan, qui lui fait trancher la tête. — Les habitants évacuent la ville. — Trophées de Braïlow envoyés à l'empereur. — Siége et reddition de Matchine. — Djafar-Pacha capitule, et le colonel Rogowski occupe la place. — Blocus et prise d'Hirsova, par le lieutenant-général prince Madatoff. — Kustendgi ouvre ses portes au général Rudiger, après dix jours de blocus et de bombardement. — Importance du port de Kustendgi. — L'empereur, escorté de quelques Cosaques, va visiter Kustendgi, où il veut établir des hôpitaux. — Périlleuse excursion dans le Dobrudja. — L'empereur se préoccupe de créer partout des hôpitaux fixes. — La peste et le typhus. — Rescrit de l'empereur à sir James Wy-

FIN DE LA TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.

[illegible]

